HAL
open science

Coopérer autrement ? Nouvelles perspectives sur la coopération Sud-Sud agricole entre le Brésil et l'Angola

Franciele Do Couto Grabowski

To cite this version:

Franciele Do Couto Grabowski. Coopérer autrement ? Nouvelles perspectives sur la coopération Sud-Sud agricole entre le Brésil et l'Angola. Science politique. 2016. dumas-01559977

HAL Id: dumas-01559977

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01559977v1

Submitted on 11 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Franciele DO COUTO GRABOWSKI

Coopérer autrement ? Nouvelles perspectives sur la coopération Sud-Sud agricole entre le Brésil et l'Angola.

UFR 11 – Science Politique
Mémoire de Master 2

Parcours : Master 2 Recherche Sociologie et Institutions du Politique

Directeur du mémoire : Mr Bastien FRANÇOIS

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Franciele DO COUTO GRABOWSKI

Coopérer autrement ? Nouvelles perspectives sur la coopération Sud-Sud agricole entre le Brésil et l'Angola.

UFR 11 – Science Politique
Mémoire de Master 2

Parcours : Master 2 Recherche Sociologie et Institutions du politique

Directeur du mémoire : Mr Bastien FRANÇOIS

Résumé

Le principal objectif de ce mémoire est d'analyser la coopération Sud-Sud au travers d'un projet de coopération technique agricole entre le Brésil, la FAO et l'Angola dont le but est le renforcement de deux Instituts angolais : l'Institut d'Investigation Agricole et l'Institut d'Investigation Vétérinaire. La perspective porte sur l'engagement du Brésil dans la coopération Sud-Sud en tant que « donateur », au travers des principes de cette coopération qui se positionnent distinctement de ceux la coopération « traditionnelle ». Il s'ajoute à cela l'analyse des réseaux d'acteurs institutionnels qui se sont mobilisés pour mettre en place les projets de coopération technique dans le domaine agricole. La problèmatique s'attache à analyser les principes de la coopération technique brésilienne en montrant qu'elle systématise des procédures sur le terrain tout en donnant du sens, à différents degrés, aux acteurs qui y participent, sachant que parfois des actions peuvent être réalisées « hors cadre » pour envisager des objectifs plus vastes, se référant à la politique externe brésilienne. Cette analyse a pour but de mettre en parallèle le discours diplomatique de la PEB et les perceptions des acteurs brésiliens qui intègrent le champ de la coopération technique internationale.

Abstract

The main objective of this work is to analyze the South-South cooperation through a project of agricultural technical cooperation between Brazil, FAO and Angola aimed at strengthening Angolan two institutes: the Agricultural Research Institute and the Veterinary Research Institute. The prospect covers Brazil's commitment to South-South cooperation as a "donor", through the principles of cooperation that clearly place the "traditional" cooperation. We also do network analysis of institutional actors mobilized to implement technical cooperation projects in agriculture. The problematic planned to analyze the principles of the Brazilian technical cooperation by showing that systematized procedures in the field while also giving meaning, in different degrees in varying degrees, the actors involved, the actors involved, knowing that sometimes actions can be made "specially" to consider larger targets, referring to the Brazilian external policy. This analysis has as base the parallel between the diplomatic discourse of PEB and perceptions of Brazilian players who integrate the field of international technical cooperation.

Mots-clés

Coopération Sud-Sud – Brésil et Angola – Agriculture – Coopération technique

Keywords

South-South Cooperation – Brazil and Angola – Agriculture – Technical cooperation

Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord le directeur de ce mémoire, Monsieur Bastien François, pour avoir accepté de diriger ce travail ainsi que pour ces conseils qui, lors de plusieurs moments d'incertitude, ont guidé mon regard.

Je désire aussi remercier Juliana Lima pour les discussions ainsi que pour la lecture de mon projet de recherche qui m'ont fourni des pistes épistémologiques et méthodologiques décisives au sujet de ce mémoire. Je remercie également Monsieur Grégory Daho qui, dans le cadre du cours universitaire du master 2, nous a fourni des outils sociologiques pour réfléchir à notre sujet.

Je tiens à témoigner toute ma gratitude aux interviewés *C. C.* et *B. M.*, pour la disponibilisation des documents concernant le sujet de recherche. Ces documents ont été essentiels pour la démarche de recherche.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à mes amies Marta Leite, Paula Accioly, Valentina Fagotti et Luana Ferreira qui m'ont encouragé en tant qu'individu, en m'apportant toujours de la souplesse dans la vie.

Un merci spécial à Jane do Couto Grabowski pour la douceur et la simplicité de faire face à la vie.

Je tiens à témoigner toute ma gratitude à Étienne Huyghe pour la lecture et la correction du texte final de ce travail, ce qui l'a rendu beaucoup plus intelligible. Je tiens aussi à le remercier pour toutes les discussions qui, dans les périodes de doute sur la recherche, m'ont apporté toujours un nouveau souffle. Enfin, un grand merci pour les instants de partage, la complicité, l'écoute.

Liste des abréviations

ABC Agence Brésilienne de Coopération (Agência Brasileira de Cooperação)

ABIMAQ Association Brésilienne de l'Industrie de Machines et d'Outils (Associação Brasileira da Indústria de Máquinas e Equipamentos)

ALCA Zone de Libre Échange des Amériques (Área de Livre Comércio das Américas)

BRICs Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

BNDES Banque Nationale de Développement Économique et Social (Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social)

CAD Comité d'Aide au Développement

CINDES Centre d'Études d'Intégration et Développement

CIRAD Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CSS Coopération Sud-Sud

CNAT Commission nationale d'assistance technique (Comissão Nacional de Assistência Técnica)

CNUCED Confèrence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (United Nations Conference on Trade and Development)

COMACE Comité d'Évaluation de Crédits à l'Extérieur (Comitê de Avaliação de Créditos ao Exterior)

CPLP Communauté de Pays de Langue Portugaise (Comunidade de Países de Língua Portuguesa)

CTPD Coopération Technique entres Pays en Développement

EMATER Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Rurale (Empresa de Assistência Técnica e Extensão Rural)

EMBRAPA Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária)

FAO Food and Agriculture Organization of the United Nations

FGV Fondation Getulio Vargas

FMI Fonds Monétaire International

FUNAG Fondation Alexandre de Gusmão (Fundação Alexandre de Gusmão)

IBAS Inde, Brésil et Afrique du Sud (Índia, Brasil e África do Sul)

IIA Institut d'Investigation Agricole (Instituto de Investigação Agrícola)

IIV Institut d'Investigation Vétérinaire (Instituto de Investigação Veterinária)

IPEA Institut de Recherche Économique Appliqué (Instituto de Pesquisa Ecömica Aplicada)

IPRI Institut de Recherche de Relations Internationales (Instituto de Pesquisa de Relações Internacionais)

JICA Japanese International Cooperation Agency (Agence Japonaise de Coopération Internationale)

MAPA Ministère de l'Agriculture, l'Agro-Industrie et l'Approvisionnement (Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento)

MDA Ministère du Développement Agraire (Ministério do Desenvolvimento Agrário)

MINAGRI Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Ministério da Agricultura et do Desenvolvimento Rural)

MPLP Mouvement Populaire de Libération de l'Angola

MRE Ministère de Relations Extérieures (Ministério das Relações Exteriores)

OCDE Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OMC Organisation Mondial du Commerce

ONU Organisation des Nations Unies

PABA Plan d'Action de Buenos Aires

PALOP Pays Africains de Langue Officielle Portugaise (Países Africanos de Língua Portuguesa)

PEB Politique Externe Brésilienne (Política Externa Brasileira)

PMA Programme d'Acquisition d'Aliments (Programa Mais Alimentos)

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PROEX Programme de Financement aux Exportations (Programa de Financiamento as Exportações)

PT Parti des Travailleurs (Partido dos Trabalhadores)

SENAI Service National d'Apprentissage Industriel (Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial

SEPLAN Secrétariat de la planification (Secretaria da Planificação)

SIDA Syndrome d'Immunodéficience Acquise

TRIPS Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights

USAID United States Agency for International Development

Sommaire

Résumé 4
Mots-clés 5
Keywords 5
Remerciements 6
Liste des abréviations 8
Sommaire 10
Introduction 11
I : La coopération Sud-Sud, instrument privilégié de la politique extérieur brésilienne . 23
A) Trajectoires de la coopération Sud-Sud brésilienne, vers une « diplomatie solidaire »... 23
B) Un pont sur l'Atlantique, présence brésilienne en Afrique 32
C) L'Angola, laboratoire de la nouvelle politique de la coopération brésilienne 42
II : La coopération Sud-Sud brésilienne : entre discours et pratiques institutionnelles .. 51
A) Les principes de la coopération technique au service de la « volonté de puissance » du Brésil 55
B) Une complexe articulation entre les acteurs institutionnels dans le domaine de la coopération technique agricole 65
C) Présentation du projet Angola-FAO-Brésil 78
III : Le champ institutionnel de la coopération brésilienne, entre enjeux politiques et vision stratégique 88
A) Perspectives des acteurs institutionnels sur les obstacles de la CSS 88
B) Des logiques concurrentielles entre les acteurs institutionnels vis-à-vis de la coopération internationale 98
C) Une coopération en question 106
Conclusion 113
Sources 1137
Bibliographie 118
Table des annexes 123

Introduction

Les recherches sur la coopération Sud-Sud sont de plus en plus nombreuses au Brésil où de nombreux groupes de chercheurs s'organisent autour de ce sujet. Au départ, le sujet de la recherche de ce mémoire se portait sur la coopération Nord-Sud, entre le Brésil notamment et un autre pays du « Nord ». C'est progressivement, en se tournant vers la bibliographie plus récente et les articles actuels publiés par les medias brésiliens que nous avons remarqué qu'aujourd'hui les enjeux de la coopération Sud-Sud sont au cœur du débat politique au Brésil en détriment de la cooperation Nord-Sud.

D'après le chercheur du CIRAD Jean-Jacques Gabas, il existe une histoire de la coopération dont l'objectif général est la réduction des écarts de niveaux de vie, des conflits, l'accès à l'éducation, à la santé et à la nourriture entre les États. Il affirme que « *La coopération s'impose comme une sorte de régulation de notre planète, comme un moteur de l'évolution des sociétés, comme une relation entre États et hors relations marchandes, économiques et financières (...)* »[1]. L'auteur remarque encore qu'il y a un accord partagé entre les acteurs pour penser la coopération comme étant désintéressée, solidaire, distante des relations mercantiles car elle apporterait des améliorations à la « société civile ». Au fil des années, à partir de la II guerre mondiale, cette coopération s'est consolidé entre deux pôles du monde, ce que nous définissons comme étant le « Nord » et le « Sud », soit les pays plus développés et les moins développés. Toutefois, un autre « type » de coopération s'est mise en place, pensé comme une forme de partenariat entre les pays du « Sud » revendiquant une solidarité entre pays semblables contre une forme de pouvoir verticale venue du « Nord ». La coopération Sud-Sud naît en réaction à ce pouvoir du « Nord » au travers d'une identité créée du « Sud ». Dans ce contexte, la coopération menée par le Brésil en Afrique se revendique comme éloignée des relations Nord-Sud qui sont entendues comme une relation de pouvoir asymétrique et héritière des contextes coloniaux.

Si ne nous pouvons nier un aspect de solidarité émanant du discours narratif de la coopération pour le développement, pourrions-nous affirmer que cela est la seule motivation des acteurs ? La question du « porquoi coopérer » se faisait une des pistes de départ pour réfléchir sur la coopération Sud-Sud. Ce que nourrissait notre recherche dans cette direction était les concepts de don et contre-don de l'anthropologue Marcel Mauss, bien que toute la recherche que nous proposons soit eloignée de ceux que Mauss a réalisé. Le recours aux concepts de l'anthropologue

[1] Gabas (J.-J.), *Nord-Sud : l'impossible coopération ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.11.

consistait justement en mettre en relief la relation elle-même entre deux pays, ayant comme but un échange de « bénéfices » – selon les concepts de Mauss un échange de « cadeaux » - qui ne se ferait pas de manière imposante, mais au travers d'un « soft power », concept important aujourd'hui concernant les études de relations internationales. A la lumière de Mauss, la réfléxion s'est penchée sur l'angle de comprendre pourquoi deux pays du « Sud » coopérent et s'il existe des avantages tirés par les pays au travers la coopération. Des avantages qui ne sont pas une imposition de pouvoir mais qui representerait des actions plus subtiles comme par exemple des accords économiques, des investissements privés ou des appuis politiques. La question se place en projeter l'idée du don et du contre-don dans nos sociétés modernes, spécifiquement entre les relations étatiques. Selon Alain Caillé à propos de Pierre Bourdieu, le don tel qu'il est conçu aujourd'hui, n'est jamais désintéressé même si la personne qui donne ne réalise pas un calcul rationnel sur le don puisqu'il est impossible d'échapper de l'univers du calcul selon Bourdieu[2]. Dans un premier moment, nous avons supposé que ce « don » de la coopération Sud-Sud brésilienne activait un « contre-don » en termes économiques qui favoriserait l'entrée des produits et des entreprises brésiliennes dans les territoires étrangers. Or, cette hypothèse ne se confirme pas de manière tel qu'elle est presentée, c'est-a-dire, comme conséquence directe de la coopération brésilienne, en s'inscrivant comme un contre-don de cela. L'idée développée par A. Caillé a propos de ce qui est en jeu dans le don affirme que « *c'est moins le bien qui circule que le lien qui résulte de la transaction. Cela revient également à souligner que les enjeux du don se situent dans la dimension du symbolique, et non de l'économie ordinaire (...)* »[3]. Certes, cette affirmation n'exclut pas qu'une attente peut motiver l'action du don, mais l'obligation du contre-don reste purement dans une logique « morale ».

L'entrée sur le terrain a changé la perspective du départ. La « relation » tenue entre deux pays pour donner lieu aux projets de coopération se structure dans différents degrés et c'est que nous appelons coopération entre États est, en effet, le résultat d'une relation plus complexe qui englobe des institutions étatiques qui possèdent des différences au niveau des atteintes institutionnelles, d'organisation, etc. Cela est un des aspects selon lequel les attentes de l'ordre économique ne se prouvent pas de façon immédiate, bien que la coopération facilite les échanges économiques au travers d'autres moyens comme nous irons développer dans la deuxième partie de ce travail.

[2] CAILLÉ, A. Don, intérêt et désinteressement : Bourdieu, Mauss, Platon et quelques outres, La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, p. 28.
[3] ALBERT (J.-P.), « Don, échange, argent. Quelques réflexions à partir de l'Essai sur le don de Marcel Mauss », *Empan*, n° 82, 2011, p. 14-19.

Il se fait nécessaire de préciser les spécificites du terrain choisi. D'entre la coopération Sud-Sud brésilienne il existe plusieurs processus d'établir une coopération avec le Brésil : coopération technique, scientifique, humanitaire, éducative, opérations de paix et contributions aux organisations internationales, comme le rapport « Cooperação Brasileira para o Desenvolvimento Internacional 2010 », publié en 2013 par l'IPEA le signale[4]. Selon ce rapport, la coopération technique en 2010 ne représente que 6,3 % du total des ressources dépensées en coopération par le Brésil[5] . Néanmoins, comme l'affirme J. J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran, elle reste la forme la plus visible, surtout par la publicité qui a éte faite par Lula da Silva[6]. Nous avons opté pour la coopération technique, en limitant également le terrain entre la relation du Brésil et l'Angola, plus spécifiquement au travers du projet le plus récent dans le domaine agricole qui est encore en cours. La coopération technique est elle-même denominé aussi coopération Sud-Sud, comme Walter Desiderá Neto affirme[7]. Tout d'abord, une coopération réalisée entre le Brésil et un autre pays est définit comme étant Sud-Sud si au moins entre pays partenaires se trouve un pays qualifié comme « Sud », en d'autres termes un pays « en développement », comme c'est le cas d'Angola. Même si dans un projet entre deux pays « Sud » un troisième pays appartenant au « Nord », ou encore une instituition internationale intègrent le projet, la coopération est encore considérée par le Brésil comme une coopération Sud-Sud. A son tour, la coopération technique est aussi intitulée coopération Sud-Sud comme nous avons remarqué pendant les entretiens avec les fonctionnaires et aussi dans plusieurs textes academiques sur le sujet. Ce type de coopération peut être comprise comme le transfert, l'adaptation ou la facilitation des idées, des connaissances, des technologies et des compétences pour promouvoir le développement. Elle est généralement réalisée en fournissant l'expérience, l'éducation et la formation, la consultation et parfois le don des outils aux pays bénéficiaires[8].

Ce mémoire envisage de mettre en parallèle les différentes facettes de la coopération Sud-Sud brésilienne afin de réaliser comment s'opère la construction de cette coopération, au travers des conditions objectives des arrangements institutionnels, des normes, des règles, ainsi qu'une intense activité discursive. L'analyse débutera au travers le biais discursif de la coopération mise

[4] IPEA ; ABC, « Cooperação brasileira para o desenvolvimento internacional : 2010 », Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, Agência Brasileira de Cooperação. – Brasília : Ipea : ABC, 2013.
[5] *Ibid.*, p. 8.
[6] Gabas, (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil,* op. cit., p.117.
[7] Neto (W. D.), « A América do Sul e a cooperação Sul-Sul », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais,* São Paulo, Cultura Acadêmica, 2015, p. 212.
[8] Cabral (L.), Weinstock (J.), « Brazilian technical cooperation for development. Drivers, mechanics and future prospects », *Overseas Development Institute (ODI),* september 2010, p. 2.

en avant par le gouvernement brésilien comme politique extérieur du Brésil pour rendre compte d'une dimension plus macro. Ensuite, le choix d'un projet précis dans le domaine agricole entre le Brésil-Angola-FAO afin de mettre en perspective le cadre institutionnel politique créé pour la mise en œuvre du projet de coopération technique brésilienne. Il s'agit à la fois de s'interroger sur le propos de la coopération technique, comment elle se structure et se déroule en mettant en perspective le projet spécifique qui a comme but la restructuration des Instituts de Recherche Agronomique et Vétérinaire en Angola. Ce projet possède une histoire très particulière et pour cela est très représentatif pour ce mémoire, comme nous allons le démontrer dans la deuxième partie du travail. La réalisation de ce projet était prévue entre février 2014 et janvier 2016, mais pous des raisons budgétaires, la prévision de finalisation du projet est estimée en décembre 2016. L'ingénierie institutionnelle s'est organisée entre le Brésil, représenté par l'ABC ; l'Angola, représenté par le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINAGRI) ; et l'institution internationale *Food and Agriculture Organization of the United Nations* (FAO). Et dernièrment, l'analyse de la parole des acteurs des institutions brésiliennes pour reencadrer le biais discursif de la coopération et les jeux qui s'y instaurent. C'est pourquoi cette analyse comporte un jeu d'échelles qui sera opére en mettant en parallèle les principes de la coopération technique difusés par la narrative étatique, les relations institutionnelles et la perception des acteurs des institutions qui travaillent pour la coopération technique brésilienne.

Nous avons adopté dans le cadre de ce travail une vision de la coopération Sud-Sud brésilienne au travers de différents degrés que cela peut disposer. Le premier se réfère au niveau global qui sera traité dans le premier chapitre. C'est surtout à partir de cette perspective macro que les médias, la société et même les gouvernements font référence à la CSS étant donné que dans une coopération entre États ce sont ceux-ci qui négocient, donnent les prérrogatives et présentent les résultats. Mais une autre dimension de cette coopération est projetée dans ce mémoire, à savoir une dimension micro-sociologique que met en avant l'interaction des acteurs au sein de l'État pour donner forme à la coopération. Ces échelles entre les deux dimensions d'un même objet ne sont pas contraditoires, mais rendent possible réfléchir sur un même sujet à partir des différents angles qui s'entrecroisent. Cette méthode est déjà connue dans le milieu de la recherche avec, par exemple, l'historien italien Carlo Ginzburg qui est connu pour son appartennance au courant « micro-histoire ». Le travail que nous avons mené a des ressemblances avec le jeu d'échelles de l'historien avec des particularités propres du terrain de la coopération et des acteurs institutionnelles. Au contraire de l'historien italien, notre recherche n'a pas établi la relation entre un contexte et un seule individu spécifique. En réalité, c'est que nous appelons micro concerne plutôt à une perspective plus proche des acteurs institutionnelles qui participent de la coopération brésilienne.

Dans ce cas, ce que nous considérons comme étant micro est, en effet, plutôt « moins macro » si comparé à la recherche historique de C. Ginzburg. Néanmoins, nous adoptons le terme micro puisque la grille méthodologique crée pour cette recherche établie une perspective « top down » même si nous savons qu'un point de vue plus micro-sociologique est possible concernant notre sujet de recherche.

Une grande partie de l'adoption du jeu d'échelles auquel nous avons fait référence vient du choix des sources pour la réalisation du travail. Dans un premier moment nous avons décidé d'utiliser le discours prononcé en 2015 par des diplomates brésiliens à propos de la tournée du ministre des Relations Extérieures de l'époque, Mauro Vieira, qui, à l'époque, allait rendre visite aux pays lusophones africains qui intégrent le PALOP[9]. Pour suivre l'objectif définit, nous avons choisi de travailler avec la transcription d'une conférence qui a eu lieu en mars 2015 et qui a eu comme but la préparation de ce voyage. Pendant cette conférence, toutes les donnés indiquées par les conférenciers font référence aux quatre pays visités par le ministre : Mozambique, Angola, Ghana, et Sao Tomé-et-Principe. Quatre diplomates responsables de différents départements au sein du ministère des Relations Extérieures ont pris la parole : le secrétaire général adjoint de la Coopération et de la Promotion Commerciale, l'ambassadeur Hadil da Rocha Vianna ; le directeur de l'ABC, l'ambassadeur Fernando José Marroni de Abreu ; le directeur du département de l'Afrique, le ministre Nedilson Jorge ; et le directeur du département de la Promotion Commerciale, le ministre Rodrigo Azeredo. Cette conférence a été transcrite et traduite par l'auteur de ce mémoire et nous pouvons la retrouver en portugais, en version originale, sur internet[10]. De manière générale, les prises de parole des conférenciers évoquent les statistiques sur les projets développés avec les pays en question, l'historique du rapprochement entre ces pays et les objectifs attendus avec la prospective des nouveaux projets. C'est, surtout, la parole de l'ambassadeur Fernando José Marroni de Abreu, à l'époque directeur de l'Agence Brésilienne de Coopération, qui nous intéresse à l'égard de ce travail puisqu'il détaille les motivations de la coopération les principes de la coopération Sud-Sud brésilienne, lequels ont été essentiels pour la réflexion de ce mémoire.

Néanmoins, bien que ce discours recèle des éléments très pertinents, comme nous irons l'évoquer dans la première et dans la deuxième partie de ce travail, des questions sur la structure organisationnelle de la coopération Sud-Sud attirait notre attention, vu que des informations sur le terrain y étaient presque inexistantes. Pour rendre compte de cet aspect nous avons décidé d'investir la recherche dans l'issue des entretiens. Il faut rappeller que c'était tout à fait raisonnable

[9] L'acronyme signifie en portugais *Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa*, en français Pays de Langue Oficielle Portugaise, qui désigne les pays africains dont la langue oficielle est le portugais : Angola, Cap Vert, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Prinicpe et la Guinée Équatoriale.

[10] Cette conférence est disponible *in* : https://www.youtube.com/watch?v=pvJ1MDbV9g0. Consulté le 26 août 2016.

de restreint le travail en analysant le discours de 2015, mais qu'en faisant cela c'est surtout les aspects du projet gouvernamental brésilien qui seraient traités. Pourtant, douze entretiens semi-directifs avec des fonctionnaires de l'ABC, de l'Embrapa, du ministère du Développement Agraire brésilien et de l'Institut de Recherche Agronomique angolais ont été réalisés. Ils ont été faits par téléphone, skype, ou par courrier électronique. La grande majorité des demandes d'entretiens n'ont pas eu de réponse, ce qui démontre la difficulté de ce choix méthodologique. Nonobstant, nous avons obtenu le contact de plusieurs fonctionnaires à mesure que les entretiens se déroulaient, ce qui a été incontestablement important. Ces interviews ont à la fois rendu possible la compréhension des méchanismes de l'organisation de la coopération Sud-Sud en tant que projet étatique brésilien, mais aussi ont permis de diriger la réfléxion sur le jeu d'échelles que nous avons mentionné.

Au moins deux constats peuvent être tirées de ces entretiens :

- La description plus viscérale de la CSS par les fonctionnaires qui ont été sur le terrain africain au travers du recours aux anecdotes qui mettaient l'accent sur ce qu'ils voulaient affirmer ;
- Un avis partagé des acteurs en ce qui concerne les principes diffusés par le discours étatique, même si chaque acteur évoque ensuite des perspectives plus liées à son appartenance institutionnelle. Par exemple, il y a l'idée que la coopération que le Brésil entreprend avec les pays africains se distingue de la coopération française en Afrique, affirmant les principes propagés. Tout de même, les interviewés ont également mentionné objectifs plus spécifiques aux intitutions pour lesquelles ils travaillent. Pourtant, d'autres objectifs se concrétisent au moment d'intégrer un projet de coopération, même si en général la totalité des acteurs brésiliens partagent les principes de la CSS tel qu'ils sont présentés par l'État.
- L'avis général des fonctionnaires de l'ABC pour penser la coopération technique comme étant totalement solidaire et désintéressée économiquement entre deux pays « Sud ».

Concernant la dernière observation, c'est notamment la solidarité qui motive la coopération pour les interviewés de l'ABC, ce qui ne vas pas dans le même sens que la position défendue par l'ancien ministre Celso Amorim (2003-2010), selon lequel l'objectif de la PEB est le développement national du propre Brésil. Or, la coopération pour le développement international intègre les objectifs de la politique étrangère brésilienne. Pendant un entretien, Celso Amorim a affirmé que : « *le Brésil veut aider le développement de son pays, et développer également d'autres pays ! Il a un élément de solidarité dans la politique externe, mais il existe surtout un intérêt national. Par rapport à l'intérêt national, plus vous avez l'influence, mieux c'est ! Pour la*

gouvernance mondiale il faut les deux choses : légitimité et efficacité ! »[11]. La coopération Sud-Sud opérationnalisée dans la PEB promeut justement plus d'influence dans les instances multilatérales comme l'ONU, l'OMC ou, dans le domaine agricole, la FAO. Comme Celso Amorim le mentionne : « *La coopération Sud-Sud est un instrument diplomatique qui vient d'un désir sincère de manifester de la solidarité aux pays les plus pauvres. Dans le même temps, elle contribue à élargir la participation du Brésil aux relations internationales* »[12]. Mais le refus de rattacher la coopération technique à des motivations économiques était encore plus marqué pour la plupart des fonctionnaires de l'ABC, à tel point que les questions posées sur ce sujet étaient fortement critiquées. Ces fonctionnaires pensent au niveau institutionnel de l'ABC, et non selon un cadre plus large de la politique externe. Il est intéressant de remarquer qu'à son tour les fonctionnaires de l'Embrapa ont démontré des préoccupations institutionnelles, qui sont les enjeux du développement scientifique agricole, même s'ils ont renforcé les principes de la coopération technique. Alors, l'Embrapa travaille avec la coopération entre le Brésil et les pays partenaires, mais les fonctionnaires de cette institution conçoivent aussi des intérêts qui répondent plus spécifiquement à des finalités qui s'ajustent à la disposition de l'institution.

Par rapport aux entretiens, les atouts ou certaines limites sont pertinents dêtre soulignés afin d'analyser les résultats de ce que nous proposons. La distinction institutionnelle représente un facteur essentiel puisque plus l'institution de l'interviewé est « au centre » de cette chaîne de la coopération technique brésilenne – soit l'ABC - plus l'accès aux expériences individuelles et l'accès aux « non-dits » étaient difficiles d'être obtenus. Par exemple, les fonctionnaires de l'ABC – la majorité des interviewés était des coordinateurs au sein de l'agence – ne font à aucun moment référence à des récits individuels, tandis que les fonctionnaires de l'Embrapa pouvaient affirmer les principes de la CSS mais en même temps sortaient du cadre discursif pour raconter leurs propres mémoires personnels. Ils ont été aussi particulièrement engagés pour notre recherche, nous envoyant des documents bibliographiques pour la lecture ou même des documents officiels concernant le projet de renforcement des instituts angolais. Du fait que le site de l'ABC n'est pas actualisé, un fonctionnaire d'Embrapa nous a fourni un document concernant le projet qui sera analysé dans la deuxième partie, ce qui aurait été inconcevable sans le contact au travers de

[11] Entretien réalisé en 2009 à l'émission Roda Viva, disponible *in* : https://www.youtube.com/watch?v=ZuZgVVRTRPE. Déclaration en portugais de Celso Amorim : « *O Brasil quer ajudar o desenvolvimento do seu país ; quer desenvolver o desenvolvimento de outros países também ! Há um elemento de solidariedade na política externa, mas há sobretudo interesse nacional. E em relação ao interesse nacional, quanto mais influência você puder ter nas relações internacionais, melhor ! Para a governança mundial precisa de duas coisas : legitimidade e eficácia !* ». L'extrait transcris dans le corpus de l'introduction a été traduit par l'auteur de ce mémoire. Consulté le 25 août 2016.

[12] Amorim (C.), « Brazilian foreign policy under President Lula (2003-2010): an overview », *Revista Brasileira de Política Internacional*, Brasília, n° 53, 2010, p. 231.

l'interview. Ce travail d'inventaire des projets a été très difficile, notamment parce que sur le site de l'ABC il n'existe des rapports que sur certains projets, tandis que la grande majorité reste inconnue.

Mais quelques limitations par rapport aux entretiens doivent être mentionnées pour caractériser les problèmes ressentis. Comme cela a été évoqué, les entretiens ont été réalisés par téléphone, skype ou mail, vu la difficulté pour les fonctionnaires de nous confirmer leur agenda. Faute de pouvoir concentrer tous les entretiens pendant une période il a été impossible de se déplacer à Brasília. Il nous semble que des entretiens face a face auraient pu établir une relation plus étroite entre la chercheuse et les interviewés, et peut-être abattre certaines barrières.

A propos du choix de l'Angola, deux raisons l'expliquent : a) le fait que le Brésil déclare des intérêts plus alignés avec les pays de la Communauté des Pays de Langue Portugaise[13] dont l'Angola fait partie, nous avons imaginé, avant de commencer ce projet, qu'il y avait entre le Brésil et ce pays un agenda étendu de projets dans le domaine agricole ; b) il nous semble pertinent de travailler sur ce pays africain en particulier parce qu'il y a un grand nombre de investisseurs étrangers et notamment un des premiers pays choisi par les entreprises brésiliennes. Les plus grandes entreprises brésiliennes ont des filiales en Angola. Les chiffres démontrent que les accords commerciaux entre les deux pays ont beaucoup augmenté à partir des années 2000. Selon le site du ministère de Relations Extérieures, entre 2002 et 2008, le commerce bilatéral a augmenté plus de vingt fois, pour atteindre 4,21 milliards de dollars. Il s'ajoute à cela la ligne de crédit accordée par la BNDES à l'Angola au cours des dernières années qui est un mécanisme qui estimule les accords économiques entre les deux pays[14].

Encore un autre élément nous a attiré vers l'Angola. Après la fin de la guerre civile en 2002, des problèmes institutionnels au niveau de sa gouvernance n'ont pas rendu possible l'aide de bailleurs traditionnels comme le FMI et la Banque Mondial, ce qui a représenté un coup pour le parti angolais MPLA qui est au sommet du gouvernement depuis 1976 et dont le président est toujours José Eduardo dos Santos. L'exécutif, comme réponse, a poursuivi d'autres voies avec des partenaires plus marginaux dans les relations internationales, comme par exemple la Chine[15] et le

[13] La CPLP a été créée le 17 juillet 1996 et a comme membres fondateurs sept pays : l'Angola, le Brésil, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Portugal et Saint Tomé-et-Principe. En 2002, après son indépendance, le Timor Oriental a rejoint l'organisation comme pays membre. Les cinq pays africains membres de la CPLP (Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé-et-Principe) sont aussi regroupés sous le nom de PALOP (Pays africains de langue officielle portugaise).

[14] Disponible sur le site du ministère de Relations Extérieures *in :* http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/ficha-pais/4817-republica-de-angola. Consulté le 27 août 2016.

[15] Sur la relation avec la Chine, nous indiquons l'ouvrage *La Chinafrique*, des auteurs Serge Michel et Michel Beuret, publié en 2008. Dans le Prologue, les auteurs citent une phrase d'un entretien avec Serge Mombouli, le conseiller de

Brésil. Enfin, une dernière particularité doit être signalée en ce qui concerne le domaine choisi dans le cadre de la coopération technique, à savoir l'agriculture. Parmi les politiques de coopération du Brésil vers l'Afrique, l'agriculture est – avec la santé – une des orientations pour laquelle le Brésil engage le plus d'efforts et de budget pendant les dernières années.

Afin de poursuivre le déroulement de la recherche que nous proposons, la problématique envisagée dans ce mémoire repose sur différentés questions : comment s'articule institutionnellement un projet de coopération technique dans lequel le Brésil est partenaire ? Quels sont les perceptions et motivations des acteurs institutionnels à propos des principes de la CSS et de l'action de la coopération sur le terrain ? Le biais discursif et le biais « pratique » sont-ils contradictoires ?

S'il était nécessaire d'encadrer la réflexion sur un secteur, un pays africain et un projet vu la grande quantité de projets de coopération Sud-Sud qui sont actuellement menés par le Brésil, nous soulignons que l'analyse prétend concevoir aussi un élargissement de la réfléxion sur la CSS. Pourtant, même si le projet en question dans ce mémoire a des subtilités propres, nous entendons qu'il fait partie d'un ensemble de lignes directrices établies par le Brésil dans le cadre des politiques étrangères mises en place au travers des projets de coopération technique.

De cette manière, la CSS conduite par le Brésil sera analysé dans le cadre de ce mémoire comme une ramification de la politique étrangère brésilienne, la PEB, surtout à partir du gouvernement de Lula da Silva. Revenir dans le temps dans la première partie de ce mémoire pour réfléchir à la CSS se justifie dans la mesure où c'est à partir de l'ancien président que la coopération du Brésil dans la place de « donateur » pour l'Afrique a connu une augmentation en termes de budget, d'extension entre les pays, et une importance discursive accrue. D'un autre côté, ce recul dans le temps est intéressant pour mettre en perspective l'actuel scénario de la coopération Sud-Sud brésilienne avec la présidente Dilma Roussef (2011-2016) qui vient d'être destituée. Ainsi que Lula da Silva, Dilma Roussef est membre du parti politique PT et cela répresentait une hypothèse pour la recherche comme un aspect de continuité de la direction de la CSS par rapport au gouvernement de Lula da Silva. C'est que nous avons constanté pendant la recherche démontre plutôt des désengagements de la part du gouvernement Dilma Roussef en comparaison aux gouvernements de son antécesseur. Bien entendu, cela n'a pas une seule raison d'y être puisque

la présidence à Brazzaville, et nous la reproduisons : « *Les Chinois nous offrent du concret et l'Occident des valeurs intangibles. Mais, ça sert à quoi la transparence, la gouvernance, si les gens n'ont pas d'électricité, pas de travail ? La démocratie, ça ne se mange pas* ». *Cf.* Michel (S.), Beuret (M.), *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2008, p. 9.

nombreux facteurs ont affecté la période de l'ex-présidente Dilma Roussef. La crise économique, par exemple, qui a commencé en 2009 au Brésil a affecté surtout les financements de projets, mais aussi le désinvestissement de la présidente Roussef en comparaisson à Lula da Silva a été souligné par une grande partie des interviewés comme un coup pour la continuité de la CSS, comme nous allons le présenter tout au long de ce travail.

Bien que ces deux présidents aient eu des différences par rapport aux actions de la coopération Sud-Sud, il est pertinent de mettre en perspective la continuité de deux gouvernements au leg historique que le Brésil doit à l'Afrique concernant la période esclavagiste. A ce recours à une relation historique s'ajoute l'argument du côté brésilien d'un partage commun des problèmes des pays du « Sud », justifiant des relations entre eux. Par exemple, le Brésil a eu des problèmes avec le haut taux de mortalité en raison de la faim il y a quelques années et c'est Lula da Silva qui y a implémenté le programme social *Fome Zero* (Faim Zéro) qui a sorti de la pauvreté extrême un nombre considérable des brésiliens. Dans ce cas, comme le Brésil a acquis des savoirs et des expertises en certaines matières, il propose de coopérer avec des pays du « Sud » qui souffrent toujours les mêmes problèmes qui le Brésil est en « train de résoudre ». Il s'agit des transferts d'expertise et de savoirs fondé sur l'idée d'une solidarité entre les pays du « Sud » qui est la base du discours brésilien mais qui est aussi présent au travers les paroles des fonctionnaires brésiliens interviewés.

Si le fait de développer l'agriculture dans les pays bénéficiaires africains peut déboucher sur des résultats très bénéfiques pour la population locale, comme le développement de cultures agricoles différentes et l'accroissement de la production, cela n'est pas si évident qu'il y paraît. Le Brésil voit dans l'Afrique la possibilité de développer un marché commercial potentiel, d'où il ressort que le développement agricole en Angola pourrait signifier pour le Brésil l'apparition d'un marché pour l'exportation des outils et de technologie dans le secteur de l'agriculture angolais. Du côté de l'Angola les objectifs ne sont pas moindres. Amener de nouveaux savoirs et de nouvelles technologies aux producteurs signifierait une avancée en termes de développement national, étant donné que le MPLA considère que l'ouverture à la voie capitaliste de production est fondamentale pour atteindre ce but. Tout cela nous amène à une première interrogation : Le développement agricole contribue-t-il nécessairement à réduire les inégalités nationales ? Cette question nous apparaît très importante, bien que les enjeux qu'elle soulève dépassent le simple cadre de ce mémoire.

Enfin, un dernier questionnement nous semble décisif : le terme « Sud ». Que signifie cette identité revendiquée par le Brésil, ainsi que par d'autres pays, cette idéntité « Sud » ? L'affirmation

du chercheur brésilien Enrique Ventura pour problématiser cette identité commune du « Sud » nous semble très pertinente. L'auteur explique qu'il est difficile de définir la position du Brésil, entre ses intérêts politiques et idéologiques, ce que l'auteur mentionne comme une diplomatie solidaire – dont l'objectif se résume à aider à promouvoir le progrès économique et social d'autres peuples, et la défense de ses intérêts économiques propre à une puissance émergente[16]. Dans ce sens, ce que nous entendons comme « Sud » est un concept très flou parce qu'il suppose l'existence d'un groupe homogène. E. Ventura définit deux groupes parmi les pays en développement : « *les insiders, (…) ceux que nous appelons aujourd'hui pays émergents, et les outsiders, soit la grande majorité des pays africains et d'Asie centrale, (…) qui ne participent à la mondialisation que par leurs exportations de matières premières »*[17]. L'identification d'un centre et d'une périphérie dans ce que nous nommons « Sud » se traduit, dans le domaine diplomatique, par une opposition entre les deux groupes, les pays émergents et les pays moins avancés selon le terme forgé par l'ONU. Au travers de ce diagnostic, l'auteur place le Brésil dans le premier groupe, ceux qui disposent d'une puissance plus forte ou encore d'une influence régionale[18]. Selon E. Ventura, il se développe une relation asymétrique entre les *insiders* et les *outsiders,* bien que les pays moins avancés bénéficient de partenariats avec les pays du « Sud »[19]. C'est une forme de politique de solidarité où les dialogues et les rapports entre les pays du « Sud » peuvent renforcer un pouvoir de négociations pour certaines prises de décision internationales. C'est le cas, par exemple, de la négociation en 2001 à propos de la production de médicaments génériques contre le SIDA. Le forum IBAS a obtenu des changements à l'OMC sur la protection de propriété intellectuelle (TRIPS), des mesures qui ont rendu possible la fabrication de médicaments génériques avec des prix plus accessibles pour les pays en développement[20].

D'autres chercheurs partagent cette perspective concernant le rôle plus important au niveau mondial que le Brésil entend jouer[21]. Une prétention qui gagne plus de force avec l'émergence économique du Brésil et d'autres pays du « Sud », comme la Chine. D'après E. Ventura, le plan économique joue comme facteur positif de renforcement des *insiders,* qui s'allient face aux pays du « Nord » au même temps qui ont de relations concurrentielles entre eux[22].

---

[16] Ventura (E.), « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula : entre discours et réalité », *Institut d'Études Politiques de Grenoble*, juin 2010, p. 3.
[17] *Ibid.*, p. 5.
[18] *Ibid.*, p. 6.
[19] *Ibid.*, p. 10.
[20] *Ibid.*, p. 11.
[21] Pour cette discussion voir l'ouvrage déjà cité : Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais,* São Paulo, Cultura Acadêmica, 2015. Ce livre consiste dans plusieurs articles en portugais de chapitres de plusieurs auteurs.
[22] Ventura (E.), « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula : entre discours et réalité », op.cit., p. 9.

Pour rendre compte de ce travail et le rendre plus intelligible et cohérent, nous proposons un plan en trois parties, comportant trois sous-parties chacune. La première partie, intitulée « **La coopération Sud-Sud, instrument privilégié de la politique extérieur brésilienne** », se limite à décrire le processus du Brésil vers une position se démarquant comme « Sud » et les objectifs de la PEB. Nous proposons une discussion sur les politiques du Brésil menées pendant le gouvernement de Lula da Silva en direction du continent africain en montrant des actions en termes de coopération pour le développement de l'Afrique mais aussi des actions en termes commerciaux. Comme le pays choisi est l'Angola, cette partie sera consacrée aux relations entre les deux pays, mais aussi apportera des éléments historiques et sociaux qui, selon notre point de vue, permettront des analyses plus pointues dans les autres parties. L'expérience de cette recherche nous a démontré que la coopération dépend surtout des pays partenaires, et pourtant, le contexte historique et social de l'Angola défini sa relation avec le Brésil.

La deuxième partie est intitulée « **La coopération Sud-Sud brésilienne : entre discours et pratiques institutionnelles** », et nous analyserons les principes de la coopération technique au travers de la conférence déjà mentionnée dans cette introduction. Ces principes seront confrontés à l'encadrement institutionnel de la coopération technique en démontrant les processus politiques à l'œuvre pour que cette coopération technique prenne forme. Les traces de cette coopération, telle qu'elle est engagée par les acteurs brésiliens, seront rappelées au travers de l'histoire singulière du projet de restructuration des Instituts angolais.

La dernière partie, « **Le champs institutionnel de la coopération brésilienne, entre enjeux politiques et vision stratégique** », porte sur les perceptions des acteurs institutionnels brésiliens – sauf exception d'une interview réalisé avec un fonctionnaire angolais – à propos des actuels enjeux et problèmes de la CSS. Cette partie problématise aussi les différences entre les institutions, démontrant que des objectifs divergents sont aussi présents dans l'horizon de perspective de chaque fonctionnaire.

I : La coopération Sud-Sud, instrument privilégié de la politique extérieur brésilienne

Au long de la deuxième moitié du XXème siècle, l'approximation entre les pays du « Sud » s'est mis en place petit à petit afin de revendiquer un équilibre de la structure internationale. Dans ce contexte, le Brésil – aussi comme la Chine, la Turquie, l'Inde, le Mexique, etc. - s'investi de plus en plus dans les actions internationales ainsi que dans le commerce extérieur pour faire prévaloir ses initiatives. Cette partie du travail se dédiera à tracer un historique de la relation entre les pays du « Sud », en focalisant l'intérêt sur le Brésil et son approximation avec le continent africain.

A) Trajectoires de la coopération Sud-Sud brésilienne, vers une « diplomatie solidaire »

Dans la vaste littérature existante sur la CSS, l'existence d'une sorte de « naissance idéologique » de cette coopération est un élément recourent pour expliquer les contours de cette politique. Si la nécessité de faire un état de lieu de cette littérature s'impose dans ce mémoire, c'est surtout parce qu'elle nous a fait réfléchir sur la PEB brésilienne et comment le Brésil, à un moment donné, endosse les principes de la CSS. Si ce travail a comme point focal le pays sud-américain envers l'Afrique au travers la coopération technique, les travaux qui seront évoqués dans cette partie nous ont aidé à penser autrement la place du Brésil à propos de ce sujet.

Le cap que Lula da Silva a mis en place pour la PEB à partir de son mandat présidentiel est irréfutable. Toutefois, la politique externe brésilienne a connu plusieurs périodes qui ont varié entre un état d'ouverture et alignement avec les pays du « Sud », ou une disposition à se mettre dans la voie de « pays développés » sous les auspices des pays du « Nord ». Ces variations s'expliquent notamment à partir de la combinaison entre le contexte politique et social interne et le contexte externe des frontières nationales. Le gouvernement de Lula da Silva, par exemple, a mis en place une PEB tourné vers les relations plus étroites avec des pays du « Sud » en comparaison à l'ex-président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002). Mais les bons résultats qui les périodes des gouvernements de Lula ont connu correspond à un contexte économiquement avantageux au Brésil proportionné par les *commodities* de pétrole. En d'autres termes, un contexte externe économique très favorable au Brésil.

Plusieurs chercheurs comme Carlos Milani et Rubens Duarte[23]; Marcos Cordeiro Pires, Luis Antonio Paulino et Aline Tedeschi da Cunha[24] et Walter A. Desiderá Neto[25] mentionnent que le cap que Lula da Silva a mis en avant pour la CSS n'était pas nouveau. Ces auteurs soulignent des événements bien antérieurs qui étaient réappropriés et approfondis par ce président, comme le nouveau souffle à la Communauté de Pays de Langue Portugais, la CPLP, créée par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et repris par Lula da Silva en donnant à cette structure plus d'importance politique.

Dans les faits historiques, la coopération Sud-Sud se structure en tant que *corpus* idéologique et politique avec la Conférence de Bandung, en 1955. Les dirigeants des 29 États asiatiques et africains comme l'Indonésie, l'Inde, la Birmanie, le Sri Lanka et le Pakistan y visaient promouvoir la coopération économique et culturelle africain-asiatique. Ils cherchaient faire face à ce qui, à l'époque, était aperçue comme l'attitude néo-colonialiste des deux grandes puissances, les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi comme d'autres pays occidentaux influents[26]. Nonobstant, le Brésil n'y a pas participé en raison du Traité de l'Amitié et Consultation qu'il avait signé avec Portugal en 1953 qui désignait la position subordonnée du Brésil à propos des colonisations portugaises en Afrique[27]. Des années après, en 1961, la création du Mouvement des Pays Non-Alignés signale un autre important moment avec la délégation de 25 pays d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient et la Yougoslavie, qui se sont réunis à Belgrado. Le seul pays de l'Amérique Latine qui y a participé en tant que membre de la première conférence de ce mouvement était Cuba.

C'est seulement en 1964, avec la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement – le CNUCED, qui aujourd'hui est une organisation siégée à Génève, qui l'Amérique Latine débute une participation plus effective par rapport à ce dialogue avec les pays du « Sud ». Dans ce I UNCTAD, la Déclaration Commune des 77 fonde le groupe G-77 qui se constitue ayant pour l'objectif la promotion et la coopération Sud-Sud, comme affirme Haroldo Ramanzini Júnior, Marcelo Passini Mariano et Rafael Augusto Ribeiro de Almeida[28].

Mais c'est seulement à partir de 1974 avec le gouvernement Geisel et une politique extérieur intitulée « Pragmatisme Responsable » que le Brésil a ouvert un chemin avec ce

---

[23] Milani (C.), Duarte (R.), « Cooperação para o desenvolvimento e cooperação Sul-Sul: a perspectiva do Brasil », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais,* op. cit.
[24] Pires (M. C.), Paulino (L. A.), Cunha (A. T.), « Brasil, China e a cooperação sul-sul », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais,* op. cit.
[25] Neto (W. D.), « O Brasil, a América do Sul e a cooperação sul-sul », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais,* op. cit.
[26] *Ibid.*, p. 211.
[27] Saraiva (J. S), *O lugar da África*, Brasília, Editora da UnB, 1996, p. 55.
[28] Júnior (H. R.), Mariano (M. P.), Almeida (R. R.), « As diferentes dimensões da cooperação sul-sul na política externa brasileira », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais,* op. cit., p. 19.

mouvement des pays du « Sud » en reconnaissant les mouvements d'indépendance des colonies portugaises en Afrique. La reconnaissance de l'indépendance de l'Angola ; la condamnation d'Israel à cause de l'occupation violente des territoires palestiniens ; la reconnaissance de l'Organisation pour la Libération de la Palestine ; l'établissement des relations avec l'Angola et le Mozambique, la reconnaissance de la République de la Guinée-Bissau et les relations diplomatiques avec la République Populaire de la Chine sont d'autres exemples des mesures adoptés par ce gouvernement. Dans une certaine mesure elles ont approché le Brésil à de revendications et à l'agenda des principales institutions ainsi qu'aux objectifs du « tiers-monde » - terme utilisé à l'époque -, bien que le sud-américain continuait toujours à avoir des relations beaucoup plus étroites avec les pays du « Nord ». Ce contexte est beaucoup plus complexe de ce que nous avons signalé. Pour l'approfondissement de ce contexte, nous proposons la lecture de la thèse de doctorat de la chercheuse brésilienne Patrícia Soares Leite, intitulée « O Brasil e a cooperação Sul-Sul em três momentos de política externa : os governos Jânio Quadros/João Goulart, Ernesto Geisel e Luiz Inácio Lula da Silva »[29].

Si toutes les conférences mentionnées concernant l'approximation d'un bloc « Sud » démontrent des avances par rapport à l'objectif prétendu, aucun cadre stratégique de la CSS n'existait avant 1978, comme indique le rapport de 2010 de l'organe des Nations Unies chargé des questions de développement, le CNUCED[30]. Alors, en 1978 l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires, résultat de la Conférence des Nations Unies sur la coopération entre pays en développement, manifeste les objectifs suivants : a) Renforcer l'interdépendance économique, sociale et politique des pays en développement ; b) Accélérer le développement ; c) Corriger les déséquilibres des systèmes internationaux résultant de rapports de force asymétriques entre les pays en développement et les pays industrialisés[31]. C'est avec ce Plan que la coopération technique – un principe déjà établi par le groupe G-77 même avant 1978 – gagne des lignes directrices et des objectifs plus précis, qu'au même temps ont renforcé les principes politiques de la Conférence de Bandung, d'après Aline de Abreu[32]. Une autre singularité de ce document c'est l'élaboration du principe « coopération horizontale » comme synonyme de la coopération entre les pays en

---

[29] LEITE Patricia Soares, « O Brasil e a Cooperação Sul-Sul em três momentos de política externa : os governos Jânio Quadros/João Goulart, Ernesto Geisel e Luiz Inácio Lula da Silva », Brasília, Fundação Alexandre de Gusmão, 2011.
[30] UNCTAD, CNUCED, *Le développement économique en Afrique. La coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, New York et Genève, Nations Unies, 2010.
[31] *Ibid.*, p. 7.
[32] Abreu (A. V.), « Cooperação sul-sul e a atual dinâmica da ajuda internacional para o desenvolvimento », communication au séminaire National de Post-grade en Relations Internationales Nacional de Pós-Graduação em Relações Internacionais, *O Campo da Cooperação Internacional para o Desenvolvimento: da Consolidação aos Desafios Atuais*, Brasília, 12 et 13 juillet 2012.

développement, un principe essentiel qui détermine même la différence de cette coopération par rapport à la coopération Nord-Sud, et qui sera traité plus précisément dans la deuxième partie.

En se penchant sur le Brésil et son approximation avec les pays du « Sud », plusieurs facteurs à la fois internes et externes se placent dans l'horizon pour définir les directions de la PEB, comme l'ont a déjà dit. Les auteurs H. Júnior, M. Mariano et R. de Almeida ont bien démontré des antécédents historiques de la coopération Sud-Sud au Brésil en mettent en parallèle l'environnement de chaque période et le contexte brésilien dès les années 1950. Selon ces auteurs, pendant les années 1960 l'image du Brésil dans le monde a acquiert notoriété pour approfondir une idée d'autonomie national et réaffirmer une identité du « Sud », ce qui légitimait l'affirmation d'une identité nationale face aux pays colonisateurs[33]. Mais les années 1980 ont été marquées par le déclin de l'importance internationale du Brésil, compte tenu les éléments internes d'instabilité comme l'épuisement du modèle d'industrialisation internationale par substitution des importations, l'endettement, une perte de la capacité économique et un détournement aux questions internes vu le processus de démocratisation du pays puisque le Brésil sortait d'une période de dictature militaire et de restructuration du système politique, y compris une nouvelle constitution. D'ailleurs, la récente crise politique et économique dans laquelle le pays est en train de passer a des conséquences sur la coopération technique, et en général sur la CSS. C'est le constat de presque la majorité des interviewés. Un extrait d'un entretien avec un fonctionnaire d'Embrapa exemplifie cette affirmation :

« S. : Ce qui a changé entre l'ancien gouvernement de Lula au gouvernement d'aujourd'hui : l'argent ! Et ce ne fut pas seulement en coopération en Afrique, mais compris dans les actions internes au Brésil. Nous avons de problèmes budgétaires que nous n'avions pas avant. Mais Lula avait aussi, avec sa politique, un intérêt très clair sur l'importance d'accroître la coopération avec l'Afrique et avec l'Amérique Latine, et cela a signifié une certaine action plus poussée sur le terrain. On peut le constater parce que Lula allait en Afrique, et il envoyait ses ministres là-bas, tandis que par Dilma ça n'est plus une priorité. Elle ne va pas à l'Afrique, ou y été allée une ou deux fois »[34]. Entretien réalisé avec S. par skype le 18 février 2016.

[33] Júnior (H. R.), Mariano (M. P.), Almeida (R. R.), « As diferentes dimensões da cooperação sul-sul na política externa brasileira », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais*, op. cit., p. 14.

[34] « *S. :O que que mudou do governo Lula para agora : grana ! E isso não foi só na cooperação com a África, foi na ação dentro do país. Nós estamos com problemas orçamentários que a gente não tinha. Mas o Lula tinha, na política dele, ele tinha muito claro a importância de aumentar a cooperação com a África, com a América Latina, e isso fez com que houvesse um certo empurrão de ações. Você via isso porque o Lula ia à África, ele mandava seus ministros à África. Já no governo da Dilma isso deixou de ser uma prioridade. Ela parou de ir à África, ou foi uma duas vezes* ». Entretien réalisé avec S. par skype le 18 février 2016.

Cet extrait démontre comment à la fois des facteurs externes et des facteurs internes jouent pour les directions de la CSS.

Il y a un consensus entre les chercheurs en affirmer qu'il a eu avec le gouvernement de Lula da Silva une volonté politique d'élargir les relations avec les États « moins avancés » du « Sud », les « *insiders* », de façon plus objective. Les auteurs Bruno Ayllon Pino et Carlos Milani soulignent que la politique étrangère brésilienne a eu un changement passant d'un modèle d'incorporation des normes internationaux avec Fernando Henrique Cardoso à un nouveau modèle avec Lula da Silva, celle-ci fondé sur l'autonomie par la diversification à travers « *l'adhésion du pays aux principes et normes internationales par l'intermédiaire d'alliances Sud-Sud (...) et d'accords avec des partenaires non-traditionnels (...)* »[35] comme la Chine et l'Europe de l'Est.

Comme sociologue, la théorie de Fernando Cardoso sur la dépendance mettait l'accent sur l'importance de l'alignement entre les pays de la périphérie du capitalisme afin de promouvoir le développement conjoint. Selon lui, il était possible pour une périphérie changer de position et réussir à se développer, même étant en relation de dépendance avec le centre capitaliste. Par d'autres intellectuels de cette théorie, comme André Gunder Franck, sans la révolution socialiste le développement des périphéries serait toujours de sous-développement.

Même avec cette interprétation Fernando Cardoso a préconisé des relations plus approfondies seulement avec les pays du Mercosur, tandis que le Mercosur n'a pas connu dans les années 1990 un alignement consistant. Son gouvernement était marqué par la fragilité du Brésil dans la scène internationale et une réorientation néo-libéral qui préconisait des actions pour les relations plus étroites avec les pays de la périphérie mais de façon superficielle et restant toujours avec l'idée de s'approcher du modèle soutenu par les pays du « Nord ». De l'autre côté de l'atlantique, l'Afrique restait totalement oubliée. Ou plutôt pas oubliée puisque certaines ambassades ont été fermées pendant son gouvernement. L'idée central de la CSS en tant que Lula da Silva a aménagé se différencie des idées de Fernando Cardoso puisqu'avec celui-ci la structure mondiale était unique et les pays du « Sud » allaient vers une même direction que celle des pays capitalistes. La CSS en tant qu'idée développé entre les pays du « Sud » envisagent une autre alternative en assurant l'existence d'un bloc du « Sud » face au « Nord ». Il ne s'agit pas d'une opposition ferme entre les pays développés et les pays en développement, mais un bloc du « Sud » qui s'est mis en accord pour mettre la pression à la structure mondiale qui était plus au moins consolidé, même si la fin ambitionné est aussi le développement économique, social, etc.

[35] Bruno (A.), Milani (C.), « La coopération brésilienne en Afrique : expérience de triangulation avec l'UE dans le cadre de l'association stratégique », *in* Santander (S.), dir., *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Paris, Kathala, 2014, p. 223.

Dans ce cas, les auteurs H. R. Júnior, M. P. Mariano et R. R Almeida constatent que pendant les années 1990 le développement national serait atteint par une plus grande interconnexion avec le processus de mondialisation et donc l'écart entre le Nord et le Sud est devenu de moins en moins important puisqu'à la fin tous les États seraient dans la même « bonne » voie de développement. Alors, cette décennie a connu une baisse en termes de la coopération Sud-Sud puisque le plus important était l'alignement avec les pays plus industrialisés[36]. En utilisant des exemples comme la fin de l'*Uruguay Round*, la création de l'OMC, le processus de négociation dans le continent américain sur la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), les problèmes du Mercosur, et l'élargissement des négociations du Brésil avec l'Europe[37], les auteurs affirment que les principaux piliers de l'idée de la coopération Sud-Sud, de former une résistance, sont délégués à un deuxième plan avec F. H. Cardoso.

Comme dit antérieurement, il a une cohésion entre les chercheurs en affirmer qu'une stratégie de la PEB basée plus fortement sur la CSS a été mis en œuvre par le gouvernement de Lula da Silva, ayant comme proposition une diversification de partenariats et une volonté plus accrue d'insertion internationale du Brésil, selon W. D. Neto[38]. Pour cet auteur, la principale différence par rapport aux périodes précédentes réside dans le fait que la coopération Sud-Sud est devenu le fondement de l'action brésilienne de façon plus opérationnel, agissant comme base des actions de la politique brésilienne dans les relations bilatérales, y compris avec les États-Unis, les organisations régionalistes et internationales[39]. L'augmentation de pays partenaires, surtout les pays « en développement », est un des aspects relevés par W. Neto qui aperçoit dans la création de forums de concertation un moyen de montrer la volonté de dynamiser le dialogue et la coopération entre ces pays. Des initiatives comme le Forum de Dialogue IBAS, le G-20 agricole, le Sommet de BRICS, le partenariat Afrique-Amérique du Sud (ASA) représentent des nouvelles structures de dialogue politique. Nonobstant, la création de forums de dialogue que nous venons de citer n'implique pas l'existence « automatique » des pouvoirs « réels » de ces structures. Le rapport du CNUCED de 2010 présente – de manière superficielle – quelques engagements proportionnés par ces forums et leurs rôles pour les relations entre les pays du « tiers-monde ». Tout d'abord, il est évident que ces forums n'ont pas le même poids, les mêmes « codes » de fonctionnement et les mêmes structures si nous les comparons entre eux. Ce rapport recommande

[36] *Ibid.*, p. 33.
[37] *Ibid.*, p. 35.
[38] Neto (W. D.), « O Brasil, a América do Sul e a cooperação sul-sul », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais*, op. cit., p. 222.
[39] Júnior (H. R.), Mariano (M. P.), Almeida (R. R.), « As diferentes dimensões da cooperação sul-sul na política externa brasileira », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais*, op. cit., p. 38.

au forum ASA, par exemple, de stimuler plus les relations entre les deux régions – Amérique du Sud et Afrique - et solidifier les bases structurelles de ce dialogue[40]. Néanmoins, si les forums ne sont pas dotés d'une structurelle formelle pour les actions, comme le rapport du CNUCED affirme, la dimension de ces forums ont une importance au moins au niveau symbolique.

Bien qu'avec Lula da Silva les relations avec l'Afrique ont gagné un nouveau dynamisme et que nous démontrons l'importance des lignes directrices du gouvernement pour définir la coopération avec les pays du « Sud », nous nous demandons si ce projet a eu une continuité avec Dilma Roussef. A propos des facteurs qui ont promu des relations Sud-Sud pour le gouvernement brésilien, la conjoncture historique de la crise économique mondiale de 2008 est aperçue comme une contribution d'après les auteurs H. R. Júnior, M. P. Mariano et R. R Almeida[41]. Selon eux, la conclusion du cycle de Sao Paolo (2004-2010) permet de mieux comprendre cet aspect puisque cet accord a créé de nouvelles possibilités d'accès aux marchés pour une vaste gamme de produits échangés entre les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les auteurs citent le communiqué de 2010 du cycle de Sao Paolo qui affirme qu'en 2009, lorsque le total des exportations brésiliennes a souffert une baisse de près de 23% par rapport à l'année de 2008, ce qui reflète la crise financière internationale, les exportations brésiliennes vers le continent africain, l'Asie et l'Amérique latine (à l'exclusion du Mercosur) ont augmenté de plus de 18%[42].

Mais ce diagnostic suscite de visions différentes. C'est irréfutable que la diversification de l'économie brésilienne avec les relations entre les partenaires non-traditionnels a proportionné au Brésil – et à d'autres pays du « Sud » – une autre voie plus périphérique en comparaison au marché commercial traditionnel. Jusqu'à 2008, le principal partenaire commercial du Brésil était les États-Unis, mais un changement dans la dynamique du monde avec la crise a touché le marché de ce pays qui a baissé le chiffre des importations, y compris de produits brésiliens. Cela a eu un effet direct dans la balance commerciale et nous pouvons remarquer que d'autres partenaires commerciaux ont commercialisé davantage avec le sud-américain en détriment d'autres partenaires qui avaient déjà une relation stabilisée avec le Brésil. Dès cette époque, par exemple, les États-Unis ne sont plus le principal partenaire commercial avec le Brésil. La première place est aujourd'hui occupée par la Chine, comme le plus grand acheteur de produits brésiliens.

[40] UNCTAD, CNUCED, *Le développement économique en Afrique. La coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, op. cit., p. 24.
[41] Júnior (H. R.), Mariano (M. P.), Almeida (R. R.), « As diferentes dimensões da cooperação sul-sul na política externa brasileira », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais*, op. cit., p. 39.
[42] *Idem.*

Cependant, deux aspects de la coopération Sud-Sud peuvent nous faire questionner la perspective que met en avance la vision d'une coopération Sud-Sud bien consolidé, en faisant face à la coopération Nord-Sud :

- Bien que la coopération Sud-Sud approfondi et augmente son terrain de jeu, elle n'est pas une deuxième option de coopération, mais un complément de la coopération Nord-Sud. Cela signifie qu'elle ne revendique pas la substitution de la coopération déjà traditionnelle, déjà « établie », au moins selon les discours des acteurs lesquelles nous avons fait des entretiens.
- Même si souvent il y a des déclarations surtout de la Russie et de la Chine sur la volonté de créer une nouvelle ordre mondialle, nous partons de la perspective que tous les pays font partie d'un système sans un centre établi. La crise de 2008 est significative pour analyser le monde comme ce système connecté, d'où l'idée qu'une crise économique peut affecter plusieurs pays.

Au travers de cette trajectoire historique nous voudrions mener la discussion à propos des objectifs de la PEB qui mettent l'accent de plus en plus à l'importance de la coopération du Brésil avec d'autres pays du « Sud ». Selon B. Pino et C. Milani, Lula da Silva revendiquait l'insertion plus démocratique des pays du « Sud » dans les instances de la gouvernance mondiale. Cette stratégie de rapprochement a contribué à une relation plus solide entre eux, ce qui a été un soutien a l'élection du Brésil à des postes-clef, comme pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dont le directeur général est le brésilien Roberto Azevêdo, et la FAO dont le directeur général est le brésilien José Graziano da Silva. Pour Elodie Brun et Bruno Muxagato, la diplomatie brésilienne a une posture de multiplication de partenaires en permettant la marge de manœuvre dans les réalisations politiques et économiques brésiliennes qui visent l'arène internationale[43]. Selon eux, nous devons regarder comment cette stratégie est fondée sur une volonté du Brésil de se constituer comme un leader régional pour avoir un poids plus fort dans le monde, devant ce scénario mondialisé. Néanmoins, E. Brun et B. Muxagato sont très critiques vis-a-vis cette idée que le Brésil s'est constitué comme un leader régional, un porte-parole de cette identité et intérêts du « Sud » en disant que le sud-américain met en avant un discours de puissance qui fonctionne plutôt comme une façade qui ne reflète pas les actions, surtout dans le territoire de l'Amérique du Sud, où le Brésil suppose avoir un leadership. Sur cela, ils décrivent les facteurs qui font qu'un pays soit vu comme leader : a) être accepté pour la majorité comme un leader capable de représenter la région ; b) assumer le coût de la supériorité et aider les pays plus faibles ; c) posséder les ressources matérielles (militaires, économiques et démographiques) ; d) avoir une vraie influence sur tous les

[43] Brun (E.), Muxagato (B.), « El proyecto internacional brasileno (2003-2010) : Intenciones regionales y proyeccion global va las relaciones Sur-Sur », *Anuario Americanista Europeo*, 2012, p. 92.

sujets de l'ordre régionale ; e) avoir l'intérêt de mettre en place l'élargissement des institutions pour l'intégration des pays[44].

Dans ce même sens, Ignacio Fernando Lara met l'accent sur le contexte international multipolaire à partir les années 1990 qui a rendu possible que des pays dont le pouvoir était « émergent » trouvaient des positions davantage sur le plan économique, politique et social. Cependant, l'auteur affirme que cela n'a pas impliqué à une déstabilisation du système international[45]. Selon I. Lara, la définition de leader régional décrit par E. Brun et B. Muxagato ne rend pas compte d'autres conditions essentielles qui caractérisent un pays comme leader qui dépassent la légitimité régionale. Certes, peut-être ce pays n'a pas vraiment une position indiscutable, mais ces actions en Afrique – et en général dans le niveau international - sont concrètes et cela démontre quelque chose qui transpose l'ordre du discours. Afin d'expliquer cette position du Brésil, I. Lara revient à la question de pays « émergent » en présentant des éléments qui défini un pays comme tel : a) il doit avoir un objectif et un projet d'auto perception qui leur rendre possible un rôle plus pertinent dans le système international ; b) la création et l'expansion des alliances entre les pays du Sud ; c) la reconnaissance d'autres pays qui légitiment et le donnent d'autorité[46]. Pourtant, il existe un débat difficile autour de l'articulation entre ces deux niveaux – régional et mondial – qui concerne à repérer les aspirations et le « réel » pouvoir, précisément dans ce dossier concernant le Brésil. Mais il est certes que E. Brun et B. Muxagato restreint l'analyse aux ressources matérielles pour aboutir à un vraie pouvoir, tandis que I. Lara met en place la possibilité que la perception peut être un élément important dans les enjeux du contexte internationale.

Si nous considérons que la coopération Sud-Sud gagne une nouvelle direction à partir du gouvernement Lula da Silva, nous ne pouvons pas nier la déclaration faite par son ministre Celso Amorim, déclaration déjà cité dans l'introduction, où il résume le but du Brésil en se lancer dehors de ses propres frontières : un intérêt de solidarité vers d'autres pays, mais également un intérêt de s'autodévelopper.

Si le Parti des Travailleurs a remporté l'élection présidentielle avec Dilma Roussef, la coopération technique a connu des nouvelles trajectoires sur ce gouvernement, ce que nous traiterons surtout dans la troisième partie au travers les extraits des entretiens. L'absence des travaux de recherche qui mettent en question les dernières années de la CSS dont le *focus* se

[44] *Ibid.*, p. 94.
[45] Lara, (I. F.), « Potencialidades y lmites de Brasil como potencia media emergente », *Anuario Americanista Europeo*, 2012, p. 55.
[46] *Ibid.*, p. 57.

délimite sur la coopération technique peut nous faire imaginer qu'avec le gouvernement de Dilma Roussef le Brésil a mené une coopération technique encore plus développé. Cela est affirmé par J.J. Gabas, J. Goulet, C. Arnaud et J. Duran, par exemple[47]. Si les discours prononcés sur les relations entre les pays du « Sud » mettent toujours en valeur l'importance de cette voie, nous avons constaté de différences significatives entre les mandats de Lula da Silva et de Dilma Roussef.

B) Un pont sur l'Atlantique, présence brésilienne en Afrique

Si jusqu'à ce moment le travail s'est penché sur s'interroger à propos de la politique externe brésilienne au travers la coopération Sud-Sud, dans cette sous partie nous voudrions nous détenir sur la relation Afrique et Brésil. Dans la publication de 2013 déjà cité, J. J. Gabas, J. Goulet, C. Arnaud et J. Duran mentionnent les trois périodes qui ont marqué l'intérêt du Brésil pour l'Afrique : dans les années 1960 avec Jânio Quadros, les années 1970, et avec le président Lula da Silva à partir des années 2000. Ces auteurs affichent quelques exemples pour montrer une ouverture brésilienne vers le continent africain. D'entre les exemples en 1960, ils énnoncent l'ouverture d'ambassades dans certains pays indépendants comme le Sénégal et le changement de position aux Nations Unies par rapport aux mouvements de libération coloniale, comme en Angola[48]. En 1970 un scènario commerciale favorable a poussé le Brésil à augmenter ces transactions commerciales avec l'Afrique et les premières entreprises brésiliennes, comme l'Odebrecht, ont commencé à investir dans les pays africains, comme démontre encore les auteurs[49]. La dernière vague avec Lula da Silva a approfondi davantage les actions de développement et les investissements dans les pays africains. A propos de la coopération, les auteurs affirment que :

> *« Les activités menées en 2009 ont montré une augmentation de plus de 250 % par rapport à l'année 2008. Pour 2010, plus de 300 initiatives étaient prévues pour un montant de 65 millions de dollars sur trois ans, dans trente-sept pays. L'Afrique se place au premier rang des régions du monde destinataires de cette coopération »*[50].

Alors c'était dans la dernière vague, précisement en 2003 avec la loi fédérale 10.639, que l'enseignement de la culture et de l'histoire africaine ont entré dans le programme éducationnel au

[47] Gabas, (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit., p. 12.
[48] *Ibid.,* p. 37.
[49] *Idem.*
[50] *Ibid.,* p. 38.

Brésil. Il est le résultat des revendications de groupes pour la défense et reconnaissance de la discrimination des noirs brésiliens. Comme les auteurs observent aussi, une multiplication de groupes de recherche sur les études africaines au Brésil est perceptible à partir des années 2000, ce qui s'explique par le contexte social et politique interne, et non seulement comme cause de la politique étrangère brésilienne poussé vers l'Afrique[51].

Pendant la recherche dans le cadre de ce mémoire, les démarches symboliques permettent de rendre compte d'une volonté de partenariat entre le Brésil et l'Afrique, comme la création de l'Université UNILAB au Ceará, dans une ville qui s'appelle Redenção (première ville à avoir libéré les noirs de l'esclavage pendant le XIXème siècle). Évidemment, il ne faut pas utiliser tous les arguments comme un prétexte à expliquer l'engagement totalement intéressé du gouvernement brésilien, qui obéirait à une rationalité poussée à un résultat économique ou politique. D'après H. R. Júnior, M. P. Mariano et R. R Almeida, la politique étrangère du Brésil vers l'Afrique est structurée autour de quatre objectifs : a) le soutien à ses propres initiatives de politique étrangère, b) l'internationalisation des entreprises nationales brésiliennes, c) marchés pour l'exportation de produits, d) et la coopération technique[52]. Des données quantitatives exprimés démontrent les actions pour ses initiatives. Selon le rapport réalisé par l'Institut de Recherche Économique Appliqué[53] entre 2003 et 2009, le gouvernement brésilien a pardonné les dettes d'Angola, du Mozambique et a fait un don total de 300 millions de dollars partagé en coopération alimentaire entre la Somalie, le Soudan, l'Afrique du Sud, le Sahara Occidental et les membres de la CPLP. Toujours d'après cet étude, « *l'Afrique Subsaariana, aussi l'Amérique latine et les Caraïbes, ont reçu 62% du montant total des fonds fédéraux à la coopération technique, scientifique et technologique entre 2005-2009, correspondant à 154,9 millions de reais* »[54].

Sur ce point, il est intéressant de retourner à la comparaison avec le gouvernement de F.H. Cardoso, pendant les années 1990, afin de avoir une perspective sur le point de vue du gouvernnement sur l'Afrique. Une déclaration du chanceler José Vicente de Sá Pimentel, dans un article de 2000 sur l'Afrique, indique l'inclination du gouvernement de F. H. Cardoso sur ce continent : « *(...) ne signifie pas un désintérêt pour les grandes causes à tous les africains – à part cela, à toute l'humanité – comme la recherche de la paix, le développement politique, la démocratie, les droits humains. Désigne, seulement, le pragmatisme sur l'allocation de ressources*

[51] Gabas, (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit., p. 163.
[52] Júnior (H. R.), Mariano (M. P.), Almeida (R. R.), « As diferentes dimensões da cooperação sul-sul na política externa brasileira », *in* Júnior (H.), Ayerbe (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais*, op. cit., p. 41.
[53] IPEA, ABC, *Cooperação brasileira para o desenvolvimento internacional : 2005-2009*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, Agência Brasileira de Cooperação, 2010, p. 36.
[54] *Idem.*

limités »[55]. Ce pragmatisme est mis en évidence par d'autres signes d'après les chercheurs Wilson M. Júnior et Carlos A. P. de Faria : des ambassades ont été fermées pendant le gouvernement F. H. Cardoso comme en Éthiopie, en Tanzanie, au Cameroun, en République démocratique du Congo, au Togo et en Zambie[56]. Dans cette période la stratégie du projet politique était relégué à l'investissement privé dans ce continent en ce qui concerne les investissements de développement et d'exploration, en particulier dans le secteur de la construction. Par rapport aux voyages à l'Afrique, Fernando Henrique Cardoso a réalisé 5, destiné à 3 pays africains. Toutefois, nous ne pouvons pas nier quelques initiatives que cet ex-président a conclut, comme l'institutionnalisation de la CPLP en 1996 ; le rapprochement avec l'Afrique du Sud post-apartheid ; des actions pertinentes sur le commerce avec le Nigeria et l'Angola, concentrée principalement sur le pétrole brut.

Selon José Saraiva, les circonstances internationaux expérimentés pendant le tournant du dernier siècle ont été extrêmement favorables à l'insertion internationale de l'Afrique, par rapport aux quatre décennies précédentes, où plusieurs problèmes touchaient ce continent : la faible croissance économique ; les fractures dans la formation des États nationaux et les inégalités sociaux[57]. L'argument central de J. Saraiva est que le nouveau lieu occupé par l'Afrique sur la scène internationale coïncide avec le Brésil mondial, une confluence des opportunités. L'auteur affirme que l'Afrique a capturé l'attention de la communauté internationale pour être la dernière frontière de l'investissement du capitalisme mondial. Tout au long de la première décennie du XXIème siècle, le nombre de pays africains impliqués dans des conflits armés internes ont diminué entre 2001 et 2008[58]. Ces conflits ont été la plus importante cause immédiate de la haute des niveaux de pauvreté sur le continent. Leur réduction drastique suggère que les ressources, un montant estimatif de 300 milliards de dollars dépensé dans les guerres entre 1990 et 2005, ont pu être dirigé vers des politiques d'éradication de la pauvreté ou bien à d'autres problèmes.

C'est à partir d'une confluence de contextes que ce scénario d'ouverture vers l'Afrique a été possible, ce que nous soulignerons en particulier *via* une vision politique. Le discours de l'ex ministre de Relations Extérieures de Dilma Roussef, Mauro Vieira, prononcé en 2015, explique la construction de ce projet politique :

---

[55] Pimentel (J. V.), « Relações entre o Brasil e a África subsaárica », *Revista Brasileira de Política Internacional* (1), n° 43, 2000, p. 7. Traduction réalisé par l'auteur de ce mémoire : […] *não significa desinteresse pelas grandes causas comuns a todos os africanos – de resto, a toda a humanidade – como a busca da paz, o desenvolvimento econômico, a democracia, os direitos humanos. Denota, apenas, pragmatismo na alocação de recursos limitados ».*
[56] *Ibid.*, p. 9.
[57] Saraiva (J. S.), « The new Africa and Brazil in the Lula era: the rebirth of Brazilian Atlantic Policy », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010, p. 169.
[58] *Ibid.*, p. 170.

« *Il y a 12 ans, j'ai participé d'une étape riche de la politique extérieure brésilienne en Afrique, conçu à travers une vision universelle et solidaire. (...) J'ai pu participer de la première tournée africaine du président Lula (...). L'importance de l'Afrique est un élément incontournable pour le Brésil. Notre pays est un héritier de l'Afrique, motif d'orgueil et base pour la construction d'un avenir que nous voulons plus juste. L'année 2003 a marqué le début d'une étape particulière dans les projets avec la coopération technique impliquant 45 pays africains ; l'expansion des entreprises et le commerce entre le Brésil et l'Afrique qui a quadruplé en 10 ans, passant de 6,1 milliards à 28,5 milliards de dollars en 2013. L'expansion du réseau diplomatique brésilien a plus que doublé à un effectif de 37 ambassades résidentes (...). L'engagement du Brésil en Afrique est une politique de l'État qui reflète la volonté des différents secteurs de la société brésilienne. Un effet plus que naturel puisque 51,4% de la population brésilienne se déclare d'ascendance africaine. (...) L'Afrique a été, est et continuera à être une priorité d'absolue pour la politique étrangère brésilienne. (...) Le Brésil va continuer à construire avec ses partenaires africains des relations fraternelles et globales qui reflètent de manière équilibrée les piliers de la relation bilatérale avec chacun des pays représentés ici : le dialogue politique, la coopération et les relations économiques et sociales. (...) »*[59].

Ce discours a été prononcé pendant un déjeuner le 20 mars 2015 à Brasília avec les ambassadeurs du Groupe Africain qui résident au Brésil.

Après ces considérations sur quelques éléments sur la politique en Afrique porté par le Brésil, il nous semble prtinent de s'interroger sur les motivations de ce propos et les instruments mis en place pour les attendre. Comme le propre discours du ministre démontre, 2003 a représenté une transformation de la politique étrangère face au continent africain, même si ce discours est discutable en termes de rhétorique d'affirmation et légitimité du gouvernement.

En ce qui concerne le projet politique brésilien, les auteurs B. Pino et C. Milani soulignent que le ministère des Relations Extérieures a connu avec Lula da Silva un double changement au niveaux systémique et étatique : le premier consiste dans une stratégie pour se différencier de la pratique traditionnelle de la coopération menés par les pays du « Nord » qui a déclenché une perte d'influence du « Nord » dans l'agenda du développement au niveau international. Dans le second niveau, étatique, le Brésil propose un discours basé sur la solidarité et la défense des intérêts politiques des pays qui reçoivent la coopération ainsi comme leurs demandes économiques,

[59] Extrait de la conférence déjà cité, disponible *in* : https://www.youtube.com/watch?v=pvJ1MDbV9g0. Consulté le 26 août 2016.

sociaux et culturels, fondée sur un enracinement historique et culturel puisque le Brésil se reconnaît aussi comme un pays « Sud », et pourtant, proche des pays en développement[60].

A part cette motivation basée sur la solidaritéire, le rapport du PNUD publié en 2010 dénote l'importance de l'Afrique pour l'économie des pays émergents en signalant comment pour chaque pays l'approximation avec l'Afrique correspondait, et correspond encore, une stratégie différente au niveau économique. Dans le cas du Brésil, par exemple, le rapport met en corrélation le besoin brésilien d'un marché pour exporter ses produits ; ce qui diffère, par exemple, de la Corée du Sud qui a besoin surtout de ressources naturelles sur le territoire africain[61].

Les données macroéconomiques affichés rendre possible l'horizon de cette approximation entre le commerce brésilien et l'Afrique, qui a augmenté six fois entre 2000 et 2008, passant de 4,2 milliards de dollars à 25,9 milliards de dollars[62]. Nous avons déjà remarqué dans l'introduction l'importance de la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES) qui joue un rôle important en Afrique vu qu'elle concède des crédits aux investisseurs brésiliens désireux de faire des accords commerciaux avec les pays africains.

Il y a une présence croissante des entreprises multinationales brésiliennes, à la fois privés ainsi que publics, même si la place du privé est encore très restreinte dans les projets de coopération selon J. J. Gabas et F. Goulet[63]. Sur cette voie économique, Sergio Schlesinger aussi affirme l'importance du BNDES qui finance également un certain nombre de projets d'ingénierie en facilitant l'exécution des marchés de travaux de diverses modalités en Afrique[64]. Au même temps, l'auteur souligne que des fonds d'investissements cherchent la captation de ressources financiers pour permettre des investissements du Brésil en Afrique, comme par exemple le FGV Projets qui prétend lever des fonds de l'ordre de 1 milliard de dollars pour le développement de projets agricoles en Afrique[65]. Ce fond est coordonné par DWS Investissements, dont la direction appartient à la banque allemande Deutsche Bank. Autre initiative du même type était menée en juin 2012 par le BTG Pactual, la plus grande banque d'investissement au Brésil, qui a annoncé le don de 1 milliard de dollars comme aussi la création d'un fond d'investissements mondiaux pour

[60] Bruno (A.), Milani (C.), « La coopération brésilienne en Afrique : expérience de triangulation avec l'UE dans le cadre de l'association stratégique », *in* Santander (S.), dir., *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, op. cit., p. 222.
[61] UNCTAD, CNUCED, *Le développement économique en Afrique. La coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, op. cit., p. 12.
[62] Milhorance (C.), « A política de cooperação do Brasil com a África Subsaariana no setor rural: transferência e inovação na difusão de políticas públicas », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 56, 2013, p. 9.
[63] Gabas (J.-J.), Goulet (F.), « Les coopérations agricoles chinoises et brésiliennes en Afrique. Quelles innovations dans les principes et pratiques ? », *Afrique Contemporaine*, n° 242, 2012, p. 119.
[64] Schlesinger (S.), *Cooperação e investimentos do Brasil na África. O caso do ProSavana em Moçambique*, Maputo, Solidariedade e Educação, 2013, p. 9.
[65] *Idem.*

l'Afrique, axée sur des domaines tels que les infrastructures, l'énergie et l'agriculture[66]. Ainsi comme le Brésil, les pays émergents comme la Chine et l'Inde cherchent à élargir leur coopération et leurs investissements en Afrique. Pour ces pays, le potentiel d'exportation de l'énergie et de la nourriture sont des enjeux majeurs qui les font tourner vers le continent.

L'affichage du discours proposé par la diplomatie brésilienne revendique l'entrée dans le marché africain, comme nous pouvons observer dans un extrait du discours prononcé en 2015par le ministre Rodrigo Azeredo dont le contexte a été décrit dans l'introduction de ce mémoire :

« (...) en plus l'importance de la coopération politique, stratégique, bien sûr que notre relation avec le continent africain a un programme intense de partenariat commercial et politique. Au cours des dernières années, l'Afrique a enregistré un taux de son PIB global au-dessus de la moyenne mondiale. L'année dernière, le PIB de l'Afrique dans son ensemble a augmenté environ 0,5%, selon les données des agences internationales, et donc au-dessus de la moyenne mondiale. Ce qui motive cette croissance dans de nombreuses économies africaines a été l'investissement dans l'infrastructure économique, mais aussi dans l'infrastructure sociale, y compris des installations sanitaires, le traitement de l'eau, et l'approvisionnement. Mais aussi l'infrastructure de transport, la logistique dans le domaine des ports, des aéroports, et aussi une augmentation du revenu moyen de la population africaine. C'est exactement la croissance du PIB qui a conduit à une augmentation du revenu moyen, un phénomène semblable à ce qui est arrivé au Brésil au cours des dernières années : l'inclusion sociale dans de nombreux pays qui a soulevé la consommation. (...). Et bien sûr, cela attire beaucoup l'intérêt de plusieurs pays, des partenaires qui peuvent contribuer au développement de l'Afrique, et le Brésil est l'un d'entre eux. En termes de commerce extérieur du Brésil, il est important de remarquer que nos échanges commerciaux avec le continent africain en général, depuis les 10 dernières années, entre 2004 et 2014 a augmenté de 156%. Le commerce extérieur y compris les importations et les exportations. Nos importations vers l'Afrique depuis ces 10 ans ont augmenté environ 130%. Dans ce contexte, les pays qui seront visités - de toute évidence certains ont une balance commerciale plus favorable avec le Brésil par rapport à d'autres pays, comme le cas de l'Angola ou Ghana (...) - mais au-delà l'intérêt commerciale dans certains pays, l'intérêt des investissements, on a aussi l'intérêt au niveau de la coopération comme *l'ambassadeur Fernando Abreu a souligné, puisque la coopération produit un grand potentiel commercial. (...)*

[66] *Idem.*

Enfin, il y a aussi un potentiel de croissance de nos exportations, des équipements et des machines agricoles. L'ambassadeur Fernando a parlé de la présence du bureau d'Embrapa en Afrique, et cela rend possible au même temps des avantages pour la coopération dans le domaine de l'agriculture, comme aussi ouvre des opportunités aux équipements et aux outils agricoles brésiliens »[67].

Pendant la conférence le ministre Rodrigo Azeredo souligne aussi changer des aspects bureaucratiques concernant le visa aux entrepreneurs brésiliens et africains afin de faciliter la démarche d'entrée soit dans le pays latine-américain soit dans les pays africains. Dans cette même logique, la présidente Dilma Roussef a déclaré que le pardon des dettes avait comme intention d'améliorer les relations commerciales et d'ouvrir la possibilité aux multinationaux brésiliennes de s'installer en Afrique. A ce propos, la chercheuse Lidia Cabral du Centre d'Études d'Intégration et Développement (CINDES) a expliqué qu'il s'ajoute à la coopération technique entre Brésil et Afrique une coopération économique et financière qui prévoit le pardon des dettes et le crédit aux exportations au travers des concessions. Il existe un comité responsable pour les dettes au sein de l'État brésilien, Comité d'Évaluation de Crédits à l'Extérieur, (COMACE), qui soumet la demande au Sénat[68]. Quant aux crédits aux exportations, le gouvernement fédéral a un programme intitulé Programme de Financement aux Exportations (PROEX), avec une structure institutionnelle plus complexe qu'implique d'autres départements publics pour la prise de décision et la mise en œuvre des crédits. Mais relatif à l'Afrique, la ligne de crédit plus importante est *via* BNDES, souligné antérieurement, qui a comme objectif l'insertion des entreprises brésiliennes dans le marché international. La question principale au BNDES est que le gouvernement brésilien prend le risque politique de crédits à certains pays.

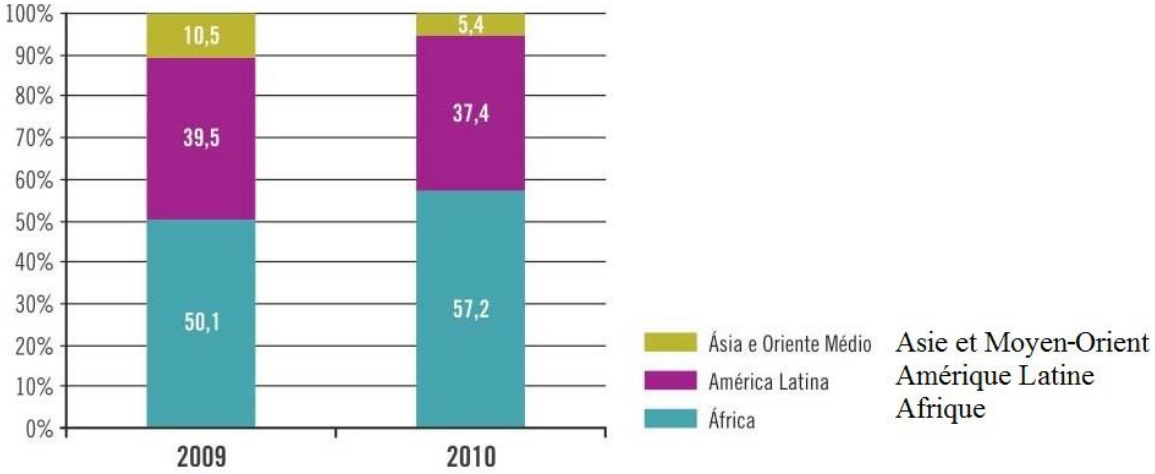
Si les propos démontrés ci-dessous corroborent pour penser une relation plus étroite entre la coopération Sud-Sud brésilienne et les transactions économiques, nous rappelons que cette relation n'est pas si proche qu'il semble. Comme l'extrait du discurs mentionne, la coopération ouvre un potentiel commercial, mais cela ne veut pas dire que l'ABC et le département de Promotion Commerciale et des Investissements (*departamento de Promoção Comercial e Investimento*) travaillent ensemble en Afrique afin de développer les objectifs de la PEB. Et pourtant, notre hypothèse consistait en exprimerjustement un alignement conjoint des efforts entre

[67] Extrait de la conférence déjà cité, disponible *in* : https://www.youtube.com/watch?v=pvJ1MDbV9g0. Consulté le 26 août 2016.
[68] Cabral (L.), « Cooperação Brasil-África para o desenvolvimento: Caracterização, tendências e desafios », *Textos Cindes*, nº 26, 2011, p. 17.

eux. Dans ce cas de notre hypothèse de départ, le don et le contre-don était plus consistant puisque les intérêts économiques seraient directement affichés lors de la mise en œuvre des projets de développement en Afrique. Désormais, cette logique nous semble limité surtout avec l'analyse des entretiens et l'étude sur la mise en œuvre du projet de coopération en Angola, ce qui nous irons approfondir dans la deuxième partie de ce travail.

Malgré cette observation, il est évident que les chiffres concernant les affaires économiques entre le Brésil et l'Afrique ont augmenté, aussi comme les projets pour le développement du côté du Brésil vers l'Afrique. L'image ci-dessous expose les chiffres concernant la comparaison des projets de coopération international du Brésil vers les continents. Il s'agit des plus récentes statistiques plubliées par l'ABC, bien que ces données soient déjà très anciennes :

Investissements brésiliens en projets internationaux de développement, participation par continent, 2009-2010



Source: ABC 2009 et 2011.

Ce tableau montre que la majorité des projets de coopération étaient destinés en Afrique et que les projets directionnés à ce continent avaient une tendence à s'accroître. Malheureusement, nous ne disposons pas des chiffres plus récents a propos des statistiques de la coopération brésilienne. Alors que de plus en plus les activités de coopération entre le Brésil et l'Afrique augmente, il s'intensifie également le volume des investissements et le commerce des biens et des services entre les deux continents.

Nous proposons à partir de ces considérations de réfléchir autour de la position que le Brésil prend face au continent africain au travers la coopération, définit comme un instrument de la stratégie africaine du Brésil selon B. Pino et C. Milani, qui affirment deux autres instruments

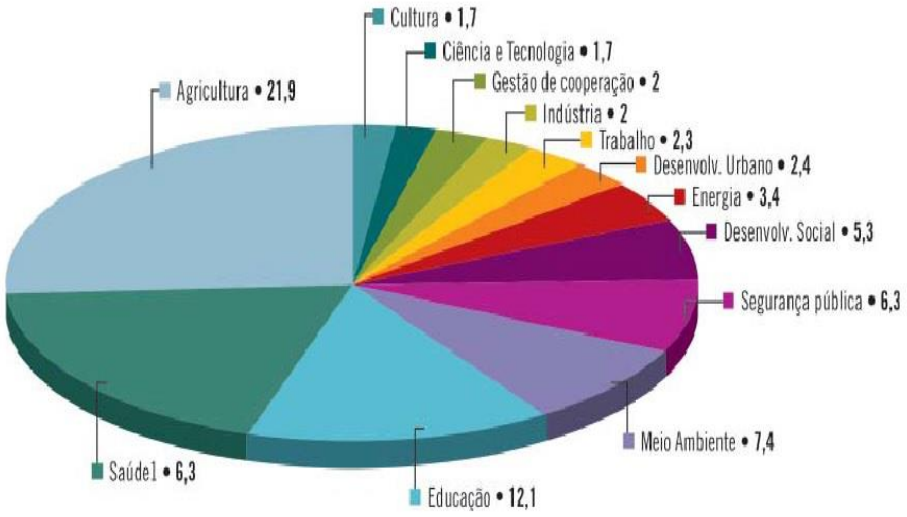
comme étant l'investissement et le commerce[69]. La plupart des projets de coopération développés actuellement par le Brésil se concentre sur l'Amérique latine et l'Afrique, ce dernier largement occupant la première place. En 2010, ce continent a été la destination de près de 60% des projets de l'ABC[70]. Une plus grande importance a été accordée à l'Afrique subsaharienne.

Entre tous les projets de coopération technique en Afrique, le Brésil a défini son intérêt dans l'agriculture. Carolina Milhorance souligne que le secteur agricole est bien lié aux attentes internationales dans un contexte de crise alimentaire et de retour de l'agriculture au centre du débat sur le développement[71]. Et tous les efforts de l'État brésilien se présent en faire valoir et promouvoir son expérience agricole dans la scène internationale. Le Brésil s'affirme comme une puissance dans le secteur de l'agriculture ce qui a comme conséquence la légitimité en tant que puissance au niveau de connaissance technique dans la scène internationale pour « exporter » ses expériences à d'autres pays. Plusieurs institutions gagnent notoriété et se relient comme agents dans ce secteur pour le développement en Afrique : le ministère du Développement Agraire (MDA), le ministère du Développement Social et de la Lutte contre la Faim (MDS), le ministère de l'Éducation, l'Embrapa et la Société Nationale d'Approvisionnement (Conab)[72]. Ci-dessous un graphique sur la distribution des ressources de l'ABC selon les domaines montre la place de l'agriculture pour l'ABC. Comme le graphique se présente en langue portugaise, nous soulignons que le chiffre de 21,9 (Agricultura) correspond au domaine de l'agriculture.

[69] Bruno (A.), Milani (C.), « La coopération brésilienne en Afrique : expérience de triangulation avec l'UE dans le cadre de l'association stratégique », in Santander (S.), dir., L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents, op. cit., p. 226.
[70] IPEA, BM, *Ponte sobre o Atlântico. Brasil e África subsaariana : parceria Sul-Sul para o crescimento*, Brasília, Instituto de Pesquisa Aplicada e Banco Mundial, 2011, p. 45.
[71] Milhorance (C.), « A política de cooperação do Brasil com a África Subsaariana no setor rural: transferência e inovação na difusão de políticas públicas », op. cit., p. 12.
[72] *Ibid.*, pp. 12-13.

Coopération internationale brésilienne

Coopération technique : distribution des ressources selon les domaines thématiques, 2003-2010



Extrait de Lidia Cabral - "Cooperação Brasil-África para o desenvolvimento: caracterização, tendências e desafios", Textos Cindes N°26, dezembro de 2011.

Selon J.J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran, l'aspect horizontal de la coopération brésilienne est bien reconnu par les partenaires africains comme étant porteur d'un intérêt mutuel. Pour cette affirmation, les auteurs ont utilisé un entretien le directeur national des services agricoles au Mozambique selon lequel le Brésil apporte un progrès au sein du secteur agricole mais en tire des bénéfices tels que des possibilités commerciales[73]. Les auteurs, cependant, proposent aussi un autre point de vue dont les intérês des brésiliens seraient moins solidaires. Citant l'économiste mozambicain João Mosca selon qui la coopération agricole est purement stratégique et politique car le Brésil ne s'intéresse qu'aux ressources naturelles. Selon cet économiste, l'agriculture n'est pas rentable au Mozambique et les intérêts sont moins solidaires en comparaison à la narrative discursive diplomatique[74]. Les auteurs citent aussi un autre entretien avec le responsable du bureau de la FAO au Mozambique qui affirme que les brésiliens, comme les chinois, ne font pas réellement de l'aide au développement, mettant en doute la capacité du Brésil à mener les projets tels qu'ils étaient conçus, en insistant sur le fait que les discours de l'ex-président Lula da Silva ne correspondaient pas aux actions sur le terrain africain[75].

[73] Gabas, (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit, pp. 187-188.
[74] *Ibid.*, p. 188.
[75] *Ibid.*, pp. 188-189.

C) L'Angola, laboratoire de la nouvelle politique de la coopération brésilienne

Si nous avons présentés une perspective centrée sur les relations entre le Brésil et l'Afrique, cette sous-partie se penchera sur la relation entre l'Angola et le Brésil, en versant sur les aspects historiques du pays africain et l'approximation entre les deux pays au travers de quelques observations sur la relation *via* les entreprises brésiliennes installées en Angola et les derniers projets de coopération entre les deux pays dans le domaine agricole.

Angola, ex-colonie portugaise, comme le Brésil, a eu son indépendance en 1975 contre les colons portugais. Le Brésil a été le premier pays à reconnaître l'indépendance angolaise. Mais, les conflits civils entre les trois partis angolais – MPLA, UNITA e FNLA - ont débouchés à l'instabilité interne du pays africain vu les disputes entre les partis pour arriver au gouvernement est mener leur projet politique. De manière vite le MPLA arrive au pouvoir, et après la mort d'Agostinho Neto, c'est José Eduardo dos Santos qui a été nommé président du pays, en 1979, même toujours avec les contestations des autres partis. Les tentatives ultérieures pour parvenir à la paix n'ont pas duré longtemps, et la guerre civile en Angola a pris fin seulement avec la mort de Savimbi, chef de l'UNITA, par les troupes gouvernementales en 2002. Selon Lydia Polgreen la guerre civile a fait au moins 500.000 morts et plus d'un tiers de la population a été déplacée[76].

Avec un pays pour reconstruire, l'Angola se tourna vers les donateurs traditionnels pour les fonds d'aide au développement, mais les angolais sont confrontés à plusieurs conditions. Ceux-ci inclus, par exemple, la création d'un centre de surveillance pour évaluer la performance pendant trois semestres avant d'être considéré admissible à recevoir un soutien financier. Toutefois, le gouvernement angolais n'avait pas l'intention de compromettre son influence avec la mise en œuvre des politiques en échange d'aide. L'incapacité du FMI et du gouvernement angolais pour parvenir à un accord sur les questions liées à la gouvernance et à la transparence ont été des obstacles à la réalisation de la conférence pour les donateurs en Angola. En outre, ce pays n'a jamais obtenu le « *sceau d'approbation, ce qui pourrait les rendre admissibles au rééchelonnement de la dette au travers le « club de Paris »*, selon la publication du groupe de recherche brésilien Brics Policy Center en utilisant une citation du livre de Deborah Brautigam[77].

[76] Polgreen (L.), « Angolans Come Home to "Negative Peace" », *The New York Times*, 30 July 2003. Disponible *in* : http://www.nytimes.com/2003/07/30/world/angolans-come-home-to-negative-peace.html?pagewanted=all. Consulté le 26 août 2016.

[77] Esteves (P. M. L.), Fonseca (J. M.), Gomes (G. Z.), *Brazilian Health and Agricultural Cooperation in Angola : An overview*, Rio de Janeiro, BPC Policy Brief, n° 2, 2015, p. 12. L'extrait cité dans le mémoire ci-dessus a été traduit par l'auteur de ce mémoire.

Ce fut ce contexte spécifique qui a propulsé l'Angola à chercher d'autres partenaires, surtout ceux du « Sud », qui n'imposent pas des conditions préalables et n'envisagent pas de traiter sur les affaires internes des pays partenariats, un principe différent de ceux des donateurs traditionnels comme nous irons présenter dans la deuxième partie de ce mémoire. Mais une particularité explique l'attention des pays du « Sud », surtout les « *insiders* », par rapport aux relations avec l'Angola : l'augmentation de la production de pétrole et la découverte de nouveaux gisements de ce ressource dans le pays africain. C'est la Chine le principal partenaire d'Angola dans la ressource pétrolier. Du côté brésilien, l 'entreprise pétrolière étatique, Petrobrás, qui s'est installée sur le territoire angolais depuis 1979, a un rôle aussi important, bien que dans ce secteur c'est la Chine qui décroche plus de relations. Il s'ajoute à cela la coopération financière que la Chine apporte au gouvernement d'Angola, ce qui est garantie par le pétrole et qui fait maintenir des relations plus étroites et approfondis. Selon la publication du groupe de recherche BRICS Policy Center, qui ont fait des entretiens avec des angolais en septembre 2014[78], il y a une opinion partagée en affirmer que le soutien de la Chine a démissionné les réformes soutenues par le FMI, ce qui aurait pu conduire à une « meilleure » gouvernance en Angola[79]. Le groupe de recherche cite encore Deborah Brautigam pour affirmer que le gouvernement chinois n'a rien fait d'autre que ce que les banques occidentales telles que BNP Paribas, Commerzbank, Société Générale, Barclays et Standard Chartered, auraient fait[80]. La différence était que les conditions chinoises étaient beaucoup plus favorables pour l'Angola, y compris les taux d'intérêt plus bas et des périodes de grâce et d'amortissement plus élevé.

La reconstruction nourrie par le pétrole était un processus promu pour les élites locaux. Toutefois, en dépit de sa croissance économique impressionnante au cours de la dernière décennie, des inégalités sociaux touchent la population angolaise. Au même temps que la société a avancé dans certains aspects, la situation dans le pays reste divergente et paradoxale parce que les forts indicateurs de la performance économique et de la croissance contrastent fortement avec l'énorme disparité dans la répartition des richesses pour le développement social. Sur cela, l'observation de Serge Michel et Michel Beuret est significatif :

> *« (...) le pétrole rapporte 30 à 40 milliards de dollars par an au pays mais l'évaporation d'argent est une spécialité nationale qui ne fait vivre que quelques centaines de privilégiés, que l'on appelle les « Angolais spéciaux ». Pour eux, Luanda est une fête permanente, à*

[78] Les chercheus qui ont mené cet étude ont réalise au total 20 interviews à Luanda, avec des représentants des organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux, de l'université, de la société civile, du gouvernement national et des représentants du gouvernement brésilien. Esteves (P. M. L.), Fonseca (J. M.), Gomes (G. Z.), *Brazilian Health and Agricultural Cooperation in Angola : An overview,* op. cit., p. 8.
[79] *Ibid.*, p. 13.
[80] *Idem.*

laquelle ils convient de Miss Brésil et des stars américaines et même Jay-Z et Beyoncé, à coups de cachets exorbitants »[81].

Angola est, pourtant, une société marquée par les inégalités. Christine Messiant a identifié l'État angolais comme une emprise clientéliste où une partie infime des Angolais bénéficie d'un réseau et d'un système politique dirigé par le MPLA. Le parti coopta ou marginalise des individus et ouvre les frontières aux investisseurs privés étrangers, ce qui maintient son cycle de pouvoir, en contournant les règles de la démocratie sous l'apparence de la politique formelle[82].

Entre le Brésil et l'Angola, la relation établie est ancienne, bien qu'elle se soit approfondie au fil des années. Ainsi comme d'autres pays, le Brésil a affirmé sa position après l'indépendance de l'Angola en soutenant le MPLA. Les plus grandes entreprises brésiliennes sont installées en Angola, comme Vale do Rio Doce, Camargo e Correia, Petrobrás et Odebrecht, ces deux derniers étant au cœur des récents scandales de corruption qui touchent le Brésil en ce moment. Le pays sud-américain voit dans l'Angola un partenaire commercial important et cela était déjà perceptible avant le gouvernement de Lula da Silva. L'Angola est la principale cible des investissements brésiliens en Afrique et on y recense le plus grand nombre de petites et moyennes entreprises brésiliennes sur ce continent. En outre, la BNDES a déboursé 2,8 milliards de dollars pour les investissements privés en Afrique depuis 2007 et l'Angola a reçu 96% de ce montant, selon la publication du groupe BRICS Policy Center en citant Victoria Waldersee[83]. Le tableau ci-dessous montre les principaux projets des entreprises brésiliennes réalisés en Angola :

Entreprise	**En Angola depuis...**	**Secteur**	**Activités**
Petrobrás	1980	Énergie / Pétrole et Gaz	Exploitation de pétrole et des biocarburants. Partenaire dans six blocs pétroliers et opérateur dans quatre. Depuis Juin 2013, Petrobras opère dans une *joint venture* avec BTG Pactual Bank (50% chacun) avec un montant de 1,5 million de dollars pour l'exploitation pétrolière et gazière dans plusieurs pays africains, y compris en Angola.
Vale	2005	Exploitation minière	*Joint venture* avec Genius pour l'extraction minière (surtout cuivre et nickel).
Andrade Guiterrez	2005	Construction / Infrastructure	Partenariat avec Zagope Construction et Ingénierie. Cette entreprise a construit plusieurs routes et autoroutes autour de Luanda. Rénovation de l'aéroport international de Lubango.
Camargo Corrêa	2005	Construction / Infrastructure	Construction de la route Uíge-Maquela. Partenariat avec l'entreprise portugaise Gema et l'entreprise angolaise Escom, pour la construction d'une fabrique de béton à Benguela.
Odebrecht	1984	Construction / Infrastructure	Cette entreprise brésilienne détient 25 contrats en Angola concernant l'immobilier, les biocarburants, les minéraux, l'agro-industrie et l'énergie. Des exemples remarquables sont : la

[81] Michel (S.), Beuret (M.), *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, op. cit., p. 287.
[82] Messiant (C.), *L'Angola postcolonial. Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Éditions Karthala, 2008, p. 346.
[83] Esteves (P. M. L.), Fonseca (J. M.), Gomes (G. Z.), *Brazilian Health and Agricultural Cooperation in Angola : An overview*, op. cit., p. 22.

		/ Agriculture / Energie / Vente / Immobilier	construction de la centrale hydroélectrique de Capanda à Malange et le projet hydroélectrique en Cambambe. Il détient 40% de Biocom, une société de bioénergie angolaise (éthanol) et 20% de la Sonangol (entreprise angolaise). Elle possède un projet agro-industriel dans la ferme Pungo Andongo avec la participation de l'Embrapa-Afrique. Odebrecht est responsable de la gestion de la production agro-industrielle, de la construction de fabriques, etc.
Engevix	2005	Énergie	Partenariat avec un groupe angolais. Travaux en ingénierie de l'environnement, production et distribution de l'énergie (ex : projet hydro-électrique de Cambambe au nord de Cuanza).
Fidens	2009	Construction / Infrastructure	Construction de routes près de l'aéroport de Catoca, sud de Luanda.
Asperbras	2007	Immobilier / Infrastructure	Impliqué dans les zones économiques spéciales à Viana, Catete, Huambo, Negage, M'banza Congo. Construction de bâtiments (y compris résidentiels) et systèmes d'irrigation.
Queiroz Galvão	2005	Immobilier / Infrastructure	Immobilier, construction et maçonnerie.
Stefanini	2004	TIC	Technologie de l'information.

Tableau extrait de la publication : Esteves (P. M. L.), Fonseca (J. M.), Gomes (G. Z.), *Brazilian Health and Agricultural Cooperation in Angola : An overview*, Rio de Janeiro, BPC Policy Brief, n° 2, 2015, p. 23.

Avec ce tableau, nous nous concentrons sur l'entreprise Odebrecht. Elle n'est pas censée travailler avec l'agriculture, mais a réalisé un projet agricole avec la ferme Pungo Andongo, de 36.000 hectares, avec aussi l'aide de l'Embrapa. La réflexion sur ce projet est très intéressante puisqu'il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une coopération technique au niveau gouvernemental, mais d'une demande particulière d'Odebrecht pour un travail privé de l'Embrapa. Pendant les entretiens, trois interviewés nous ont parlé de ce projet bien qu'ils ne le connaissaient pas en détails :

« B. : En fait, nous avions un deuxième travail où il y avait aussi l'intérêt des entreprises brésiliennes à faire la partie de l'infrastructure agricole en Angola. C'était une grande entreprise brésilienne qui avait intérêt à développer une grande ferme qui s'appelle Pungo Andongo. Ce fut un autre travail que nous y avons fait.

Franciele : Cette entreprise brésilienne était l'Odebrecht ?

B : Oui, l'Odebrecht.

Franciele : Ils n'ont pas justement une ferme de riz en Angola ?

B : Je pense qu'ils en ont et peut-être que c'est la Pungo Andongo qu'ils gèrent là-bas. Parce que les terres en Afrique ne sont pas achetées, elles sont disponibles pour une longue période de temps pour que les gens... des gens ou des institutions, lorsque le gouvernement accepte, ils donnent le droit d'utiliser la terre pour une longue période d'investissement. Je ne sais pas si l'Odebrecht est là dans ce format, mais la ferme Pungo Andongo avait cet objectif de production de maïs, de riz, de soja, des légumes, (...) elle-même, pour d'autres projets d'infrastructure, avait besoin de produits agricoles pour les fournir aux personnes travaillant avec eux là-bas. (...) je ne sais pas si ce sont leurs ressources pour l'investissement ou si le gouvernement a donné de l'argent en faisant

des investissements. Concernant la partie du mécanisme de financement, je n'ai pas de détails à vous donner »[84]. Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

Cette question d'évoquer la place des entreprises brésiliennes en Angola est pertinente au regard d'une des hypothèses posées au début de ce mémoire concernant la forte présence du secteur privé en Angola et la possible relation entre le secteur privé et le secteur public dans les projets de coopération entre l'Angola et le Brésil. Cette supposition était basée justement sur le fait qu'un grand nombre des grandes entreprises brésiliennes se trouvent sur le territoire de l'Angola mais aussi sur la base d'autres facteurs comme le fait que l'ABC se positionne, institutionnellement, dans le domaine du « Sous-secrétariat général de la Coopération, Culture et Promotion Commerciale » de même que le « Département de Promotion Commerciale et des Investissements ». Il s'ajoute à cela que même les extraits des discours reproduits dans ce mémoire ont étaient prononcés par ces deux départements du ministère (avec le département de l'Afrique) pendant une même conférence de préparation du tour de l'ex-ministre des Relations Extérieures du Brésil. Malgré cela, pendant les entretiens ce sujet concernant la proximité entre le public et le privé était entouré par une espèce de tabou, surtout de la part des interviewés de l'ABC mais aussi de la part de la fonctionnaire du ministère du Développement Social. Il existe chez les interviewés une pensée contraire à cette relation en indiquant que la coopération Sud-Sud est incompatible avec le secteur privé, justement en raison du principe de solidarité sous-jacent à la CSS. Plusieurs interviewés ont expliqué que les objectifs privés mettraient en péril le but de développement de la société parce que cela ne serait bénéfique que pour le secteur privé. Par contre, un interviewé de l'Embrapa qui a travaillé dans le bureau Embrapa-Afrique, a défendu la possibilité d'un partenariat

---

[84] *« B. : Na verdade, depois teve um segundo trabalho aonde também havia interesse de empresas brasileiras de fazerem a parte de infraestrutura agrícola em Angola. No caso era uma empresa brasileira grande que tinha interesse de desenvolver uma fazenda grande que existe lá que se chama Pungo Andongo. Este foi um outro trabalho que nós fizemos lá.*
Franciele : Essa empresa brasileira seria a Odebrecht ?
B. : Sim, Odebrecht.
Franciele : Eles não tem uma fazenda de arroz justamente em Angola ?
B. : Eu acho que eles tem e pode ser até essa do Pungo Andongo que eles estão gerindo lá né. Porque as terras na África não são compradas, elas são disponibilizadas por um período grande de tempo para que as pessoas... instituições ou pessoas, quando o governo aceita ele dá um direito de uso da terra por um período grande para investimento e tudo. Eu não sei se a Odebrecht está lá nesse formato, mas a fazenda Pungo Andongo tinha este objetivo de produzir milho, arroz, soja, hortaliças, (...) ela própria, para outros projetos de infraestrutura, precisava de produtos agrícolas para abastecer todo aquele, aquele contingente de pessoas que trabalhavam com eles lá. (...) não sei se era recursos deles para investimento, ou se o governo colocava com eles e se eles faziam investimentos. A parte do mecanismo financeiro, eu não tenho detalhes para te passar ». Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

entre public et privé pour optimiser les résultats surtout parce que plusieurs entreprises brésiliennes disposent de grandes structures physiques à l'étranger. Il explique que :

« S. : Nos entreprises pourraient faciliter l'exécution. Par exemple, l'Odebrecht a une part entière d'un pôle, si je ne me trompe pas appelé Pôle Capanda. Et là, ils ont construit un grand barrage. Et quand ils sont partis, ils ont utilisé l'ensemble du village qui avait été choisi pour leurs employés afin de créer une structure de développement local avec des formations dans l'agriculture, des entraînements commerciaux, (...). Alors, il y aurait la possibilité d'un projet de coopération avec le gouvernement de l'Angola en utilisant cette structure de Capanda parce qu'elle est là, (…) pourquoi ne pas l'utiliser ? Mais, je ne dois pas y aller pour planter de petites semences ou donner des cours à Capanda, sauf s'il y a un intérêt mutuel [entre public et privé] *»*[85]. Entretien réalisé par skype le 18 février 2016 avec un fonctionnaire d'Embrapa qui travaillait au bureau de cette institution au Ghana.

Nous ne pouvons toutefois pas approfondir cette relation public-privé imputé aux autres types de coopération que le Brésil met en place avec les pays du « Sud », en restreint notre analyse, dans le cadre de ce travail, à la seule coopération technique. Ceci sera remis en cause dans la deuxième partie du travail avec la présentation des principes de la CSS.

Du côté des chiffres en matière de coopération technique, la liste des projets les plus récents dans le domaine de l'agriculture en Angola est très limitée. Tout d'abord, la recherche des projets sur le site internet de l'ABC nous a marqué spécifiquement par le manque de projets agricoles récents entre les deux pays. Les entretiens ont ensuite confirmé ce manque de projets récents de coopération Sud-Sud en Angola, avec l'exception du projet que nous avons déjà mentionné de renforcement de l'IIA et l'IIV. Comme les pays de langue portugaise sont considérés comme ayant des objectifs spécifiques pour la CSS, notre hypothèse, au départ de la recherche, était qu'il existait une vaste gamme de projets de coopération technique entre les deux pays, ce qui n'a pas été confirmé.

---

[85] *« S. : As empresas nossas podiam ser facilitadoras da execução. Por exemplo, a Odebrecht tem toda uma ação num pólo, que se não me engano se chama pólo de Capanda. E lá eles construíram uma hidrelétrica grande. E quando eles foram embora, eles usaram toda a vila que tinha sido montada por seus funcionários para criar uma estrutura de desenvolvimento local com treinamento em agricultura, treinamento empresarial (...). Então haveria a possibilidade de num projeto de cooperação com o governo de Angola de usar a estrutura de Capanda porque está ali (...) por que eu não usaria isso ? Agora, não tem porque eu ir lá plantar mudinha ou dar cursinho para turma de Capanda, a não ser que seja ligado com um interesse mútuo né* [entre public et privé] *».* Entretien réalisé par skype le 18 février 2016 avec un fonctionnaire d'Embrapa qui travaillait au bureau de cette institution au Ghana.

Ci-dessous nous avons réuni dans deux tableaux les projets de coopération technique dans le domaine agricole entre l'Angola et le Brésil, réalisés en Angola. Il faut considérer qu'entre les projets mentionnés il n'y a pas de distinction entre projets bilatéraux, trilatéraux entre pays et trilatéraux avec les organismes internationaux. Le premier tableau se réfère aux projets gouvernementaux affichés sur le site de l'ABC, à signaler que le projet analysé dans ce mémoire ne se trouve pas affiché sur le site de l'ABC.

Projet	Exécution	Situation	Institutions exécutantes
BRA/04/043-S010 Réorganisation, renforcement institutionnel et innovation méthodologique de la vulgarisation rurale comme stratégie de développement rural durable en Angola.	01/05/2005 31/12/2006	Finalisé	EMATER (Entreprise d'Assistance technique et de vulgarisation rurale) Brésil ; UFV (Université Fédérale de Viçosa) Brésil
BRA/04/043-A059 Mission de formulation du projet entre l'ABC et l'agence japonaise JICA en visant la définition du contenu du cours international de production et traitement du manioc.	08/08/2007 08/11/2007	Finalisé	Embrapa (Centre National de Recherche de Manioc et Fruiticulture Tropical)
BRA/04/043-A068 II Cours international de production maraichère durable.	22/10/2007 22/05/2008	Finalisé	Embrapa (Centre de maraîchage)
BRA/04/043-A113 IV Cours international sur la production de fruits tropicaux.	27/08/2008 27/02/2009	Finalisé	Embrapa
BRA/04/043-TCTP Manioc 2009 IV Cours international d'apprentissage des techniques de culture et traitement de manioc.	31/07/2009 31/12/2009	Finalisé	Embrapa (Centre National de Recherche de Manioc et Fruiticulture Tropical)

Source : site de l'ABC

Ci-dessous nous exposons les projets de coopération technique selon un tableau transmis par un interviewé de l'Embrapa. En comparant les deux tableaux il est possible de voir les mêmes projets mais aussi l'affichage de projets différents. En bleu, le projet traité dans ce mémoire, sans indication des dates d'exécution à cause des problèmes que nous allons évoquer dans la deuxième partie de ce travail :

Description des projets	Exécution	Nature du partenariat	Partenaires
Programme de solutions techniques se concentrant sur la promotion des exportations brésiliennes de machines et d'équipement.	2010	Public/privé	ABIMAQ - Association brésilienne des fabricants de machines et d'équipements ;

			Apex-Brésil - Commerce du Brésil et de l'Agence de Promotion des Investissements.
Ce projet vise à fournir aux techniciens angolais l'assistance technique et la vulgarisation agricole avec une meilleure capacitation pour gérer les plans, programmes et projets visant à promouvoir le développement rural.	2010	Public	EMATER/DF (Entreprise d'Assistance technique et de vulgarisation rurale du District Fédéral) Brésil ; IDA/MINAERP Angola (Institut de développement agricole du ministère de l'Agriculture, rural et de la pêche)
Soutenir le développement de la production agricole en Angola comme instrument pour le développement socio-économique. L'objectif du projet de coopération est d'aider le développement de la production agricole en Angola comme un instrument de développement économique et social.	2010	Public	ABC et Mapa (ministère de l'Agro-Industrie et de l'Alimentation)
Finaliser les signatures entre le Brésil et l'Angola pour les projets de coopération.	2010	Public	ABC
Soutenir le personnel technique dans les activités de professionnalisation rurale en aidant au renforcement des capacités et à l'échange de connaissances dans les domaines de la formation professionnelle en milieu rural et de la promotion sociale.	2010	Public	SENAR (Service National d'Apprentissage Rural) Brésil ; IDA/MINAERP Angola (Institut de développement agricole du ministère de l'Agriculture, Rural et de la Pêche)
Cours destiné à offrir une capacitation à un nombre maximum de 12 techniciens du PALOP et du Timor Oriental sur des thèmes pertinents pour la production de fruits tropicaux.	2008	Public	ABC et Embrapa
II Cours international sur la production durable de l'horticulture.	2007	Public	ABC et Embrapa (Centre national de recherche pour le manioc et les fruits tropicaux).
Développer le contenu de l'atelier international sur la production et la transformation du manioc afin de refléter efficacement la situation et les besoins du système de production des pays bénéficiaires, en ce qui concerne la formation à la culture et à la transformation du manioc.	2007	Public	ABC et Embrapa (Centre national de recherche pour le manioc et les fruits tropicaux).
Réorganisation, renforcement institutionnel et méthodologique. Vulgarisation en milieu rural pour le développement rural durable en Angola.	2005	Public	ABC ; EMATER (Entreprise d'Assistance technique et de vulgarisation rurale) Brésil ; UFV - Université Fédérale de Viçosa (Brésil)
Ce projet de coopération vise à soutenir les activités du programme du système national angolais de la recherche agricole avec la restructuration et le renforcement des capacités des techniciens de l'Institut de recherche agricole (IIA).	Sans information	Public	Embrapa ; IDA/MINAERP Angola (Institut de développement agricole du ministère de l'Agriculture, Rural et de la Pêche)

Source : Tableau interne de l'Embrapa disponibilisé par un fonctionnaire et reformulé pour ce mémoire.

Ces trois tableaux avaient pour objectif de mettre en lumière les observations énoncées plutôt que de détailler en profondeur tous les détails concernés. A partir de ces donnés, nous constatons qu'il existe :

- Un manque de relations entre public et privé dans les projets de coopération technique malgré la grande présence des entreprises brésiliennes sur le territoire angolais;
- Une baisse de projets de coopération technique agricole au niveau gouvernemental brésilien en Angola, désormais tous les discours de la PEB qui mettent en avance le partenariat avec ce pays africain;
- Un manque d'informations actualisées et détaillées de la part de l'ABC sur ces projets.

Si l'Angola représentait un fort partenaire commercial avec le Brésil, la crise pétrolière a changé ces années de croissance angolaise, en déstabilisant une économie très dépendante des exportations du pétrole. Cela explique le motif du président José Eduardo Santos de diversifier l'économie en proposant de projets structurants pour développer certains secteurs que sont toujours en conditions très précaires pour manque d'investissements. A ce propos, l'agriculture est un des secteurs très affecté pour cette absence de transformation et de « volonté politique ». Grâce au pétrole, le gouvernement amenait une politique d'importation dont la grande majorité de produits alimentaires provenaient de l'extérieur, ce qui aujourd'hui n'est peut plus être assuré. Questionné sur le projet entre le Brésil, l'Angola et la FAO sur le renforcement des capacités des Instituts de Recherche Agronomique et Vétérinaire, nous utilisons un extrait d'un entretien réalisé par mail avec un fonctionnaire Angolais de l'IIA sur ce changement politique après la crise :

« Franciele : Vous avez affirmé que « Le projet a coïncidé avec le processus de diversification de l'économie promulguée par le gouvernement et que les résultats peuvent servir pour encourager les décideurs à investir dans le développement agricole basé sur l'innovation technologique comme une priorité ». Pourriez-vous m'expliquer comment le gouvernement angolais prétend diversifier l'économie et quels sont les conflits qui peuvent empêcher que les décideurs n'encouragent pas le développement agricole basé sur l'innovation ?
M. : L'économie angolaise est basée sur l'exploration de pétrole brut qui est de 2/3 des exportations du pays, à savoir, une économie extractive. L'objectif serait de miser sur d'autres secteurs de l'économie tels que l'agriculture ; la construction ; et les services »[86]. Entretien réalisé par mail le 8 et le 17 mai 2016 avec un fonctionnaire Angolais de l'IIA.

Le fonctionnaire démontre ce que nous avons affirmé, à savoir que la crise du pétrole à incité le gouvernement à développer d'autres secteurs pour essayer de contourner les problèmes économiques et sociaux. Un autre entretien réalisé avec une fonctionnaire brésilienne, analyste de projets dans l'ABC, indique elle-aussi la crise pétrolière, mais de manière plus détaillée conforme l'extrait suivant :

[86] « Franciele : *O Sr. mencionou que « O projecto coincidiu com o processo de diversificação da economia promulgado pelo Governo angolano; e que os resultados poderão servir de advocacia para incentivar os decisores políticos a apostar no desenvolvimento agrícola com base na inovação tecnológica como eixo prioritário ».*
Poderia explicar como o governo angolano vai diversificar a economia e quais os possíveis conflitos para que os decisores políticos não encoragem o desenvolvimento agrícola com base na inovação ?
M. : A economia angolana é assente na exploração do crude que representa 2/3 das exportações do país, isto é, uma economia extrativista. O objectivo seria apostar nos demais setores de economia como a agropecuária; a construção; e os serviços ». Entretien réalisé par mail le 8 et le 17 mai 2016 avec un fonctionnaire Angolais de l'IIA.

« Franciele : (...) Eh bien, l'Angola est très axé sur l'exportation du pétrole aujourd'hui, et l'agriculture a été délégué par le gouvernement angolais. Donc, pourquoi une volonté de structurer un système agricole à ce moment où ce projet [le projet de renforcement des Instituts IIA et IIV] *est plus ancien de ce que j'imagine et il a pu être mis en œuvre seulement en 2014 ? Quand même, la guerre civile est finie depuis longtemps...*
F. G. : Oui, je dirais que récemment. L'Angola a commencé à prendre forme à partir de 2002, avant cette période elle été dévastée, en particulier son agriculture. Et toutes les politiques de planification agronomiques ont dû, donc, commencer à partir de zéro. (...) l'économie était, et est toujours, très concentré sur l'exportation du pétrole. Et précisément à cause de la crise du pétrole, (...) l'économie a été grandement affectée, alors il y a une prise de conscience de la nécessité de la diversification de l'économie. Au contraire, ils vont rester vulnérables sur le marché du pétrole, qui on sait déjà pas durable. Alors, l'intérêt de l'Angola pour mettre l'agricul ... l'agrobusiness comme un des facteurs pour le mouvement stratégique est de permettre à l'économie angolaise la production de biens, afin de réduire les importations – ils importent beaucoup, dès la viande aux céréales, et encore d'autres choses. (...). Toutefois, ils ont encore besoin de soutien externe de coopération, puisqu'ils ne peuvent pas activer cette stratégie sans le soutien international »[87]. Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

Les deux Instituts, l'IIA et l'IIV, impliqués dans le projet de coopération technique traité dans ce mémoire, ont été presque détruits pendant les années de guerre civile. Pour avoir encore un siège, ils ont déménagé à Luanda – ainsi qu'une grande partie de la population qui, pour échapper de la violence, ont dû se réfugier dans la capitale du pays. Il résulte de ce contexte que le monde rural a eu une grande perte de main-d'œuvre et de connaissances puisque pendant plusieurs années tout un savoir-faire lié à l'agriculture a été perdu. Cependant, Messiant affirme que cette situation ne résulte pas seulement des destructions de la guerre et de l'immensité des

[87] *« Franciele : (...) Bom, Angola é bastante voltada para a exportação do petróleo hoje, e a gropecuária foi delegada pelo governo angolano. Por que uma vontade de estruturar o sistema agropecuário nesse momento, ou não sei se esse projeto é mais antigo e somente agora conseguiu ser implementado. Pois a guerra civil acabou há bastante tempo.*
F. G. : É, eu diria recentemente. Angola começou a se estruturar a partir de 2002, antes desse período foi devastada, principalmente a agricultura. E todo o planejamento de políticas agronômicas e tal tiveram que começar do zero. (...) a economia era, e aida hoje é muito voltada para a exportação do petróleo. E isso justamente por causa da queda do petróleo (...), a economia foi extremamente impactada, então há uma consciência de diversificar a economia. Do contrário eles continuarão vulneráveis ao mercado de petróleo, que ja se sabe que não é sustentável. Então o interesse de Angola em colocar a agricul... o agronegócio como um dos fatores de movimento estratégico é viabilizar para a economia que eles tenham produção, diminuir a importação – eles importam muito, desde carne à cereais e tudo. (...). Só que até hoje, como eles precisam de apoio externo de cooperação para viabilizar isso, pois não conseguem viabilizar esta estratégia sem suporte internacional ». Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

tâches de reconstruction, mais que « *c'est aussi le produit d'une politique de gouvernement – par le biais de la corruption systématique ; de la sous-estimation des budgets sociaux ; du niveau dérisoire du salaire minimum (...)* »[88]. Si l'auteur présume que c'est le système clientéliste corrompu qui est derrière cet « oubli » de la restructuration du secteur agricole, c'est justement le contraire de ce qu'affirme l'entretien de l'ABC, en faisant de la guerre la cause de l'absence du développement agricole en Angola. Cette fonctionnaire en particulier a participé à plusieurs réunions dans le pays africain, mais à aucun moment pendant l'entretien il n'y a eu de mention des affaires de corruption angolaises. Cette question est très intéressante, bien que nos présupposés pour y répondre ne soient pas assez approfondis. Nous rattachons cette problématique au fait que la politique externe brésilienne parte du principe de la non- ingérence dans les affaires internes du pays, un principe respecté et revendiqué pour la relation Sud-Sud.

Malgré les affaires de corruption – qui ne sont pas relevées par les interviewés – les entretiens démontrent un accord quant au fait que le projet de coopération technique pour l'IIA et l'IIV sont positives pour la « société civile » angolaise après le déclin du prix du pétrole, comme l'affirme un des responsables brésiliens pour la formulation de la production du plan directeur du projet pour les deux Instituts :

« A. P. : La situation des Instituts en Angola est déplorable. Déplorable car il est un pays qui a passé environ 10 ans de guerre, en détruisant ce qui avait été construit. Entre autres choses, ils ont réussi à détruire, ils ont détruit l'infrastructure de la science et de la technologie qui avait été assemblé par les Portugais. Ils ont jeté dehors les portugais, puis ont commencé à se battre pour gouverner le pays. Et dans ce combat, les instituts de recherche, les structures qui existaient et même le personnel, ont été détruit. (...). Alors, quand nous sommes allés là-bas, et j'ai été le premier à y aller, nous avons constatés que... j'ai même pas le mot pour décrire. Mais ce fut une situation d'incapacité absolue de produire des choses qui pourraient contribuer au pays. Il y est resté... disons une demi-douzaine de professionnels formés, une douzaine de professionnels avec la moitié des capacités et presque rien au niveau des équipements administratifs et des installations. Et l'Angola est un pays qui importait tout. Même si elle a un potentiel énorme pour faire l'agriculture, le pays en comptant sur le commerce du pétrole, le commerce des diamants, le commerce... de produits minéraux, ils ont cru que ce secteur de l'agriculture était de second ordre. La priorité donnée par le gouvernement, et qui persiste aujourd'hui, est très faible. Bien que le

[88] Messiant (C.), *L'Angola postcolonial. Sociologie politique d'une oléocratie*, op. cit., p. 345.

pays ait tout ce dont vous avez besoin pour faire de l'agriculture. Il possède des terres, de bonnes terres, terrain plat »[89]. Entretien réalisé par skype avec le consultant le 16 mai 2016.

Cette situation de crise en Angola paraissait impensable quelques années plus tôt. En 2007 ce pays a connu la plus forte croissance au monde avec un taux de croissance estimée à 19,8%, selon le rapport publié par l'OCDE[90]. Toutefois, ce pays est en pleine chute de croissance ce qui a une implication directe pour les couches les moins favorisées de la population. Cette remarque est tout à fait judicieuse pour nous conduire à une réflexion de fonds sur les projets de coopération technique, spécifiquement le projet de renforcement de l'IIA et l'IIV puisque, pour tous les interviewés, les projets de coopération ont une légitimité indéniable au sein de la « société ». Dans cette optique, ce projet n'est pas questionné sur l'objectif qu'il s'est donné, soit le développement agricole pour la production de produits agricoles sur le territoire national, impliquant la baisse de l'importation de produits et une baisse des coûts des produits à la « société » angolaise. Or, au Brésil, il existe une contradiction interne à propos de l'agriculture se manifestant au travers de deux axes distincts, un ayant comme direction l'agrobusiness et l'autre l'agriculture familiale. Ce contraste s'observe même au niveau institutionnel avec l'existence de deux ministères distincts, un ministère de l'Agriculture et un ministère du Développement Agraire, considérant que ce dernier vient d'être supprimé par le gouvernement de l'actuel président, Michel Temer. En conséquence, un projet visant l'aide au développement agricole ne veut pas nécessairement dire une avancée en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la faim. Cette relation n'est pas directe comme elle prétend. Bien que cette discussion soit pertinente pour l'analyse des résultats des projets de l'aide au développement, nous ne disposons pas d'élements suffisants pour continuer sur cette voie de réflexion.

Après ces considérations ayant comme but une contextualisation historique des dernières années de relation entre Brésil et l'Afrique et précisament avec l'Angola, les différents angles que

[89] *« A. P. : A situação dos Instituos de Angola é deplorável. Deplorável pois é um país que passou aí uns 10 anos em guerra, destruindo o que tinha sido construído. Entre outras coisas que eles conseguiram destruir, eles destruíram as estruturas de ciência e tecnologia que tinham sido montadas lá pelos portugueses. Eles botaram os portugueses para fora, e depois começaram a brigar pelo comando do país. E nessa briga, os Institutos de Pesquisa, as estruturas que existiam, e até mesmo o pessoal, foi destroçado. (...). Então, quando nós fomos para lá, e eu fui o primeiro a ir, nós constatamos que ficou... não tenho nem a palavra para descrever. Mas era uma situação de absoluta incapacidade de produzir coisas que pudesse contribuir para o país. Ficou lá um... vamos dizer uma meia dúzia de profissionais capacitados, uma dúzia de profissionais com meia capacitação, alguns administrativos, equipamentos e instalações quase nada. E Angola é um país que importava tudo. Apesar dela ter um enorme potencial para ela fazer agricultura, o país confiando no comércio de petróleo, no comércio de diamantes, no comércio de... commodities minerais, eles acharam que esse negócio de agricultura era de segunda ordem. A prioridade que foi dada pelo governo, e que persiste até hoje, é muito pequena. Embora o país tenha tudo o que precisa para fazer agricultura. Ele tem terras, terras boas, terras planas »*. Entretien réalisé par skype avec le consultant le 16 mai 2016.

[90] Perspectives économiques en Afrique 2005-2006, *OCDE,* 2008, p. 147.

nous avons développés constituent des conditions que nous croyons essentiels pour comprendre les deux prochains chapitres.

II : La coopération Sud-Sud brésilienne : entre discours et pratiques institutionnelles

Dans cette partie nous voudrions tracer des parallèles entre la perspective discursive des principes de la coopération Sud-Sud et la perspective plus pratique de mise en œuvre des actions en analysant le projet de renforcement de l'IIA et l'IIV en Angola. Tout cela en replaçant les divers acteurs institutionnels qui se mettent en relation dans le réseau de la coopération, surtout les acteurs brésiliens.

A) Les principes de la coopération technique au service de la « volonté de puissance » du Brésil

Pour débuter la mise en perspective de cette coopération entre les deux pays, le discours qui a été prononcé en 2015 par l'ancien président de l'Agence Brésilienne de Coopération, l'ambassadeur Fernando Abreu, permet de visualiser cette coopération Sud-Sud telle qu'elle est présentée par les hauts fonctionnaires brésiliens. Il nous semble important de nous pencher sur cette perspective discursive parce qu'elle offre une certaine légitimité à la coopération Sud-Sud tout en la différenciant de la coopération traditionnelle, de même qu'elle structure la logique des actions, les mesures adoptées sur le terrain. Nous voudrions, toutefois, commencer par évoquer le sens symbolique de cette coopération au travers du discours de Fernando Abreu :

« Je voudrais commencer brièvement à présenter notre modèle de coopération. Je pense qu'il est important, avant de parler de la coopération, que nous ayons une idée claire que le modèle que le Brésil suit est le modèle que nous appelons Sud-Sud, qui n'est pas le modèle original, mais c'est un modèle très différent de la coopération traditionnelle. Et la première différence importante à souligner est que nous ne sommes pas des bailleurs de fonds. Nous sommes un pays qui veut avoir des relations horizontales avec tous nos partenaires. (...) Alors ceci est un pilier fondamental et il y a quelques principes qui guident notre action en coopération. La première chose est que nous réagissons à la demande. Contrairement aux pays donateurs traditionnels, nous ne préparons pas à l'avance les projets. Une fois reçue une demande de coopération, nous examinons si nous sommes en mesure de réagir positivement. En cas positif, nous invitons une institution brésilienne avec une expertise dans le domaine et avec cette institution nous faisons une mission de prospection dans le pays où nous allons, avec les autorités locales et techniques, afin de préparer

un projet spécifique pour le problème. (...) Un autre principe qui est aussi très important est celui du respect de la non-conditionnalité. En d'autres termes, nous ne nous conditionnons pas notre coopération à aucune prestation, à aucun avantage économique ou commercial. Certains pays le font, ils soutiennent quelques initiatives en échange de la réduction des droits de douane des marchandises importées, ou la concession d'une région des mines, par exemple, (...). Et le troisième principe, qui est très important aussi, est le respect de la souveraineté de nos partenaires. Nous comprenons que nous ne devrions pas fusionner les projets de coopération avec les affaires politiques internes. Certains pays donateurs traditionnels le font : il y a un soutien pour certains projets en échange de l'adoption de politiques spécifiques sur les domaines des droits de l'homme, plus de transparence et une meilleure gouvernance. (...) Donc, fondamentalement, ce sont ces principes qui guident notre coopération »[91].

Au travers de ce discours, nous proposons tout d'abord d'analyser les trois principes de la coopération défendue par le ministère des Relations Extérieures au travers de l'ABC, organe responsable de la coopération technique « reçue » et de la coopération technique « développée » par le Brésil. Comme la première partie de ce travail a essayé de le montrer, la coopération Sud-Sud n'est pas une politique nouvelle, puisque les aspirations à une nouvelle configuration internationale entre les pays en développement est perceptible, au moins, depuis les années 1950. Toutefois, comme nous l'avons remarqué pendant l'introduction de ce mémoire, le Brésil entend par « coopération Sud-Sud » aussi la « coopération technique » et c'est à propos de ce type de configuration spécifique que le ministre Fernando Abreu s'est prononcé.

Comme cela a été dit, ce discours a été prononcé lors la conférence de préparation du voyage de l'ex-ministre Mauro Vieira aux pays qui intégrent le PALOP. Toutes les données indiquées par les conférenciers font référence aux quatre pays qui allaient être visités par l'ex-ministre : le Mozambique, l'Angola, le Ghana, et San Tomé-et-Principe. La discussion autour des trois principes soulignés : 1. réagir à la demande, 2. la non-conditionnalité et 3. le respect de la souveraineté des partenaires - la non-ingérence, sera réalisée en expliquant la signification de ces principes au travers des données qui nous avons repérées et en explorant plusieurs projets qui ont été cités par les interviewés. Il faut remarquer que Fernando Abreu présent la CSS comme en opposition à la coopération Nord-Sud. Nous assumons ce caractère d'opposition sans faire recours methodologique à une comparaison aproffondie entre les deux types de coopération tel comme il démontre.

[91] Extrait de la conférence déjà cité, disponible *in* : https://www.youtube.com/watch?v=pvJ1MDbV9g0. Consulté le 26 août 2016.

Le premier principe s'oppose à la coopération traditionnelle puisqu'il s'articule autour de l'idée de ne pas proposer des projets préparés en avance aux pays partenaires. Cela veut dire qu'une fois que la demande est faite par le pays au Brésil – et cela doit être fait impérativement au travers de l'ambassade, c'est le Brésil qui évalue la sollicitation pour connaître sa propre capacité à apporter une réponse favorable. Il est très important de remarquer que l'ABC réalise seulement la coordination de la part brésilienne, mais elle ne possède pas une expertise en tant qu'exécutante sur le terrain. Dans ce sens, la réponse positive ou négative au pays solliciteur dépend de l'institution exécutante, à laquelle l'ABC va avoir recours pour qu'elle accepte d'intégrer le projet. Spécifiquement pour le domaine agricole, plusieurs institutions publiques peuvent être sollicités par l'ABC, mais dans ce travail, nous allons prioriser l'Embrapa.

Les premières étapes d'une coopération technique sont la réception et l'analyse de la demande de coopération. A ce stade, la coopération est seulement une idée de projet (ou autre type d'initiative) qui sera examinée par les institutions coopérantes potentielles à la lumière des critères suivants : l'identification de la convergence entre les expériences brésiliennes existantes et le secteur ; la disponibilité des ressources financières pour la coopération et la disponibilité des ressources techniques et des ressources humaines afin de répondre à la demande, conformément au Manuel de Gestion de la Coopération Sud-Sud publié en 2013 par l'ABC[92]. En l'occurrence, c'est bien cette convergence des expériences qui est mise en avant dans les discours brésiliens, ce qui établit une relation de solidarité entre un pays qui a su surmonter un problème interne et qui peut aider un autre pays à résoudre son problème. À cet égard, la référence à une identité « Sud » est très importante et donne le ton des discours des diplomates concernant la coopération technique puisque le Brésil opère dans les projets où il est connu pour avoir une expertise. C'est le cas du programme « Fome Zero » (*Faim Zéro)* qui dispose d'une réputation internationale ou le « Programa Mais Alimentos Internacional » *(Programme d'Acquisition d'Aliments International),* tous les deux engagés dans la lutte pour la réduction de l'extrême pauvreté et contre la faim.

Tout particulièrement en Afrique, le Brésil développe un argumentaire comportant d'autres aspects : le niveau symbolique d'un passé commun à la suite de l'esclavage et la révendication de l'actuelle population brésilienne qui se considère d'ascendance africaine. En ce qui concerne l'agriculture, nous pouvons observer un autre argument qui est utilisé encore d'avantage : l'étroite affinité des caractéristiques entre le *cerrado*[93] brésilien et les savanes en Afrique, comme nous

[92] Ministério das Relações Exteriores ; Agência Brasileira de Cooperação, *Manual de Gestão da Cooperação Técnica Sul-Sul*, Brasília, Ministério das Relações Exteriores e Agência Brasileira de Cooperação, 2013.
[93] Cerrado est un biome du type savane qui se trouve au Brésil, devenant l'un des six grands biomes brésiliens. Il est le deuxième plus grand biome au Brésil, qui se trouve en huit états notamment au centre du Brésil.

avons pu l'entendre de tous les interviewés. Un extrait d'un entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa explicite cette idée :

« P. G. : Le Brésil dispose de la technologie de l'agriculture tropicale, qui est utilisée en Afrique. Tous ces pays, même la FAO qui est en Europe, ne disposent pas de la technologie pour l'agriculture tropicale, donc ils se tournent vers le Brésil, en particulier dans ce domaine de l'agriculture de conservation, les graines. Ils ont recours généralement au Brésil, parce que c'est lui qui a la similitude climatique avec les savanes africaines. Il y a beaucoup de similitudes entre les savanes tropicales et le cerrado brésilien. Dans l'ensemble, les technologies développées au Brésil peuvent être adaptées - pas transférées directement - mais elles peuvent être testées et adaptées aux conditions africaines. C'est pourquoi ces gens recherchent l'Embrapa pour les partenariats en Afrique » [94]. Entretien réalisé par téléphone le 18 février 2016 avec un fonctionnaire de l'Embrapa.

Bien que le Brésil réagisse à la demande, selon le principe de la CSS dans les cas de projets de coopération technique, l'information entendue pendant un entretien nous a conduits à penser ce principe autrement :

« C. : Donc, le Brésil est devenu une référence en politique publique de renforcement de l'agriculture familiale et les pays ont commencé à tourner les yeux vers le Brésil pour connaître son modèle, les caractéristiques de sa réussite. Après, avec le rapprochement du gouvernement de Lula avec les pays africains, en particulier les pays lusophones, nous avions déjà à cette époque un programme appelé Programme d'Acquisition d'Aliments National [Mais Alimentos Nacional], *qui est un programme qui offre des lignes de crédit pour l'achat de machines destinées à l'agriculture familiale et ce programme a été offert aux pays africains en 2010, quand il y a eu au Brésil un sommet Brésil-Afrique sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la faim et le développement rural. Plus de 40 ministres de l'agriculture africains sont venus au Brésil et le président Lula a proposé la création d'une ligne spéciale pour le financement de l'exportation de machines agricoles. Donc, à partir de ce moment, cinq pays ont manifesté leur intérêt pour*

[94] *« P. G. : O Brasil tem a tecnologia da agricultura tropical, que é utilizada na África. Todos esses países, mesmo a FAO que esta na Europa, eles não tem tecnologia para a agricultura tropical, então eles recorrem ao Brasil, principalmente nessa área de agricultura de conservação, de sementes. Eles recorrem, em geral, ao Brasil pois é no Brasil que tem a semelhança climática com as savanas africanas. Há muita semelhança entre as savanas tropicanas e o cerrado brasileiro. No geral, as tecnologias desenvolvidas no Brasil podem ser adaptadas – não transferidas diretamente – mas podem ser testadas e adaptadas às condições africanas. Por isso que esse pessoal busca muito a Embrapa para parcerias na África ».* Entretien réalisé par téléphone le 18 février 2016 avec un fonctionnaire de l'Embrapa.

l'acquisition des machines pour l'agriculture familiale. Ce programme serait également accompagné, en plus de machines, de la coopération technique concernant les politiques publiques »[95]. Entretien avec une fonctionnaire du ministère de Développement Agraire, réalisé par téléphone le 11 février 2016.

Concernant le principe de réagir à la demande, cet extrait nous démontre au moins deux aspects importants. Le premier consiste à bien différencier une réaction à une demande d'une offre de programmes politiques « réussis ». Nous pouvons affirmer que le Brésil suit le principe de réaction à la demande, mais qu'à son tour il propose aux autres pays ses programmes qui ont bien fonctionné. C'est pour cela que les sommets, les visites diplomatiques sont si importantes comme canaux diplomatiques, puisqu'ils rendent plus faciles les échanges entre les pays soit l'échange d'informations sur les projets de coopération (technique, éducative, etc.) ; les accords commerciaux ; et même les accords plus diplomatiques à propos, par exemple, des soutiens des candidatures pour certains postes dans les organisations internationales. Entre plusieurs voies diplomatiques, les « couloirs » ont une grande place pour assurer les relations entre les pays, comme l'affirme C. Amorim dans son livre *Breves Narrativas Diplomáticas*[96]. Cette analyse est valable également pour la coopération technique, bien qu'il faille impérativement passer par un canal officiel, ce qui sera détaillé dans la sous-partie suivante.

Le deuxième principe propose une posture similaire à celle de la coopération traditionnelle vu qu'elle n'impose pas officiellement des conditionnalités aux partenaires pour la mise en place d'un projet de coopération. Le Brésil n'exige pas de bénéfices commerciaux, économiques, financiers, de privatisations ou de concession de services en échange des projets de coopération. Cependant, selon J.J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran, contrairement à ce que le Brésil défend comme principe, les ressources mises à disposition par le pays sud-américain aux pays africains obligent les pays africains à acheter uniquement des produits brésiliens précisement pour

[95] *« C. : Então o Brasil foi virando referência em política pública de fortalecimento da agricultura familiar, e os países começaram a voltar os olhos para o Brasil para conhecer seu modelo, o que fez ele ser bem sucedido. Um tempo depois, com a proximação do governo Lula aos países africanos, principalmente países de língua portuguesa, na época a gente já tinha um programa que se chama Mais Alimentos Nacional, que é um programa que oferece linhas de crédito para a aquisição de máquinas para agricultura familiar, e esse programa na época foi ofertado para países africanos, em 2010, quando houve aqui no Brasil um diálogo Brasil-África em segurança alimentar, combate à fome e desenvolvimento rural. Mais de 40 ministros da agricultura africana vieram para o Brasil e o presidente Lula propôs a criação de uma linha especial para financiamento para exportação de maquinários agrícolas. Então a partir desse momento, 5 países inicialemente demonstraram interesse em adquirir máquinas de agricultura familiar. Esse programa viria acompanhado também, além das máquinas, de cooperação técnica à políticas públicas ».* Entretien avec une fonctionnaire du ministère de Développement Agraire, réalisé par téléphone le 11 février 2016.

[96] Amorim (C.), *Breves Narrativas Diplomáticas,* São Paulo, Benvirá, 2013.

l'accord de coopération concernant le *Programme d'Acquisition d'Aliments International*[97]. En effet, l'accord de ce programme prévoit l'achat de machines agricoles par les pays africains à des prix plus accessibles et avec des taux d'intérêt plus bas en comparaison à d'autres pays[98]. Cet accord prévoit aussi la coopération technique. Selon les auteurs, le Brésil entre dans ce marché comme un concurrent, imposant son prix, plus important que ceux des concurrents asiatiques, *« mais en soulignant qu'ils incorporent dans le prix de leurs produits seulement 5 % de suivi et garantie après-vente, contre 25 % pour les Chinois »*[99]. Ainsi, pour les auteurs, l'aide brésilienne n'est pas déliée parce que cette aide est au service de l'industrie brésilienne, comme l'auteur le souligne d'après l'entretien réalisé avec le coordinateur du *Programme d'Acquisition d'Aliments International,* M. Hercilio Matos[100]. En même temps que les entreprises brésiliennes collaborent techniquement au développement des pays africains, elles se déploient à l'étranger afin de conquérir de nouveaux marchés.

Il faut, cependant, détailler d'avantage cette question d'aide liée ainsi que l'augmentation des relations commerciales entre l'Afrique et le Brésil. Cette « obligation » n'est pas une conséquence *sine qua non* pour tous les accords de coopération Sud-Sud. Premièrement, le rapprochement entre deux pays, quel que soit le but poursuivi, rend par ricochet plus faciles des engagements dans d'autres domaines, y compris le commerce et la coopération technique. La PEB assume cette posture en affirmant que la coopération technique en Afrique ouvre des possibilités dans ce sens. Deuxièmement, il existe des projets de coopération – et non pas de coopération technique - entre le Brésil et l'Afrique qui traitent spécifiquement des accords d'investissement. C'est précisément le cas de l'accord signé entre le Brésil et l'Angola à la suite de la tournée de l'ex-ministre des Relations Extérieures en 2015 dans les pays africains lusophones, ayant comme objectif de stimuler l'investissement des entreprises brésiliennes en Angola ainsi que les entreprises angolaises au Brésil. Troisièmement, la coopération technique, en elle-même, n'a pas, par principe, de visée commerciale. Toutefois, il existe une possibilité de réaliser des projets de coopération dont l'ingénerie est plus complèxe. Concernant l'agriculture, par exemple, la vente de machines agricoles à un pays qui bénéficierait d'une ligne de crédit du Brésil peut être réalisée en associant un projet de coopération technique d'extension rural, par exemple, ayant comme but d'enseigner aux agriculteurs l'utilisation des outils agricoles. Un extrait d'un entretien avec le fonctionnaire de l'ABC nous en offre un exemple :

---

[97] Gabas, (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit., p.124.
[98] *Idem.*
[99] *Idem.*
[100] *Idem.*

« Franciele : Il y a une relation de l'ABC avec le secteur privé ? Par exemple, pour les projets de prospection ?
P. L. : (...) Même si nous le souhaitions, nous ne pourrions pas créer de liens commerciaux. Ce que nous utilisons avec le secteur privé, nous avons même essayé, mais c'est un peu difficile car ils cherchent le profit et nous ne pouvons pas avoir cela comme objectif, comme ligne directrice. Alors, tant la société civile que le secteur privé sont difficiles à articuler. Normalement, la coopération est assurée par des entités gouvernementales, étatiques, municipales ou des agences, vous comprenez ? »[101]. Entretien réalisé par téléphone le 11 février 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC responsable de la coordination de la coopération bilatérale.

Un autre extrait d'un entretien avec une fonctionnaire du ministère du Développement Agraire affirme ce même principe :

« C. : Et l'objectif de la coopération n'est pas aucun... n'est pas d'avoir un profit, ni faire des accords d'investissement, mais l'objectif est de contribuer à une avancée dans les régions du pays, l'amélioration de l'agriculture familiale comme un moyen d'assurer la sécurité alimentaire et constitutionnelle. Et avec cela, donc, vous avez une réduction de la pauvreté et une répartition des revenus »[102]. Entretien avec une fonctionnaire du MDA réalisé par téléphone le 11 février 2016.

Un autre projet en Afrique met en question ce principe de la non-conditionnalité. Il s'agit du projet de riziculture au Sénégal qui était structuré autour de trois axes principaux : l'introduction de cultivars, l'introduction de machines agricoles et la formation professionnelle.

« B. M. : (…) l'un des axes a été l'introduction de cultivars, et nous avons eu de très bons résultats. Pour un autre axe, le Brésil devait faire un achat de machines pour les Sénégalais à la station expérimentale. Mais pour cet axe de la mécanisation, comme le Brésil n'a pas acheté les machines

---

[101] *« Franciele : Existe uma relação da ABC com o setor privado. Por exemplo, mesmo na solicitação de projetos de prospecção.*
P. L. : (...) Por mais que a gente queira, a gente não pode agregar vinculações comerciais ao assunto. O que a gente usa em iniciativa privada, a gente até tentou, mas é um pouco difícil porque eles visam o lucro e a gente não pode ter isso como meta entendeu, manter isso como diretriz. Então, tanto a sociedade civil quanto à iniciativa privada, que de certa forma é dificil de articulação. Normalmente a cooperação é prestada por entes governamentais, estaduais, municipais, ou agências, entende ? ». Entretien réalisé par téléphone le 11 février 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC responsable de la coordination de la coopération bilatérale.

[102] *« C. : (...) E o objetivo da cooperação não é nenhuma... não é ter lucro e nem fechar negócios, mas o objetivo é contribuir para um avanço nas regiões do país, avanço da agricultura familiar como forma de garantir uma segurança alimentar e constitucional. E com isso, consequentemente, você tem uma redução da pobreza e uma distribuição de renda ».* Entretien avec une fonctionnaire du MDA réalisé par téléphone le 11 février 2016.

et n'a pas non plus fait de don, cet axe n'a pas eu lieu. Eh bien, pour le troisième axe avec lequel nous avons eu une certaine réussite concerne les cours. Nous avons effectué trois cours au Sénégal où des instructeurs d'Embrapa y sont allés pour donner des cours là-bas, et aussi quatre ou cinq groupes de Sénégalais sont venus au Brésil »[103]. Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 18 février 2016.

A propos de ce projet, il n'était pas prévu d'obliger les récipiendaires de l'aide à acheter des équipements agricoles brésiliens, ce qui aurait conduit à une aide liée. L'accord était qu'une partie des ressources financières était destiné à l'achat d'équipements agricoles par le gouvernement brésilien à des entreprises privés brésiliennes pour ensuite faire bénéficier au Sénégal de ces équipements au travers de dons. Évidemment, cela n'implique pas que la coopération technique est destinée à un but commercial, comme le discours de Fernando Abreu l'assure. Il reste, cependant, que la propre diffusion des outils agricoles peut servir comme moyen, pour les entreprises brésiliennes, d'assurer des ouvertures commerciales dans ces pays. Concernant le projet en Angola, une action basée sur le don de machines agricoles ou même l'ouverture de lignes de crédit n'étaient pas prévus.

Pour en terminer avec cette question, l'extrait suivant du fonctionnaire de l'Embrapa résume ce principe de la non-conditionnalité :

« C. C : Ce n'est pas une coopération top down, mais bottom up, de bas en haut, que vous construisez avec la compréhension du problème et ensuite la solution à ce problème. Donc, elle est horizontale, en ce sens, et elle est guidée par les exigences spécifiques de principes. Peut-être le troisième principe, fondamental, soit la non-conditionnalité puisqu'il n'est pas soumis aux intérêts commerciaux. Bien évidemment la coopération, dans le cadre de la PEB, est politique. Vous cherchez, effectivement, un impact politique avec la coopération. Mais le projet ne... aucun projet, ponctuellement, est conditionné par les objectifs politiques ou commerciaux. La trame est beaucoup plus fluide »[104]. Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

---

[103] *« B. M. : (...) um dos eixos era a introdução de cultivares, que a gente teve muito bom resultado. O outro, o Brasil ia fazer uma aquisição de máquinas para os senegaleses para a estação experimental. Aconteceu que essa parte de mecanização, como o Brasil não adquiriu as máquinas e nem doou, não adquiriu e logicamente não doou, não aconteceu. Bom, e o terceiro eixo que a gente obteve sucesso foi a parte de cursos. A gente realizou 3 cursos no Senegal, que foram instrutores da Embrapa para darem os cursos lá, e se enviou 4 ou 5 grupos de senegaleses. »* Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 18 février 2016.

[104] *« C. C. : Não é um cooperação top down, mas bottom up, de baixo para cima, pois você constrói junto o entendimento do problema e a partir do entendimento do problema a solução para aquele problema. Então ela é horizontal nesse sentido, e ela é orientada por demandas específicas, por princípios. Talvez o terceiro princípio,*

Le dernier principe présent dans l'extrait du discours est la non-ingérence dans les affaires internes des pays partenaires du Brésil. Le Brésil pense que la prétention d'imposer des conditions pour que les partenaires adoptent des politiques spécifiques dans les domaines des droits de l'homme, de meilleure gouvernance, etc., en échange de projets de coopération n'est pas admissible. Cela ne veut pas dire que la PEB n'a pas de positions claires sur certains thèmes mais le Brésil défend l'idée que ces thèmes doivent être traités dans les forums dédiés auxquels participent les pays concernés. Ce principe conduit la politique externe brésilienne depuis plusieurs années et est parfois un motif d'indignation de la part des médias brésiliens qui ne comprennent pas la neutralité du Brésil par rapport à certains thèmes tendus, tels qu'une guerre ou la reconnaissance des gouvernants élus dans certains pays où les élections sont soupçonnées de fraude[105]. Concernant l'Angola, la position du Brésil par rapport au gouvernement du président José Eduardo dos Santos n'a pas connu de tensions spécifiques même si une grande partie de la communauté internationale critique ce pays africain pour les affaires de corruption et les grandes inégalités qui le touchent. Évidemment, cela ne veut pas dire que le Brésil va coopérer avec tous les gouvernants, indépendamment de la manière dont ils ont accédé au pouvoir. Un coup d'État, par exemple, sera analysé de manière critique avant que le Brésil ne se précipite pour formaliser sa décision. Au travers de ce principe, nous mettons en évidence deux positions fondamentales du Brésil. La première concerne ce que C. Amorim a défendu pendant un entretien en 2009, où il a affirmé que le Brésil ne peut pas donner de leçons de morale aux autres pays[106]. Pour le second, le pays sud-américain profite de cette disposition pour mettre en œuvre une politique de « bon voisinage » qui lui confère une position favorable dans l'optique de développer de bonnes relations avec la majorité des pays.

Si nous avons focalisé l'analyse sur le discours prononcé par l'ambassadeur brésilien sur les principes de la CSS, ces principes sont défendus par d'autres pays du « Sud » comme prémisses pour la coopération pour le développement. Pourtant, les principes de la CTPD n'ont pas été inventés par le Brésil et ne sont pas si récents. Ces principes font partie de toute la construction politique et même idéologique de la CSS. Dans ce sens, le Plan de Buenos Aires en 1978 – PABA – est emblématique parce qu'il a établi les lignes directrices de la coopération technique pour le

fundamental, seja a não condicionalidade, pois não esta condicionada à interesses comerciais. É claro que a cooperação, como parte de PEB, é política. Você procura um impacto político com a cooperação. Mas o projeto não está... nenhum projeto, pontualmente, está condicionado à metas ou objetivos políticos ou comerciais. A amarração é muito mais fluida ». Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

[105] Par exemple à propos de la victoire de Mahmoud Ahmadinejad en Iran en 2009 qui a été contestée par une partie de la communauté internationale.

[106] Entretien déjà cité, réalisé en 2009 à l'émission Roda Viva, disponible *in* : https://www.youtube.com/watch?v=ZuZgVVRTRPE. Consulté le 25 août 2016.

développement entre les pays du « Sud », en opérationnalisant les principes de la CSS dont les lignes directrices étaient déjà présentes pendant la Conférence de Bandung (1955). La chercheuse Patricia Soares Leite affirme que le PABA a notamment généré un nouveau concept de « coopération horizontale » en soulignant la possibilité d'échanges d'informations techniques entre les pays en développement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture[107].

Le rapport de 2010 d'UNCTAD[108] démontre, au travers d'un tableau, comment ces principes généraux de la CSS sont plus au moins partagés par les pays du « Sud » qui ont des relations avec les pays africains, soit les principaux pays partenaires : la Chine, la Turquie, l'Inde, la République de Corée et même le Brésil.

Tableau 1

Caractéristiques générales des partenariats Afrique-Sud

Caractéristique	Observations
Objectif	Promotion de la coopération Afrique-Sud afin d'atteindre les objectifs de développement communs
Principes généraux	Respect mutuel, avantages réciproques, respect de la souveraineté et non-ingérence dans les affaires intérieures
Mode d'action	Forums, sommets et accords bilatéraux
Principaux domaines d'action	Coopération politique, économique, sociale et culturelle
Mécanisme de transparence	De plus en plus, les partenariats comprennent des mécanismes automatiques de surveillance
Parties prenantes	Essentiellement les gouvernements, mais participation croissante du secteur privé

Source: CNUCED.

Si nous comparons les trois principes évoqués par l'ancien directeur de l'ABC avec le tableau de l'UNCTAD, nous apercevons que les principes 1 et 2 – réaction à la demande et non-conditionnalité – sont absents des caractéristiques générales des partenariats noués dans le cadre de la relation Afrique - « Sud » dans le tableau formulé par l'UNCTAD. Cette affirmation nous amène à penser que le processus de la CSS offre une marge de manœuvre pour les pays du « Sud » afin d'adapter les orientations de leur CSS, comme cela est également perceptible pour la coopération Nord-Sud où les orientations sont établies par l'OCDE mais avec un cadre suffisamment large pour que les pays adoptent des lignes qui leur conviennent. En tout cas, le plus

[107] LEITE Patricia Soares, « O Brasil e a Cooperação Sul-Sul em três momentos de política externa : os governos Jânio Quadros/João Goulart, Ernesto Geisel e Luiz Inácio Lula da Silva », op. cit., p. 71.
[108] UNCTAD, CNUCED, *Le développement économique en Afrique. La coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, op. cit., p. 10.

remarquable dans l'analyse de ces principes est de s'intéresser à la façon dont chaque pays du « Sud » s'approprie les principes évoqués en les reformulant, et que ceux-ci ne se limitent pas au domaine idéologique, mais orientent les prises de position et les modalités concrètes d'application sur le terrain de la coopération Sud-Sud. C'est-a-dire que les principes, en plus de limiter un cadre « moral » pour la coopération technique, opère aussi comme un cadre juridique en définissant certaines règles pour l'exécution des projets. Dans certains cas, comme nous pouvons La propre question sur la relation public-privé dans les projets de coopération technique n'était même pas envisageable aussi pour un manque de cadre juridique qui rend compte de cette possibilité. Pour cela, les principes créent une idéntite « Sud » tout aussi en encadrant juridiquement la coopération technique.

L'horizon ouvert au travers le discours de l'ex-directeur de l'ABC sur la coopération technique met en avance une coopération totalement désintéressée par les avantages économiques. Si nous restons dans le champ du discours légitimait par l'agence, qui répresente le gouvernement brésilien, les motivations de la coopération sont plutôt de l'ordre de l'altruisme et semble avoir une homogeneité d'un champ. Toutefois, les entretiens et la mise en question de l'histoire du projet de restructuration des Instituts angolais IIA et IIV nous apporte d'autres fragments de ce champ qui possède une multiplicité d'acteurs institutionnels ainsi qu'une complexité juridique.

B) Une complexe articulation entre les acteurs institutionnels dans le domaine de la coopération technique agricole

Cette sous-partie a pour objectif de comprendre comment s'opèrent les relations entre les institutions brésiliennes pour les projets de coopération technique dans le domaine agricole. Du fait qu'il existe une grande quantité d'organismes impliqués dans la trame de ces relations, le projet de renforcement des Instituts Agricole et Vétérinaire entre le Brésil, l'Angola et la FAO nous offrira une base, un exemple. Il est à la fois un projet unique avec des spécificités propres, mais est également caractéristique de la coopération technique brésilienne en général. C'est-à-dire que ce projet possède des aspects uniques mais reflète également la manière spécifique d'envisager la coopération technique du Brésil. Nous proposons aussi une réflexion sur la FAO, en tant qu'organisation multilatérale, ainsi qu'une perspective sur les organisations angolaises, mais principalement à partir du point de vue des institutions brésiliennes. Ce choix se justifie, notamment, en raison de la méthodologie, d'autant plus que les entretiens ont été faits avec des

brésiliens – à l'exception d'une interview – et le discours mis en évidence dans ce mémoire se concentre sur les actions menées par le Brésil.

Toutefois, avant de se pencher sur cette analyse institutionnelle, un autre thème attire notre attention. Il s'agit de s'interroger sur le processus historique de la coopération technique et la transformation de la position du Brésil, de pays récipiendaire des projets de développement des pays développés à une position de « donateur ». Cette transformation identitaire démontre le changement de statut du Brésil, de « *outsider* » à « *insider* », si nous nous remettons encore aux catégories proposées par E. Ventura. Nous ne reviendrons pas en détails sur les aspects historiques étant entendu que l'article de l'ex directeur de l'ABC[109], Fernando de Abreu, explique de manière très claire ce processus historique. Dans le cadre de ce mémoire, c'est spécifiquement la création de l'ABC et les actuels défis de cette institution qui retiendront notre attention.

La première mise en œuvre de l'initiative de coopération technique internationale du Brésil a eu lieu en 1950, lorsque le gouvernement brésilien a créé la Commission nationale d'assistance technique (CNAT), composée de représentants du gouvernement : le ministère de la planification, le ministère des Affaires étrangères et les ministères sectoriels. Après dix-neuf ans, en 1969, il y a eu une vaste réforme institutionnelle du système en centralisant, par décret, les compétences de base de la coopération technique internationale (négociation externe, planification, coordination, promotion et suivi) au sein du Secrétariat de la Présidence de la planification (SEPLAN) et du ministère des Relations Extérieures, choisis comme organes centraux chargés de sa gestion. Il existait déjà à cette époque, un volume croissant de programmes officiels et de projets de coopération entre le Brésil, en tant que bénéficiaire, et les pays et organisations internationales telles que les bailleurs de fonds, y compris les organisations non gouvernementales étrangères. Il était alors nécessaire, étant donné le volume important de ressources extérieures à la disposition des institutions brésiliennes, de renforcer le système de la coopération technique et d'ajuster la demande pour fixer les lignes directrices et priorités dans les plans nationaux de développement. Mais c'est seulement en 1987 que la fusion d'organismes chargés d'aspects techniques (sous-secrétariat de coopération économique et technique) et d'aspects politiques (division de la coopération technique d'Itamaraty) donne naissance à l'ABC au sein du MRE. Cette dynamique a représenté « *une avancée, dans le sens de doter le pays d'une agence spécialisée dans la coopération technique internationale, en unifiant les aspects politiques et les aspects techniques* », conformément aux explications du site internet de l'ABC[110]. En 1987, au travers du décret N°94.973, l'ABC devient partie intégrante de la Fondation Nationale Alexandre de Gusmão

[109] Abreu (F.), « A evolução da Cooperação Técnica Internacional no Brasil », *Mural Internacional*, n° 2, 2013.
[110] Disponible *in* : http://www.abc.gov.br/SobreABC/Historico. Consulté le 15 juillet 2016.

(FUNAG), liée au MRE. Finalement, en 1996, l'ABC est intégrée au Secrétariat Général du ministère, en assurant les fonctions de coordination, négociation, approbation et accompagnement de la coopération pour le développement au niveau national en envoyant aussi des fonctionnaires sur le terrain. Par contre, elle ne possède ni l'autonomie financière ni l'autonomie administrative, qui sont toujours encore des prérogatives du MRE. Il s'ajoute à cela qu'elle ne peut investir à l'international qu'au travers des institutions exécutantes comme l'Embrapa, puisqu'elle n'a pas une connaissance technique des projets. Pourtant, le travail de l'ABC est de coordonner tout le processus de coopération technique internationale du Brésil ; de financer les actions de coopération technique offerts aux pays en développement ; d'identifier, de négocier, d'approuver les projets ; d'élaborer l'exécution et la supervision des projets de coopération technique. L'agence s'en charge aussi de l'aide humanitaire, la coopération en matière d'éducation et les contributions aux organisations internationales (Banques, ONU, Fonds Régionaux, etc.).

Selon Fernando de Abreu, depuis 1987, la structure organisationnelle de l'ABC est demeurée, à peu près la même : une direction, trois domaines (coopération Sud-Sud ; coopération reçue multilatérale ; coopération reçue bilatérale) et une unité responsable pour l'administration et le budget. Dans le cas de la coopération Sud-Sud, les travaux sont divisés entre une unité pour l'Amérique Latine et les Caraïbes ; deux unités responsables pour les programmes avec l'Afrique ; une unité qui se charge des relations de coopération avec le Mercosul et les organismes régionaux américains ou ibéro-américains. Les programmes de coopération Sud-Sud avec les pays asiatiques, l'Océanie, le Moyen Orient et l'Europe de l'Est sont traités en sous-unités dans les unités principale vu que la proportion de ces projets est encore réduite. A propos de l'organisation interne de l'ABC, quelques extraits d'entretiens avec les fonctionnaires de l'agence clarifient cette distribution au sein de l'agence de manière plus claire :

« P. L. : Il existe en réalité... quand je suis entré à l'ABC, il y avait trois domaines distincts dans sa structure : la coopération multilatérale reçue (qui est ce que nous avions avec les organisations multilatéraux) ; la coopération bilatérale reçue (qui est réalisée avec des pays comme le Japon, l'Allemagne, les pays de l'OCDE) ; la coopération réalisée dans les pays en développement qui est l'actuelle coopération Sud-Sud. Chaque département se charge de ses propres enjeux. Cela continue jusqu'à aujourd'hui. Mais maintenant, la coopération Sud-Sud a plus ou moins tenu compte de toutes ces directions. Maintenant vous avez la coopération trilatérale, qui normalement était sous la charge des personnes qui s'occupaient de la coopération reçue avec les partenaires,

puisqu'elles connaissent déjà les grands et connaissent plus facilement les voies »[111]. Entretien réalisé par téléphone le 11 février 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC responsable de la coordination de la coopération bilatérale.

Un autre extrait d'entretien, réalisé aussi avec une fonctionnaire de l'ABC, mais cette fois-ci venant de la coopération reçue multilatérale, clarifie l'actuelle organisation de l'ABC :

« L. L. : Il me semble que l'ABC a été créé... en 1988, et elle était un département ... un département de l'Itamaraty [ministère des Affaires Extérieures, MRE]. *Et puis, au fil du temps, comme nous devions répondre à une demande de la politique étrangère du pays et comme les pays de langue portugaise sont prioritaires, Paulo Lima a coordonné un département spécifique pour cela. Vous avez donc une division du département qui essaye de répondre à une structure régionale, et il y a une autre division qui est, disons, par modalité, de la coopération bilatérale, car elle est, plus au moins, par région. Donc, nous avons un département de l'Amérique latine, les Caraïbes, il y a un département pour l'Afrique francophone et un autre pour l'Afrique anglophone. Dans le même département il y a des gens qui s'occupent de l'Asie et du Pacifique. Au-delà, nous avons, du fait qu'il existe diverses formes de coopération, nous avons un département qui est le CGRB* [Coopération générale reçue bilatérale], *où ils font également une coopération trilatérale avec les pays développés. Par exemple, l'agence d'aide américaine, USAID, et le gouvernement du Brésil au travers de l'ABC au profit du Mozambique ; ou avec la JICA ; ou avec le GID. Il y a notre département qui est de la coopération trilatérale Sud-Sud avec les organisations internationales. Celui-ci a été le dernier à être créé. Nous étions liés à un département appelé CGRM qui est la coordination générale de la coopération multilatérale. Et puis il y a eu ce besoin d'avoir une relation plus étroite avec les organisations internationales. Donc, notre département a été créé »*[112]. Entretien réalisé par téléphone le 4 mars 2016 avec une fonctionnaire en charge de la coopération reçue multilatérale de l'ABC.

---

[111] *« P. L. : Existe na verdade... quando eu entrei na ABC, a estrutura dela, haviam 3 áreas distintas : a cooperação recebida multilateral (que é que a gente teve com organismos multilaterais) ; a cooperação recebida bilateral (que é com países como Japão, Alemanha, países da OCDE) ; e cooperação prestada em países em desenvolvimento que agora é a atual cooperação Sul-Sul. Cada gerência cuida de um determinado ramo. Continua assim até hoje. Mas atualmente a cooperação Sul-Sul meio que tomou conta de todas estas gerências. Agora você tem a cooperação trilateral, que geralmente quem cuida são as pessoas que cuidavam anteriormente da cooperação recebida com aqueles parceiros, que já conhecem os grandes e conhecem o tramitar mais facilmente ».* Entretien réalisé par téléphone le 11 février 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC responsable de la coordination de la coopération bilatérale.

[112] *« L. L. : A ABC foi criada acho que... em 1988, e ela era um departamento... é um departamento do Itamaraty. E aí, com o tempo, e como a gente tem que atender uma demanda da política externa do país; e como os países de língua portuguesa são prioritários o Paulo Lima coordena um departamento específico para isso. Então você tem uma divisão de departamento que ela tenta atender à uma coisa regional, e aí uma outra divisão que é, digamos, por*

Ces deux extraits d'entretien que nous venons de présenter démontrent que l'ABC est née d'une structure plus ancienne qui continue à se modifier selon les défis que le gouvernement rencontre sur le terrain, ainsi que par rapport à la ligne de la politique étrangère défini par l'Itamaraty. Ces défis sont de nature diverse :

a) juridique : le fait, par exemple, que l'ABC ne puisse pas ouvrir de bureaux à l'étranger ;
b) politique : les changements de lignes politiques qui priorisent des alignements avec certains pays au détriment d'autres ;
c) internes : au sein de l'ABC, le manque de ressources financières et humaines entrave le bon déroulement des projets.

Tous ces défis seront davantage traités dans la troisième partie de ce mémoire. Pour le moment, le plus pertinent est de retenir que ces défis déterminent aussi la nature de la relation entre les différents organismes.

Pour comprendre la coopération technique brésilienne, il est judicieux de se pencher sur l'articulation entre les différents acteurs institutionnels de cette coopération étant donné que le modèle brésilien s'est construit comme une relation entre différents organismes, comme déjà dit précédemment. C'est la somme de ce travail conjoint qui donne le résultat du projet, une étape aussi essentielle pour la CSS qui vise, comme l'affirme un de ces principes fondateurs, à avoir des relations horizontales entre tous les partenaires.

Pour obéir au principe de « réagir à la demande », le pays qui sollicite un projet de coopération avec le Brésil a trois possibilités : a) faire une demande officielle au travers des ambassades, b) sa propre ambassade au Brésil se dirige vers le MRE pour faire la demande, c) le gouvernement du pays fait la demande à l'ambassade brésilienne installée sur son territoire. Ensuite, lorsqu'une demande est faite au gouvernement brésilien, elle est transférée à la compétence de l'ABC qui se charge de vérifier la viabilité des projets, les accords juridiques entre les pays et de solliciter les mises à jour, si nécessaire, comme l'indique J. J. Gabas, F. Goulet, C.

---

modalidade de cooperação bilateral porque ela vai ser meio regionalizada. Então a gente tem um departamento de América Latina, Caribe, tem um departamento para África francófona e África anglófona. Nesse mesmo departamento tem pessoas que cuidam de Ásia e Pacífico. Fora isso a gente tem, como são várias modalidades de cooperação, a gente tem um departamento que é CGRB, que eles também fazem cooperação trilateral com países desenvolvidos. Por exemplo, a agência de cooperação americana, a USAID, e o governo do Brasil através da ABC para beneficiar Moçambique ; ou com a JICA ; ou com a GID. Tem o nosso departamento que é de cooperação trilateral Sul-Sul com os organismos internacionais. Esse nosso departamento foi o último a ser criado. Nós estávamos atrelados à um que se chama CGRM que é a coordenação geral de cooperação multilateral. E aí surgiu esta necessidade de talvez ter uma relação mais próxima com os organismos internacionais. Então veio esse nosso departamento ». Entretien réalisé par téléphone le 4 mars 2016 avec une fonctionnaire de la coordination de coopération reçue multilatérale de l'ABC.

Arnaud et J. Duran[113]. Par exemple, il faut que le pays partenaire dispose de la signature d'un Accord Basique de Coopération Technique avec le Brésil pour établir entre les deux une coopération technique.

Afin de savoir si le Brésil peut réaliser le projet, des bureaux internes de l'ABC sont mobilisés, mais c'est surtout aux entreprises publiques que l'ABC a recours, notamment des institutions qui ont une place assez considérable pour influencer de manière positive ou pas sur la réponse à la sollicitation. En effet, l'ABC n'a pas de rôle d'exécutant mais délègue à des entreprises publiques qui sont des experts sur le sujet, la possibilité de participer au projet. L'entreprise a le choix de donner une réponse favorable ou négative. Il existe déjà plusieurs institutions publiques qui ont l'habitude de participer aux projets de coopération technique agricole mis en place par le Brésil comme le MDA pour les programmes d'agriculture familiale, l'EMATER qui fournit une assistance technique rurale, le SENAI qui est responsable pour la formation professionnelle[114].

Avec les partenaires africains, en général, ce sont les structures politiques qui se chargent des négociations au niveau politique. Cela veut dire qu'entre les pays africains il n'existe pas un équivalent national de l'ABC qui gère et coordonne la coopération technique. En l'occurrence, ce sont les ministères africains qui maintiennent les relations avec l'ABC. Ensuite, l'exécution des projets en Afrique se déroule spécifiquement dans le cadre d'une institution qui dispose aussi d'un statut d'institution exécutante – similaire au statut de l'institution brésilienne responsable pour l'exécution du projet.

Une autre différence se joue quant à l'environnement d'une coopération multilatérale ou trilatérale. L'ABC opère elle-même une distinction entre coopération multi et trilatérale. Dans le premier cas, une institution internationale avec une expertise dans le domaine demandé agrège le projet en apportant son support. Elle possède le même statut que les gouvernements engagés. C'est le cas, par exemple, de la FAO. La différence dans le cas d'une coopération trilatérale est que c'est un troisième pays qui intègre le projet, pouvant être un pays du « Nord » ou un pays du « Sud », et non pas un organisme international. En général, le Brésil développe des accords avec les pays du « Nord » pour les projets en Afrique au lieu des pays du « Sud ». Dans ce contexte, ce sont effectivement les agences de coopération de ces pays qui sont les responsables pour toute sorte de négociation.

Une fois exposée la structure officielle tel qu'elle est conçue, nous allons développer ces relations institutionnelles au travers du projet de renforcement des Instituts angolais. Ce projet est

[113] Gabas (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit., p. 84.
[114] *Ibid.*, p. 13.

assez emblématique étant donné que des problèmes juridiques ont empêché la mise en œuvre de l'architecture institutionnelle qui avait été initialement prévue. Afin d'expliquer ce que nous voulons dire par cela, nous utilisons ci-dessous un extrait d'un entretien avec un fonctionnaire d'Embrapa. Tout d'abord, l'entretien décrit un premier projet entre le Brésil et l'Angola négocié en 2010, puis il se consacre à la question de la transformation institutionnelle nécessaire pour la réalisation du projet qui n'a pas pu se concrétiser. Il est possible de remarquer que ce projet avec l'IIA et l'IIV a été conçu il y a longtemps et a connu plusieurs problèmes dans le cadre de sa mise en œuvre :

« C. C. : Donc, ce premier projet a visé à cartographier les besoins pour la restructuration du système de recherche agricole en Angola, faire une formation spécifique. L'idée est que cela déboucherait sur un plus grand projet de réorganisation de la recherche agricole en Angola. Après cela, il y a eu un Deal entre la signalisation de ce projet et la négociation d'un nouveau projet. (...). L'Angola était prêt à financer un nouveau projet de restructuration du système agricole, qui a été négocié autour de 2010, mais elle ne pouvait pas l'opérationnaliser. Comme au Brésil, lorsque l'ABC réalise une coopération, elle n'a aucune autorité légale pour opérationnaliser directement les projets. Ce qui fait réellement la transaction financière et la logistique de la coopération brésilienne est le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). L'ABC a un accord avec le PNUD et elle transfère ses ressources ... elle reçoit des fonds du trésor national, transfère des fonds via le ministère des Relations Extérieures et transfère les ressources au PNUD qui paye, effectivement, les billets, l'hôtel, qui fait toute l'architecture financière et logistique de la coopération brésilienne au niveau bilatéral, lorsque vous parlez seulement du Brésil et de la contrepartie du pays. Après, dans au niveau trilatéral, vous pouvez avoir la coopération triangulaire avec d'autres architectures, mais au niveau bilatéral, le Brésil n'a pas la capacité à le faire directement et l'Angola non plus. Ainsi, bien qu'ils souhaitaient financer le projet, ils ne disposaient pas de cette capacité et ils ont échoué à le mettre en œuvre, ils ont trouvé N difficultés internes. Il y avait l'espoir d'un changement de scénario interne qui, en fait, n'a pas changé. En 2010 il a été signé, ensuite il y a eu un ajout à l'ambassade d'Angola afin d'exécuter cette ressource du Brésil, ce projet du Brésil, mais ils ne l'ont pas fait non plus... le projet a fini par ne pas se concrétiser »[115]. Entretien réalisé le 19 février 2016 par skype avec un fonctionnaire d'Embrapa.

[115] *« C. C. : Então esse primeiro projeto visou mapear as necessidades de reestruturação do sistema de pesquisa agropecuária em Angola, fazer uma capacitação outra específica. A ideia é que isso resultasse num projeto maior de reorganização da pesquisa agropecuária em Angola. Depois disso houve um dilei entre a sinalização desse projeto e a negociação de um novo projeto. Tanto por questões internas angolanas como por questões internas do Brasil né.*

L'interviewé explique que le projet de 2010 est à l'origine du projet de 2014 puisque celui-là n'a pas pu se concrétiser. A la base, en 2010 l'Angola voulait payer pour les services d'Embrapa afin d'avoir de disposer des services de celle-ci pour la restructuration des Instituts angolais. Cependant, en tant qu'organisme publique, il existait une incapacité juridique de l'Embrapa pour recevoir l'argent d'un pays étranger en tant que payement d'un service. D'autre part, il n'était pas non plus possible que l'Angola fasse un transfert d'argent directement à l'ABC. C'est pour cela que le PNUD a eu accès à ce réseau étant donné qu'en tant qu'organisation internationale il dispose d'une capacité à réaliser des transferts de ressources. Toutefois, le projet n'a pas connu de suites, même si l'architecture institutionnelle a été modifiée pour le bon déroulement du projet. Nous ne disposons pas des détails pour expliquer cette absence de continuité. En 2010 l'Angola avait une grande capacité en termes d'argent, ce qui nous éloigne d'une justification basée sur un manque de ressources financières. Nous proposons encore un autre extrait du même entretien utilisé ci-dessus afin de percevoir les spécificités du projet de 2014 :

« C. C. : Quelque temps plus tard, avec l'élection de Graziano à la FAO, il y a eu une gestion des gouvernements brésilien et angolais avec la FAO pour qu'elle serve d'intermédiaire dans ce processus. Alors, la FAO ... elle a commencé à travailler pour ce projet. Et le projet a été négocié comme un projet trilatéral, projet triangulaire, Brésil-Angola-FAO. En réalité comme deux projets, pour être techniquement précis. Un projet Angola-FAO, qui réalise l'apport des ressources financières du gouvernement angolais à la FAO pour, ensuite, que la FAO fasse l'apport financier et paye les dépenses du projet. L'architecture financière est un projet de TF, un Lateral Trepsor, donc un « Fonds Funciário Unilatéral », et un autre projet de coopération technique Sud-Sud, qui serait un TCP, « Technical Cooperation Project », entre l'Angola, le Brésil et la FAO. Ainsi, un projet dispose d'argent, mais l'exécution de ce projet est liée à un autre projet qui n'a pas de ressources propres. Ceci est l'architecture que nous avons créé à l'époque, les deux

---

Angola se dispôs a finaciar um novo projeto de reestrutração do sistema agropecuário, que foi negociado ali ao redor de 2010, mas Angola não tinha como operacionalizar isso. Assim como no Brasil, a ABC quando faz cooperação, ela não tem autorização legal para operacionalizar diretamente a cooperação. Quem, na verdade, faz a operação financeira e logística na cooperação brasileira é o PNUD (Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento). A ABC tem um convênio com o PNUD e ela transfere recursos... ela recebe recursos do tesouro nacional, transfere recursos via ministério de Relações Exteriores e transfere recursos para o PNUD que paga, efetivamente, que paga passagens, emite diárias, faz toda a arquitetura financeira e logística da cooperação brasileira no nível bilateral, quando você está falando só de Brasil e o país contraparte. Depois no nível trilateral, você pode ter cooperação triangular, com outras arquiteturas, mas no nível bilateral o Brasil não tem capacidade de fazer isso diretamente, e Angola também não tinha. Então, embora eles desejassem finaciar o projeto, eles não tinham essa capacidade, e aí foi assinado o projeto, e eles não conseguiram implementar, encontraram N dificuldades internas né, havia a expectativa de que esse cenário interno deles mudasse e não mudou. Foi assinado em 2010, depois teve um aditivo para a Embaixada angolana executar esse recurso do Brasil, esse projeto do Brasil, mas eles também não... acabou não se materializando né ». Entretien réalisé le 19 février 2016 par skype avec un fonctionnaire d'Embrapa.

projets ont été écrit en même temps pour faire ce lien, pour permettre de négocier ensemble ce nouveau projet »[116]. Entretien réalisé le 19 février 2016 par skype avec un fonctionnaire d'Embrapa.

Toutes ces données nous étaient inconnues jusqu'à la réalisation de cet entretien. Bien que ce projet ait été caractérisé comme inhabituel par quelques interviewés, il nous aide à mieux comprendre comment les institutions brésiliennes fonctionnent par rapport à la coopération technique puisque ces arrangements délimitent, au moins dans ce cas, le cadre juridique selon lequel la coopération technique doit opèrer. C'est à partir de cette analyse que nous pouvons opérer une distinction entre les différents gouvernements concernant la coopération technique brésilienne par rapport à l'Afrique, bien que cette question ne tienne pas seulement à un problème de volonté politique, mais aussi à d'autres questions comme les ressources pour le financement des projets. Cette problématique sera examinée dans la troisième partie du mémoire.

Étant donné que l'Embrapa a un rôle d'exécutant dans le projet, nous nous intéressons à cette entreprise en particulier. Il est important de mettre en évidence que presque tous les fonctionnaires interviewés de l'Embrapa nous ont parlé de la coopération technique au sein du gouvernement brésilien comme seulement une des modalités de la coopération que l'Embrapa réalise dans le cadre de ces coopérations. L'extrait suivant explicite cette idée :

« S. : (...) l'Embrapa voit la coopération au moins sur quatre niveaux différents. Un d'entre eux c'est celui que nous appelons la coopération technique. La coopération technique est un peu de l'aide, ils vont enseigner aux gens comment faire quelque chose. Il part d'une demande d'un pays vers nous. Alors, elle vient d'un pays vers nous et le canal d'entrée n'est pas l'Embrapa, mais l'ABC. L'Embrapa y entre en tant qu'exécutante, mais pas comme celui qui définit ce que le projet est. Cependant, lorsque le bureau d'Embrapa était là [en Afrique], *elle avait ce rôle d'identification aussi. Le deuxième point sur lequel nous travaillons, recherchons, c'est la coopération scientifique. Quand nous avons un problème qui est commun : vous avez un problème*

[116] *« C. C. : Algum tempo depois, com a eleição do Graziano na FAO, houve uma gestão do governo brasileiro e do governo angolano junto a FAO, para que a FAO fosse intermediária desse processo. Então, a FAO... passou a atuar como parte desse processo. E o projeto foi negociado como um projeto trilateral, projeto triangular, Brasil-Angola-FAO. Na verdade como 2 projetos, para ser tecnicamente preciso. Um projeto Angola-FAO, que faz o aporte dos recursos finaceiros do governo angolano para a FAO, para a FAO fazer o desembolso financeiro e pagar as despesas do projeto, a arquitetura finaceira que é um projeto TF, um Lateral Trepsor, então um Fundo Funciário Unilateral, e um outro projeto de cooperação técnica Sul-Sul, que seria um TCP, Technical Cooperation Project, entre Angola, o Brasil e a FAO. Então um projeto tem o dinheiro, só que a execução deste projeto está amarrada à um outro projeto que não tem o recurso né. Esta é a arquitetura que nós criamos na época, os dois projetos foram escritos ao mesmo tempo para fazer este link, para serem negociados juntos para viabilizar este novo projeto ».* Entretien réalisé le 19 février 2016 par skype avec un fonctionnaire d'Embrapa.

avec un parasite sur la betterave et moi aussi, j'ai un problème de parasite sur la betterave et nous coopérons ensemble pour développer un ennemi naturel contre ce parasite. C'est donc une coopération scientifique, différente de celle demandée par le pays. La troisième façon de faire un travail est lorsque le pays me paie. Donc, je suis payé par le pays pour faire un travail. Par exemple, l'Angola a demandé à l'Embrapa d'organiser un système... d'aider à l'organisation d'un système de recherche et de vulgarisation, et elle allait payer pour cela. A la fin elle n'est pas payée parce qu'elle a demandé au gouvernement du Brésil de transformer cela en coopération technique. Et cela a été fait. Et il a été transformé en coopération technique. Ce projet est arrivé via l'ABC et l'EMBRAPA est devenu l'exécuteur. Et le dernier moyen est quand nous avons un problème national et que nous allons faire une recherche. Il n'y a pas d'intérêt africain, il n'existe pas de partenaire, mais nous y allons parce que cela nous a été demandé »[117]. Entretien réalisé par skype le 18 février 2016 avec un fonctionnaire d'Embrapa qui travaillait au bureau de cette institution au Ghana.

L'organisation brésilienne de recherche agricole, Embrapa, a été créé en 1973 et intègre le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA). Elle est constituée par des unités administratives dans différentes villes du Brésil et chaque unité est spécialisée dans un secteur de l'agriculture. Comme l'agriculture est un des enjeux majeurs pour la coopération technique brésilienne, les travaux d'Embrapa figurent dans plusieurs projets de coopération Sud-Sud avec l'Afrique, mais aussi avec d'autres continents.

L'objectif, en parlant d'Embrapa, n'est pas de faire un historique sur cette institution, mais de remarquer comment elle gagne en notoriété internationale avec la coopération technique et aussi avec d'autres modalités de coopération avec les organismes étrangers, comme a souligné le dernier

---

[117] *« S. : (...) a Embrapa vê a cooperação pelo menos em 4 níveis diferentes. Um a gente chama de cooperação técnica. A cooperação técnica é um pouco de ajuda, vão ensinar o povo em como que se faz alguma coisa. Ela parte de uma demanda de um país para nós. Então ela parte do país para gente, e o canal de entrada não é a Embrapa, mas a ABC. Então a Embrapa entra aí como um executor, mas não como aquele que define o que é o projeto. Mas quando o escritório da Embrapa foi para lá, ela entrou com o papel de identificar isso também. O segundo ponto que a gente tem pesquisa, tem trabalho, é a cooperação científica. Quando eu tenho um problema que é comum para os dois : você tem um problema com uma praga na beterraba, eu tenho um problema com uma praga na beterraba, e nós cooperamos juntos para desenvolver um inimigo natural contra a praga. Então essa é uma cooperação científica, diferente daquela demandada pelo país. O terceiro jeito de fazer um trabalho é quando o país me paga. Então eu sou pago pelo país para fazer um trabalho. Por exemplo, Angola demandou da Embrapa que ela organizasse um sistema... ajudasse a organizar um sistema de pesquisa e extensão, e ela iria pagar por isso. No fim não pagou porque ela junto pediu para o governo do Brasil transformar isso em cooperação técnica. E foi feito. E foi transformado em cooperação técnica. Entrou via ABC e a Embrapa passou a ser o executor. E o último jeito é quando nós temos um problema nacional e a gente vai para lá fazer uma pesquisa. Daí não tem interesse africano, não tem parceiro, mas nós vamos porque pediram para a gente ir ».* Entretien réalisé par skype le 18 février 2016 avec un fonctionnaire d'Embrapa qui travaillait au bureau de cette institution au Ghana.

extrait de l'entretien. Dès l'origine, elle se met en relation avec des institutions d'autres pays qui, comme elle, font aussi de la recherche agricole. Bien évidemment, tout son travail a comme objectif le développement de l'agriculture brésilienne, qui reste l'objectif prioritaire de cette institution publique. Dorénavant, le contact avec l'extérieur est considéré comme une possibilité d'apprendre de nouvelles techniques, des échanges et des essais scientifiques. La coopération technique vient contribuer à donner plus de légitimité à l'Embrapa à l'international. Le bureau d'Embrapa, ouvert en 2009 au Ghana, est un signe de cette expansion, bien qu'il soit aujourd'hui fermé, nous y reviendrons dans la troisième partie.

La FAO n'était pas prévue pour participer au projet de l'IIA et de l'IIV, mais elle rejoint l'ABC et l'Angola afin de faciliter le processus juridique de transfert des ressources financières. L'extrait de l'entretien avec le consultant indique le rôle de cet organisme :

« A. P. : La FAO a entamé ce processus en tant que facilitateur des transactions de financières, puisque le gouvernement de l'Angola voulait allouer l'argent mais qu'il n'avait pas les ressources pour payer les consultants et faire les acquisitions. Le Brésil n'avait pas non plus les moyens de le faire parce qu'il ne disposait pas de mécanismes institutionnels suffisants. L'opérationnalisation administrative et la gestion de ces accords, avec les mécanismes que le Brésil et l'Angola avaient, ont été compliquées. Ensuite, Graziano [le président de la FAO] *est venu pendant une visite et les fonctionnaires lui ont parlé de ce problème. Il a mis la FAO à la disposition pour être le responsable gestionnaire afin de faciliter l'embauche de consultants et notamment en facilitant les transactions financières. Cela a rendu possible le processus et c'est aussi bien pour la FAO parce qu'elle facture. Elle vit aussi d'intermédiation financière. La FAO a pris une partie des ressources du projet comme taxe d'administration »*[118]. Entretien avec un des consultants que l'Embrapa a embauché pour la gestion du projet, réalisé par skype le 16 mai 2016.

[118] *« A. P. : A FAO entrou nesse processo como uma facilitadora de transações de uso de dinheiro, porque o governo de Angola queria por o dinheiro mas ele não tinha como pagar consultores e fazer aquisições. O Brasil também não podia porque não tem um mecanismo institucional para fazer. Então a operacionalização, administrativa e gerencial desses acordos, com os mecanismos que o Brasil e Angola tinham era muito complicada. Aí apareceu o Graziano lá numa visita, o pessoal procurou ele e colocou o problema, e ele colocou a FAO a disposição para ser o orgão gestor, facilitando a contratação de consultores e obviamente, facilitando as transações financeiras. Isso viabilizou o processo e é bom para a FAO porque ela cobra. Ela vive de intermediação financeira também. A FAO pegou parte desse recurso como taxa de administração ».* Entretien avec un des consultants que l'Embrapa a embauché pour la gestion du projet, réalisé par skype le 16 mai 2016.

Pendant un autre extrait de l'entretien, le consultant affirme que, du point de vue technique, la participation de la FAO est marginale par rapport au travail sur le terrain concernant ce projet spécifique.

« A. P. : La FAO avait un agent qui accompagnait de loin les missions qu'on amenait et qui participait du comité de gestion. (...) Elle possède quelques professionnels qui travaillent beaucoup plus en recherche agricole, mais cela n'est pas spécifiquement son domaine. En plus, ils s'occupent du monde entier. Ils n'auraient jamais eu de condition suffisante pour faire le travail qu'on a réalisé, on est allé en Angola au moins six fois sur une période d'un an, en y faisant des missions d'une ou deux semaines. Ce n'est pas un travail que les fonctionnaires de la FAO peuvent faire »[119]. Entretien avec un des consultants que l'Embrapa a embauché pour la gestion du projet, réalisé par skype le 16 mai 2016.

La FAO est une organisation dont l'objectif se focalise sur l'alimentation et l'agriculture. Elle mène des projets pour l'éradication de la faim, contre l'insécurité alimentaire, pour le progrès social et économique pour tous et pour l'utilisation durable des ressources naturelles. Bien évidemment, le fait que le président de cette organisation soit un brésilien a aidé à réaliser l'articulation entre la FAO, le Brésil et l'Angola dans le cadre de ce projet. Dorénavant, le but affiché du projet justifie l'entrée de cette institution puisque le renforcement des Instituts angolais participe à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

A propos de la FAO, de même que les institutions angolaises, les informations obtenues proviennent de la lecture d'articles mais surtout d'informations des interviewés brésiliens. Nous sommes conscients des limites que cela pose pour ce travail. En ce qui concerne la FAO, par exemple, l'entretien avec un fonctionnaire de l'Institut de Recherche Agricole contredit l'information du consultant de l'Embrapa sur le fait que la FAO n'a pas participé de façon plus forte dans le projet, en restreignant sa participation à une intermédiation financière :

« Franciele : (...) pourriez-vous m'indiquer où le séminaire du « composant 4 » [référence directe au projet qui est présenté en annexe de ce mémoire] *a été réalisé - le 11 et 12 mai – et qu'est-ce*

[119] *« A. P. : (...) A FAO tinha um agente que acompanhava de longe as missões que nós levávamos e participava do comitê gestor. (...) Ela tem alguns profissionais que atuam muito mais em pesquisa agrícola, mas em pesquisa agrícola não é definitivamente o negócio deles não. E além do mais, eles têm o mundo inteiro para cuidar. Eles jamais teriam condições de fazer uma atuação como a que nós fizemos, nós fomos lá em Angola umas 6 vezes, em um período de um ano, fazendo missões de uma semana, duas semanas, trabalhando. Quer dizer, não é trabalho que os funcionários da FAO possam desempenhar não ».* Entretien avec un des consultants que l'Embrapa a embauché pour la gestion du projet, réalisé par skype le 16 mai 2016.

qui a été défini dans ce cadre ? Y a-t-il eu une participation des brésiliens ? Qui a été le conférencier ?
M. : Le séminaire a été réalisé à Luanda/Angola. (...). Le séminaire a reçu une participation brésilienne (un représentant d'Embrapa et un de l'ABC). Le séminaire a été réalisé par un consultant mozambicain de la FAO Angola. Ce consultant a été assisté par le responsable du Département d'Investigation et d'Extension de la FAO Rome »[120]. Entretien réalisé par mail avec un fonctionnaire de l'IIA le 8 et le 17 mai 2016.

Encore sur la FAO, une autre information mentionnée lors d'un entretien avec une fonctionnaire de l'ABC nous semble importante pour comprendre ces articulations institutionnelles. Selon l'interviewé, la manière dont le bureau de la FAO est placé en Angola favorise les dialogues autour de ce projet :

« F. G. : (...). Le gouvernement d'Angola se manifeste et assure au travers de la FAO. Dans ce cas, la FAO en Angola a une particularité intéressante puisqu'elle se situe dans le cadre du ministère de l'Agriculture angolais. Donc, c'est un organisme international qui n'est pas très éloigné. Au contraire, elle est dedans. Enfin, la FAO est un bras du ministère de l'Agriculture en Angola et elle favorise les demandes de coopération internationale en faveur de l'Angola »[121]. Entretien par téléphone réalisé le 20 mai 2016 avec une fonctionnaire de l'ABC.

Ayant comme objectif d'expliquer le réseau institutionnel, ce sont surtout les arrangements réalisés pour permettre l'exécution du projet de coopération de renforcement de l'IIA et l'IIV qui fondent cette analyse.

---

[120] *« Franciele : Quanto à sua resposta, o Sr. poderia me indicar onde foi realizado o seminário do componente 4, nos dias 11 e 12 de maio e o que foi definido com este seminário ? Teve participação de brasileiros ? Quem o ministrou ?*
M. : O seminário foi realizado em Luanda/Angola. (...). O seminário teve a particpação brasileira (um representante da Embrapa e um da ABC). O seminário foi ministrado pelo consultor moçambicano contratado pela FAO Angola para o efeito. O consultor foi assistido pelo Chefe de Departamento para Investigação e Extensão da FAO Roma ». Entretien réalisé par mail avec un fonctionnaire de l'IIA le 8 et le 17 mai 2016.

[121] *« F. G. : O governo de Angola se manifesta e assume através da FAO, nesse caso a FAO em Angola possui uma peculiaridade interessante, pois ela está dentro do ministério da Agricultura deles. Então é um organismo internacional mas ele não está tão a parte. Muito pelo contrário, ela está muito dentro. Enfim, a FAO é um braço do ministério da Agricultura em Angola, e favorece as demandas de cooperação internacional a favor de Angola ».* Entretien par téléphone réalisé le 20 mai 2016 avec une fonctionnaire de l'ABC.

C) Présentation du projet Angola-FAO-Brésil

Le projet que nous voulons présenter dans ce travail s'intitule « Renforcement de la Capacité de Recherche et d'Innovation des Instituts de Recherche Agronomique et Vétérinaire d'Angola ». C'est aujourd'hui le plus grand projet de coopération Sud-Sud concernant le secteur agricole entre le Brésil et l'Angola. Il a été établi dans un cadre de 24 mois, entre février 2014 et janvier 2016, voir l'annexe 3 de ce mémoire. Néanmoins, un retard d'environ 6 mois a fait repousser la date d'échéance du projet au moins jusqu'à juin 2016. Toujours inachevé, un échange de mails avec la fonctionnaire de l'ABC en charge de ce projet nous a affirmé que la fin des activités est prévue pour décembre 2016.

Nous avons obtenu les documents concernant ce projet directement d'un fonctionnaire d'Embrapa puisque aucune trace de ce projet n'est proposée sur le site internet de l'ABC. Cette restriction et absence de circulation des informations à la « société civile » en ce qui concerne les projets de coopération pour le développement n'est pas inhabituelle. Plusieurs projets en Afrique où le Brésil est impliqué restent inconnus de la population, se limitant aux rangs politiques et aux entreprises et institutions qui y participent. Cela ne veut pas dire que les projets pour le développement ne sont pas considérés comme importants pour le Brésil, au contraire. Mais ce ne sont pas non plus des sujets abordés de manière large par la population, ce qui, peut-être, limite la possibilité d'une réflexion plus approfondie sur ce sujet. Une autre découverte inattendue était le manque de connaissance de ce projet de la part d'une fonctionnaire responsable des analyses de projets de coopération Sud-Sud trilatéraux avec les institutions internationales de l'ABC.

L'objectif général du programme était de renforcer les capacités de recherche des deux instituts angolais, l'IIA et l'IIV. Ces deux organismes sont coordonnés par le MINAGRI, qui est mentionné dans l'accord du projet comme une des institutions angolaises coopérantes. Les objectifs spécifiques sont : 1) l'élaboration d'une stratégie nationale d'innovation agro-industrielle et des plans directeurs de IIA et IIV ; 2) la création d'un système de gestion de recherche et de développement orienté vers la planification participative, l'implémentation et l'évaluation des images programmatiques ; 3) l'établissement d'un système de gestion stratégique des ressources humaines des deux instituts et la réalisation d'activités de capacitation dans les domaines prioritaires ; 4) la définition de perspectives et de mécanismes pour articuler la recherche et les activités de diffusion et de transfert de technologies ; 5) l'élaboration d'un plan de nécessités des structures de recherche de l'IIA et l'IIV.

A propos du budget, le total des contributions financières et non-financières était de 3.071.140,00 dollars partagés entre 2.195.940,00 dollars offerts par le gouvernement angolais

directement comme contribution financière et 875.200,00 offerts par le gouvernement brésilien comme contribution non-financière, entendue comme le payement des heures de travail technique des spécialistes d'Embrapa. Cela veut dire que ni la FAO ni le Brésil n'ont fourni d'argent liquide au projet, mais ont plutôt mis à disposition des spécialistes.

Il est important de souligner que même si la restructuration des instituts de recherche a pour but de renforcer la recherche agricole, cela se définit comme un pas vers des objectifs encore plus élargis qui sont traités dans les documents réalisés par les responsables du projet, comme l'importance de définir le contexte extérieur de l'IIV et de l'IIA ainsi que de projeter une vision pour définir les stratégies futures des institutions angolaises. Justement, un des résultats du projet était la formulation de « Plans Stratégiques » de l'IIA et l'IIV pour la période 2015 à 2020, résultat qui a été accompli. Ce processus et les documents obtenus ont été élaborés et développés par les équipes techniques des instituts, supervisés par un comité représentatif. Ce comité était constitué par des fonctionnaires de toutes les institutions impliquées dans le projet, sous la supervision d'experts consultants en matière de gestion embauchés par l'Embrapa, comme l'interviewé A. P. affirme dont des extraits d'entretien ont été déjà cités dans ce mémoire.

Pour la réalisation des « Plans Stratégiques », la situation actuelle des chaînes de production de l'Angola a été prise en compte, de même que le potentiel et les problèmes des écosystèmes du pays et les besoins des consommateurs de l'Angola, afin de définir les principaux fronts d'action des instituts. Dans le même temps, le « Plan Stratégique » fournit des indications sur les interventions nécessaires au sein de chaque institut afin qu'ils puissent se conformer à la mission de produire les innovations dont l'agriculture angolaise a besoin. Besoins qui se résument à l'organisation de la production interne des aliments avec des prix plus accessibles pour la population, vu que l'Angola ne réussit pas à produire des aliments en quantité nécessaire pour répondre à la demande de sa population, mais aussi en ayant des buts plus orientés vers l'agrobusiness. Sur ce dernier objectif repose l'idée d'ouvrir le pays africain à une voie capitaliste, comme déjà enoncé.

Bien que certains objectifs fixés dans l'accord de coopération technique aient été atteints, ni tous ont été accomplis, comme l'explique le fonctionnaire angolais de l'IIA :

« M. : Le projet a eu du retard pour son implémentation qui était prévue pour décembre 2013. Entre les cinq composants techniques que le projet comporte, jusqu'à aujourd'hui seul le

composant un a été réalisé, soit « l'élaboration des stratégies d'innovation et des plans directeurs de l'IIV et l'IIA »[122]. Entretiens réalisés par mail le 8 mai et le 17 mai avec le fonctionnaire de l'IIA.

Ce fonctionnaire nous a expliqué qu'un séminaire a été prévu entre le 29 mai et le 5 juin dont l'objectif était d'évaluer le composant 2 (développement du système de recherche et de gestion) ; le composant 3 (l'établissement d'un système de gestion stratégique de ressources humains des deux instituts et la réalisation des activités de capacitation dans les domaines prioritaires). Un autre séminaire d'évaluation du composant 4 (la définition des perspectives et des mécanismes pour articuler la recherche et les activités de diffusion et de transfert des technologies) a eu lieu le 11 et le 12 mai 2016. Après un échange de mail le 2 août 2016 avec ce fonctionnaire, nous avons été informés que les activités prévues entre le 29 mai et le 5 juin n'ont pas eu lieu. Un autre mail avec la fonctionnaire responsable de ce projet au sein de l'ABC a confirmé que les prochaines et dernières activités auront lieu seulement en décembre. Néanmoins, par manque de ressources financières, seul le composant 2 sera traité pour prioriser des activités plus « stratégiques », comme a expliqué la fonctionnaire. L'extrait suivant démontre ce que nous venos d'expliquer :

« Franciele : Le projet a prévu une deuxième phase parce que, théoriquement, il a pris fin en janvier 2016... Au début de l'année ?
F. G. : Eh bien, il aurait dû prendre fin en janvier, mais il a été prolongé jusqu'en décembre 2016. Le projet, en théorie, devait se poursuivre, mais en fait, jusqu'aujourd'hui, même pas la moitié du projet a été fait. Ce qui se passe est que presque uniquement la partie du résultat 1 a été réalisée, la partie de diagnostic, le plan stratégique de l'IAP, le scénario jusqu'en 2025. Enfin, cette étude et l'analyse institutionnelle. Et il y a déjà un problème de ressources financières qui a rendu impossible la réalisation de ce qui était prévu. Donc, s'ils ont des difficultés à accomplir ce qui a déjà été convenu, nous ne sommes même pas en train d'envisager une deuxième phase »[123]. Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

---

[122] *« M. : O projecto atrasou a sua implementação prevista inicialmente para Dezembro de 2013. Dos 5 componentes técnicos que compoem o projecto, até a data realizou-se somente o componente 1: Elaboração de Estratégias de Inovação e Planos Directores do IIV e do IIV »*. Entretiens réalisés par mail le 8 mai et le 17 mai avec le fonctionnaire de l'IIA.

[123] *« Franciele : O projeto tem uma segunda fase prevista, pois teoricamente ele acabou em janeiro de 2016... no começo do ano.*
F. G. : Olha, ele teria acabado em janeiro, mas foi prorrogado até dezembro de 2016. O projeto, em teoria, daria continuidade, mas de fato não foi realizado nem a metade do projeto. O que acontece é que só praticamente a parte do resultado 1 que foi realizado, a parte de diagnóstico, do plano estratégico do IAP, o cenário até 2025, enfim, esse estudo e análise institucional. E já tem problema de recursos financeiros o que tem inviabilizado a finalização deste

Ces considérations qui évoquent un problème pour exécuter l'agenda établie du projet expose les difficultés sur le terrain de la CSS. La nature de ceratins limites sur le terrain s'explique par divers aspects qui seront notammnent explorés dans le prochain chapitre de ce travail.

Concernant l'analyse des objetifs fixés pour ce projet, une question en particulier nous a posé beaucoup de difficultés, à savoir, les détails et activités plutôt de l'orde « technique », engendrées dans le contexte du projet, dont les résultats aboutiraient à des mesures pour le renforcement des instituts. Justement, peu d'informations ont été obtenues pendant la recherche, ce qui nous offre quelques pistes d'explication concernant cette absence :

a) le projet, bien qu'il ait une durée de deux ans (jusqu'à fin 2016), a pris tellement de retard que les activités seront exécutées pendant le dernier mois ;
b) nous avons réalisé des entretiens plutôt avec le personnel qui s'occupe du travail politique du projet ;
c) comme nous n'avons pas pu réaliser des entretiens avec des fonctionnaires de la FAO, de l'IIA et de l'IIV, il nous manque des données pour réaliser une appréciation plus solide des activités techniques.

Si nous n'avons pas de ressources suffisantes pour réfléchir à toutes les activités engendrées dans le cadre du projet pour les raisons expliquées ci-dessus, un extrait de l'entretien avec le consultant d'Embrapa nous donne une perspective claire des quelques actions relatives au composant 1 qui était – jusqu'au moins mai 2016 – le seul objectif du projet accompli :

« A. P : Il a vraiment commencé en 2015, la première étape a durée une année. Je pense que la première mission était en août [2014] *et on a rendu les Plans Directeurs et Les scénarios d'agrobusiness en Angola en juillet 2015, l'année dernière. Pendant cette période, on a fait une mission avec 10 chercheurs au Brésil - le directeur du projet et de l'Institut angolais et neuf autres chercheurs angolais - pour leur faire connaître l'Embrapa, pour leur montrer la structure et les centres. On a mené une des étapes du projet au Brésil et pour les autres étapes on allait là-bas, on y travaillait à partir des séminaires afin de donner une formation au personnel, en même temps... on établissait la méthodologie, la manière de travailler. On formait l'équipe et on leur laissait des tâches. Et puis, pendant la mission suivante, on y retournait, on recevait le résultat*

como previsto, então se estão com dificuldades de até cumprir o que já foi acordado, a gente não está nem considerando uma fase 2 ». Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

des tâches exécutées et les apports, ce qui en général devait être refait puisqu'ils n'ont pas l'habitude du domaine de la gestion, même s'ils ont de bons professionnels, y compris des professionnels titulaires d'un doctorat au Brésil, mais ils connaissaient peu de choses à ce domaine de la gestion de la recherche. Donc, on faisait des séminaires pour les former, on leur confiait des tâches, mas normalement on devait les compléter »[124]. Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa et ex-fonctionnaire de cette institution.

En ce qui concerne les « Plans Stratégiques » de chaque institut et les scénarios d'agrobusiness en Angola pour la réalisation du composant un du projet, la configuration des groupes de travail est très intéressante pour un examen approfondi. Pour la réalisation de ces documents, il y a eu la formation d'un groupe stratégique où les fonctionnaires techniques de chaque Institut composaient spécifiquement le groupe correspondant à leur propre Institut pour l'aide aux activités concernant ces documents. D'autre part, un autre groupe a été formé avec les directeurs de chaque Institut, le représentant de la FAO/Angola, un fonctionnaire de l'ABC et un autre fonctionnaire d'Embrapa. Ce dernier groupe, appelé Comité de la Gestion du Projet, dénote le principe du « faire ensemble » et la composition horizontale du « pouvoir » de la CSS ayant pour objet la réalisation de tâches plutôt gestionnaires. Cette manière d'organiser un comité de gestion convient, évidemment, aux principes du fonctionnement de la coopération technique brésilienne car elle place au centre de la gestion des représentants de tous les organismes qui travaillent au sein du projet. Mais cette étape du processus n'est pas un préalable pour la réussite de la mise en place d'une relation horizontale. Il est également intéressant de noter le fait que les consultants embauchés par l'Embrapa se réservaient la possibilité de « compléter » voire de refaire les travaux réalisés auparavant par les employés angolais dans le cadre des comités stratégiques quand le consultant nous dit, dans l'extrait ci-dessus, sur le travail du groupe stratégique : « *on recevait le résultat des tâches exécutées et les apports, ce qui en général devait être refait* ». Cette possibilité démontre, peut-être, un ascendant des consultants brésiliens sur leurs homologues

[124] *« A. P. : É, começou mesmo em 2015, a primeira etapa foi um ano. Acho que a primeira missão foi em agosto, e nós entregamos os Planos Diretores e os Cenários do Agronegócio de Angola em julho de 2015, ano passado. Nesse período trouxemos uma missão de 10 pesquisadores - o diretor do projeto e do Instituto e mais 9 pesquisadores ao Brasil - para eles conhecerem a Embrapa, para eles conhecerem a estrutura e os centros. Ou seja, fizemos uma das etapas do projeto aqui no Brasil, e as outras nós íamos lá, trabalhávamos geralmente com regimes de seminários, e demos treinamento para a equipe, e íamos... estabelecemos a metodologia, o esquema de trabalho. Íamos treinando e deixando tarefas para eles. E depois, na próxima missão, nós voltávamos, recebíamos a tarefa e os aportes, geralmente a gente tinha que refazer porque eles têm pouco traquejo com essa área de gestão, mesmo se eles tem bons profissionais, inclusive profissionais com doutorado aqui no Brasil, mas eles não conhecem muito essa área de gestão de pesquisa. Então nós dávamos treinamento, deixávamos tarefas, mas normalmente nós tínhamos que completar as tarefas ».* Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

angolais, contrastant avec le principe d'horizontalité défendu par la CSS. Elle met en tous cas en lumière les différences dans la manière des différents chercheurs de faire face au suivi du projet.

Un autre extrait de l'entretien avec le même interviewé explique la suite des activités, une fois que les documents ont été écrits :

« A. P. : (...) une partie du travail de consultation a été exécuté par nous, au Brésil, ayant comme base les apports qu'ils faisaient. Tout a été développé comme ça. Puis, lorsque les plans stratégiques et les documents étaient prêts, on a fait premièrement une validation interne. On a tracé la stratégie et on a fait faire des réunions internes dans les deux instituts avec tout le personnel technique afin que les propositions qui ont été faites soient critiquées et approuvées en interne. Après cela, nous avons organisé une validation externe qui a été faite à Luanda, en présence d'environ 70 personnes invitées parmi les organismes internationaux et les organismes nationaux, des représentants des producteurs, avec une méthodologie propre, où les plans ont été présentés. Ils ont reçu une liste de documents et de points qu'il fallait voir. Ils ont fait une évaluation et ils ont formalisé cette évaluation. Sur la base de cette évaluation, nous avons fait les derniers ajustements et nous avons rendu le produit. Cela a été, disons, la routine de travail. Nous aurions dû commencer ensuite la mise en œuvre, qui prévoit le développement d'un système de gestion de la recherche, le développement d'un système de gestion des ressources humaines, une proposition visant à restructurer les bases physiques, mais... tout est arrêté. Ça a été arrêté par manque d'argent »[125]. Entretien réalisé par Skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

L'entretien avec la responsable du projet de la part de l'ABC nous offre plus d'informations, surtout parce qu'elle nous a parlé de la dernière réunion d'évaluation du projet qui a eu lieu une semaine avant notre entretien :

---

[125] *« A. P. : Por isso, a consultoria, parte dos trabalhos foram desenvolvidos por nós aqui no Brasil. Com base, nos aportes que eles faziam. E foram todos desenvolvidos assim. Depois, quando o Plano Estratégico e os documentos estavam prontos, nós fizemos primeiro uma validação interna. Traçamos a estratégia e fizemos com que eles fizessem reuniões internas nos dois institutos com todo o pessoal técnico para que as proposições que estavam sendo feitas fossem criticadas e aprovadas internamente. Depois disso, nós organizamos uma validação externa que foi feita em Luanda, e da qual participaram umas 70 pessoas convidadas e orgãos internacionais e orgãos nacionais, representantes de produtores, com uma metodologia própria, onde os planos foram apresentados para eles. Eles receberam uma lista de documentos de pontos que eles deveriam observar, e eles fizeram uma avaliação, e formalizaram esta avaliação. Com base nessa avaliação, nós fizemos os últimos ajustes e entregamos o produto. Essa foi, vamos dizer, a rotina de trabalho. Deveríamos ter começado em seguida a implementação, que previa o desenvolvimento de um sistema de gestão de pesquisa, desenvolvimento de um sistema de gestão de recursos humanos, uma proposição de reestruturação das bases físicas, mas... parou. Parou por falta de dinheiro ».* Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

« Franciele : Je voudrais commencer par poser des questions sur la réunion que vous avez eu en Angola qui a trait à une évaluation du projet...
F. G. : Cette dernière réunion a eu lieu pour valider le composant 4 du projet (...)... parce que, pour les validations, il a été réalisé une étude et des consultants ont été embauchés pour analyser le système de gestion et la circulation de l'information, plus axée sur la vulgarisation rurale. Donc, de nombreuses institutions d'Angola, y compris l'Institut de Recherche Agronomique, l'Institut de Recherche Vétérinaire, l'Institut du Développement Agronomique, enfin, plusieurs institutions et aussi les dirigeants des provinces qui étaient les équivalents des municipalités, qui étaient liés à cette intégration de la diversité pour mieux répondre, avec un niveau de technologie, dans ces domaines. Donc, cette étude a été réalisée par un consultant et un atelier a été fait avec les institutions pour la discussion de cette étude, cette analyse institutionnelle de l'Angola et un débat sur ce qui était le plan directeur dans le domaine de la vulgarisation rurale. En plus, il a été fait une « contre-gestion » du projet pour évaluer la performance qui a eu lieu l'année dernière et toutes les questions concernant la coordination du projet »[126]. Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

L'entretien de l'ingénieur agronome angolais, fonctionnaire de l'IIA, permet de comprendre l'avis institutionnel de l'IIA à propos des points positifs et négatifs qu'ils ont tirés de ce projet de coopération technique, bien que le projet ne soit pas encore terminé :

« M. : (...) Dans ce contexte, nous avons pensé à faire rapidement une évaluation des résultats de ce projet :
Points positifs :
- Le Projet a coïncidé avec le processus de diversification de l'économie promulgué par le gouvernement ;

[126] *« Franciele : Gostaria de começar perguntando sobre a reunião que a Sra. teve em Angola, que refere-se à uma avaliação do projeto.*
F. G. : Essa última reunião aconteceu para validação do resultado 4 do projeto (....)... porque assim, para validações foi feito um estudo e contratado os consultores para analisar o sistema de gestão, e o fluxo de informações, mais voltado para a extensão rural. Então várias instituições de Angola, aí envolve o Instituto de Investigação Agronômica, Instituto de Investigação Veterinária, o Intituto de Desenvolvimento Agronômico, enfim, várias institutições e também lideranças das províncias que seria equivalente aos municípios, que estariam relacionadas à essa integração da diversidade para melhor atender com um nível de tecnologia, essa áreas. Então, esse estudo foi feito, por parte de um consultor, e um workshop foi feito com as instituições para discutir sobre esse estudo, essa ánalise institucional de Angola, e um debate sobre o que seria o plano diretor na área de extensão rural. E além disso foi feito o contra-gestor do projeto praticamente para avaliar o desempenho que foi realizado no último ano, e todas as questões sobre a coordenação do projeto ». Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

- Les résultats peuvent servir comme des incitations pour encourager les décideurs à investir dans le développement agricole basé sur l'innovation technologique comme une priorité ;
- La totale participation du Groupe de Gestion de la Stratégie dans la préparation des produits du composant 1 du projet.
Points négatifs :
- Ce projet est une initiative isolée qui aurait dû être faite en même temps avec d'autres secteurs tels que les crédits agricoles ; l'infrastructure routière et ferroviaire ; ainsi que la logistique »[127]. Entretiens réalisés par mail le 8 mai et le 17 mai avec le fonctionnaire de l'IIA.

Ce fonctionnaire nous a aussi expliqué qu'il est parti au Brésil, avec trois autres collègues de l'IIA pour mieux connaître les institutions d'Embrapa.

Une dernière information à ce sujet pertinente dans le cadre de ce mémoire provient des paroles de F. G., responsable pour ce projet, qui a tenté de justifier les problèmes qu'a rencontré ce projet en affirmant que d'autres ont réussi à avoir plus de réussite :

« F. G. : Cette conception est très particulière, il existe d'autres projets réussis au sein de l'ABC justement parce qu'ils ne dépendaient pas du financement d'un pays africain. Je pense que la recherche est valide mais, par rapport à ce projet, non seulement pour la question économique de l'Angola, mais aussi du Brésil, une grande partie de ce qui avait été convenu dans la perspective de la coopération technique n'a pas été atteint à cause des difficultés économiques auxquelles l'Angola a dû faire face »[128]. Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

---

[127] *« M. : (…) Perante este quadro, pensamos cedo fazer uma avaliação dos resultados deste projecto.*
Pontos positivos :
- O projecto coincidiu com o processo de diversificação da economia promulgado pelo Governo angolano ;
- Os resultados poderão servir de advocacia para incentivar os decisores políticos a apostar no desenvolvimento agrícola com base na inovação tecnológica como eixo prioritário ;
- A total implicação do Grupo Gestor de Estratégia na elaboração dos produtos do componente 1 do projecto.
Pontos negativos :
- Este projecto é uma inicativa isolada que deveria arrancar junto com os demais sectores como os créditos agrícolas ; as infraestruturas rodoviárias, ferroviárias; assim como as de logísticas ».
Entretiens réalises par mail le 8 mai et le 17 mai avec le fonctionnaire de l'IIA.

[128] *« F. G. : Este projeto é bem peculiar, existe outros projetos exitosos na ABC pelo fato de não depender do financiamento de um país africano. Acho válido a pesquisa, mas em relação a esse projeto não somente pela questão econômica de Angola mas também do Brasil, muito do que tinha sido acordado na perspectiva de cooperação técnica não foi cumprido pelas adversidades econômicas que tem enfrentado Angola ».* Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

Ce dernier extrait d'entretien démontre bien l'inquiétude de la fonctionnaire de l'ABC par rapport à la diffusion des informations concernant le projet étant entendu qu'il a connu plusieurs obstacles dans sa mise en œuvre. Le constat d'un problème financier entoure la réponse de l'interviewée bien qu'elle mentionne aussi une difficulté brésilienne qu'elle n'a pas approfondie dans sa prise de parole. Ainsi, des constats peuvent être faits– même si la fonctionnaire a admis la particularité du projet. Tout d'abord, nous ne pouvons pas affirmer que la CSS réponde à une stratégie unique dont le Brésil serait le leader. Comme l'affirment J. J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran, « *il existe une pluralité d'acteurs (...), dont les stratégies divergent, voire entrent en concurrence, et s'amalgament pour donner l'illusion d'« une » (...) stratégie brésilienne* »[129]. Dans cette partie nous avons eu l'intention de définir les acteurs qui sont sur le terrain, de décoder les négociations entre plusieurs institutions et de décrire le développement d'un projet précis comme étant le produit d'une articulation complexe d'acteurs qui disposent chacun de manières différentes et, selon les contextes internes comme externes, d'une marge de manœuvre par rapport au projet, comme l'affirment J. J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran[130]. En mettant les principes de la CSS en parallèle avec les acteurs et les actions sur le terrain, le but n'était pas d'affirmer qu'il existe une contradiction entre les deux perspectives mais plutôt que le discours diplomatique agit aussi comme une stratégie du Brésil pour se positionner dans le cadre international et se consolider *via* les projets de coopération Sud-Sud comme une puissance internationale représentant les pays du « Sud ». Par contre, en raison de certains aspects, cette « *« volonté » politique dont les effets sont annoncés, ne se traduit pas en actions effectives de même ordre sur le terrain de la coopération technique »*[131]. Il est impossible de nier, toutefois, l'augmentation des projets concernant la coopération technique Sud-Sud à partir du gouvernement Lula da Silva, un cycle qui connaît déjà des obstacles avec la présidente Dilma Roussef comme nous le verrons dans la partie suivante.

Ce que nous en tirons de cette partie de pésentation du projet est que ce projet a connu plusieurs problèmes pour se concrétiser. Il a été nécessaire de rearticuler l'architecture institutionnel prévu pour rendre compte des actions envisagés, résultat d'un problème juridique de

[129] Gabas (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil, *op. cit., p. 65*.
[130] *Idem.*
[131] A cet égard, les auteurs J.-J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran affirment que : « Il y a en effet, souvent, une volonté politique d'occuper le terrain, qui se traduit par de nombreux effets d'annonce sur des projets d'aide n'ayant en réalité pas encore été mis en œuvre. On peut citer à cet égard le rapport de l'Agence brésilienne de coopération (ABC), dont la majorité des projets qualifiés d'« en cours », sont en réalité des projets ayant fait l'objet d'une visite effectuée par une délégation, ou d'une étude de terrain, sans avoir encore été mis en place ». Cf. Gabas (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.), *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit., p. 8.

la coopération technique brésilienne. Mais d'autres difficultés sont aussi perceptibles comme le manque de ressources financiers du gouvernement angolais qui se trouve dans une crise économique et ne peut plus assurer l'argent qui a été établi. De son côté, le Brésil ne peut pas non plus assurer l'argent qui manque pour donner continuité au projet, et pour cela le projet ne va pas accomplir les cinq composants définis.

III : Le champ institutionnel de la coopération brésilienne, entre enjeux politiques et vision stratégique

Si la vision macrosociologique est intéressante pour avoir une vue plus globale, cela risque toutefois de laisser penser que toutes les actions sont réalisées de façon très rationnelle et de manière homogène. Dans cette partie de notre travail, le but est de donner plus de place aux perceptions des acteurs. Des axes différents seront explorés : la perception des problèmes de la coopération technique ; la décodification des réseaux entre l'ABC et l'Embrapa étant entendu qu'il y existe des stratégies différentes ; et, pour finaliser, ce que nous appelons les « non-dits » de la part des acteurs, par exemple concernant les problèmes de corruption, la destitution de l'ex-présidente Dilma Roussef ou même le sens de la coopération pour le développement.

A) Perspectives des acteurs institutionnels sur les obstacles de la CSS

En ce qui concerne les entretiens, tous les interviewés ont mentionné les actuelles difficultés que la coopération technique et que la coopération Sud-Sud rencontrent. Ce sont à la fois des problèmes structurels qui proviennent du cadre juridique de la coopération brésilienne qui n'a pas su s'adapter aux transformations de ses modalités d'action ; des problèmes financiers en lien avec la crise économique ; mais aussi des questions concernant les orientations de la PEB avec des axes manquant parfois de clarté depuis le début du mandat de Dilma Roussef contrairement à son prédécesseur, Lula da Silva. Ces points et encore d'autres aspects qui touchent les actions de la coopération brésilienne seront discutés au travers des entretiens. Un point important donne tout son sens à l'utilisation des entretiens dans le cadre de l'élaboration de ce mémoire : la bibliographie la plus récente sur la coopération Sud-Sud rend compte du sujet abordé dans ce mémoire jusqu'au mandat présidentiel de Lula da Silva et la rare bibliographie qui fait référence à la PEB pendant les mandats de Dilma Roussef propose soit une vision de continuité entre les deux présidents cités, soit ne propose pas une explication des problèmes de la coopération Sud-Sud très approfondie. Au début de cette recherche, l'hypothèse retenue se focalisait sur l'idée d'une coopération Sud-Sud ample du Brésil vers l'Afrique et en particulier vers l'Angola, étant donné que c'est un pays qui participe à la CPLP et où les plus grandes entreprises publiques brésiliennes sont installées. Cela n'est pourtant pas le cas, comme nous l'avons déjà mentionné. La transformation de notre hypothèse de travail a débuté dès le premier entretien avec la découverte de la fermeture du bureau

d'Embrapa à Accra, au Ghana. Pour évoquer cette nouvelle perspective, nous allons nous servir des éléments concernant le projet en Angola, mais aussi d'autres projets qui ont été mentionnés par les interviewés.

Concernant le projet des Instituts angolais, dès l'origine, il était spécifié que le Brésil n'allait pas apporter de ressources financières, mais plutôt des ressources non-financières qui se traduisent par des heures de travail technique, des billets d'avion, etc. Nonobstant, dans une grande part des projets engagés par le Brésil, la question de l'argent demeure une problématique à géométrie variable. Il n'est pas anodin, par exemple, que dans des projets triangulaires avec des pays du « Nord », le Brésil ne verse pas l'argent prévu au début du projet et que le pays du « Nord » se charge de verser les ressources financières manquantes.

Quand il s'agit d'un projet bilatéral de coopération Sud-Sud, cette restructuration du budget est plus problématique, surtout vu le contexte actuel de crise dans lequel le Brésil est engagé. C'est le cas du projet de riziculture au Sénégal entre 2010 et 2013 qui n'a pas vu sa première phase conclue à cause du manque de ressources financières, comme l'explique le fonctionnaire de l'Embrapa responsable pour ce projet :

« B. M : Revenant au projet : l'un des axes a été l'introduction de cultivars, nous avons eu de très bons résultats. L'autre, le Brésil réalisait un achat de machines aux Sénégalais pour la station expérimentale. Il est arrivé que cette partie de la mécanisation, comme le Brésil n'a pas acheté les machines et n'a pas fait de don, n'a pas acheté et bien sûr n'a pas fait le don, elle n'a pas eu lieu. (...) Nous avons commencé... malheureusement à cause de ce manque de ressources, c'est resté en stand-by, sans progrès. (...). Ainsi, en 2013, l'argent a presque disparu. Alors, une fois qu'il n'y avait plus d'argent, le Brésil a rassemblé les chercheurs, les personnes qui se trouvaient à l'extérieur et a arrêté des projets inachevés, comme ce fut le cas du projet au Sénégal. L'avenir de l'action du Brésil dans des projets internationaux sera très limité. Ce qui se passera essentiellement, en particulier dans l'entreprise où je travaille, l'Embrapa, est que le Brésil va continuer à travailler mais avec des ressources, d'autres ressources provenant d'autres pays, d'autres fondations comme cette Fondation Bill et Melinda Gates, par le biais d'autres plates-formes comme le Marketplace (...) parce que les ressources ont été considérablement réduites au travers de... qui ont été mis à disposition par le ministère des Relations Extérieures par le biais de l'Agence brésilienne de coopération »[132]. Entretien réalisé avec le fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé dans le projet de riziculture au Sénégal. Entretien fait par skype le 18 février.

[132] *« B. M. : Voltando para o projeto : um dos eixos era a introdução de cultivares, que a gente teve muito bom resultado. O outro, o Brasil ia fazer uma aquisição de máquinas para os senegaleses para a estação experimental.*

Le manque de ressources financières a été décrit unanimement par l'ensemble des 12 interviewés brésiliens comme un des problèmes majeurs de la coopération technique brésilienne aujourd'hui. Mais d'autres difficultés sont liées à la question financière, difficultés qui, cette fois, ne sont pas reconnues à l'unanimité par tous les fonctionnaires dont les entretiens sont présentés dans ce mémoire. Il est intéressant de remarquer que la position institutionnelle de chaque fonctionnaire agit de manière à le rapprocher de certaines difficultés plus directement connectées à son propre terrain d'activité, de sorte que certains enjeux n'ont même pas été présents dans son « horizon de perspective » durant les entretiens. Par exemple, les fonctionnaires d'Embrapa plutôt « techniques » qui ont fait référence au manque de financement de la coopération technique n'ont pas donné d'explications en lien avec les transformations de la PEB avec Dilma Roussef. De l'autre côté, des fonctionnaires de l'Embrapa placés à des postes où des négociations politiques interviennent dans leur routine de travail nous ont proposé des explications politiques plus précises en lien avec le mandat de l'actuelle présidente et les modifications dans le budget alloué à l'ABC. L'extrait avec un fonctionnaire de l'Embrapa nous offre un exemple de cette remarque :

« C. C. : Mais elle [la coopération] *va gagner en « coeur », en effet, avec le gouvernement Lula. Et y compris en passant par cette transformation, par cette inflexion des focus des projets, passant de projets de coopération technique aux projets d'infrastructure. Aujourd'hui, nous vivons, en fait, la baisse de ce cycle, en retournant aux projets plus petits, projets de coopération technique plus petits, plus spécifiques, depuis le second mandat... fin du premier mandat de Dilma. Nous avons un, je dirais, un nouveau tournant dans notre direction en revenant à un profil de petits projets (...).*

Franciele : Mais cela en raison de l'absence de ressources financières ou pour un autre motif ?

C. C. : Je dirais deux phénomènes : l'un, bien sûr, est le manque de ressources financières, il est évident. Mais je dirais aussi que c'est un processus de conception de la PEB. La coopération technique fait partie inséparable de la politique étrangère et comme toutes les politiques publiques, elle est conçue pour atteindre certains objectifs. Dans le gouvernement Lula vous aviez

---

Aconteceu que essa parte de mecanização, como o Brasil não adquiriu as máquinas e nem doou, não adquiriu e logicamente não doou, não aconteceu. (...) A gente começou o trabalho e ficou... infelizmente por esta falta de recursos ele ficou em stand by, sem evolução. (...). E daí, em 2013 praticamente acabou a verba. Então quando acabou a verba o Brasil recolheu os pesquisadores, o pessoal que estava no exterior, e parou com projetos inacabados, como foi o caso do projeto do Senegal. Daqui para frente a ação do Brasil nesses projetos internacionais vai ser muito limitada. O que vai acontecer basicamente, principalmente na empresa que eu trabalho, a Embrapa, é que o Brasil continue atuando mas com recursos, outros recursos de outros países, de outras fundações como esta fundação Melinda e Bill Gates, através de outras plataformas tipo MarketPlace (...) porque os recursos foram reduzidos drasticamente através... que era disponibilizados pelo ministério de Relações Exteriores via Agência Brasileira de Cooperação ». Entretien réalisé avec le fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé dans le projet de riziculture au Sénégal. Entretien fait par skype le 18 février.

des buts et des objectifs – qui n'étaient pas très bien conçu de façon pratique - mais il y en avait : renforcer la position du Brésil en Afrique, donner plus de visibilité au pays, élire José Graziano comme directeur général de la FAO, élire Roberto Azevedo comme directeur général de l'OMC, accroître le prestige international du pays... alors vous aviez des objectifs politiques à atteindre. Donc, une partie du processus d'inflexion de la coopération technique intègre l'inflexion de la PEB. Avec Dilma vous avez une nouvelle conception de la politique étrangère. (...) je ne sais pas si elle va dans une autre direction, mais avec un accent différent »[133]. Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

Toujours de la part de ce même fonctionnaire, une autre observation sur le manque d'expérience du Brésil lié au manque d'objectifs du gouvernement de Dilma Roussef apparaît, celui-ci précisant que dans le cadre de projets de coopération multilatéraux, impliquant différents pays et/ou organismes internationaux, le manque d'expérience du Brésil se révèle avec d'avantage d'acuité.

« C. C. : Quand on est dans une architecture trilatérale on s'aperçoit que le Brésil a besoin encore d'apprendre beaucoup et je dirais, pour commencer, avec la propre définition de ce que nous voulons avec la coopération. Parce que la coopération est une activité politique et dans la politique il n'y a pas de vide. Quelqu'un va toujours occuper l'espace. On ne peut pas avoir un projet tout petit ici, après un grand projet, et puis plus rien pendant des années. Vous devez être cohérent. Donc, aucun pays du monde – ni les pays du Nord qui sont coopérants traditionnels si vous pensez à l'OCDE, le CAD de l'OCDE – va travailler comme le Brésil : avec les demandes reçues de n'importe quel pays... il manque une stratégie. Donc, vous avez quelque chose de très lâche. Qu'est-ce que le Brésil veut ? Là, dans le gouvernement Lula on avait des objectifs macro,

[133] *« C. C. : Mas ele vai ganhar coro, por de fato, no governo Lula. E inclusive passando por esta transformação, por essa inflexão de foco em projetos, em projetos em cooperação técnica para projetos estruturantes. Hoje a gente vive, na verdade, a baixa desse ciclo, voltando para projetos menores, projetos de cooperação técnica menores, mais pontuais, desde o segundo mandato... final do primeiro mandato da Dilma né, a gente tem uma, eu diria uma nova inflexão da direção de voltar a um perfil de projetos menores (...).*
Franciele : Mas isso em decorrência da falta de recursos financeiros, ou por um outro motivo ?
C. C. : Eu diria que são 2 fenômenos : um deles, claro, é a falta de recursos financeiros, isso é evidente. Mas eu diria também que é um processo de concepção da PEB. Cooperação técnica é uma parte indissociável da Política Externa, e como toda política pública ela é desenhada para atingir algumas metas, alguns objetivos. No governo Lula você tinha algumas metas e alguns objetivos – poderiam não estar muito bem delineados de forma prática – mas você tinha : fortalecer a posição brasileira na África, dar maior visibilidade ao país, eleger por exemplo o José Graziano diretor geral da FAO, eleger o Roberto Azevedo a diretor geral da OMC, aumentar o prestígio internacional do país... então você tinha objetivos políticos a serem alcançados. Então, parte do processo de inflexão da cooperação técnica vem no bojo da inflexão da própria PEB brasileira, da Política Externa Brasileira. Com a Dilma você tem uma nova concepção de Política Externa. (...) não sei se numa outra direção, mas com uma ênfase diferente ». Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

plus macro, pour augmenter la visibilité du Brésil, l'élection de Graziano et Azevedo, mais qu'est-ce que vous voulez avec cela ? Vous avez obtenu la présidence, mais que voulez-vous ? (...) Et aujourd'hui, même les objectifs plus macro sont perdus. Il est difficile de dire aujourd'hui ce que le Brésil veut avec sa coopération. Voilà pourquoi le Brésil n'a pas des pays prioritaires... il dit qu'il en a formellement ... tous les pays pauvres. (...) Vous prenez par exemple la Suède, la coopération de la Suède est réalisée via l'agence multilatérale pour renforcer le système international. Le Brésil n'a pas de but avec la coopération, on finit par agir, avoir des résultats et appeler ce que nous obtenons un objectif »[134]. Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

Les auteurs J. J. Gabas, F. Goulet, C. Arnaud et J. Duran, dans le cadre de l'étude publiée en 2013 et déjà mentionnée dans ce mémoire, ont mené des entretiens où les constats sont semblables à ce que nous avons entendu lors des enquêtes, c'est à dire les problèmes financiers et le cadre juridique défaillant de l'ABC pour les projets de coopération technique à l'extérieur. La citation de l'extrait d'un entretien avec le ministre conseiller de l'ambassade du Brésil au Mozambique effectué par les auteurs donne un exemple de ce que nous affirmons : *« C'est clair, nous avons des limitations financières et légales. Par exemple, pour la création d'un bureau de représentation d'une agence nationale, il faut l'approbation d'un projet de loi spécifique au Sénat fédéral ; c'est un processus compliqué, bureaucratique et long »*[135]. Ces limitations légales auquel il se réfère proviennent du cadre juridique de l'ABC, spécifiquement concernant l'impossibilité de l'ABC d'ouvrir des bureaux à l'étranger, alors que ce n'est pas le cas de l'Agence Française de Développement, par exemple, qui possède plusieurs bureaux dans le monde. Un extrait du même fonctionnaire de l'Embrapa dénote ce cadre juridique contraignant de l'ABC de manière assez directe :

---

[134] *« C. C. : Quando a gente está num arquitetura trilateral a gente vê que o Brasil ainda tem muito que trilhar, e eu diria para começar com a definição do que nós queremos com cooperação. Porque cooperação é uma atividade política, e na política não há vácuo. Alguém sempre ocupa o espaço. A gente não pode ter um projetinho aqui pequeno, depois um projeto grande, e depois nada durantes anos. Você precisa ser consistente. Então nenhum país do mundo – nem os países do Norte, cooperantes tradicionais se você pensa na OCDE, DAC da OCDE – vai atuar da forma como o Brasil atua : com demandas recebidas de qualquer país, e vai atendendo e vai... você não tem estratégia. Então você tem algo muito solto. O que o Brasil quer com isso ? Lá no governo Lula tinha alguns objetivos macro, mais macro, de aumentar a visibilidade brasileira, a eleição do Graziano Azevedo, mas o que você quer com isso ? Você ocupou a cadeira, mas o que você quer ? (...) E hoje se perdeu até esses objetivos mais macros. É difícil dizer hoje o que o Brasil quer com a sua cooperação. É por isso que o Brasil não tem países prioritários... diz que tem formalmente... qualquer país pobre. (...) Você pega por exemplo a Suécia, a cooperação da Suécia é toda via agências multilaterais para fortalecer o sistema internacional. O Brasil não tem um objetivo com cooperação, a gente acaba atuando, e tendo resultado, e chamando aquilo que você conseguiu como objetivo ».* Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

[135] Gabas (J.-J), Goulet (F.), Arnaud (C.), Duran (J.*), Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, op. cit.*, p. 85.*

« C. C. : En descendant au niveau plus opérationnel, je dirais que le fait d'avoir un organisme qui n'a pas la capacité d'agir à l'étranger est un non-sens. Comment peut-on être un protagoniste de la coopération technique Sud-Sud si nous ne disposons pas des outils pour cela. Alors que l'ABC n'est pas un organisme indépendant... et cela est encore une autre question : le timing de la chancellerie a une raison d'être. La question des priorités, la question du processus, a une raison d'être, une existence dans le monde. Mais ce n'est pas le timing de la coopération aujourd'hui. Aujourd'hui, il n'existe aucun grand pays, pays développé, dont la coopération se positionne dans la chancellerie ! (...) En plus d'être collée à la chancellerie [référence à l'ABC], *elle ne possède pas les outils pour agir. Il y a un manque de capacité à opérer à l'étranger, tandis que les agences d'autres gouvernements nationaux ont des bureaux dans les autres pays pour le soutien logistique de leurs projets. L'ABC n'a aucun bureau, aucune représentation »*[136]. Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

Si le fonctionnaire de l'Embrapa évoque la perspective d'une limitation des possibilités d'action de l'ABC à propos de la coopération Sud-Sud, tous les interviewés ne sont pas toujours aussi critiques vis-à-vis du travail de l'ABC, surtout les fonctionnaires de cette propre institution. C'est le cas d'une analyste de projets de coopération multilatérale – qui n'est pas fonctionnaire mais qui possède un contrat avec le PNUD et qui nous a expliqué que l'ABC peut profiter des structures physiques des institutions internationales, qui sont déjà consolidées, pour optimiser son travail à l'extérieur des frontières nationales :

« Franciele : Je voudrais que vous me parliez plus de ce problème logistique, cette insuffisance de l'ABC... [L'interviewée coupe ma parole]
L. L. : Je ne dirais pas une insuffisance parce que nous sommes une institution du gouvernement brésilien. Nous sommes au Brésil, physiquement, mais nous sommes en train de mettre en œuvre des projets de coopération technique dans d'autres pays. (...) Ce n'est pas un problème de logistique, la question de l'organisme international, par exemple, l'initiative avec le PMA. Nous

[136] *« C. C. : Descendo num nível mais operacional, eu diria que o próprio fato de ter uma agência que não tem a capacidade de atuar no exterior é uma excrecência. Como nós podemos ser um protagonista da cooperação técnica, sul-sul, se nós não temos instrumentos para isso. Enquanto a ABC não for uma agência independente, e essa é uma outra questão : o timing da chancelaria tem uma razão de ser. A questão da precedência, a questão do processo, ele tem uma razão de ser, uma existência no mundo. Mas esse não é o timing da cooperação hoje. Hoje não tem nenhum grande país, um país desenvolvido, cuja cooperação esteja dentro da chancelaria ! (...) Além dela estar engessada na chancelaria, ela não tem os instrumentos necessários para atuar. Há uma falta de capacidade de atuar no exterior, então as agência dos governos nacionais têm representações nos países, tem capacidade de apoiar logisticamente os projetos. A ABC não tem representação em lugar nenhum ».* Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février.

avions une mission au Mozambique, et il y a un bureau du PMA. Le projet que nous faisions était dans l'éducation, donc nous avons travaillé avec le ministère de l'Éducation, tant l'ABC que les fonctionnaires du PMA de là-bas. Mais c'est le PMA qui est installé au Mozambique. Donc, il est évident qu'ils ont une plus grande capacité à suivre ce projet, car ils sont là-bas. Ce sont des interlocuteurs privilégiés pour nous, parce que s'il arrive quelque chose, disons que nous avons un projet pilote dans une école, puis ils constatent qu'une livraison de nourriture prévue dans une journée n'a pas eu lieu, je ne vais savoir ça au Brésil que deux ou trois semaines plus tard, ou même pas du tout. Ils seront probablement informés avant nous puisqu'ils sont là-bas. En plus, nous, le gouvernement brésilien, nous ne pouvons pas ... nous avons une structure physique ici »[137]. Entretien réalisé par téléphone le 4 mars 2016 avec une fonctionnaire de la coordination coopération reçue multilatérale de l'ABC.

Si cette discussion sur les problèmes que le cadre de l'ABC pose est emblématique de par sa capacité à susciter des points de vue parfois contradictoires, l'ex directeur de cette agence, Fernando Abreu, a écrit un article expliquant les principaux obstacles auquel l'ABC doit faire face pour améliorer son action. Selon lui, pour augmenter la capacité opérationnelle de l'ABC il serait nécessaire de créer un cadre de fonctionnaires permanents, de préférence une quatrième carrière du Service brésilien des Relations Extérieures. Travailler avec la coopération internationale exige des connaissances spécifiques et de l'expérience accumulée, ce qui n'est pas le cas avec la formation des Officiers de carrière et les Adjoints de la Chancellerie qui, selon F. Abreu, n'ont pas de connaissances et de formation précise pour le travail exigé au sein de l'ABC. Il s'ajoute à cela que les constants déplacements et missions à l'étranger des fonctionnaires ont entraîné une perte massive de personnel et ont entravé la formation d'une mémoire institutionnelle, selon encore l'auteur[138]. La solution temporaire a été d'embaucher des analystes de projets avec le PNUD en

[137] *« Franciele : Gostaria que você me explicasse mais esse problema logístico, essa insuficiência da ABC...* [l'interviewé coupe ma parole]
L. L. : Não é uma insuficiência, porque assim, nós somos uma institutição do governo brasileiro. Nós estamos no Brasil, fisicamente, só que nós estamos implementado projetos de cooperação técnica em outros países. (...) Não é uma insuficiência logística nossa, a questão do organismo internacional, por exemplo, a iniciativa com o PMA. Nós tivemos uma missão em Moçambique, e lá tem escritório do PMA. O projeto que a gente estava fazendo era na área de educação, então a gente trabalhava com o ministério da Educação. Tanto nós da ABC como o pessoal do PMA de lá. Mas quem está no Moçambique é o PMA. Então, é óbvio que eles têm uma maior facilidade para fazer um monitoramento e um acompanhamento desse projeto, pois eles estão lá. Eles são interlocutores privilegiados para a gente, porque se acontece, digamos que a gente tem o projeto piloto numa escola, e aí eles verificam que tinha sido previsto a entrega de alimentos naquela escola, e que naquele dia não foi. Eu no Brasil ficarei sabendo 2 ou 3 semanas depois, e olhe lá. Eles não, eles provavelmente serão informados antes da gente, pelo fato deles estarem lá. Até porque, nós do governo brasileiro, a gente não pode... a gente tem uma estrutura física aqui ». Entretien réalisé par téléphone le 4 mars 2016 avec une fonctionnaire de la coordination de coopération reçue multilatérale de l'ABC.
[138] Abreu (F.), « A evolução da Cooperação Técnica Internacional no Brasil », *Mural Internacional*, op. cit., p. 15.

2009, mais uniquement dans le cadre des projets dont la durée est pré-établie, ce qui est toujours une contrainte à cause de cette perspective de contrats limités dans le temps[139].

Un point important cité par F. de Abreu encore dans l'article cité ci-dessous réfère sur le cadre réglementaire, le « *marco regulatório* » en portugais, puisque selon lui, l'ABC ne dispose toujours pas d'un cadre approprié de réglementation, particulièrement en ce qui concerne la législation qui soutient la coopération Sud-Sud du Brésil. L'ex-directeur affirme que cela oblige l'agence brésilienne à opérer au travers des organisations internationales, en particulier le PNUD, qui concède certains avantages au Brésil, mais offre aussi plusieurs inconvénients évidents tels que la bureaucratie excessive, les changements fréquents de paramètres et les retards injustifiés dans l'exécution des projets[140]. Il ajoute aux inconvénients le coût des frais de gestion, allant de 5 à 13 pour cent, payé par le gouvernement brésilien à ces organismes internationaux. Ainsi, en termes juridiques, en l'absence d'une législation complète et consolidée, en particulier en vue de la coopération avec les pays en développement, des activités telles que l'achat de matériel et d'équipement, l'embauche de personnel à l'étranger et le transfert de fonds pour la mise en œuvre des projets sont aujourd'hui exécutés en partenariat avec le PNUD et d'autres organisations internationales. La fixation d'un cadre réglementaire pour la coopération reçue et donnée assurerait une plus grande efficacité et plus de flexibilité pour la politique de coopération internationale brésilienne[141]. Alors, F. de Abreu suggère que les insuffisances concernent les cadres issus d'une carrière diplomatique, le manque d'autonomie financière et gestionnaire qui correspondent encore à son fonctionnement et à son statut de pays bénéficiaire d'aide, alors qu'aujourd'hui il est devenu un « donateur »[142].

A propos du cadre réglementaire, « *marco regulatório* », un entretien avec un fonctionnaire de l'ABC nous a offert plus de détails et les enjeux induits pour la coopération Sud-Sud brésilienne :

« Franciele : Qu'est-ce qui est effectivement attendu avec la création du cadre réglementaire ? Quels sont les problèmes qu'il va réglementer et quels sont les objectifs ?
L. C : Quand nous parlons de la coopération internationale, au Brésil, elle a une structure où chaque opération a son point focal parce que la coopération internationale a plusieurs expressions : la coopération technique, humanitaire, scientifique, éducative, technologique,

[139] *Idem.*
[140] *Ibid.*, p. 16.
[141] *Idem*.
[142] Cabral (L.), « Cooperação Brasil-África para o desenvolvimento: Caracterização, tendências e desafios », op. cit., pp. 32-33.

financière et d'autres... culturelles. Puis [silence] *dans chaque mode de réalisation de cette coopération, ces expressions ont commencé il y a longtemps avec des règlements portant sur les actions internationales au Brésil, et peu à peu, à différents niveaux d'avancement, elles ont commencé à traiter la coopération du pays à l'extérieur. (...) Quand nous parlons de la coopération Sud-Sud, la coopération horizontale, ce sont des synonymes, il s'agit d'un ensemble d'initiatives qui existent déjà depuis trois décennies, mais qui n'ont jamais compté avec un cadre réglementaire approprié, complet. Je dirais donc que le diagnostic – qui est nécessaire – de ce cadre juridique de la coopération du Brésil, constitue un diagnostic de plus de 10 ans, je dirais de 20 ans. (...). Donc, il n'y a jamais eu de conditions pour le réaliser, dans le cas plus récent, il y a un consensus sur la nécessité de faire cette étape réglementaire parce que dans le cas particulier de la coopération technique, la coopération menée par le Brésil était déjà affectée sur certains aspects (...) Y compris non seulement pour la régler mais aussi pour l'instrumentaliser, pour donner les outils pour que le gouvernement fédéral brésilien dispose d'un rôle plus efficace dans la coopération technique Sud-Sud, mais aussi pour rendre possible d'explorer les synergies entre les modes, ce qui aujourd'hui arrive très peu. (...) Donc, nous sommes en train de discuter du document principal de ce paquet qui serait un projet de loi pour réglementer la coopération internationale Sud-Sud du Brésil à l'étranger, mais aussi de l'étranger au Brésil (...) la coopération reçue. La plupart, je dirais que 80% du projet traite de la coopération du Brésil à l'étranger, mais dans le cadre des actions spécifiques du ministère des Relations Extérieures. Autrement dit, ce projet de loi ne rend pas compte de comment le ministère de l'Éducation réglemente les bourses d'études pour la Capes, ni comment le ministère des Finances traite les contributions aux organisations internationales, ce qui serait de la coopération financière. Il ne couvrira pas les autres ministères, mais va répondre aux modalités de coopération qui sont sous la responsabilité directe du ministère des Relations Extérieures. En termes de contenu, ce projet de loi a une première partie qui définit les objectifs, les lignes directrices, des propositions, une politique de coopération internationale brésilienne. Ensuite, il crée des instruments, avec le niveau ministériel consultatif, crée l'idée d'un forum de consultations, (...) crée quelques instruments de gestion d'une politique de coopération. Et puis le projet de loi en vient à une partie plus normative de création, d'autorisation du gouvernement fédéral du Brésil (...) qui autorise le gouvernement fédéral à prendre une série de mesures qu'aujourd'hui il ne peut pas prendre. Par exemple, vous faites un projet dans l'agriculture, vous ne pouvez pas acheter des outils agricoles ; ou un projet administratif, vous ne pouvez pas faire un don d'un système d'information à d'autres pays. Je veux dire, aujourd'hui, la loi ne vous permet pas de faire un don de choses à l'extérieur, la loi brésilienne aujourd'hui ne permet pas, par exemple, que les fonctionnaires - qui sont la grande*

majorité des coopérants brésiliens - puissent rester de longues périodes à l'étranger. (...) Ce que nous faisons aujourd'hui est très limité (...) c'est une forme d'action quelque peu fragmentée en termes de diversité des mécanismes qui ont été utilisés et un cadre juridique ample et complet en termes d'instruments de coopération Sud-Sud permettrait une plus grande efficacité systémique dans la fourniture de la coopération du Brésil vers d'autres pays »[143]. Entretien réalisé par téléphone le 29 avril 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC.

Ces perceptions des acteurs concernant les problèmes que la coopération technique brésilienne rencontre actuellement nous ont servi de base pour quelques réflexions. D'abord, il est marquant que les acteurs évoquent des problèmes plus au moins semblables en fonction de la place qu'ils occupent au sein de l'organisation et indépendamment de l'institution, sauf exception pour les ressources financières qui est un aspect remarqué pour tous. Les fonctionnaires de l'Embrapa

---

[143] *« Franciele : O que se espera efetivamente com a criação do marco regulatório ? Quais são os problemas que este marco vai regular, e quais são os objetivos ?*
L. C. : Quando nós falamos de cooperação internacional, como no Brasil é uma estrutura onde cada modalidade tem seu ponto focal, pois cooperação internacional tem várias vertentes – digamos assim – tem a cooperação técnica, humanitária, científica, educacional, tecnológica, financeira e outros mais... cultural. Então [silêncio] *em cada modalidade dessas cooperações, elas começaram no passado com regulamentações que tratavam das ações internacionais para o Brasil, e progressivamente, em níveis diferentes de avanço, começaram a tratar de cooperação para fora do país. Isso um cenário entra na tutela do ministério de Relações Exteriores, o MRE tem responsabilidade direta de coordenação sob algumas modalidades, e atua – digamos assim - subsidiariamente com outros ministérios em relação à outras modalidades. Quando nós falamos de cooperação Sul-Sul, a cooperação horizontal, são sinônimos, são conjunto de iniciativas que já existem ha três décadas, mas que nunca contaram com um marco jurídico adequado, abrangente. Então, eu diria que o diagnóstico – que era necessário – do marco jurídico para a cooperação do Brasil para fora, é um diagnóstico de mais de 10 anos, eu diria de 20 anos. De certa forma, já veio que quase junto com a criação da ABC. Só que nunca houve condições para se viabilizar, e no caso mais recentemente, começou-se a haver um consenso sobre a necessidade de se fazer esse marco regulatório porque no caso particular da cooperação técnica, a cooperação realizada pelo Brasil estava já sendo represada em algumas coisas (...) Inclusive, não só para regular, mais uma legislação que instrumentalize, que dê os instrumentos para o governo federal brasileiro atuar melhor na cooperação técnica Sul-Sul, mas também que dê possibilidade de você explorar sinergias entre modalidades, que hoje acontece muito pouco. (...) Então, esta sendo dicutido internamente o documento principal desse pacote que seria um projeto de lei para regulamentar a cooperação internacional Sul-Sul do Brasil para o exterior mas também do exterior para o Brasil – tem uma parte que trata especificamente dessa parte, dessa outra modalidade (...) da cooperação recebida. A maior parte, eu diria 80% do projeto de lei é a cooperação do Brasil para o exterior, mas no âmbito das ações específicas do Itamaraty. Ou seja, esse projeto de lei não vai tratar como o ministério da Educação regula bolsa de estudos para a Capes, ou não vai tratar como o ministério da Fazenda trata as contribuições aos organismos internacionais, que seria a cooperação financeira. Não vai abranger outros ministérios, vai tratar particularemente de modalidades de cooperação que estão sob responsabilidade direta do Itamaraty. Em termos de conteúdo, esse projeto de lei tem uma parte inicial que define os objetivos de diretrizes, propostas, uma política de cooperação internacional brasileira. Depois ele cria alguns instrumentos (...), cria a ideia de um fórum de consultas, consultividade, cria algumas instrumentos de gestão de uma política de cooperação. E depois o projeto de lei, entra numa parte mais normativa de criação, de autorização do governo federal do Brasil (...) que autoriza o governo federal a fazer uma série de medidas que hoje não podem ser feitas. Por exemplo, você faz um projeto em agricultura, você não pode comprar implementos agrícolas ; ou um projeto de administração pública você não pode doar um sistema de informação para outros países. Quer dizer, hoje a legislação não permite que você doe coisas para o exterior, a legislação brasileira hoje não permite, por exemplo, que os servidores públicos, que são a grande maioria dos cooperantes brasileiros, possam ficar longos períodos no exterior. (...) O que fazemos hoje é de uma maneira limitada, (...) é uma forma de atuar um tanto fragmentada em termos de diversidade de mecanismos que tem sido usado e que um marco jurídico amplo e completo em termos de instrumentos de cooperação Sul-Sul permitiria uma maior eficiência sistêmica na prestação de cooperação do Brasil para outros países ».* Entretien réalisé par téléphone le 29 avril 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC.

qui sont amenés à participer à des réunions politiques ou à faire des missions de prospection dans les pays africains, ainsi que les fonctionnaires du bureau au Ghana ont établi des observations sur les points plutôt opérationnels, au niveau de la gestion, que le Brésil doit surmonter, mentionnant surtout l'ABC comme *focus* de ces observations. Les fonctionnaires de l'ABC, à leur tour, ont fait les mêmes remarques mais de manière plus subtile, en montrant que malgré tous les défis que l'ABC connaît, ils essayent d'optimiser les actions en « jouant avec les cartes » dont ils disposent.

B) Des logiques concurrentielles entre les acteurs institutionnels vis-à-vis de la coopération internationale

Une des premières hypothèses posées en début de cette recherche était liée à la constatation que la coopération Sud-Sud brésilienne était en pleine expansion sur le continent africain, spécifiquement avec les pays de langue portugaise, comme c'est le cas de l'Angola. Un des aspects qui nous a orienté vers cette perspective était dû au fait qu'un bureau de l'Embrapa avait ouvert au Ghana, mais également les discours diplomatiques de la PEB qui mettaient l'accent sur le dialogue Brésil-Afrique, en particulier pendant les mandats de Lula da Silva. Une des hypothèses concernait le fait que l'Embrapa avait un rôle d'intermédiaire vis-à-vis de la coopération technique agricole entre le Brésil et l'Afrique.

Mais dès la première interview, qui a été réalisée avec un fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé dans le bureau régional de l'institution en Afrique, nous avons relevé quelque chose d'inattendu concernant tous les fonctionnaires de l'Embrapa. A chaque fois que nous avons posé des questions sur la coopération Sud-Sud, les interviewés de l'Embrapa donnaient leurs points de vue sur la coopération réalisée par l'Embrapa. Plusieurs fois, les interviewés mentionnaient le « nous » pour parler de l'Embrapa et ses projets de coopération Sud-Sud tandis que le « vous » utilisé par la chercheuse faisait référence à la coopération Sud-Sud, avec l'ABC en tant que centre du réseau de la coopération. En réalité, les projets de coopération Sud-Sud du gouvernement brésilien ne sont qu'une des modalités du travail de l'Embrapa. A ce titre, les entretiens ont démontré une certaine autonomie de l'Embrapa pour travailler dans le cadre de projets menés par des organismes internationaux ou même par des institutions comme la Fondation Bill & Melinda Gates. Nonobstant, cette diversité n'est pas perçue comme une concurrence vis-àvis de l'ABC et de l'Embrapa mais comme différentes modalités offertes aux fonctionnaires de l'Embrapa pour coopérer au développement avec d'autres pays. Cela veut dire qu'ils disposent de la possibilité de travaillerdirectement avec la FAO, par exemple, comme il existe également la possibilité de

travailler pour des fondations privées comme la Fondation Bill & Melinda Gates. L'Embrapa jouit d'une reconnaissance au niveau international qui a rendu possible cette introduction dans le cadre des projets de développement international. C'est cette reconnaissance qui a incité la création institutionnelle d'une plate-forme qui s'appelle « *Agricultural Innovation Marketplace* » qui a pour but de mettre en relation des chercheurs de l'Amérique Latine, d'Afrique et des Caraïbes afin de stimuler les projets de recherche pour le développement agricole dans ces régions.

Sur cette pluralité de possiblités de l'Embrapa, l'extrait d'entretien d'un interviewé qui a travaillé au sein du bureau du Ghana fait référence à cet objectif de l'institution de s'imposer mondialement comme un modèle pour le développement agricole :

« Franciele : Quel était l'objectif du bureau quand il a été créé ? Il avait pour objectif d'établir un contact entre les pays africains et l'ABC, ou... l'Embrapa, elle même possède une autre plates-forme scientifique qui est indépendante de l'ABC ?
B. : Il y en a, avec d'autres sources de financement. En fait, l'Embrapa a décidé d'ouvrir le bureau, en vérité cette ouverture était déjà en retard. Il existait depuis des décennies une relation entre les chercheurs. Elle n'était pas formelle institutionnellement, mais informelle, avec des chercheurs d'ici qui échangeaient des informations avec des chercheurs d'Afrique ou avec les européens ou même avec les américains qui travaillaient en Afrique. (…). Et l'Embrapa, à ce moment-là, voulait faire plus que cela : elle voulait autonomiser cette relation avec les institutions africaines en ayant une représentation de l'Embrapa pour l'Afrique. Là, nous avons dû recevoir les demandes de technologies que les pays africains présentaient, c'était à nous d'indiquer les avantages comparatifs pour les aider et puis transférer les actions de recherche au Brésil, aux personnes spécialistes, pour intégrer le projet. (...). A cette époque, c'était seulement une représentation qui ne devait pas – ni pour les autres et ni pour elle même – mettre en œuvre quoi que ce soit, mais faire le lien entre la recherche et les technologies que l'Embrapa avait déjà développées et qui pourraient intéresser l'Afrique. (...). Mais cela ne dépendait pas exclusivement de l'ABC. L'ABC est venu fortement parce qu'elle a également reçu un grand soutien du gouvernement pour cela. (...). Alors, mais nous savions déjà à l'avance que l'ABC n'était pas la seule source de fonds intéressée à travailler avec l'Embrapa pour transférer la technologie vers l'Afrique. Il y avait, et il y a aussi un vif intérêt auprès d'autres institutions internationales, la FAO elle-même où je travaillais déjà depuis deux ans, la Fondation Bill Gates et certaines institutions européennes ont également intérêt à avoir des projets avec l'Embrapa de transfert de technologie vers l'Afrique. Mais l'ABC, comme elle est une institution brésilienne et comme elle avait beaucoup de contacts ... nos points de connexion en Afrique, le continent africain, étaient au travers des

ambassades »[144]. Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

Un autre entretien avec un autre fonctionnaire de l'Embrapa affirme cette position de manière encore plus directe sur le bureau du Ghana :

« S. : Parce que quand il a été monté, il avait pour fonction d'établir une coopération technique et d'établir une coopération scientifique. Mais il y eut un moment où l'ABC est venu et nous a dit : « non, établir une coopération technique, c'est avec moi, pas avec vous ». Donc, l'ABC a pris ce rôle de faire, d'assumer et de déterminer ce qui se fait en matière de coopération technique. L'Embrapa devint un conseil. Je veux dire, nous ne traversons plus le chemin d'une institution qui a un objectif clair, défini. Par conséquent, nous obtenons un rôle de soutien. Ce que nous avons fait c'était donner un soutien aux ambassadeurs, être présent quand il y avait une demande africaine »[145]. Entretien réalisé avec S. par skype le 18 février 2016 avec le fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé au bureau du Ghana.

---

[144] *Franciele : Qual era o objetivo do escritório quando ele foi fundado ? Um objetivo de estabelecer um contato entre os países africanos e a ABC, ou... a Embrapa, ela em si possui também uma outra plataforma, de cooperação científica, que é um pouco independente da ABC, não ?*
B. : Tem, com outras fontes de recursos. Na verdade a Embrapa decidiu abrir o escritório, foi na verdade adiado um processo. Já existia ao longo de mais de décadas uma relação entre pesquisadores. Não era formal com a instituição, mas informal, com pesquisadores daqui que trocavam informações com pesquisadores da África ou europeus, ou americanos que trabalhavam na África. Então, nessa parte científica já existia uma relação informal com eles. E a Embrapa, naquele momento, queria fazer mais do que isso : ela queria autonomizar essa relação com as instituições africanas sendo uma representação da Embrapa para o continente africano. Lá, nós tínhamos que receber as demandas por tecnologias que os países africanos apresentassem, e nós indicaríamos quais as vantagens comparativas para ajudá-los e daí passávamos à atividade de pesquisa aqui do Brasil, às pessoas experientes aqui junto para se integrarem no projeto. (...). Naquele momento era só uma representatividade que não deveria, nem dela própria implementar nada, mas ser o elo de ligação entre as pesquisas e as tecnologias que a Embrapa já tinha desenvolvido e que pudesse ser de interesse da África. (...). Mas não dependia exclusivamente da ABC. A ABC entrou forte porque ela também recebeu um apoio governamental grande para isso. (...). Então, mas a gente sabia já de antemão, antes do início, que a ABC não era a única fonte de recursos interessada em trabalhar com a Embrapa para transferir tecnologias para a África. Havia, e existe ainda, fortes interesses de outras instituições internacionais, a própria FAO onde eu ja trabalhei nela, fiquei 2 anos com ela, a Fundação Bill Gates, e algumas instituições europeias também que teve interesse de ter projetos com a Embrapa para transferir tecnologia para a África. Mas a ABC, como era uma instituição brasileira e que tinha muito contato... os nossos pontos de ligação na África, no continente africano, eram através das embaixadas ». Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

[145] *« S. : (...) Porque quando ele foi montado, ele tinha a função de estabelecer cooperação técnica, e estabelecer cooperação científica. Mas chegou uma hora que a ABC chegou e disse : « não, estabelecer cooperação técnica é comigo, não é com vocês ». Então a ABC assumiu este papel de fazer e assumir a articulação e determinar o que se faz em cooperação técnica. A Embrapa passa a ser acessoria. Quer dizer, nós não atravessamos mais o caminho de uma instituição que tem um objetivo claro, definido. Daí nós ficamos mais com uma ação de apoio. O que nós fazíamos é dar apoio aos embaixadores, estar presente quando tinha uma demanda africana ».* Entretien réalisé par skype le 18 février 2016 avec le fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé au bureau au Ghana.

La question suivante posée encore au fonctionnaire B. donne encore plus de détails sur la relation entre l'Embrapa et l'ABC, en montrant que l'Embrapa disposait d'une marge de manœuvre en sa faveur pour ccopérer avec d'autres instituitions concernant les projets de coopération en Afrique :

« B. : (...) dès que Kofi Annan est parti des Nations Unies - il est d'origine ghanéenne - il a été... il était nommé le responsable au plus haut niveau au sein de la Fondation Bill et Melinda Gates pour la prise de décisions et pour l'investissement des ressources de la fondation. Et il était dans mon bureau là [référence au bureau de l'Embrapa au Ghana] *pour demander directement l'aide de l'Embrapa pour les projets que nous pensions pertinents à mettre en œuvre avec les pays africains, faire le transfert de technologies dont nous disposions. Eh bien, bien sûr, cela était à un niveau si élevé que ce n'était pas moi qui décidait pour le bureau. Mais j'ai transmis ça au bureau de l'Embrapa. Il se trouve que, à ce moment-là, les ressources de l'ABC étaient plus larges et nous avons négligé d'autres sources. Si nous avions diversifié les sources de fonds pour le maintien des activités de l'Embrapa en Afrique aujourd'hui nous ne serions pas face à toute cette difficulté. Et aujourd'hui il n'y a personne, il n'y aucun fonctionnaire de l'Embrapa dans le bureau. (...) Ce n'est pas par manque d'intérêt de l'Embrapa. Si nous avions augmenté notre portefeuille de projets, nous pourrions plutôt avoir des fonds provenant d'autres sources pour le soutien actif de cette représentation »*[146]. Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

Si, dans la partie précédente de ce travail, nous avions affirmé que la coopération brésilienne compte avec une pluralité d'institutions qui possèdent, au-delà de l'objectif qui est la coopération pour le développement, d'autres objectifs qui ne sont pas communs, les entretiens des fonctionnaires mettent en relief cette idée. Le fait de ne pas diversifier les relations avec d'autres institutions pour diversifier les ressources dénote une croyance de la part des fonctionnaires de

[146] *« B. : (...), assim que o Kofi Annan deixou as Nações Unidas – ele é ganense de origem – ele foi... ele ficou responsável no nível mais alto dentro da Bill e Melinda Gates Foundation na tomada de decisões, onde investir os recursos da fundação. E ele esteve no meu escritório lá para pedir diretamente o auxílio da Embrapa para projetos que a gente achava relevante junto com os países africanos para implementar, transferir as tecnologias que a gente tinha disponível. Bom, é claro que isso era num nível tão alto que não seria eu que iria fazê-lo pelo escritório. Mas eu passei para a diretoria da Embrapa. Acontece que naquela época o recurso da ABC era mais fácil, estava mais disponível e a gente negligenciou outras fontes. Se a gente tivesse diversificado fontes de recursos para a manutenção das atividades da Embrapa na África hoje nós não estaríamos com toda essa dificuldade. E hoje não tem nenhuma pessoa, não tem nenhum técnico da Embrapa nesse escritório. (...). Não é por falta de interesse da Embrapa. Se nós tivéssemos aumentado o nosso portfólio de projetos, nós poderíamos sim ter recursos de outras fontes para manutenção ativa daquela representação ».* Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

l'Embrapa que cette institution a ses propres objectifs. Et ceux-ci peuvent être beaucoup plus proche des objectifs de certaines institutions qui ne sont brésiliennes, ce qui nous conduit à penser autrement une unique motivation partagée de « l'Etat » brésilien par rapport à la coopération Sud-Sud. Dans ce sens, on pourrait imaginer l'existence de relations plus étroites entre l'Embrapa et la FAO – si nous avons pour référence les « missions » institutionnelles en jeu – qu'entre l'Embrapa et l'ABC dont les objectifs sur le terrain sont plus éloignés. Pourtant, le fait que deux institutions aient le même but ne signifie pas pour autant qu'elles aient une relation de proximité au niveau institutionnel.

A partir de cela, la question de vérifier une sorte de concurrence entre l'ABC et l'Embrapa se montrait comme une alternative pour ce mémoire. Toutefois, les fonctionnaires de ces institutions sont explicites pour évoquer un engagement mutuel lorsque le travail sur un même projet de coopération. Mais, l'Embrapa assure aussi la possibilité de travailler avec d'autres institutions en raison de son acquisition d'un capital symbolique fort dans le contexte agricole international. Pour les fonctionnaires, ce sont bien les bons résultats du travail de l'Embrapa dans l'agriculture qui ont pour effet d'amener cette reconnaissance internationale, mais également un travail déjà plus ancien de coopération et des échanges avec d'autres institutions, comme le CIRAD en France. Plusieurs fonctionnaires nous ont raconté des anecdotes sur des expériences technologiques avec différents institutions sur le continent africain ou même des réunions ou projets en coopération directe avec la FAO, par exemple. Pour ce mémoire, l'entretien d'un fonctionnaire de l'Embrapa nous a apporté une information intéressante sur cette importance de l'institution dans le monde :

« P. G. : Le Brésil dispose de la technologie de l'agriculture tropicale, qui est utilisée en Afrique. Tous ces pays, même la FAO qui se trouve en Europe, ne disposent pas de la technologie pour l'agriculture tropicale, donc ils se tournent vers le Brésil, en particulier dans ce domaine de l'agriculture de conservation, des graines. Ils se tournent, en général, vers le Brésil, puisque c'est ici qu'il y a une similitude climatique avec les savanes africaines. Il y a beaucoup de similitudes entre les savanes tropicales et le cerrado brésilien. Dans l'ensemble, les technologies développées au Brésil peuvent être adaptées - pas transférées directement – mais elles peuvent être testées et adaptées aux conditions africaines. C'est pour ça que ces gens cherchent beaucoup l'Embrapa pour les partenariats en Afrique »[147]. Entretien réalisé par téléphone le 18 février avec le fonctionnaire de l'Embrapa qui se trouve au sein de l'unité centrale de l'institution, à Brasília.

[147] *« P. G. : O Brasil tem a tecnologia da agricultura tropical, que é utilizada na África. Todos esses países, mesmo a FAO que está na Europa, eles não tem tecnologia para a agricultura tropical, então eles recorrem ao Brasil,*

Cet exemple met en évidence la légitimité de l'Embrapa – croyance partagée par tous les fonctionnaires de l'institution - mais aussi le différentiel que cette entreprise publique brésilienne a face à d'autres organismes qui travaillent avec l'agriculture : le fait de détenir une technologie et une expérience se rapportant à l'agriculture tropicale du *cerrado* brésilien, qui se rassamble aux savanes africaines. Le plus intéressant est de réfléchir à la manière dont cet aspect est mis en valeur dans les discours diplomatiques de l'ABC qui, jusqu'à un certain point, incarne l'image du savant. Lors les discours sur la coopération techique diffusés par l'ABC, le centre du réseau de la coopération technique brésilienne, cet aspect est souligné comme étant une des légitimations de « l'Etat » brésilien établir des projets de coopération agricole avec les pays africains.

Un extrait de l'entretien avec B. révèle d'autres subtilités par rapport à la marge de manœuvre de l'Embrapa pour s'engager avec d'autres organismes, ci-dessus spécifiquement avec la FAO :

« Franciele : Vers 2010, au moment de l'étude, vous avez participé à certaines réunions ... parce qu'en Afrique, il y a la FAO-Afrique ou le PNUD. Vous êtes allé à des réunions, des conférences pour présenter des projets brésiliens (...) ?
« B : Il n'y avait pas de relation directe avec la FAO et la FAO se plaignait de cela. Comme nous avions ce modus operandis de répondre via des ambassadeurs (...), nous voulions vérifier directement et travailler d'une façon plus au moins indépendante, tant pour le financement de la recherche comme pour la demande du pays. Alors, avec la FAO il n'y avait pas une relation de travail et de partenariat dans cette activité, mais ils demandaient beaucoup ça, si bien que, après mon retour de la FAO [ce fonctionnaire a travaillé plusieurs années à la FAO] *elle a fait de nombreuses demandes à la direction de l'Embrapa, à l'époque, pour avoir un fonctionnaire au siège de la FAO à Rome pour y faire face* [selon l'entretien, faire face aux projets de la FAO en Afrique en partenariat avec l'Embrapa] *»*[148]. Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

---

principalmente nessa área de agricultura de conservação, de sementes. Eles recorrem, em geral, ao Brasil pois é no Brasil que tem a semelhança climática com as savanas africanas. Há muita semelhança entre as savanas tropicanas e o cerrado brasileiro. No geral, as tecnologias desenvolvidas no Brasil podem ser adaptadas – não transferidas diretamente – mas podem ser testadas e adaptadas às condições africanas. Por isso que esse pessoal busca muito a Embrapa para parcerias na África ». Entretien réalisé par téléphone le 18 février avec le fonctionnaire de l'Embrapa qui se trouve dans l'unité centrale de l'institution, à Brasília.

[148] *« Franciele : Em 2010 mais ou menos. O Sr., na época do escritório, participou de algumas reuniões... porque na África há a FAO-África ou mesmo o PNUD. O Sr. participou de reuniões, conferências para apresentar projetos brasileiros (...) ?*
B. : Não havia essa relação direta com a FAO, e a FAO até reclamava disso. Como nós tínhamos esse modus operandis de atender via embaixadores (...), nós íamos diretamente verificar e trabalhar de uma forma mais ou menos independente, tanto no financiamento das pesquisas, nós íamos no que o país estava solicitando. Então, com a FAO não havia uma relação de trabalho e de parceria nessa atividade, tanto que eles pediam muito isso, tanto que depois

S'il n'existe pas de concurrence entre l'ABC et l'Embrapa, nous ne pouvons pas nier que des critiques, surtout des fonctionnaires de cette dernière vers l'ABC, ont été mentionnés. Parmi tous les entretiens réalisés, celui de l'ex-fonctionnaire de l'Embrapa qui a été consultant pour le projet en Angola propose un regard plus explicite sur le travail de l'ABC :

« A. P. : (...) pour commencer, l'ABC est très désorganisée. L'ABC fait partie du comité de pilotage du projet, et nous avons été plusieurs fois avec des gens de l'ABC qui travaillaient avec nous sur différentes missions. Un des faits de ne pas exister d'information [nous avons demandé des informations sur l'absence de ce projet sur le site de l'ABC]*, et vous pouvez l'écrire dans votre thèse, c'est qu'il y a une grande difficulté concernant l'organisation des données de l'ABC, ce qui est logique, car c'est une agence avec très peu de ressources et de personnel qui « entre et sort », un personnel qui change chaque jour. Alors, évidemment, il est possible de rencontrer ces situations. (...). L'ABC a toujours été présente dans toutes les étapes de ce projet. Maintenant, évidemment, elle n'est pas un protagoniste et elle ne pouvait pas non plus l'être parce qu'elle joue un rôle comme intermédiaire, mais elle ne dispose pas de personnel pour faire face aux activités d'un tel projet. Alors, elle participe aux bureaucraties, des procédures de la coopération, des choses de cette nature, et parfois même elle gêne un peu* [sourires et quelqu'un dans le bureau dit qu'elle gêne la plupart du temps]. *N'écrivez pas ça dans votre thèse, ceci est pour votre connaissance »*[149]. Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

Si la demande de l'interviewé d'effacer quelques phrases dites dans le *corpus* du mémoire n'a pas été retenue, nous nous excusons de cela tout en revendiquant la préservation de l'anonymat de tous les interviewés. Cette déclaration met en doute les actions de l'ABC sur le terrain et lui impose clairement un rôle secondaire. Ce fonctionnaire possède, avec d'autres consultants qui ont

---

do meu retorno a FAO fez muito pedidos para a diretoria da Embrapa, na época, para que se colocasse um técnico dela dentro da sede da FAO em Roma para lidar com isso ». Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016.

[149] *« A. P. : (...) para começar a ABC é muito desorganizada. A ABC faz parte do comitê gestor do projeto, e nós estivemos lá muitas vezes com pessoas da ABC trabalhando conosco nas diversas missões que nós fomos. Um dos fatos de não existir a informação, e você pode escrever na sua tese, é que existe uma grande dificuldade de organização de dados na ABC, o que era de se esperar pois é uma agência com muito pouco recurso e com pessoal que entra e sai, pessoal que muda todo dia. Então, obviamente, é possível encontrar essas situações. (...). A ABC sempre esteve presente em todos os momentos desse projeto. Agora, obviamente, ela não é protagônica e nem poderia ser porque ela faz o meio de campo, mas ela não tem, assim, corpo técnico para enfrentar as atividades de um projeto dessa natureza. Então, ela participa das burocracias, dos trâmites de cooperação, coisas dessa natureza, e as vezes até atrapalha um pouco* [Risos, e alguém no escritório diz que ela atrapalha a maior parte do tempo]. *Não escreva isso na sua tese, isso é para o seu conhecimento ».* Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

réalisé les activités de gestion du projet de l'IIA et l'IIV, une entreprise privée de gestion de projets d'agrobusiness au Brésil. Il faut dire que ce n'était pas l'entreprise de consultants qui a été contractée, mais les consultants eux-mêmes à titre individuel. Cet interviewé a fait des remarques plus incisives sur les problèmes du projet en questionnant les résultats et il a été les seul à problématiser les objectifs de la coopération internationale.

Ces observations de fonctionnaires de l'Embrapa démontrent comment la coopération avec le gouvernement brésilien est et ne doit être qu'une des modalités dans laquelle l'Embrapa s'engage afin de promouvoir le développement agricole. Toutes ces perceptions offrent un scénario beaucoup plus hétérogène de la coopération brésilienne que ce que nous avions imaginé. Dans ce sens, la coopération technique internationale agricole peut être conçue comme un terrain où plusieurs aspects agissent de sorte à définir et redéfinir les relations entre les organismes qui sont, par essence, des relations de pouvoir.

Une dernière remarque nous amène à repenser l'autre côté de la relation, soit le point de vue des « bénéficiaires » de la coopération Sud-Sud, malgré le manque d'informations que nous disposons sur cela. Cette question est très intéressante puisque nous pouvons nous demander quel est la marge de prise de décision des « bénéficiaires » africains étant donné qu'un nombre considérable de différents organismes sont présents pour réaliser des projets de coopération pour le développement. En demandant, par exemple, au fonctionnaire de l'IIA si cette institution avait réalisé d'autres projets avec d'autres pays ou institutions, il nous a répondu que l'IIA avait signé en 2015 son dernièr projet avec l'Italie. Il nous a aussi précisé que d'autres projets avec d'autres institutions ont été fait, comme avec l'Union européenne, la Banque Mondiale, le FIDA (Fonds International de Développement Agricole), la FAO, le JICA, l'AECID (Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement), l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique), le CIMMYT (Centre International d'Amélioration du Maïs et du Blé), le CIAT (Centre International de l'Agriculture Tropical), le SARRNET (Southern Africa Root Crops Research), le LITA (Institut International d'Agriculture Tropical) et des universités comme l'Établissement d'enseignement supérieur à Lille, l'Université de Porto Rico, l'Université de Hambourg, l'Université de Valencia, l'Université Fédérale de Viçosa - Brésil). Bien que ces informations soient pertinentes, nous n'avons pas pu confirmer l'exactitude de ces données.

C) Une coopération en question

Dans le cadre de cette recherche, la conjoncture contemporaine de crise économique et politique et les découvertes des affaires de corruption n'ont pas toujours constitué notre horizon d'analyse. De la part de l'ABC, il y a un consensus pour présenter la coopération Sud-Sud comme étant toujours dans une phase de croissante progression, et même le site internet de cette institution ne rend compte que d'informations plutôt techniques sur le sujet, de sorte que les affaires politiques n'y sont pas traitées. C'est donc au travers des entretiens que nous avons pu recueillir des visions plus politiques sur la manière dont l'actuel contexte brésilien interfère avec les actions de la CSS. Toutefois, si les perceptions ont été concernées par cet axe politique et économique de l'actuelle crise en faisant la relation avec les récents problèmes de la coopération technique, les interviewés ne se sont pas exprimés à propos des affaires de corruption qui impliquent des entreprises nationales brésiliennes qui ont des relais en Afrique, ni sur le cas de l'impeachment de Dilma Roussef et le gouvernement de Michel Temer, actuel président.

Comme nous l'avons montré, la coopération technique n'a pas de liens bien structurés avec les entreprises brésiliennes qui sont installées en Afrique, et peu de corrélation entre le secteur privé et le public a pu être constaté dans cette recherche. Néanmoins, les entreprises étatiques Petrobrás et Odebrecht, toutes les deux impliquées dans les affaires de corruption de l'opération Lava-Jato, possèdent des filiales en Angola. Aucun des fonctionnaires interviewés nous ont parlé de ces scandales, à part un entretien. Evidemment, l'opération Lava-Jato a déstabilisé l'environnement politique qui était déjà en crise et a ajouté encore plus d'éléments négatifs à l'idée des entreprises qui sont installés dans d'autres territoires. Si cette affaire n'est pas au centre de ce travail, c'est pourtant une problématique qui est apparue pendant un entretien, spécifiquement concernant la destitution de Dilma Roussef. L'extrait d'entretien suivant, du consultant A. P. est un des seuls exemples de la citation de ces scandales :

« Franciele : Mais pensez-vous que le Brésil apporte aussi un peu ... l'Angola et le Brésil ont une grande relation commerciale, il y a de nombreuses entreprises brésiliennes en Angola ...
A. P. : Cela va baisser.
Franciele : La propre Odebrecht...
A. P. : Tout cela a été soutenu par le BNDES, donc évidemment... ou vous êtes maintenant ?
Franciele : Je suis en France.
A. P. : Alors, vous ne suivez pas ce qui se passe au Brésil.
Franciele : Oui, je regarde.

A. P. : Alors, le président d'Odebrecht est en prison. Et il n'y est pas parce qu'il est laid ! Mais parce qu'il a fait des choses laides ! [Sourires]. *Donc, il y a beaucoup de présence des entreprises, non seulement en Angola comme dans d'autres pays, mais il y a beaucoup de financement brésilien fourni par le BNDES aux entreprises, en particulier aux entreprises de construction. Et il est probable qu'avec le changement de gouvernement commence à surgir plus de nouvelles »*[150]. Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

Pendant l'interview, un autre extrait de l'entretien avec la fonctionnaire F. G. cite le changement du ministre des Relations Extérieures du Brésil, José Serra, dans le cadre du gouvernement de Michel Temer, qui vient d'accèder comme président du Brésil :

« F. G : (...). Enfin, maintenant avec Serra, il semble qu'il y ait cette volonté de sauver cette proposition qui a été faite sur l'ouverture de nouveaux marchés, et la coopération est un moyen de permettre cela.
Franciele : Vous dîtes maintenant avec le nouveau gouvernement de Michel Temer ?
F. G : Avec José Serra comme nouveau ministre »[151]. Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

Cette question a été de nouveau posée par nous dans un mail, le 9 aôut, à cette fonctionnaire dans lequel nous avons demandé si, avec le nouveau gouvernement brésilien, elle a pu sentir des changements concernant la coopération technique. Sa réponse était que *« l'actuel contexte n'a pas rendu possible des transformations dans les actions de coopération internationale. Je crois*

---

[150] *« Franciele : Mas o Sr. acha que o Brasil também traz um pouco de... Angola e o Brasil possuem uma relação comercial grande, há muitas empresas brasileiras em Angola...*
A. P. : Vai diminuir.
Franciele : A própria Odebrecht...
A. P. : Isso tudo estava lastreado pelo BNDES, tão obviamente... você está onde agora ?
Franciele : Estou na França.
A. P. : Então você não está acompanhando o que está acontecendo aqui no Brasil.
Franciele : Estou acompanhando sim.
A. P. : Então, o presidente da Odebrecht está preso. E eles não está preso porque ele é feio não ! Mas porque ele fez coisas feias ! [Risos]. *Então, tem muito dessa presença de negócios, não só em Angola como em outros países, mas tem muito o dedo do financiamento brasileiro feito pelo BNDES para as empresas, sobretudo as construtoras. E é provável que com essa mudança de governo, comece a aparecer mais notícias disso por aqui ».* Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

[151] *« F. G. : (...). Enfim, agora com o Serra, parece que existe essa vontade de resgatar essa proposta que foi dada na abertura de novos mercados, e a cooperação é um meio de viabilizar isso.*
Franciele : A Sra. diz agora com o novo governo do Michel Temer ?
F. G. : Com o José Serra como novo ministro né ». Entretien par téléphone avec une fonctionnaire de l'ABC le 20 mai 2016.

qu'après la confirmation de l'impeachment il est probable qu'il y ait des changements majeurs »[152].

Durant le discours inaugural, marqué par les critiques contre le gouvernement du PT, le nouveau ministre José Serra a annoncé le 18 mai 2016 une forte modification de la politique étrangère brésilienne. Il a présenté de nouvelles lignes directrices qui seront utilisées pour guider le travail du ministère, en affirmant que « *La diplomatie va de nouveau refléter les valeurs légitimes de la société brésilienne, et non plus les préférences idéologiques d'un parti politique* », a-t-il dit, notant que les activités du ministère doivent servir au pays et non au gouvernement[153]. Concernant l'Afrique, il a également critiqué la relation entre le Brésil et ce continent pendant l'administration du PT. Selon lui, une relation ne peut pas se restreindre aux liens fraternels du passé, en affirmant que l'Afrique moderne ne demande pas de compassion, mais un échange efficace.

Dans ce discours de José Serra – ministre qui appartient au même parti que l'ancien président Fernando Henrique Cardoso -, l'utilisation du passage « de nouveau refléter les valeurs légitimes de la société brésilienne » est représentatif de ce que le nouveau gouvernement envisage pour la PEB. Il s'insère dans une vision de reprise d'une politique qui se réalisait avant le PT, en d'autres termes, une perspective de reprise du propre gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Le gouvernement de Michel Temer a déjà mentionné l'intention de fermer cinq ambassades brésiliennes en Afrique afin d'appliquer une politique d'austérité face à la crise économique. Cette révision de la politique externe par rapport à l'Afrique peut signifier la perte de poids politique du Brésil, en notant que le soutien des pays en développement - en particulier de l'Afrique et des Caraïbes - a rendu possible pour le Brésil des victoires importantes au niveau international, comme l'affirme Celso Amorim dans une interview au « Por Dentro da África », dans un article publié par l'Institut Lula le 6 juin 2016. Celso Amorim a déclaré encore que la présence du Brésil en Afrique a à voir avec la présence dans le monde parce que le Brésil dispose d'une reconnaissance[154]. Toujours dans le même article, Daniel Balaban, directeur du Centre

[152] Étant donné que cette fonctionnaire a été très réceptive à notre recherche, nous lui avons adressé le 8 août un mail en lui demandant des nouvelles sur le projet de renforcement des Instituts angolais, ainsi que la situation de la coopération internationale avec le changement politique, surtout avec le nouveau ministre José Serra. Nous utilisons un extrait du mail de 9 août en présentant sa réponse en portugais : « *Quanto à sua pergunta sobre as mudanças, o atual contexto não possibilitou grandes alterações nas ações de cooperação internacional. Creio que após se conformar o impeachment seja provável maiores desdobramentos* ».

[153] Discours inaugural du ministre José Serra disponible in : http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/ministro-das-relacoes-exteriores-discursos/14038-discurso-do-ministro-jose-serra-por-ocasiao-da-cerimonia-de-transmissao-do-cargo-de-ministro-de-estado-das-relacoes-exteriores-brasilia-18-de-maio-de-2016. Consulté le 25 août 2016.

[154] Entretien réalisé par Natália da Luz au « Por Dentro da África », publié le 6 juin 2016 dans le site de l'Institut Lula. Disponible *in* : http://www.institutolula.org/cooperacao-brasil-africa-tem-sido-positiva-para-os-dois-lados. Consulté le 25 août 2016.

d'Excellence contre la Faim a annoncé qu'un changement de la politique étrangère sans accorder d'attention aux pays africains serait ne pas connaître l'importance du continent africain, sa croissance économique, et surtout le potentiel du Brésil comme un acteur international majeur dans la coopération internationale Sud-Sud[155].

L'ex-président du Mercosul, Martin Granovsky, a lui aussi pris position par rapport à la déclaration de José Serra qui a défini une nouvelle PEB non idéologique et ni au service d'un parti politique. Selon M. Granovski, dans un entretien au journal Carta Maior publié le 30 mai 2016, la politique du gouvernement dès 2003 n'était pas idéologique et n'a pas bénéficié au PT. Il a affirmé dans l'entretien que la politique étrangère des gouvernements du PT a été orienté, selon les principes de l'autodétermination, de la non-intervention, de la coopération avec les pays en développement, de l'intégration de l'Amérique du Sud, de la décentralisation du pouvoir au niveau mondial, du droit au développement, entre autres. En Afrique, les gouvernements du PT ont développé une politique étrangère dont les fondements étaient la dette historique du Brésil envers les peuples africains et les possibilités de compréhension mutuelle en raison du fait que le Brésil a également été une colonie et jamais un pays impérialiste, mais un pays du « Sud » qui a connu des succès importants dans des secteurs tels que l'agriculture au *cerrado* et dans la santé. L'ensemble de la politique brésilienne est fondé sur les principes de non-intervention, d'autodétermination et de coopération respectueuse, sans tentatives d'enseigner à aucun État, pays ou société, comment ils devraient être organisés, politiquement ou économiquement, a affirmé l'ex-président du Mercosur[156].

S'il est encore tôt pour analyser les résultats et les nouvelles directions de la PEB, la mise en perspective des discours du nouveau gouvernement et quelques actions donnent quelques indices concernant la nouvelle configuration de la politique externe. La fermeture du ministère du Développement Agraire, qui se consacrait à l'agriculture familiale en est un exemple. L'entretien avec la responsable internationale de ce ministère en février 2016 qui nous a expliqué le projet Programme d'Acquisition d'Aliments International et le rôle du MDA dans la coopération n'a pas répondu à notre mail envoyé début août, après la déclaration de la fermeture du ministère. Pourtant, la continuation d'un des plus grands projets de coopération technique dans lequel le Brésil s'était engagé passe par des transformations qui, jusqu'à maintenant, nous sont inconnues. Malgré ce questionnement, nous n'avons pas assez d'éléments pour analyser cette affaire, comme par

[155] *Idem.*
[156] Article publié par Carta Maior le 30 mai 2016. Disponible *in* : http://cartamaior.com.br/?/Editoria/Politica/-Houve-uma-conspiracao-no-Brasil-/4/36202. Consulté le 25 août 2016.

exemple le fait de savoir si un autre ministère a pris le relais du MDA ou si l'ABC continue à s'investir dans ce projet.

De toute façon, il nous semble peu probable que les politiques concernant la coopération technique internationale connaissent un tournant radical avec le gouvernement de Michel Temer. Conformément aux propos de Dario Battistella, la politique étrangère est un instrument par lequel l'Etat investi dans l'international afin de préserver ou de modifier des situations pour rendre les choses favorables[157]. Cette perspective renforce l'idée selon laquelle les changements dans le contexte international aboutissent à des réorientations des États en politique étrangère pour qu'ils s'adaptent aux enjeux. Des cinq ambassades concernées par les possibilités de fermeture en Afrique, le gouvernement de Temer est déjà passé à deux, vu le coût que cela aurait représenté pour les relations avec le continent africain.

Comme le consultant A. P. manifestait une ouverture par rapport à la discussion concernant la politique actuelle du Brésil, nous lui avons posé la question sur un éventuel changement du projet des Instituts IIA et IIV :

« Franciele : Pensez-vous qu'avec le nouveau gouvernement ce projet puisse avoir d'autres lignes directrices ?
A. P. : Ce projet est trop petit pour que cela se produise. Il peut y en avoir s'il y a un changement dans la gestion d'Embrapa, avec un administrateur qui apporte de nouvelles idées. Et si on change le personnel de coopération internationale et qu'arrivent des personnes avec de nouvelles idées et projets qui peuvent dire : « Non, ceci non. Je veux la coopération avec la Chine ». Mais si vous pensez en termes de changement de président et de ministre... c'est très lointain, il est très petit pour qu'il puisse être affecté »[158]. Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

Il s'ajoute à cela qu'une autre perspective, cette fois-ci concernant la perception des acteurs, des fonctionnaires – a relevé notre attention : la croyance des propres fonctionnaires dans les travaux qu'ils réalisent avec la coopération. À l'exception du consultant A. P., tous les interviewés

[157] Article publié par Carta Maior le 30 mai 2016. Disponible *in* : http://cartamaior.com.br/?/Editoria/Politica/-Houve-uma-conspiracao-no-Brasil-/4/36202. Consulté le 25 août 2016.
[158] *« Franciele : O Sr. acha que com o novo governo esse projeto pode ganhar outras diretrizes ?*
A. P. : Esse projeto é muito pequeno para que isso ocorra. Pode haver assim, se houver uma mudança na gerência da Embrapa, pode chegar algum diretor com ideias novas. E ele vai mudar o pessoal da área de cooperação internacional, e chega pessoas com novas ideias e projetos e podem dizer : « Não, isso aqui não. Eu quero cooperação com a China ». Mas você pensar em mudança de presidente e de ministro... está muito longe, e ele é muito pequeno para que ele possa ser afetado ». Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

croyent aux objectifs propagés par la coopération pour le développement, soit la solidarité pour aider un territoire, un organisme, à se développer. Aucun interviewé n'a vraiment démenti cette idée, même si tous ont présenté, plus au moins, des critiques vis-à-vis les problèmes qui doivent être surmonté pour des résultats plus positifs. Nous reproduisons ci-dessus l'entrait de l'entretien avec le consultant A. P. :

« A. P. : La coopération internationale, elle est extrêmement ponctuelle. Je suis allé en Guinée-Bissau pour y travailler. La Communauté européenne, par exemple, va là-bas et y trouve une activité de pauvre intéressante et ils donnent un peu d'argent. Ils donnent 100.000 dollars ici, 200.000 dollars là, mais tout ça tombe comme une goutte d'eau dans l'océan, parce que le besoin est grand. L'aide est petite. J'ai fait mon doctorat en Angleterre et quelques collègues du département de l'économie ont étudié la coopération, et ce qu'ils ont dit est le suivant : que l'Angleterre, pour chaque livre qu'ils ont mis dans la coopération, en ont rapporté trois en retour [Sourires] *»*[159]. Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

Toutefois, d'après encore un autre extrait de l'entretien, le consultant considère que la coopération peut bénéficier à une société même si les les « donateurs » en tirent profit. Il s'agit, évidemment, de travailler bien le projet pour avoir les résultats significatifs, comme cela est éclairci ci-dessous :

« Franciele : Vous avez une prévision de retour en Angola ?
A. P. : Nous sommes dans le doute... ils nous ont invité à revenir et commencer la deuxième phase, mais nous constatons qu'en ce moment la proposition est très controversée. Et nous sommes déjà dans une situation, un âge de ne pas accepter n'importe quoi, nous n'avons pas besoin de gagner de l'argent pour acheter le lait des enfants. Aujourd'hui, nous sélectionnons les choses que nous pensons avoir des chances de produire un certain effet, un certain impact. Et la façon dont les choses sont mises, nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir des avancées majeures avec l'ingénierie actuelle. Nous sommes très réticents (...), sauf si les conditions changent. Principalement si nous

[159] *« A. P. : A cooperação internacional, ela é extremamente pontual. Eu estive em Guiné-Bissau agora, trabalhando. A Comunidade Europeia, por exempo, vai lá e acha uma atividade de pobre interessante, e eles vão lá e colocam um pouquinho de dinheiro ali. Põe 100 mil dolares aqui, 200 mil dolares ali, mas isso cai como uma gota d'água no oceano, porque a necessidade é muito grande. Ajuda pouco. Eu fiz meu doutorado na Inglaterra, e alguns colegas do departamento de economia andaram estudando as cooperações, e o que eles falaram é o seguinte : que a Inglaterra, para cada libra que eles colocavam em cooperação, eles traziam três de volta* [Sourires] ». Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

estimons que le gouvernement angolais a un engagement plus élevé. Parce que c'est complètement vide d'aller là-bas et de faire un système de ressources humaines ou autre chose et puis que ces documents restent dans le tiroir de quelque bureaucrate. Ça ne sert à rien. Nous allons gagner plus, les conditions de travail sont très difficiles parce que pour se déplacer il faut traverser l'océan, ce qui est long. Là-bas, les logements ne sont certainement pas français, et ensuite qu'est-ce qui reste ? La satisfaction de faire quelque chose que vous croyez qui va aider. Aider quelqu'un, un pays, une communauté. Si cela n'existe pas, c'est le cas de réfléchir. (...) À l'heure actuelle, c'est un point d'interrogation. Il se peut que dans un mois la situation soit différente. Mais ce qui a été remis à nous jusqu'à ce moment n'est pas très encourageant »[160]. Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

En conclusion, les deux derniers exposés évoquent bien que la coopération internationale, pour A. P., bénéficie financièrement aux États même s'ils apportent des avancés à la société en admettant que « *pour chaque livre qu'ils ont mis dans la coopération, ils en ont rapporté trois en retour* ». Le propre consultant mentionne qu'au niveau individuel, les fonctionnaires, ainsi comme lui, fournissent un travail pour développer un projet de coopération. Or, A. P. se demande si le propre argent qu'il gagne est légitime si nous regardons les résultats du projet en Angola.

De toute façon, l'unanimité entre les interviewés concernant la croyance en la coopération pour le développement est indéniable, malgré le manque de questions directes sur ce sujet pendant les discussions. Ceci se confirme au travers des nombreux exemples que tous les fonctionnaires ont mobilisés pour expliquer des actions en Afrique et même les résultats atteints, en dépit des problèmes. Ce partage de valeurs de ces différents groupes institutionnels – qui ont des objectifs institutionnels qui se différencient - qui se solidarisent pour des actions conjointes ne sont pas

[160] *« Franciele : Vocês tem previsão de voltar à Angola ?*
A. P. : Estamos em dúvida... eles estão convidando a gente para voltar e começar a segunda fase, mas estamos achando que no momento a proposta esta muito desvirtuada. E nós já estamos numa situação, numa idade de não aceitar qualquer coisa, nós não estamos precisando de ganhar dinheiro para sustentar o leite das crianças. Hoje em dia a gente seleciona coisas que a gente acredita que tenha chances de produzir algum efeito, algum impacto. E, da forma como as coisas estão sendo colocadas, a gente não acredita que possa haver grandes avanços com a atual engenharia de execução. Nós estamos bastante reticentes (...), a não ser que as condições que estão postas sejam modificadas. Principalmente que a gente sinta que haja por parte do governo angolano uma prioridade maior. Porque é completamente vazio você ir lá e fazer um sistema de recursos humanos ou outra coisa e depois esses documentos ficarem na gaveta de algum burocrata. Não vai ajudar em nada. Nós iríamos ganhar mais uns tostões, as condições de trabalho são muito duras porque você precisa enfrentar as viagens de travessia do oceano, que são longas. Lá, as acomodações certamente não são francesas, e aí o que resta ? A satisfação de estar fazendo alguma coisa que você acha que vai ajudar. Ajudando alguém, um país, uma comunidade. Se isso não existe, é o caso de se pensar. (...). Pode ser que daqui um mês, a situação seja diferente. Mas o que foi posto para a gente nesste momento não é muito encorajador ». Entretien réalisé par skype le 16 mai 2016 avec un des consultants embauchés par l'Embrapa, ex-fonctionnaire de cette institution.

questionnés dans leur essence. Ils partent de la supposition que le transfert de technologies et de connaissances, qui sont adaptées selon le contexte et le choix des gouvernants politiques locaux, comme la CSS le revendique, apportent nécessairement un progrès pour tous.

Nonobstant, ces valeurs questionnées par quelques chercheurs. L'affirmation selon laquelle l'aide internationale pourrait remédier à la pauvreté, selon l'économiste africaine Dambisa Moyo, d'après Carlos Milani, pour qui l'aide n'est rien de plus qu'un mythe : il y aurait, au contraire, une relation de cause à effet entre l'aide internationale et les maux du développement en Afrique[161]. C. Milani mentionne encore que l'argument de l'économiste africaine s'accentue en rapport au modèle chinois d'investissement en Afrique, critiquant les visions trop romantiques sur les avantages de la coopération internationale pour le développement, construites par des personnes ou des institutions plus basées sur l'émotion que sur la raison[162].

Nous n'avons pas eu le but de proposer une position ferme par rapport aux résutats de la coopération Sud-Sud brésilienne. Cette question n'était pas notre objectif. Le but de cette sous-partie était de réfléchir ce que nous avons appelé les « non-dits » par rapport aux entretiens réalisés. Le « non-dit » ne signifie pas montrer que les fonctionnaires dissimulent une face cachée. Nous partageons une vision de « non-dits » comme étant de nature implicite dans les discours des interviewés, et par conséquence sans la nécessité d'être abordable puisqu'ils font partie de leurs convictions. Pour cela, la question des bénéfices que la coopération technique rendre aux différents groupes n'est pas questionnable, même si pour les acteurs, surtout les fonctionnaires d'Embrapa, la coopération Sud-Sub brésilienne a besoin de quelques changements pour avancer.

Conclusion

Nous avons eu le propos de démontrer le processus de la coopération technique brésilienne en s'appuyant sur un projet spécifique en Angola. Au départ de cette recherche notre hypothèse était fondée sur une relation entre le Brésil et l'Angola basé sur les concepts de don et contre-don de Marcel Mauss, dont la coopération technique y participait comme moteur. Cette réfléxion était appuyée sur les lectures des discours réalisés par la diplomatie brésilienne sur la coopération Sud-Sud et la publicité réalisée à propos des chiffres concernant la relation économique entre le Brésil

[161] Millani (C.), « Aprendendo com a História: críticas à experiência da Cooperação Norte-Sul e atuais desafios à Cooperação Sul-Sul », 2012, p. 13.
[162] *Idem.*

et l'Angola. Portant notre regard sur une corrélation modulé par les « échanges » entre les pays, cette perspective nous semblait aider à analyser le sujet de la coopération technique brésilienne au travers un autre angle, fondé sur un intérêt stratégique surtout de l'ordre économique. Bien que le don et le contre-don soient très complexes est vastes à expliquer, c'est de manière générale, l'idée de réciprocité qui se manifeste, en admettant cela dans les sociétés actuelles, précisément dans les relations entre les États. Cette possibilité part de l'idée qu'il y a un jeu d'interactions entre deux sujets, dans ce cas deux États, tenus par un échange de cadeaux avec, d'un côté, le Brésil qui apporterait la coopération technique et de l'autre côté l'Angola qui le rétribuerait d'une autre manière, comme par exemple avec les accords commerciaux conclus avec le Brésil. Toutefois, l'analyse de ce sujet utilisant les concepts de Marcel Mauss de manière très orthodoxe limiterait les subtilités que ce sujet possède. Dans la CSS, les échanges entre les États incluent de multiples intentions. La coopération technique peut contribuer à des relations plus étroites entre les pays en profit des accords commerciaux avec les deux pays, par exemple. Mais elle n'est pas déterminante par rapport à cela. C'est que nous essayons de montrer est que les motivations, au-delà d'une vision très conséquentiel aux transactions économiques, peuvent être compris à partir d'un jeu d'échelles. Or, il existe bien une motivation de « l'État » brésilien en coopérer avec l'Afrique qui est multiple, touchant à la fois les initiatives économiques, ainsi que les motivations solidaires et les motivations politiques. Le but d'utilisation des extraits des discours diplomatique mentionnés dans ce mémoire étaient bien de comprendre quels sont les bases pour que la CSS brésilienne appuye ses actions et quels sont les arguments pour tenir compte des actions en Afrique, ou comment une sorte de « volonté » politique se justifie. C'est en approfundant l'approche au travers une échelle plus microsociologique, spécifiquement avec une étude de cas, que nous nous rendons compte de la multiplicité des acteurs qui peuvent intégrer un projet de coopération et comment chacun de ces organismes penétrent le terrain avec des motifs autres, qui ne sont pas forcément contraditoires. Chaque organisme institutionnel y apporte une identité, des interêts et des objectifs propres pouvant agir selon des motivations politiques, pour la sécurité nationale, pour des raisons humanitaires et morales, mais aussi pour des raisons économiques. Au fil et a mesure que les entretiens avec les acteurs ont été réalisés nous avons aperçu que, différent de notre hypothèse de départ, cette coopération se fait au travers des divers acteurs institutionnels au lieu d'être une action très centralisée par l'ABC. Mais cette diversité regroupe une idée centrale, affirme C. Milani, puisque les notions de « coopération internationale » et « développement » se caractérisent comme des fondements dans l'idéal du progrès économique et de la solidarité sociale entre les nations. A ce propos Gilbert Rist se rapproche de Durkheim pour parler de croyance. Il mentionne que le sociologue ne doit pas faire un jugement de valeur en se déclarant pour ou contre le développement,

mais il tient compte de ce que l'acte de croire entraîne, à savoir les pratiques qui ne mettent pas en danger la cohésion du groupe qui partage la croyance[163]. Pour G. Rist, le développement se réfère à certaines vérités indiscutables qui relèvent du mythe occidental en venant légitimer certaines pratiques qui sont partagés par les acteurs qui s'y trouvent[164]. Cet à ce propos que la dernière sous-partie du chapitre III a été consacré, en attribuant les « non-dits » à cette adhésion aux valeurs et résultats propagés par l'aide au développement.

Enfin, si cette coopération Sud-Sud a gagné une orientation plus forte sous les gouvernements de Lula da Silva, pendant les gouvernements de Dilma Roussef la CSS a connu un contexte de crise économique qui a affecté les actions. Il s'ajoute à cela les problèmes antérieurs de la coopération technique concernant la propre structure interne de l'ABC. Ces difficultés que la coopération technique travesse est affirmé par tous les interviewés qui ont souligné la distinction de la coopération entre le gouvernement de Lula et de Dilma Roussef.

Un point sur la méthodologie d'analyse des entretiens mérite notre attention. Carlo Ginzburg a proposé une distinction entre *emic* et *etic*, utilisant cette distinction comme une stratégie de recherche[165]. L'*emic* ce sont les discours des acteurs, les données tirés du discours des acteurs, comment ces acteurs aperçoivent et perçoivent les relations à l'intérieur d'une société ou d'une institution. L'*etic* ce sont les données tirées d'une observation de ces acteurs. En mettant en confrontation ces deux dimensions, comme un recours méthodologique, nous avons pu accéder à des enjeux et aspects qui sont inconnus du public, comme des subtilités par rapports aux projets, de la conception jusqu'au résultat ; mais aussi les relations entre les institutions, spécifiquement dans ce projet de mémoire entre l'ABC et l 'Embrapa. Quant à l'observation des acteurs, même si nous n'avons pas eu l'opportunité d'aller observer des réunions politiques ou la mise en œuvre du projet, quelques suggestions dans les paroles des interviewés, des sourires, ou même parfois l'impossibilité de répondre à certaines questions nous ont ouvert le chemin pour notre analyse.

Encore sur les sources utilisés, l'entrecroisement entre l'analyse du discours diplomatique étudié dans la deuxième partie et les entretiens a aussi rendu possible le jeu d'échelles proposé. Il est intéressant de noter que dans le cadre d'une première recherche sur le sujet à laquelle nous nous sommes consacrées pour ce travail, le discours diplomatique s'agissait d'un des premiers documents que nous avons trouvés. Il nous a donné des bases pour cette recherche et même pour la formulation de quelques-unes des questions des entretiens. Ce type de manifestation

[163] Rist (G.), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 53.
[164] *Ibid.*, p. 59.
[165] Ginzburg (C.), « L'historien et l'avocat du diable ». Suite de l'entretien avec Charles Illouz et Laurent Vidal », *Genèses*, nº 54, 2004, p. 112-129.

diplomatique se propose comme un outil d'affirmation qui permet de justifier des actions menès par le Brésil, tout en essayant de donner une image du pays à l'international. Un autre intérêt du discours tenait à la manière dont les acteurs s'approprient des discours. La constatation est que les acteurs des institutions étudiés dans ce mémoire adhérent aux trois principes de la coopération Sud-Sud tel qu'ils sont présentés dans le discours diplomatique, toutefois avec des degrés différents. Entre les fonctionnaires de l'ABC et les fonctionnaires de l'Embrapa, par exemple, ceux-ci sont plus ouverts pour sortir du cadre proposé par le dicours pour démontrer d'avantage certaines difficultés de la coopération technique brésilienne.

Enfin, une dernière remarque sur le processus de la recherche correspond à mettre en perspective la chercheuse par rapport à sa recherche. D'abord parce que nous concevons que la recherche se situe à l'intérieur d'un champ de forces, qui peut se passer de manière plus au moins tendue selon le sujet en question mais aussi selon la relation entre le chercheur et son terrain. La réalisation des entretiens s'est fait après plusieurs mails envoyés pour trouver des fonctionnaires, ce qui a été très difficile dans un premier temps. Encore aujourd'hui, plusieurs mails envoyés n'ont pas été répondus. C'est petit à petit que l'obtention de contacts a été possible y compris avec l'aide des interviewés. Le contact avec des fonctionnaires africains par mail ou téléphone n'a pas se déroulé de manière positive puisque nous n'avons obtenu qu'un entretien avec un ingénier agronomique de l'IIA, ce qui ne décrédibilise pas celui-ci. Malgré quelques obstacles pendant la trajectoire de la recherche, nous avons essayé de retracer les enjeux de la coopération technique agricole brésilienne en utilisant le projet de renforcement de l'IIA et de l'IIV afin de démontrer les pas d'un projet actuel de CSS au travers la perspective des acteurs brésiliens, en mettant le projet en parallèle au discours diplomatique de la PEB.

A titre d'ouverture pour la réfléxion, la question que le propre titre de ce mémoire pose sur « coopérer autrement » se fait intéressant pour une possible analyse comparative entre la coopération Nord-Sud et la cooperation Sud-Sud. En fin de compte, pouvons-nous affirmer que ces deux types de coopération sont si diférentes comme l'affiche la diplomatie brésilienne ? Si notre recherche n'a pas se penché sur cette direction, il nous semble tout à fait pertinent d'affirmer que la coopération Sud-Sud brésilienne est aussi en pleine transformation ainsi que la propre coopération Nord-Sud.

Sources

Annexe 1, transcription de confèrence. Vidéo disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=pvJ1MDbV9g0. Consulté le 26 août 2016.

Annexe 2 : transcription des entretiens.

Annexe 3 : accord de coopération technique pour le renforcement de l'IIA et de l'IIV, signé entre le Brésil, l'Angola et la FAO.

Bibliographie

Livres, articles, rapports d'études :

ABREU Aline Vasconcelos de, « Cooperação sul-sul e a atual dinâmica da ajuda internacional para o desenvolvimento », communication au séminaire National de Post-grade en Relations Internationales Nacional de Pós-Graduação em Relações Internacionais, *O Campo da Cooperação Internacional para o Desenvolvimento: da Consolidação aos Desafios Atuais,* Brasília, 12 et 13 juillet 2012.

ABREU Fernando Marroni, « A evolução da Cooperação Técnica Internacional no Brasil », *Mural Internacional,* n° 2, 2013.

ALBERT Jean-Pierre, « Don, échange, argent. Quelques réflexions à partir de l'Essai sur le don de Marcel Mauss », *Empan*, n° 82, 2011, p. 14-19.

AMORIM Celso, « Brazilian foreign policy under President Lula (2003-2010): an overview », *Revista Brasileira de Política Internacional*, Brasília, n° 53, 2010.

AMORIM Celso, *Teerã, Ramalá e Doha. Memórias da política externa ativa e altiva*, São Paulo, Benvirá, 2015.

AMORIM Celso, *Breves Narrativas Diplomáticas,* São Paulo, Benvirá, 2013, 168 p.

AMORIM Celso, *Conversas com jovens diplomatas*, São Paulo, Benvirá, 2011.

ANTONIAZZI Laura, NASSAR Andre, MOURA Paulo, KIMURA Willian, *Tecnologias na agricultura brasileira e potenciais para cooperação com a África*, São Paulo, Instituto de Estudos do Comércio e Negociações Internacionais (ICONE), 2013.

BATTISTELLA Dario, *Théorie des Relations Internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

BRUNO (A.), MILANI Carlos, « La coopération brésilienne en Afrique : expérience de triangulation avec l'UE dans le cadre de l'association stratégique », *in* Santander (S.), dir., *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents,* Paris, Kathala, 2014.

CABRAL Lidia, « Cooperação Brasil-África para o desenvolvimento: Caracterização, tendências e desafios », *Textos Cindes*, nº 26, 2011.

CABRAL Lidia, WEINSTOCK Julia, « Brazilian technical cooperation for development. Drivers, mechanics and future prospects », *Overseas Development Institute (ODI)*, 2010.

CAILLÉ Alain, « Don, intérêt et désinteressement : Bourdieu, Mauss, Platon et quelques outres », *La Découverte/M.A.U.S.S.*, Paris, 2005.

CARRON DE LA CARRIERE Guy, « Les entreprises, les États et la diplomatie économique : nouvelles stratégies sur les marchés », *in* La diplomatie économique, le diplomate et le marché, Economica, Paris, 1998.

LIMA Sérgio Moreira, SANTOS Luís Villafañe, dirs., *Quarenta anos das relações Brasil-Angola : documentos e depoimentos*, Brasília, FUNAG, 2015.

ELODIE Brun, MUXAGATO Bruno, « El proyecto internacional brasileno (2003-2010) : Intenciones regionales y proyeccion global va las relaciones Sur-Sur », *Anuario Americanista Europeo*, 2012.

ESTEVES Paulo M. L., FONSECA João M., GOMES Geovana Zoccal, B*razilian Health and Agricultural Cooperation in Angola : An overview*, Rio de Janeiro, BPC Policy Brief, n° 2, 2015.

FROGER Géraldine, ANDRIAMAHEFAZAFY Fano, « Les stratégies environnementales des organisations internationales dans les pays en développement : continuité ou ruptures ? », *Mondes en développement*, n° 124, 2003.

GABAS Jean-Jacques, *Nord-Sud : l'impossible coopération ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

GABAS Jean-Jacques, GOULET Frédéric, ARNAUD Clara, DURAN Jimena, *Coopération Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et Australe : le cas de la Chine et du Brésil*, Paris, A Savoir, juin 2013.

GABAS Jean-Jacques, GOULET Frédéric, « Les coopérations agricoles chinoises et brésiliennes en Afrique. Quelles innovations dans les principes et pratiques ? », *Afrique Contemporaine*, n° 242, 2012.

GABAS Jean-Jacques, PESCHE Denis, RIBIER Vincent, CAMPBELL Bonnie, « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », *Mondes en développement*, n° 165, 2014.

GINZBURG Carlo, « L'historien et l'avocat du diable ». Suite de l'entretien avec Charles Illouz et Laurent Vidal, *Genèses*, n° 54, 2004, p. 112-129.

GOULET Frédéric, GABAS Jean-Jacques, SABOURIN Eric, « Des idées aux pratiques : la coopération technique agricole brésilienne à l'épreuve du terrain africain », *Sociologies pratiques*, n° 27, 2013.

IPEA, ABC, *Cooperação brasileira para o desenvolvimento internacional : 2005-2009*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, Agência Brasileira de Cooperação, 2010.

IPEA, ABC, *Cooperação brasileira para o desenvolvimento internacional : 2010*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada e Agência Brasileira de Cooperação, 2013.

IPEA, BM, *Ponte sobre o Atlântico. Brasil e África subsaariana : parceria Sul-Sul para o crescimento*, Brasília, Instituto de Pesquisa Aplicada e Banco Mundial, 2011.

JÚNIOR (H.), AYERBE (L.), dir., *Política externa brasileira, cooperação sul-sul e negociações internacionais*, São Paulo, Cultura Acadêmica, 2015.

JÚNIOR Wilson Mendonça, FARIA Carlos Pimenta de, « A cooperação técnica do Brasil com a África: comparando os governos Fernando Henrique Cardoso (1995–2002) e Lula da Silva (2003–2010) », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 58, 2015.

KOURLIANDSKY Jean-Jacques, « Argentine, Brésil, Mexique : pertinence du concept d'émergence », *Revue internationale et stratégique*, n° 75, 2009.

LARA Ignacio Fernando, « Potencialidades y lmites de Brasil como potencia media emergente », *Anuario Americanista Europeo*, 2012.

LEITE Patricia Soares, « O Brasil e a Cooperação Sul-Sul em três momentos de política externa : os governos Jânio Quadros/João Goulart, Ernesto Geisel e Luiz Inácio Lula da Silva », Brasília, Fundação Alexandre de Gusmão, 2011.

LESSA Antônio, « Brazil's strategic partnerships: an assessment of the Lula era (2003-2010) », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010.

MESSIANT Christine, *L'Angola postcolonial. Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Éditions Karthala, 2008.

MICHEL Serge, BEURET Michel, *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2008.

MILANI Carlos, « Aprendendo com a História: críticas à experiência da Cooperação Norte-Sul e atuais desafios à Cooperação Sul-Sul », 2012.

MILANI Carlos, TUDE João Martins, « A Política Externa Brasileira em relação ao Fundo Monetário Internacional durante o Governo Lula », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 56, 2013.

MILHORANCE Carolina, « A política de cooperação do Brasil com a África Subsaariana no setor rural: transferência e inovação na difusão de políticas públicas », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 56, 2013.

Ministério das Relações Exteriores ; Agência Brasileira de Cooperação, *Manual de Gestão da Cooperação Técnica Sul-Sul*, Brasília, Ministério das Relações Exteriores e Agência Brasileira de Cooperação, 2013.

PIMENTEL João Vicente de Sá, « Relações entre o Brasil e a África subsaárica », *Revista Brasileira de Política Internacional* (1), n° 43, 2000.

QUANTIN Patrick, « Le rôle politique des sociétés civiles en Afrique : vers un rééquilibrage », *Revue internationale et stratégique*, n° 72, 2008.

RIST Gilbert, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

SANTOS Luís Villafañe, *A América do Sul no discurso diplomático brasileiro*, Brasília, FUNAG, 2014.

SARAIVA José Flávio, *O lugar da África*, Brasília, Editora da UnB, 1996.

SARAIVA José Flávio, « The new Africa and Brazil in the Lula era: the rebirth of Brazilian Atlantic Policy », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 53, 2010.

SARAIVA Miriam Gomes, « As estratégias de cooperação Sul-Sul nos marcos da política externa brasileira de 1993 a 2007 », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n° 50, 2007.

SCHLESINGER Sérgio, *Cooperação e investimentos do Brasil na África. O caso do ProSavana em Moçambique*, Maputo , Solidariedade e Educação, 2013.

SEABRA Pedro, « A harder edge: reframing Brazil's power relation with Africa », Revista Brasileira de Política Internacional, n° 57, 2014.

SEITENFUS Ricardo, « Le Sud devient le Nord », *in* MONCLAIRE Stéphane, DELUCHEY Jean François, dirs., *Gouverner l'intégration : fondements stratégiques de l'actuelle diplomatie brésilienne*, Paris, Pepper, 2006.

THIOLLET Hélène, « Pratiques et représentations de l'émergence », *Critique internationale*, n° 56, 2012.

TOLLINI Hélio, AVILA Antônio Dias, CALEGAR Geraldo, « Modelo conceptual da organização de investigação para Angola », *in*: SAMBENY (Z.), dir., *Investigação Agrária em Angola: Desafios e Propostas*, Brasília, Embrapa, 2011.

VEIGA Pedro, RIOS Sandra, « O Brasil como ator econômico na África: a necessidade de uma estratégia », *Breves Cindes*, n° 92, 2015.

VENTURA Enrique, « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula : entre discours et réalité », *Institut d'Études Politiques de Grenoble*, juin 2010.

UNCTAD, CNUCED, *Le développement économique en Afrique. La coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, New York et Genève, Nations Unies, 2010.

WEBER Florence, « Préface », *in* MAUSS Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Presse Universitaire de France, 2007.

Articles médias :

Discours inaugural du ministre José Serra disponible sur : http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/ministro-das-relacoes-exteriores-discursos/14038-discurso-do-ministro-jose-serra-por-ocasiao-da-cerimonia-de-transmissao-do-cargo-de-ministro-de-estado-das-relacoes-exteriores-brasilia-18-de-maio-de-2016. Consulté le 25 août 2016.

Entretien réalisé par Natália da Luz au « Por Dentro da África », publié le 6 juin 2016 dans le site de l'Institut Lula. Disponible *in* : http://www.institutolula.org/cooperacao-brasil-africa-tem-sido-positiva-para-os-dois-lados. Consulté le 25 août 2016.

Article publié par Carta Maior le 30 mai 2016. Disponible sur : http://cartamaior.com.br/?/Editoria/Politica/-Houve-uma-conspiracao-no-Brasil-/4/36202. Consulté le 25 août 2016.

Historique de l'ABC. Disponible sur : http://www.abc.gov.br/SobreABC/Historico. Consulté le 15 juillet 2016.

Polgreen Lydia, « Angolans Come Home to "Negative Peace" », The New York Times, 30 July 2003. Disponible sur : http://www.nytimes.com/2003/07/30/world/angolans-come-home-to-negative-peace.html?pagewanted=all. Consulté le 26 août 2016.

Vidéos :

Entretien réalisé avec Celso Amorim en 2009 à l'émission Roda Viva. Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=ZuZgVVRTRPE. Consulté le 14 juillet 2016.

Table des annexes

Annexe 1.....119
Annexe 2.....130
Annexe 3.....225

Annexe 1

Discours de l'ex ministre de Relations Extérieures de Dilma Roussef, Mauro Vieira, prononcé en 2015.

Há poucos mais de 12 anos, tive a grata participação de participar de uma etapa particularmente rica da política externa brasileira para a África, concebida a partir de uma visão universalista e solidária. Como chefe do gabinete do então ministro das Relações Exteriores e embaixador Celso Amorim, pude acompanhá-lo à sua primeira visita a África, preparatória do primeiro périplo africano do presidente Lula, cuja delegação também tive a honra de integrar. A importância da África é um elemento definidor e incontornável para o Brasil. Nosso país é inconcebível sem a herança africana, motivo de orgulho e fundamento para a construção de um futuro que queremos mais justo. O reconhecimento imediato nos anos 70 da independência dos países africanos de língua portuguesa - Angola, Cabo Verde, Guiné-Bissau, Moçambique e São Tomé e Príncipe; a luta contra o apartheid; o estabelecimento até 2002 de redes de 18 representações diplomáticas na África são exemplos de alguns fatos que dão testemunho do engajamento histórico do Brasil com o continente, de quem somos tão tributários.

O ano de 2003 marca o início de uma etapa particularmente rica em projetos com cooperação técnica envolvendo 45 países africanos; a expansão dos investimentos das empresas brasileiras e do comércio do Brasil e da África que quadriplicou em 10 anos, saltando de 6,1 bilhões para 28,5 bilhões de dólares em 2013; a expansão da rede diplomática brasileira, que mais que dobrou, para 37 embaixadas residentes; a realização de 34 visitas presidenciais à países africanos nos últimos 12 anos durante os mandatos do presidentes Lula e da presidenta Dilma Roussef, com destaque para a sua participação em 2013 no jubileu de ouro da União Africana. O engajamento brasileiro no continente africano é uma política de Estado que reflete o anseio dos mais variados setores da sociedade brasileira. Fato mais que natural onde um país onde 51,4% da população se declara afro-descendente. Ajustes conjunturais podem incedir momentaneamente nos meios que dispomos, mas não alteram nossa noção de prioridades. A África foi, é e continuará a ser uma prioridade absoluta da política externa brasileira.

Foi assim, com satisfação, que atendi o pedido de encontro que foi formulado por Tomas Bulmann, decano do Grupo Africano. Este almoço é o primeiro que tenho com um grupo regional de embaixadores. A escolha é deliberada e expressa a importância central que atribuimos às relações com a África. O Brasil continuará a construir com seus parceiros africanos relações fraternas e abrangentes, que reflitam de forma equilibrada os pilares do relacionamento bilateral

com cada um dos países aqui representados: o diálogo político, a cooperação, e as relações econômicas e sociais. Este encontro ocorre uma semana antes do início do périplo em que visitarei 5 países da África. Já estão em andamento os preparativos para outras missões ao continente. Quero igualmente incrementar a visita de autoridades africanas ao Brasil. No passado, tive já o prazer de receber aqui o ministro de Negócios Estrangeiros do Togo, Robert Dusey, ocasião em que foi anunciada a reabertura da embaixada togolesa em Brasília, notícia que muito nos alegra. Tenho a satisfação de me referir-me também a segunda edição do curso de português para diplomatas africanos em Brasília. Este ciclo, com 3 novas turmas, terá início em abril com aulas no Instituto Rio Branco.

Senhoras e senhores, como não poderia deixar de ser, tenho acompanhado com atenção os temas relacionados à África, tanto os bilaterais, os regionais como os multilaterais, a exemplo do seminário da ASA que terá lugar nos dias 26 e 27 aqui no Itamaraty. Não quero deixar de ressaltar que o Brasil sempre valorizou a capacidade africana de compreender e buscar soluções para suas próprias questões, em conformidade com o conceito de apropriação africana. Estamos convencidos de que a União Africana e os organismos regionais africanos têm papel crucial à desempenhar na construção de uma ordem global mais justa e multipolar. Defendemos que a solução duradoura para os principais problemas do continente passa, necessariamente, pelo diálogo e pela promoção do desenvolvimento inclusivo e em bases sustentáveis. O Brasil não se tem furtado a contribuir para a paz e a estabilidade da África, quer pela participação ativa em missões de paz das Nações Unidas, quer com o compartilhamento de tecnologia e conhecimentos que desenvolvemos no enfrentamento de desafios que nos são comuns.

Não poderia deixar de concluir estas palavras sem deixar de expressar a solidariedade do governo brasileiro ao povo e ao governo da Tunísia. Diante dos trágicos acontecimentos de dois dias atrás no belíssimo museu do Pardo, estou convencido de que a Tunísia - que leva adiante com êxito um exemplar processo de transição democrática - saberá superar este momento de dor e dele sairá ainda mais forte e mais coesa. Não posso também deixar de referir-me e condenar de forma veemente o atentado que na manhã de hoje vitimou mais de 100 pessoas no Iêmen.

Senhoras e senhores, os laços entre o Brasil e a África são profundos e têm se fortalecido nos últimos anos. Temos o desafio comum de ampliar e diversificar nossas relações, com ousadia e criatividade em benefício de nossos povos irmãos. Contem sempre nessa jornada com o meu engajamento e determinação pessoal. Muito obrigado.

Transcription en portugais de la conférence qui a eu lieu en mars 2015 et qui a eu comme but la préparation du voyage du ministre Mauro Vieira dans les Pays Africains de Langue Officielle Portugaise – PALOP. Quatre diplomates responsables des départements au sein du ministère des Relations Extérieures prennent la parole : le secrétaire général adjoint de la coopération et de la promotion commerciale, l'ambassadeur Hadil da Rocha Vianna ; le directeur de l'ABC, l'ambassadeur Fernando José Marroni de Abreu ; le directeur du département de l'Afrique, le ministre Nedilson Jorge ; et le directeur du département de la promotion commercialle, le ministre Rodrigo Azeredo.

(...)

Monsieur l'ambassadeur Hadil da Rocha Vianna : Portanto este diálogo político que constitui um dos pilares que formam as relações bilaterais vai ser levado a cabo por intermédio de todas estas iniciativas. Outro pilar - são 3 que nos consideramos fundamental para a relação bilateral com os países africanos - é a cooperação. Para isso eu gostaria de convidar o embaixador Fernando Abreu que é o diretor da Agência Brasileira de Cooperação, para se referir à cooperação técnica que o Brasil presta à estes países.

Monsieur l'ambassadeur Fernando José Marroni de Abreu: Eu gostaria de iniciar apresentando resumidamente o nosso modelo de cooperação. Acho que é importante, antes de falar de cooperação que nós tenhamos uma clara noção do modelo que o Brasil segue, que é o modelo que nós chamamos Sul-Sul, que evidentemente não é o modelo original, mas é um modelo bastante distinto da cooperação tradicional. E a primeira diferença que é importante ressaltar é que não somos doadores. Nós somos um país que pretende ter relações horizontais com todos os nossos parceiros. Nós entendemos que há sempre benefícios mútuos na troca de experiência e na troca de conhecimentos na cooperação. Então isso é um pilar fundamental e existe alguns princípios que orientam a nossa ação na cooperação. O primeiro deles é que nós reagimos à demanda. Contrariamente aos países doadores tradicionais, nós não temos projetos preparados de antemão. Nós, uma vez recebido a solicitação de cooperação, nós examinamos se temos capacidade de reagir positivamente, e em caso positivo nós convidamos uma institutição brasileira na área específica com excelência no setor e, juntamente com esta instituição, enviamos uma missão de prospecção ao país onde nós vamos, conjuntamente com os técnicos e com as autoridades locais, preparar um projeto específico para aquele problema. Então esse é o primeiro princípio que é chave na cooperação Sul-Sul, que é reação à demandas. Outro princípio que é também muito importante é o da não condicionalidade. Ou seja, nós não condicionamos a nossa cooperação a nenhum benefício, a nenhuma troca de vantagens econômicas ou comerciais. Alguns países fazem, eles

apoiam determinadas iniciativas, desenvolvem determinados projetos, mas em troca da redução de tarifas de produtos importados ou de uma concessão numa área de minas, por exemplo, ou numa área específica da economia. Nós, por exemplo, temos claramente essa noção de que não é relevante condicionar atividades econômicas e comerciais aos projetos de cooperação. E o outro terceiro princípio, que é muito importante também, é um claro respeito à soberania dos nossos parceiros. Nós entendemos que não devemos mesclar projetos de cooperação com assuntos de políticas internas. Alguns países doadores tradicionais fazem: há apoio à determinados projetos em troca de adoção de políticas específicas nas áreas de direitos humanos, mais transparência ou melhor governância. Evidentemente não quer dizer que o Brasil não tenha posições claras definidas sobre estes assuntos, mas nós entendemos que estes assuntos devem ser tratados em fóruns específicos, como o Conselho dos Direitos Humanos onde todos os países estão igualmente representados e são tratados unanimemente. Então, basicamente, são estes os princípios que orientam nossa cooperação. E eu digo com orgulho que é um modelo extremamente apreciado. Eu tenho visitado vários países nesses 3 anos em que estou à frente da agência e em termos de modelo temos recebedo basicamente elogios.

Passando a parte mais específica : nós temos projetos com mais de 100 países, alguns em maior número e outros em menor. E, no que se refere à África, nós temos projetos registrados em pauta com 45 países, e atualmente projetos em execução com 32. São 135 projetos, 26 atividades isoladas, que são projetos menores, mais simples, com menor duração e geralmente com custo reduzido, e também treinamento de 131 técnicos com 33 países. Nós temos uma pauta muito diversificada, Moçambique é nosso principal parceiro, seja no número de projetos, seja no valor dos projetos. Nós temos uma importante pauta bilateral em várias áreas : educação, saúde, meio ambiente, administração pública, finanças públicas, e também uma pauta trilateral : Moçambique é um país que tem um excelente desempenho nos projetos de cooperação internacional, e isso atrai - seja os doadores tradicionais, seja os parceiros de cooperação Sul-Sul. Então nós temos ademais nossa pauta bilateral, projetos de cooperação trilateral: com o Japão, Itália, Estados-Unidos, Alemanha, em Moçambique. E em São Tomé e Príncipe temos também uma importante pauta, temos a nossa mais importante iniciativa que é um centro do Senai que foi inaugurado em maio do ano passado, que prevê durante os próximos anos treinar 1.000 técnicos. E um projeto que, de certa maneira, replica nossa experiência que começou no Paraguai, onde foram treinados mais de 25.000 técnicos. E também Timor Leste, onde estamos atuando há 12 anos, passamos o centro às autoridades timorenses e em Timor já treinamos mais de 3.000 pessoas. Também temos outros centros como na Guatemala, na Jamaica, em Cabo Verde, e todos com excelentes resultados. Não temos nenhum projeto trilateral em São Tomé e Príncipe. Em Angola temos atos de cooperação na

área de treinamento, estamos avançando bilateralmente com o Sebrae, tem alguns projetos com a Embrapa, tem um projeto trilateral com o Japão na área da saúde, chamado ProForça num hospital em Luanda, e esse projeto é com o Japão. E em Gana não temos uma pauta tão importante quanto os demais países, mas temos sim uma pauta na área da agricultura pela Embrapa. A Embrapa tem seu escritório para o continente africano sediado em Acra, e temos também alguns projetos na área da saúde. Evidentemente essa é uma visão muito breve.

Monsieur le ministre Rodrigo Azeredo : Bom, além da importância política, estratégica e de cooperação, evidentemente que nosso relacionamento com o continente africano tem uma pauta intensa de parceria político comercial. Nos últimos anos o continente africano tem apresentado taxas de crescimento do seu PIB geral de países africanos até acima da média mundial. No ano passado o PIB, o PIB africano como todo cresceu cerca de 0.5%, segundo dados de organismos mundiais, e portanto acima da média mundial. Além disso, o que motiva esse crescimento em várias economias africanas, tem sido os investimentos na infraestutura econômica mas também na infraestrutura social, com projetos de saneamento, tratamentos de água, abastecimento. Mas também infraestrutura de trasportes, enfim, a logística no campo de portos, aeroportos, e também um aumento da renda média da população africana. Exatamente esse crescimento do PIB tem levado ao aumento da renda média, um fenômeno até semelhante ao que aconteceu no Brasil nos últimos anos : a inclusão social em muitos países que elevou portanto o aumento do consumo. Então, somado os investimentos, gastos de governos com a expansão da infraestrutura, e este crescimento do consumo, isso explica a expansão do PIB africano, em geral. E, evidentemente isso atrai muito interesse de diversos países, parceiros que podem contribuir para o desenvolvimento do continente africano, e o Brasil é um deles. Em termos de comércio exterior brasileiro, é importante ressaltar que o nosso comércio com o continente africano em geral, nos últimos 10 anos, entre 2004 e 2014, cresceu 156%. Quer dizer, o comércio exterior, entre importações e exportações. As nossas importações para o continente africano nesses 10 anos cresceram quase 130%. Nesse contexto, os países que serão visitados hoje - evidentemente alguns possuem uma balança comercial com o Brasil mais significativa, come é o caso de Angola, de Gana, inclusive em exportações de serviços; e outros há outros interesses além do comercial, em interesses de investimentos, também na parte de cooperação como o embaixador falou, mas há um potencial muito grande também. Até em São Tomé e Príncipe que, enfim, pode-se levantar alguma questão com relação ao desenvolvimento relativo do país e qual seria a importância comercial, mas há projetos interessantes para as empresas brasileiras, apesar da economia - como falei - em menor escala, mas há projetos interessantes. Por exemplo há uma empresa brasileira que sera responsável pela construção de uma usina hidrelétrica no país de cerca de 12 mega watts que vai representar

1/3 da produção de energia elétrica para São Tomé e Príncipe, além de linhas de transmissão. Além disso, o país tem um potencial também, como está localizado ali no Golfo da Guiné, é uma zona de exploração potencial, zona de exploração de petróleo e gás, inclusive uma zona compartilhada com a Nigéria, há aí também um potencial importante de petróleo e gaz no futuro. Depois há um projeto interessante de um porto de águas profundas que São Tomé tem muito interesse que empresas brasileiras participe. Esse porto poderia servir não só como base para os países como ponto logístico, entreposto para a zona do Golfo da Guiné, mas também alavancar a indústria de turismo que São Tomé e Príncipe tem muito interesse em desenvolver projetos nessa área de tursimo, e mais uma vez, nessa área também há empresas brasileiras interessadas analisando as possibilidades de investimento nas estruturas hoteleira, a indústria de turismo em São Tomé e Príncipe. Enfim, há projetos interessantes sendo avaliados. Com relação à Gana, já há uma presença importante de empresas brasileiras atuando na área de serviços, na área de construção por exemplo, na construção de estradas, e de obras civis. A Embraer também tem um interesse no mercado de Gana. Enfim, há também um potencial de crescimento nas nossas exportações, de equipamentos e máquinas agrícolas, o embaixador Fernando citou a presença do escritório da Embrapa, e isso também alavanca oportunidades de cooperação nessa área da agricultura, e também abre espaço para equipamentos e implementos agrícolas brasileiros. O caso de Angola: é um parceiro tradicional brasileiro. Dentre os países a serem visitados, é a nossa maior pauta comercial, mais diversificada. Há projetos tradicionais também, de prestação de serviço, na área de infraestrutura. O país passou por momentos de reconstrução depois da guerra civil, e foi necessário investir bastante. Eles estão terminando essa fase de reconstrução da infraestrutura do país. Isso inclui estradas, portos, aeroportos, hidroelétricas, e desse esforço de reconstrução da infraestrutura nacional tem participado intensamente empresas brasileiras. Além disso, essas exportações de serviços abrem caminho também para exportação de bens industrializados brasileiros. Essas obras que são realizadas em Angola, Gana, Moçambique sobretudo, nesses países a serem visitados, é importante ressaltar que isso abre portas também para que pequenas e médias empresas brasileiras exportem equipamentos e bens que vão ser utilizados nessas obras. Isso faz parte, inclusive, do pacote de negociação de apoio financeiro que o Brasil concede para exportações de serviços. Então é um efeito multiplicador, não só das nossa grandes empresas que estão lá realizando as obras, mas também de pequenas e médias empresas que conseguem exportar os seus bens. No caso de Gana e Moçambique, há um ponto importante que nós estamos justamente desenvolvendo, e essa viagem vai ser algo para concretizar o que nós vínhamos desenvolvendo desde o ano passado, um projeto do Itamaraty, do Departamento de Promoção Comercial e Investimentos, juntamente também com a ABIMAQ, nossa associação brasileira de indústria de

máquinas e equipamentos, que é promover investimentos industriais nesses dois países, em Angola e em Moçambique. Isso tudo surgiu de uma conversa, a ABIMAQ esteve conosco aqui no Itamaraty e levantou a questão que, embora sejam mercados importantes ainda para os nossos produtos industrializados - temos que ressaltar isso também - tanto Angola como Moçambique e Gana, grande parte das nossas exportações são manufaturados e serviços, mas no caso de Angola especificamente, estava havendo um declínio das exportações de máquinas nos últimos 3 ou 4 anos. Nós estudamos isso junto com a ABIMAQ, e percebemos que não era só uma questão de competitividade ao nosso custo Brasil, mas era também uma questão de estratégia de inserção comercial. Então nós propusemos à ABIMAQ, e eles aceitaram esse desafio, digamos assim, de irmos juntos à Angola e à Moçambique - no ano passado estivemos duas vezes conversando com os governos locais - para apresentar uma proposta de parceria que envolveria a instalação de empresas de segmentos da indústria de máquinas e equipamentos nesses dois países, baseado num modelo de montadoras. Quer dizer, as indústrias brasileiras que poderiam se instalar, num princípio nos exportaríamos as peças de máquinas e equipamentos para serem montadas localmente. Quais são as vantagens disso e o que isso tem a ver com a nossa nova estratégia, digamos assim, de inserção comercial ? Isso é fundamental para certos segmentos da indústria, e eu diria que isso poderia ser replicado para outros segmentos em outros países, não só na África mas para a América Latina e Caribe, porque cada vez mais o que se percebe no comércio internacional é o que a gente chama "comércio intrafirmas". Essa estratégia de comércio internacional é importante porque dá vantagens competitivas à quem segue esta estratégia, porque você está localizado no país, pode produzir com custos mais baratos, agrega um valor local passo a passo, recebe incentivos porque você está gerando empregos, contribuindo para o desenvolvimento social, desenvolvimento econômico do país. No caso de Angola e Moçambique eles tem muito interesse em desenvolver suas indústrias. Angola, no seu plano nacional de desenvolvimento, é um dos seus pilares no seu plano de desenvolvimento a diversificação da economia, que é uma economia muito baseada na economia do petróleo, e agora, mais recentemente com a queda do barril do petróleo mais uma razão para eles incentivarem esse tipo de investimento para eles diversificarem sua economia. E Moçambique, é também estratégico para o país, no seu plano de desenvolvimento, o desenvolvimento de uma indústria incipiente, uma indústria sobretudo na area de transformação.

Eles têm, o ministro Edilson comentou rapidamente, um potencial grande na área de mineral, na área de energia. Também na área de extrativismo agrícola, vegetal, e eles pretendem desenvolver agora, dar um passo adiante com a indústria de transformação. Por exemplo, maquinários para uma fábrica que possa fazer sucos, transformar as frutas em sucos, e daí maquinário para fazer a embalagem desses sucos, e desenvolvendo uma cadeia produtiva industrial

em certos segmentos da indústria de trasformação. E Angola, num país que tem uma economia mais forte, mais diversificada, há um potencial enorme para máquinas no setor de petróleo e gás, mas também em outros setores da construçõ civil, inclusive também para empresas brasileiras que estão trabalhando lá poderiam se utilizar de máquinas fabricadas por brasileiros nesses países. Então, nossa intenção, que nós apresentamos ao governo de Angola e Moçambique, que foi aceita, foi vista com muito bons olhos, que envolve não só essa exportação - esse modelo de investimento em modelo de montadoras - mas também o treinamento, a capacitação da mão-de-obra, a capacitação dos engenheiros industriais, e para isso nós estamos contando com a participação, que já fizemos ano passado, do SENAI, do SENRA (Serviço Nacional de Aprendizagem Rural), enfim o apoio do BNDES, toda uma estratégia de apoiar as empresas brasileiras mas também apoiar em parceria com empresas locais - em Angola e em Moçambique - o desenvolvimento econômico e a diversificação da economia destes países. Esses são, a meu ver, os principais pontos, e estamos abertos à perguntas. Obrigado.

Monsieur l'ambassadeur Hadil da Rocha Vianna : Eu me permitiria fazer uns últimos comentários afinal de contas a gente colocou na mesa uma série de dados e eu espero que sirva de interesse, que ilustre o interesse brasileiro em manter um relacionamento muito estreito com o continente africano. Eu vou até te dizer que não somente o Brasil mantém este interesse, outros países reconhecem e fazem questão também de estar presente no continente africano e muitas vezes nos pedem auxílio, se interessam por esse modelo do Ministéro de Relações Exteriores de se fazer presente na África, principalmente reconhecendo que o continente africano é um continente rico em recursos naturais, mas sobretudo que ele é um continente onde a escala e o potencial da escala do seu mercado consumidor é um grande atrativo para o comércio e para os investimentos, principalmente na área de infraestrutura, como o ministro Rodrigo comentou. E nesse contexto, nós acreditamos que o Brasil detêm vantagens comparativas: primeiro pela nossa herança africana, mas de 51% da população brasileira se declara afrodescendente, e portanto temos laços históricos, culturais, que são muito apreciados quando na cooperação com os países africanos, principalmente aqueles de língua portuguesa, como foi explicado pelo ministro Fernando, nós praticamos uma cooperação Sul-Sul multisetorial que não é só técnica, mas é também financeira, educacional, esportiva, humanitária. E isso tudo, com os países que nós mantemos relações estreitas na África, os países muito apreciam. Em termos de políticas públicas nós temos grande identidade no que se refere com o social, com o desenvolvimento com o social, e consequentemente mantemos uma atividade diplomática intensa, não só por meio do aumento das representações nos países do continente como o ministro Edilson comentou - hoje já são 37 embaixadas no continente africano, mas também pela intensa troca de visistas de autoridades de

alto nível, me referi a presidentes, que ocorreram nos últimos 12 anos. Foram 34 visitas das autoridades brasileiras aos países africanos. Portanto, essas considerações eu julgo relevantes, porque como foi dito... esse é o primeiro périplo, haverá um segundo e esperamos mais daqui para frente, e é importante explicar que isso se deve à essa relevância toda que a chancelaria atribui ao relacionamento com os países africanos. E para terminar só com um pequeno exemplo : hoje estamos reunindo aqui no Palácio um evento promovido pelo Ministério das Relações Exteriores, mas é um evento da ASA, que é aquele Foro criado muito pela iniciativa do Brasil, que congrega países da América do Sul e países africanos, com vistas a discutir assuntos mais diversos, econômmicos, políticos, que afetem igualmente ambas as regiões, e estamos reunindo aqui enviados de países sul-americanos e africanos durante dois dias para manter uma discussão aberta à respeito de temas de interesse.

L'Ambassadeur Fernando de Abreu répond à une question sur la baisse du budget de la coopération : o orçamento essa ano ainda não foi definido, conforme todos sabemos, foi aprovado pelo Congresso e está sendo examinado ainda pelo Governo Federal para ser sancionado. Em termos de valor foi 36 milhões como em 2013 e 2014. Em 2013 houve um pequeno continenciamento, cerca de 10% e em 2014 um pouco maior. Estamos tentando procurar reorientar a gestão e uma série de medidas que aumente a eficiência. Se nós formos examinar o custo médio das atividades, em 2010 por exemplo que foi um ano de alta execução, o custo médio das atividades foi de 78 mil dólares, e em 2014 nós conseguimos reduzir a 31 mil dólares. Só comparando, foi 273 atividades isoladas e projetos, e 161 em 2014. Evidentemente houve uma redução mais a gente aumentou mais proporcionalmente a eficiência e o custo médio se refletiu nessa redução. É importante dizer que não cancelamos nenhum projeto, nós tivemos que reduzir o nível de algumas atividades mas sem cancelar projetos. Tomamos algumas outras medidas como incrementar o planejamento, compramos passagens com no mínimo 30 dias de antecedência e com isso caiu o custo, pois as passagens representam cerca de 40% no nosso modelo de cooperação, no nosso custo médio. Também renegociamos alguns projetos com parceiros mais desenvolvidos, nós entendemos que devemos concentrar os recursos em projetos em países de menor desenvolvimento relativo. Então nessa renegociação com os países mais avançados, houve uma redução do nosso compromisso financeiro, sem nenhuma queda na qualidade, nos números de atividades e no número de projetos. E também procuramos novos parceiros, seja com governos estrangeiros, seja algumas entidades nacionais, e eu gostaria de explicitar e agradecer a Agência Nacional de Águas que tem apoiado muito e é um novo parceiro, e com isso nós conseguimos, de uma certa maneira, obviar as dificuldades apresentadas pelo condicionamento dos recursos.

Question du public au ministre Rodrigo Azeredo : Ministro Rodrigo, diante da crise que estamos vivendo, gostaria de saber... tem dois pontos de vista : nós estamos com um problema de crise aqui no Brasil e eu gostaria de saber até que ponto isso pode afetar os nossos objetivos na África; e segundo até que ponto a China atrapalha os nossos interesses e objetivos lá na África, pois a China tem muita vontade de África né.

Monsieur le ministre Rodrigo Azeredo : Bom, do ponto de vista econômico, acho que não é bem uma crise, mas um ajuste da nossa economia, e desafios sim..., sabemos que temos indicadores muito positivos, mas sabemos que o governo está fazendo um esforço para voltar ao ajuste fiscal, ao equilíbrio, etc, e isso vai ter um reflexo evidentemente não só no ambiente de negócios, não só no mercado interno para o mercado externo. Mas com relação à possíveis impactos, eu acabei de responder essa pergunta anterior, que nesse momento é natural - não só agora mas também no passado houve momentos que, enfim, a economia brasileira passou por outros desafios também - e o mercado externo é visto como uma saída. Nesse sentido, há uma busca até maior para aquelas empresas que estão preparadas para isso. E o governo tem justamente colocado seus instrumentos para apoiar essa iniciativa, essa maior busca de oportunidades no exterior, através de missões como nós estamos organizando aqui, o Itamaraty especificamente com o apoio de nossas embaixadas. É importante dizer que nós temos uma rede de setores de promoção comercial, hoje nós temos uma rede de 105 escritórios comerciais instalados nas embaixadas e consulados brasileiros ao redor do mundo, o que contribui bastante para a inteligência comercial, organizando missões, feiras... Mas também o que a gente chama de advoca-se, defendendo o interesse de empresas brasileiras lá fora, abrindo portas para empresas, não só as grandes empresas como as pequenas e médias. Nós temos um site que é muito útil, recomendo que vocês dêem uma olhada, é o Brasilexport.gov.br, junto com o Medic e o Mac, uma série de informações sobretudo para as pequenas e médias empresas. Enfim, há outros instrumentos públicos como os financiamentos concedidos tanto pelo Banco do Brasil via Proex - na verdade são recursos do Tesouro - e também pelo BNDES. Nesse ponto sim, respondendo mais objetivamente sua pergunta, esse ano tem discussões sobre o financiamento, inclusive o financiamento que será locado para o financiamento das exportações. Mas isso é prioridade do governo, tem um comitê interministerial que discute essas questões junto com o Ministério da Fazenda que participa ativamente desse comitê que reconhe também a prioridade do apoio ao financiamento e garantia das exportações brasileiras. E portanto, a ideia é que se preserve os instrumentos que nós temos, que têm sido realmente uma ferramenta importante de alavancagem das exportações brasileiras de bens e serviços, de bens de valor agregado e serviços. Portanto, do ponto de vista do governo, as ferramentas estão aí, já eram utilizadas e nós queremos até reforçar essas ferramentas para que

possamos continuar apoiando, incrementando esse apoio. Do ponto de vistas das empresas, precisamos analisar setor por setor. Há setores que estão mais adaptáveis uma vez não atendida a expectativa do mercado interno de poder alternar sua produção e buscar o mercado externo. Essa estratégia que estamos colocando agora para Angola e Moçambique contribuiria bastante para no caso de alguns segmentos. Nesse momento de desafio, se nós olharmos nossa balança comercial, no total, no ano passado o déficit comercial os segmentos que foram mais afetados foram os bens industriais. Nós sabemos que a agricultura, o agronegócio, as *commodities*, apesar da redução do preço das *commodities*, que continuam exportando talvez com uma redução por causa da China, mas enfim, há ainda uma presença importante. No caso de bens comerciais, é preciso que haja uma nova estratégia. E aí se coloca o problema não só pelo momento que vivemos na economia, mas também pela competição que estamos sofrendo em outros países, que são mercados tradicionais nossos. O embaixador Hadil mencionou aqui que outros países estão também com políticas fortes comerciais, não só China mas Estados Unidos e países europeus. Por exemplo, o principal exportador para Angola é Portugal e não a China. Então quer dizer, esse laços tradicionais de países europeus na África são muito importantes, e nós temos sim que ter uma estratégia diferenciada, e o que nós estamos propondo agora junto com a ABIMAQ eu acho que pode contribuir bastante para que a gente possa ter um fluxo de exportações, investimentos, que levem mais exportações e, que nesse momento de desafio da economia brasileira, pode contribuir bastante para a situação de certos segmentos industriais no Brasil.

Annexe 2

Entretien avec une fonctionnaire du ministère de Développement Agraire, réalisé par téléphone le 11 février 2016.

Franciele : Gostaria que a Sra. explicasse como funciona, de forma geral, a política do MDA quanto à outros países porque a princípio o ministério prevê políticas internas, mas no caso de cooperação outros países se envolvem nessa relação com o Brasil. Então gostaria que a Sra. explicasse o papel do MDA para com a cooperação.

C. : Pois não. Olha, o ministério do Desenvolvimento Agrário existe há 20 anos. Formalmente, o último decreto de formação dele é de 1999, mas ele foi criado extraordinariamente em 1996. Isso tudo a partir do episódio do Eldorado dos Carajás que agora completa 20 anos onde houve uma chacina contra trabalhadores rurais. E a partir daí os movimentos demandaram um ministério que pudesse se ocupar exclusivamente de políticas para reforma agrária, desenvolvimento rural e agricultura familiar. A partir daí foi criado um plano nacional de agricultura familiar em 1999, o Plano Safra, e em 10 anos o montante de recursos destinados a este programa nacional de agricultura familiar cresceu 10 vezes. Então é este recurso que dá acesso à crédito aos agricultores familiares, que permite que os agricultores desenvolvam suas linhas de produção, que tenham acesso à mercado, etc. Em 2004 o Mercosul começou a se fortalecer, e vários grupos temáticos passaram a existir e um deles era a reunião especializada de agricultura familiar do Mercosul, que a gente chama de REAFE *[Não sabemos se compreendemos direito]*. Foi uma iniciativa, uma aposta do Brasil que foi acatada pelos países e pelo Mercosul em geral, e a partir de então o MDA passou a liderar um processo de integração regional. O Brasil era o país que mais vinha evoluindo nas suas políticas públicas para fortalecimento da agricultura familiar. Nós ainda não tínhamos uma legislação específica porque a lei da agricultura familiar passou a surgir em 2006, mas toda a construção junto com os países do Mercosul foi no sentido de que cada país desenvolvesse uma legislação própria, que pudesse desenvolver um sistema de cadastro que permitisse que os agricultores familiares tivessem acesso à crédito. Então o Brasil liderou um movimento em 2004 que foi também muito... fez parte de um contexto político da época, a maioria dos países estavam com governos de esquerda que investiam mais em agricultura familiar. Então houve uma evolução muito grande, e esse bloco, essa reunião especializada de agricultura familiar do Mercosul se transformou numa plataforma de integração regional que hoje virou exemplo para o mundo inteiro, exemplo de integração bem sucedida, de evolução de políticas públicas de forma integrada.

A partir disso, as políticas de agricultura familiar foram tendo êxito, conjugadas com todo o contexto do FOME ZERO pois a agricultura familiar era um dos quatro pilares da estratégia FOME ZERO. Então todas as políticas de compras públicas que foram sendo implantadas de crédito, de fortalecimento da agricultura familiar foram levando o Brasil à um contexto de saída do Brasil do mapa da fome, pois houve o fortalecimento da economia local pois as compras diretas governamanentais da agricultura familiar – alimentação escolar na época – fazia com que os agricultores... [A entrevistada faz uma pausa para me explicar uma política pública...] Não sei se você sabe, mas no Brasil a gente tem uma legislação que virou modelo no mundo todo de compras governamentais da agricultura familiar para abastecer as escolas públicas. Então a legislação obriga que todas as escolas comprem, pelo menos 30% dos alimentos utilizados na merenda escolar da agricultura familiar local. Então essa política foi muito exitosa que hoje virou exemplo para o mundo todo e se expandiu para qualquer compra do governo federal quanto à compra de alimentos, sejam os hospitais, as penitenciárias, as forças armadas, desde o ano passado que a presidenta Dilma assinou um decreto que expande essa obrigatoriedade também para outros segmentos do governo federal. Isso garante para o agricultor familiar um mercado para vender sua produção e com isso a economia local é dinamizada e isso tudo contribui com o contexto de saída da miséria, do mapa da fome, e distribuição de renda também. Isso tudo para dizer que o Brasil, num contexto da estratégia de fome zero, a agricultura familiar foi fundamental. Então o Brasil foi virando referência em política pública de fortalecimento da agricultura familiar, e os países começaram a voltar os olhos para o Brasil para conhecer seu modelo, o que fez ele ser bem sucedido. Um tempo depois, com a proximação do governo Lula aos países africanos, principalmente países de língua portuguesa, na época a gente já tinha um programa que se chama Mais Alimentos Nacional, que é um programa que oferece linhas de crédito para a aquisição de máquinas para agricultura familiar, e esse programa na época foi ofertado para países africanos, em 2010, quando houve aqui no Brasil um diálogo Brasil-África em segurança alimentar, combate à fome e desenvolvimento rural. Mais de 40 ministros da agricultura africana vieram para o Brasil e o presidente Lula propôs essa criação de uma linha especial para financiamento para exportação de maquinários agrícolas. Então a partir desse momento, 5 países inicialmente demonstraram interesse em adquirir máquinas de agricultura familiar. Esse programa viria acompanhado também, além das máquinas, de cooperação técnica à políticas públicas. E depois Cuba se juntou à esses 5 países, e nós também começamos a investir na integração dos países de língua portuguesa. Então o MDA passa a ter um papel protagonista nessas relações internacionais no que diz respeito à agricultura familiar.

Franciele : Esses 5 países que começaram nesse projeto Mais Alimentos, que depois se transformou no Mais Alimentos África (Mais Alimentos Internacional). Esses 5 países ainda mantêm uma relação com o Brasil, com relação à esse projeto ?

C. : Sim, esses 5 países são Moçambique, Gana, Zimbabue, Senegal e Quênia. E depois Cuba se juntou à eles, e aí nós elaboramos um projeto para atender... um projeto de cooperação técnica para atender esses países, mais os países da CPLP. Esse projeto é um projeto com a FAO, no âmbito da cooperação Sul-Sul, e esse projeto é para garantir a linha da cooperação técnica na parte de políticas públicas.

Franciele : A Embrapa não esta ligada à este projeto ?

C. : Não !

Franciele : Não sei desde quando a Sra. esta trabalhando no MDA, mas gostaria de saber se consegue denotar uma diferença, uma mudança dessas relações de políticas de cooperação internacional ao longo do tempo. Eu escutei muitos discursos, outras instituições falando que com no decorrer das políticas houve um aprendizado por parte das instituições brasileiras, de um conhecimento que é transferido mas que também retorna.

C. : Olha, o que nós percebemos que toda a base da cooperação técnica que o MDA desenvolveu ao longo desses anos é baseada nos princípios da cooperação Sul-Sul. Então é cooperação bem horizontalizada, com base na solidariedade, na igualdade. Não há nenhum tipo de imposição de modelos. A tentativa é de se trocar experiências, é obvio que faz parte o aprendizado. Muitas vezes modelos que são aplicados em outros países acabam servindo também como referência no Brasil. A gente aprende muito também com eles. No caso de Cuba, por exemplo, eles possuem uma experiência super ampla em agroecologia, em agricultura urbana, e nós temos muito interesse em absorver este conhecimento e aprender com eles. Eu diria que o grande diferencial que foi desenvolvido pelo MDA ao longo dos anos é exatamente esse. O MDA também tem seus limites, suas limitações em termos de corpo técnico, pessoal, de recursos também, então dentro da sua possibilidade ele troca com os outros países. E o objetivo da cooperação não é nenhuma... não é ter lucro e nem fechar negócios, mas o objetivo é contribuir para um avanço nas regiões do país, avanço da agricultura familiar como forma de garantir uma segurança alimentar e constitucional. E com isso, consequentemente, você tem uma redução da pobreza e uma distribuição de renda.

Franciele : Como essa demanda chega ao MDA porque a cooperação parte da premissa que é o país quem faz essa demanda. Ele faz através da embaixada, como acontece essa ponte ?

C. : Ela pode acontecer de várias maneiras, mas no caso desses 5 países, foram eles que manifestaram interesse. Eles podem nos procurar diretamente, muitas vezes nós somos procurados pelas embaixadas dos países em Brasília, e nós orientamos eles a fazerem a demanda pelas vias oficiais e aí sim eles tem de fazer essa manifestação de interesse pela embaixada do Brasil nos países deles. Isso tudo tramita internamente pelo Itamaraty até chegar a nós. As vezes o que pode acontecer nos casos desses outros países da América Central ou Caribe, é deles fazerem a demanda via ABC, e a ABC nos procura, mas os países africanos fazem a demanda diretamente e aí a gente orienta para que a demanda seja oficializada pelos canais diplomáticos.

Franciele : Nesse projeto de 2010 do Mais Alimentos Internacional com os 5 países africanos, gostaria que a Sra., a partir de um exemplo, falasse sobre como acontece essa cooperação. Seria a FAO que envia técnicos, pessoas, ou o próprio ministério teria um papel mais de execução para a África.

C. : Só para a gente acertar as datas : em 2010 houve a oferta desse programa aqui no Brasil pelo presidente Lula. Em 2012 comecou-se a discutir como se daria essa linha de financiamento para os países africanos. E só em 2014 que se concretizou o projeto em si. Mas os países já receberam... com exceção de Gana, os países já receberam máquinas. Alguns estão no segundo trâmite de máquinas. Mas o projeto com a FAO, na verdade, no âmbito da cooperação trilateral Sul-Sul, são recursos do MDA. A FAO regional na África é quem coordena e administra o projeto, paga para isso, com recursos nossos [do MDA]. E essa pessoa fica responsável por organizar as atividades de cooperação. A partir desse momento, os técnicos que vão prestar cooperação são todos do MDA. A FAO não faz essa transferência de assistência técnica como a gente faz. Ela é responsável por montar e facilitar a logística das missões, organizar as demandas dos países e combinar as aividades. Mas a assistência técnica de cooperação é toda feita pelo MDA.

Franciele : E Angola participa desse projeto ?

C. : Não ! Angola não participa, mas nós... quando fizemos esse projeto para o que a gente chama de FAO-África, ele também, ele também... a... ele também incluiu os projetos de países da língua portuguesa. Então, em 2014 foi criado um grupo de trabalho em agricultura familiar no âmbito da

CPLP. É um GT em agricultura familiar da CPLP, que já se reuniu 3 vezes. No âmbito desse GT nós desenvolvemos atividades de cooperação. E Angola faz parte dele né, do GT, ela participa ativamente. Então para esse ano nós temos previsto um módulo de cursos de compras públicas para os países de língua portuguesa. Mas nesse contexto, a gente não tem nada bilateral com Angola.

Franciele : É sempre trilateral então.

C. : É, porque eles nunca, nunca manisfestaram interesse né.

Franciele : Nesse sentido... tem muitas empresas brasileiras na África. Ja vi uma conferência do Departamento de Promoção Comercial do ministério falando que, por exemplo, empresas de equipamentos agrícolas estão na África, e as vezes fazem projeção de prospecção. Nesse sentido, gostaria de saber se o ministério possui relação com o setor privado...

C. : Sim. Então, no âmbito do projeto Mais Alimentos Internacional porque esse programa, como ele funciona : ele financia máquinas e equipamentos agrícolas para exportação. O componente de financiamento é um crédito que é fornecido para outros países que manifestam interesse com recursos do programa de financiamento à exportação, a PROEX. Os países recebem uma carta de crédito, e com isso eles podem adquirir maquinário, que é adquirido das empresas que são cadastradas no programa. São empresas como a ABIMAQ, e outras né. Então faz parte... antes do país receber, apontar quais as máquinas que eles têm interesse, como o objetivo maior desse programa é desenvolver a agricultura familiar, existe um... o país tem que apresentar um projeto de desenvolvimento agrícola. Então ele tem que indicar nesse projeto quais são as políticas que ele pretende implantar, o que ele quer, como eles pretendem usar estas máquinas, porque nós não temos interesse em fazer financiamento para que o destino das máquinas não seja agricultura familiar. Então quando as empresas fecham negócios e passam a vender as máquinas para estes países, elas têm um compromisso em garantir a assistência técnica do equipamento. Então elas vão para lá para capacitar pessoas da região, para poderem fazer toda a parte de manutenção. E normalmente a prospecção deveria acontecer junto com a equipe de coordenação técnica daqui do ministério, mas nem sempre isso é possível. Mas a prospecção no âmbito desse projeto, é feita justamente para conseguir identificar as necessidades do país para que, por exemplo, ele não adquira máquinas que sejam de grande porte, que não sejam necessárias para a finalidade da agricultura familiar.

Franciele : A equipe de técnicos que vai para a África, eles estão em contato direto com os agricultores, pequenos agricultores de lá ?

C. : Depende de que técnicos você está se referindo né. Os técnicos nossos de cooperação técnica sim ! Os das máquinas, eu acho que eles ficam mais em contato com o setor do governo e com a pessoa que vai manusear a máquina. Agora eu não sei como que é em cada país. Se você tiver mais curiosidade em saber como funciona, eu te dou o contato do coordenador do programa. O programa não é coordenado aqui, na área internacional, tem uma coordenação específica para ele.

Franciele : Cada país então constrói esse projeto, e esses projetos são específicos para a própria demanda do país, é isso ?

C. : Eles apresentam o projeto de desenvolvimento agrário que eles têm, que eles pretendem implantar. A demanda parte deles, então eles é que indicam a necessidade, a gente só garante que essas máquinas vão ser mesmo utilizadas para a agricultura familiar, porque essa não é considerada uma cooperação de simples exportação, porque não haveria razão do MDA se envolver numa simples exportação de máquinas. A nossa, nosso objetivo maior é cooperar com os países africanos para que eles desenvolvam a agricultura familiar e garantam a soberania, a segurança alimentar e nutricional. Por isso que é um programa que ele é composto de dois componentes : o maquinário e a cooperação técnica em políticas públicas.

Franciele : E na sua opinião, qual é a avaliação do trabalho do ministério ao longo desses anos em poltíicas de cooperação na África. A Sra. acredita que há algumas medidas que precisam ser repensadas, que precisam ser aprimoradas ?

C. : Na verdade eu acho que é muito cedo para a gente avaliar o que... no final de 2014 que este projeto foi finalizado, 2015 foi um ano que não se conseguiu fazer muita coisa porque foi um período de transição, e foi longa a transição, e também toda a contenção de gastos que houve. Então só agora que a Jeramis recebeu a primeira missão de Moçambique no final do ano passado. Então ainda é muito prematuro, a gente não tem como fazer uma análise de resultados né.

Franciele : E o MDA, pelo que eu entendi, ele tem uma certa autonomia. Por exemplo, com relação à política, ele tem um vínculo com relação à cooperação trilateral com a FAO, mas ele tem uma certa autonomia, é isso mesmo ?

C. : Como assim ?

Franciele : Por exemplo, como vocês... a ABC quando recebe uma demanda, ela recebe via ministério de Relações Exteriores, e ela é como uma gestora...

C. : Ela cordena cooperação. As vezes a porta de entrada pode chegar diretamente, mas nós não fazemos nada sem o envolvimento da ABC, porque a ABC é o orgão responsável pela cooperação técnica.

Franciele : Então ela esta sempre vinculada à essa...

C. : A ABC também, nesse projeto FAO-África a ABC está envolvida em todos os momentos, na construção do plano de trabalho e até na seleção do coordenador do projeto, consultores.

Franciele : Sobre esta estrutura dos funcionários que vão para a África e que estão envolvidos, eles são do MDA, especificamente de um setor internacional, ou eles estão vinculados também à outros projetos que são projetos no âmbito nacional ?

C. : As pessoas que vão em missão para a África são técnicos do MDA que trabalham em setores políticos aqui, de implementação de políticas do MDA. Então eles são técnicos que já implementam, por exemplo, assistência técnica e rural, a PER. São técnicos que fazem aqui internamente e que são destacados para comporem uma missão. A gente não tem pessoal que fica exclusivamente dedicado à cooperação, com exceção do coordenador aqui da área internacional que se ocupa disso – não exclusivamente – mas é o responsável por coordenar internamente as ações. As outras pessoas que vão para a África são funcionários e servidores do MDA que trabalham nas áreas finalísticas, internas.

Franciele : Acredito que estas seriam as questões, agradeço a entrevista.

Entretien avec le fonctionnaire de l'ABC réalisé par téléphone le 11 février 2016.

Franciele : Há quanto tempo o Sr. está na ABC ?

L. : Eu trabalho na ABC desde 2004, faz 12 anos.

Franciele : Mas como coordenador da Cooperação Técnica com os países de Língua Portuguesa ?

L. : Como coordenador da cooperação com o Palop desde 2008.

Franciele : Gostaria que o Sr. explicasse essa dupla posição da ABC como um país que recebe políticas de cooperação mas também como um ator nessa nova face da cooperação, da cooperação Sul-Sul.

L. : Na verdade até a década de 2000, até o início do século, basicamente a cooperação brasileira era cooperação recebida. Tem muito pouco tempo que a gente apóia projetos de cooperação Sul-Sul, apesar de já ter sido o nosso mandato desde a criação da ABC em 1987. Nesse sentido a gente desenvolveu muitas políticas inovadoras de cooperação que agora são objetos de cooperação Sul-Sul que se desenvolveram no âmbito da cooperação recebida, seja de países seja de organismos multilaterais. Por exemplo, o projeto de AIDS no Brasil que é de sucesso internacional e que agora… a gente faz projetos com a Guiné com os países que eu trabalho, foram projetos de cooperação recebida. Então, assim continua, cada vez diminuiu a pauta de cooperação recebida. Até mesmo por isso, essa similaridade dos países em desenvolvimento, a cooperação Sul-Sul se coloca de uma forma presente, pois são experiências compartilhadas com realidades muito semelhantes em alguns casos e isso facilita a interlocução e a concepção de projetos. Não há uma dicotomia, a gente não esta falando de cooperação Norte-Sul, a gente esta falando de cooperação Sul-Sul onde há uma troca de conhecimentos, que é um processo contínuo.

Franciele : Nesse sentido, não há uma divisão estrutural da ABC, entre funcionários que lidam com cooperação recebida e funcionários que tratam especificamente de cooperação do Brasil para com os países do Sul. Os funcionários tramitam entre esses dois universos.

L. : Existe na verdade... quando eu entrei na ABC, a estrutura dela, haviam 3 áreas distintas : a cooperação recebida multilateral (que é que a gente teve com organismos multilaterais) ; a

cooperação recebida bilateral (que é com países como Japão, Alemanha, países da OCDE) ; e cooperação prestada em países em desenvolvimento que agora é a atual cooperação Sul-Sul. Cada gerência cuida de um determinado ramo. Continua assim até hoje. Mas atualmente a cooperação Sul-Sul meio que tomou conta de todas estas gerências. Agora você tem a cooperação trilateral, que geralmente quem cuida são as pessoas que cuidavam anteriormente da cooperação recebida com aqueles parceiros, que já conhecem os grandes e conhecem o tramitar mais facilmente.

Franciele : Seria o caso, por exemplo, da cooperação que o Brasil possui em Moçambique com o Japão. Na verdade o ProSavana era um projeto do Japão no Brasil, nos cerrados.

L. : Isso mesmo. De certa forma, quem cuida dessa cooperação trilateral com o Moçambique não é minha área que é trilateral. É a área trilateral que cuidava antes do Japão. Então há, claro, uma interlocução entre as áreas. O país que a gente cuida é o país que recebe a cooperação trilateral, mas esse é outro domínio que são as relações com o Japão que é parte da outra coordenação. Assim como há também na multilateral projetos que são com a Unesco, com a ONODC *[Não compreendemos]* que são tratados a princípio pela área multilateral, agora com a vertente trilateral de cooperação né.

Franciele : Então há três coordenações diferentes na ABC ?

L. : Basicamente, se for olhar nossa estrutura interna pelo regimento do Itamaraty você vai ver que existem outras áreas, mas que são áreas que a gente chama áreas temáticas, mas que não funcionaram e acredito que devem ser alteradas. Basicamente o que existe são essas três áreas, teria que ter mais uma agora apesar da cooperação trilateral ser uma cooperação Sul-Sul, ela se identifica de outra forma, entende ? Eu diria que há quatro áreas : as cooperações recebidas bilateral e multilateral ; a cooperação Sul-Sul ; e a cooperação trilateral que também é em benefício dos países do Sul. Além das áreas meio que é informática, administrativa, de planejamento, entendeu ?

Franciele : Então quando a ABC fala de cooperação Sul-Sul ela está especificando a cooperação técnica.

L. : Cooperação técnica, certamente. Você acessou o COBRADI ? Acredito que ele está disponível virtualmente. É um material feito pelo IPEA para começar a dar início a mensuração da cooperação

brasileira para o desenvolvimento internacional. Nesse material, que agora já está na 3° edição, que vai ser lançado sobre 2011-2013, o primeiro foi 2005-2009. Ele explica o que o Brasil entende sobre cooperação para o desenvolvimento. Então a cooperação técnica é uma das vertentes, pois também há a cooperação educacional que basicamente são bolsas de estudos ofertadas para os países, para os representantes dos países ; a cooperação financeira ; a cooperação humanitária. Então há todas estas vertentes que a gente chama, das quais a ABC é responsavel pela cooperação técnica.

[Entre 8min49 até 10min43 o entrevistado fala somente sobre cooperação descentralizada]

Franciele : Toda a política, independente se ela é bilateral ou multilateral, passa pela ABC, mesmo quando, por exemplo, o MDA possui políticas de cooperação com a FAO na África ?

L. : ABC é o orgão do governo federal responsável pelas relações de cooperação técnica, com organismos e com políticas. E o Itamaraty compete também todos os acordos celebrados entre organismos e países. Governalmente, o orgão responsável, competente com mandato para coordenar a cooperação técnica é a ABC. Pode até ser encaminhado recursos, como já aconteceu que o MDA encaminhou recursos pela FAO mas tem que ser no âmbito de um projeto firmado com a ABC.

Franciele : Gostaria de saber se o Sr. denota, no decorrer dos anos, uma mudança das políticas de cooperação no setor agrícola.

L. : Se houve uma mudança... a agricultura, a segurança alimentar, é a maior pauta de cooperação com os países africanos. Sempre foi e acho que continua sendo. Dividindo esta pauta com saúde e educação, que são os nossos principais nichos de cooperação. Se houve uma mudança eu posso te dar como exemplo o Moçambique onde realmente teve uma mudança estruturante com o projeto ProSavana que é uma coisa mais voltada a produção agrícola de uma maneira mais geral, entende. Até então a ABC sempre teve um aporte muito pequeno em termos de projetos. Tanto o projeto ProSavana que tem 20 anos de duração, previsto, a cooperação brasileira é muito focada. Mesmo na agricultura a gente sempre apoiava algumas iniciativas mesmo se a gente não conseguia entrar com estrutura pois não é permitido pelas nossas diretrizes. Com o tempo a gente foi aprimorando isso e tentando reverter a nossa pauta para projetos que estruturem mais o país, em estruturas que são solicitadas. Isso vem se verificando não só em agricultura como em todos os outros setores. Eu posso dizer que agora a gente tem em Moçambique esse projeto repensando outro ProSavana,

há outros projetos de agricultura que nem é com a minha área mas com a trilateral que é com saúde, e segurança alimentar. Em Angola a gente tem um projeto com a FAO também e a FAO vira aí um projeto executor, bancado por Angola, projeto que tem a Embrapa em estruturação dos centros de pesquisa naquele país. E algumas outras inciativas nos outros países de uma forma menor mas também com a Embrapa, principalemente. Além disso tudo o algodão, que você já deve ter ouvido falar do contencioso dos Estados Unidos que viabilizou 10% da verba do contencioso para outros projetos de cooperação com os países africanos e da América Latina. Na verdade não é verba de orçamento da ABC, é verba dos Estados Unidos que está sendo gerenciado pelo Instituto Brasileiro de Algodão, que tem o projeto do Cotton-4 com os países envolvidos mais Togo, países do Quênia, Tanzânia e Burundi, se não me engano, e Moçambique e Malauiu. Além também da pauta do algodão com países da América latina que também é executada pela FAO, junto com a ABC.

Franciele : Em Angola o maior projeto é este de estruturação do Instituto ?

L. : Sim, do centro de pesquisa agrícola, o maior projeto. Angola, nesse sentido, não é em relação a agricultura em si, mas a mudança de aporte de Angola, e isso depois do começo da cooperação, foi muito evidente. Angola, na verdade... agora nem tanto né com o problema do petróleo, Angola a gente tem tentado ter uma contrapartida mais efetiva do país. Esse projeto é meio exemplo pois quem está basicamente arcando com os custos logísticos do projeto é Angola. A Embrapa entra com as horas técnicas e a ABC não entra com recurso, só quem entra é o país. A ABC chamou a FAO para ser a articuladora desse aporte. Mas é o maior projeto. A pauta de Angola reduziu muito. Está com dois projetos em execução e já está termindo. Muito disso em função de Angola e algumas questões de interlocução com os parceiros locais.

Franciele : Até agora nenhum projeto previsto mais futuramente em Angola ?

L. : Em agricultura ?

Franciele : Em agricultura.

L. : Em agricultura tem esse grande projeto com a Embrapa.

Franciele : Ele não começou, esse projeto ?

L. : Ja começou, ele está em execução.

Franciele : Então depois desse projeto não há nada mais previsto ?

L. : Em agricultura nenhum, mas este projeto é grande, ele não é pequeno. Na verdade houve, agora no final do ano, um monitoramento e está sendo discutido com Angola a continuidade do trabalho para este ano. Mas ele ainda está no segundo ano de execução, acho que ele tem 3 ou 4 anos este projeto.

Franciele : O Sr. só atuou com a cooperação com os países de língua portuguesa ?

L. : Isso ! É que na verdade é o maior programa de cooperação da ABC é com os países africanos de língua portuguesa, maior que com os países da América latina em termos de execução orçamentária né, financeira.

Franciele : Mas entre os países de língua portuguesa, os maiores projetos estão concentrados em Moçambique ?

L. : O maior parceiro de cooperação com o Brasil atualemente é Moçambique, não só pela pauta bilateral quanto com a pauta trilateral, tem vários projetos estruturantes em Moçambique bilateralmente. Em agricultura, por... não sei porquê, acho que foi uma coincidência – pode ser dito assim – os de agricultura são aqueles da trilateral que é o ProSavana, o do Instituto de Agricultura de Moçambique, o IAM, que é para o estabelecimento de alguns centros de pesquisa que é com os Estados Unidos, o programa mundial de alimentos também com a pauta de segurança alimentar.
E ainda existe o PAA, não sei se você já ouviu falar, que é o *Purchase for Africa, to Africa*, que é na verdade uma iniciativa da cooperação humanitária, junto com a FAO também.

Franciele : A questão da relação com a FAO, porque o presidente é brasileiro, a ABC sente maior facilidade em estabelecer relações com a FAO hoje por ter um diretor brasileiro, ou foi a própria conquista do Brasil dentro desse cenário internacional, que mostrou alguns resultados positivos como por exemplo o programa Fome Zero, programas de agricultura familiar, que tornou possível, talvez, mostrar o Brasil como um ator diferenciado nesse cenário internacional.

L. : Na verdade a atuação da cooperação muito contribuiu para a posse do Graziano. O Lula foi um garoto propaganda da Embrapa nos países africanos, e a cooperação já era forte em agricultura e isso ajudou muito a posse, na eleição dele, mas a presença dele lá também ajuda, de certa forma, porque ele entende como a estrutura política se estrutura no país. Então isso facilita sim. Também nos aportes trilaterais, porque mesmo a FAO e mesmo os organismos internacionais, ele tem uma orientação muito Norte-Sul ainda né. Você chegar, identificar o que precisa, apesar (???) *[Não foi possível a compreensão]* firmados com os países, eles determinam o que eles necessitam e fazem. Diferente da nossa cooperação que é trabalhar junto com eles, porque a gente entende que a apropriação é mais importante do que a mera transferência do conhecimento. Você tem que ter a apropriação para que isso se efetue. Então isso também é muito fácil, ficou mais fácil. Não sei te dizer realmente porque eu não lido com a FAO, é a Cecilia que cuida dos projetos trilaterais. Mas a gente já tem elaborado com eles documentos de facilitação de cooperação trilateral, porque não é meramente triangular, não são 3 pontos que trabalham cada um por sua parte. São 3 pontos que trabalham juntos. são 3 lados, trilateralmente, e que aí você elabora projetos, você coordena, integradamente, e não cada um no seu quadrado, entendeu ? Isso também tem melhorado, e acho que com a FAO foi um avanço, e com outros também, com difusão de agricultura nos países africanos.

Franciele : A ABC, na verdade, vocês trabalham com coordenação. Por exemplo, a ABC não envia funcionários para países africanos...

L. : Em que sentido, por longo período ?

Franciele : Isso, um representante que vai tratar diretamente com algum governante lá, com alguma agência de cooperação. Vocês coordenam do Brasil e depois entra em contato com alguma outra instituição...

L. : Nada disso ! A ABC recebe as demandas dos países solicitantes. A gente coordena essas demandas e procura no país quem pode dar conta. A gente vai ao país, junto com a instituição brasileira prospectar a demanda e verificar o que vai ser feito – isso de uma forma simples. É elaborado um programa de atuação onde o executor brasileiro é justamente quem entende do assunto, no caso do tema. Mas isso a partir de um projeto elaborado em conjunto. Então a ABC acompanha em missões simples, projetos de prospecção, de monitoramento, ela acompanha o executor brasileiro, ela coordena o executor brasileiro, verifica se ele está fazendo realmente o que

tem que ser feito, se eles está tendo o resultado, mas quem executa na ponta é o executor, pois quem entende de agricultura é o executor. A gente só verifica se a ação de cooperação surtiu os efeitos que eram esperados. Então a coordenação, a execução, o monitoramento, quem manda, quem traz, quem leva é a ABC. A ABC faz parte do Itamaraty, ela é do ministério de Relações Exteriores, então a gente tem representações, as embaixadas são representações do Itamaraty lá fora. E lá nesses pontos a gente tem pontos focais que junto com os diplomatas designados para cada posto, coordenam também junto com a ABC a execução dos projetos.

Franciele : Então a construção do projeto no país que solicitou é também construído pela ABC.

L. : Não só a construção do projeto, mas todo o arcabouço jurídico que isso demanda. Para você assinar um projeto você tem que ter uma (??) *[Não foi possível a compreensão]*, ter tido acordo no quadro de cooperação, e tudo isso junto é a ABC que organiza. Além da ida de todo mundo, a volta, relatórios, monitoramento. Tudo isso é feito em conjunto, e necessariamente com a terceira parte que é o país também, porque a gente entende que o processo também de prospecção, processo de monitoramento, também tem que ser repassado para o parceiro, assim como o tema que eles estão solicitando, para criar capacidade no país.

Franciele : Existe uma relação da ABC com o setor privado. Por exemplo, mesmo na solicitação de projetos de prospecção.

L. : A ABC tem como princípio, como diretriz, primeiro a não intervenção dos assuntos internos do país. A gente acha que discutr direitos humanos, por exemplo, deve ser discutido dentro dos fóruns de direitos humanos, e não na solicitação, não na demanda do projeto de cooperação. Além disso a gente é desvinculado de qualquer interesse. Por mais que a gente queira, a gente não pode agregar vinculações comerciais ao assunto. O que a gente usa em iniciativa privada, a gente até tentou, mas é um pouco difícil porque eles visam o lucro e a gente não pode ter isso como meta entendeu, manter isso como diretriz. Então, tanto a sociedade civil quanto à iniciativa privada, que de certa forma é dificil de articulação. Normalmente a cooperação é prestada por entes governamentais, estaduais, municipais, ou agências, entende ? Com a sociedade civil a gente até tem uma interlocução mais forte, mas daí é uma questão mais estrutural mesmo da cooperação porque, basicamente, quem paga a cooperação, a verdadeira cooperação que são as horas técnicas e a experiência dos nossos técnicos não é paga pela ABC. Quem paga isso é o próprio governo por meio dos salários desses técnicos. Eles não recebem nada além dos salários que eles recebem no

Brasil. A ABC paga justamente a passagem e diárias para eles, e os equipamentos que são necessários para a transmissão do conhecimento. Com relação à sociedade civil isso fica complicado porque teríamos que abrir uma licitação para contratá-los, e não necessariamente aquela sociedade civil que a gente teria como detentora de conhecimentos específicos, porque a gente sabe que no Brasil, basicamente, a política... as políticas são executadas pela sociedade civil. Não existe uma intenção de envolvê-los, mas daí a gente tem que encontrar instrumentos burocráticos para contratá-los, entendeu ? E a iniciativa privada é um pouco mais difícil. A gente sabe que, até certa forma, a cooperação reverte benefícios, reverte resultados para a iniciativa privada porque aprimora a imagem do Brasil lá fora, mas essa interlocução ainda não foi construída.

Franciele : Quanto à questões de cursos, encontros de funcionários da ABC com outras agências de cooperação... como funciona estes encontros. Por exemplo, nos países africanos de língua portuguesa há trocas entre agências ?

L. : Olha, com relação aos encontros entre as agências estrangeiras, como eu te falei, a gente tem a área de cooperação técnica recebida entre países bilateral, que é com o Japão, Alemanha, Canadá, Suécia. As maiores pautas são Alemanha e Japão. Normalmente você tem encontros para fechar com o programas com os países e com cada agência. Então isso é uma praxe e a gente tem essa interlocução. Não só com países desenvolvidos, mas também com países da América Latina, no âmbito do Mercosul, no âmbito da UNASUL, da CEGIPE (?) *[Não foi possível a compreensão]*. Então são reuniões desse nível. Tanto para fechar programas daquele país, quanto para fechar programas trilaterais. É uma praxe. Com relação aos países africanos de língua portuguesa, em sua maioria, não há agências – pelo menos que eu conheço – não há agências de cooperação nesses países. Angola até já solicitou apoio do Brasil para a estruturação de uma agência no país, mas ainda não há uma estrutura responsável por isso. O que a gente faz, a ABC em geral nos projetos, é sempre ter uma coordenação da chancelaria local dentro do projeto. Dessa forma eles coordenam junto com a ABC o andamento da pauta de cooperação. Assim como também as interlocuções das embaixadas aqui em Brasília. Daí se remete à eles, informa, e eles acompanham conosco o que está sendo solicitado e executado.

Franciele : Na sua opinião, qual é a avaliação do trabalho da ABC com relação as políticas de cooperação nos países de língua portuguesa ? Há medidas que precisam ser repensadas, ou mesmo um problema burocrático que precisa ser discutido ? O Marco Farani, por exemplo, citou o problema no orçamento...

L. : Atualmente nosso maior problema é orçamento. Você sabe que toda administração pública está passando por um processo de contigenciamento por causa da dívida externa e coisa e tal. Isso é um problema circunstancial que na verdade para a gente não está sendo bom, mas pelo menos reverte para o nosso trabalho interno, que é nosso maior problema. É a fundamentação da ABC como agência, ela não é agência, ela é um departamento do Itamaraty, e com regras legais para a execução da cooperação Sul-Sul. Isso é nosso grande calcanhar de Aquiles. De você estruturar uma carreira, ligada à uma política de cooperação... você deve ter pesquisado que a cooperação recebida, multilateral, ela é regulamentada. Ou seja, eu acompanho, e tem toda uma legislação normativa. A cooperação Sul-Sul ainda é executada com apoio de organismos, e aí eu não falo nem da cooperação trilateral em si, eu falo da bilateral que a gente executa via organismo internacional no âmbito da carta com as Nações Unidas. Então eu acho que a ABC, o Itamaraty, o governo brasileiro, acho que o marco de cooperação tem que ser decidido – seria bom se fosse o mais rápido possível – para que Brasil tivesse mais facilidade de execução da cooperação em si, e da integração destas cooperações todas : educacional, humanitária, técnica, num conselho só que pudesse decidir de forma mais estratégica o que se faz, o que não se faz, e como se faz. Se a questão financeira é relevante agora, circunstancialmente, mas acho que mais do que a questão do recurso, é saber como administrá-lo, qual o planejamento que se adota, quais as regras que a gente tem para executá-lo, isso faz falta. A ABC ainda não está estruturada legalmente e politicamente para executar de uma maneira mais fácil as ações.

Franciele : O Sr. denota uma diferença entre o governo Lula e o atual governo da presidente Dilma Roussef.

L. : Houve uma mudança de foco. O governo atual está enfrentando uma crise que pede novas medidas. Diferente do governo Lula que houve uma abertura muito maior para a política externa, uma projeção muito maior do país, novas embaixadas foram abertas na África. Agora, eu acho que de forma mais restritiva isso tem diminuído. A diferença grande foi essa : havia uma abertura que agora – acho que em função desse cenário internacional – está sendo impossível.

Franciele : O Sr. falou sobre Angola anteriormente... li alguns artigos mencionando este país como um país irmão do Brasil, mas o Sr. mencionou uma certa dificuldade para com a relação com este país. Mesmo numa entrevista com o MDA, o entrevistado disse que o país angolano nunca procurou uma relação bilateral com o ministério no setor da agricultura familiar. Há uma dificuldade quanto à relação com Angola.

L. : Olha, a gente teve há um tempo atrás uma pauta de cooperação bilateral totalmente em agricultura. E tinha projetos com a Embrapa, com o MAPA, projeto com a Emater-DF, tinha projeto a parte de sanidade vegetal também. Era um conjunto de projetos de agricultura que abarcava eu acho que todo o escopo da agricultura. E infelizmente não havia demanda do MDA. E daí quando eu falo de interlocução é porque na verdade nos somos países burocráticos, de alguma forma né. Alguns menos, alguns mais. E nesse sentido, a interlocução da ABC com o país se dá via embaixada. A gente é um ramo do ministério. E essas relações, acho que acabavam que não davam como fruto a interlocução com o ministério local temático, entendeu ? A gente já tentou várias vezes missões em Angola que resultaram infrutíferas. A gente não conseguia chegar até o temático. Tem uma interlocução que na verdade eu acho que é muito mais burocrática do que de amizade. Tanto que estes da Embrapa, como eu te falei, eles é que estão pagando para a Embrapa.

Entretien réalisé le 18 février 2016, par skype, avec un fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé dans le bureau Embrapa-Afrique au Ghana.

Franciele : Gostaria que você começasse explicando as atribuições do escritório da Embrapa em Gana. Por exemplo, no site da Embrapa há uma especificação dizendo que o escritório coordena as atividades de cooperação técnica na África. Mas eu gostaria que você me explicasse de forma geral as ações desta coordenação.

S. : O que acontece : primeiro o escritório hoje não tem ninguém lá ! Eu não estou lá, eu saí ano passado, em abril do ano passado e não tem ninguém. O escritório foi aberto na época do governo Lula, isso em 2006 começaram as atividades, e em 2008 ele foi estabelecido e formalmente fundado. A ideia era ele prospectar oportunidades, tanto de pesquisa quanto de cooperação técnica. E aqui é um parêntes : a Embrapa vê a cooperação pelo menos em 4 níveis diferentes. Um a gente chama de cooperação técnica. A cooperação técnica é um pouco de ajuda, vão ensinar o povo em como que se faz alguma coisa. Ela parte de uma demanda de um país para nós. Então ela parte do país para gente, e o canal de entrada não é a Embrapa, mas a ABC. Então a Embrapa entra aí como um executor, mas não como aquele que define o que é o projeto. Mas quando o escritório da Embrapa foi para lá, ela entrou com o papel de identificar isso também. O segundo ponto que a gente tem pesquisa, tem trabalho, é a cooperação científica. Quando eu tenho um problema que é comum para os dois : você tem um problema com uma praga na beterraba, eu tenho um problema com uma praga na beterraba, e nós cooperamos juntos para desenvolver um inimigo natural contra a praga. Então essa é uma cooperação científica, diferente daquela demandada pelo país. O terceiro jeito de fazer um trabalho é quando o país me paga. Então eu sou pago pelo país para fazer um trabalho. Por exemplo, Angola demandou da Embrapa que ela organizasse um sistema... ajudasse a organizar um sistema de pesquisa e extensão, e ela iria pagar por isso. No fim não pagou porque ela junto pediu para o governo do Brasil transformar isso em cooperação técnica. E foi feito. E foi transformado em cooperação técnica. Entrou via ABC e a Embrapa passou a ser o executor. E o último jeito é quando nós temos um problema nacional e a gente vai para lá fazer uma pesquisa. Daí não tem interesse africano, não tem parceiro, mas nós vamos porque pediram para a gente ir. Então são esses quatro tipos de atividade.

Franciele : Entre essas quatro o mais recorrente seria a cooperação técnica entre Brasil-Angola, ou Brasil-África, ou tem diferen...

S. : Isso você tem que... você ja olhou o site do Itamaraty, da ABC ?

Franciele : Já sim...

S. : Então isso eu não sei, acho que não é o mais frequente, mas também não é o menos frequente. Acho que as coisas se misturam muito né. Mas deixa eu ir me organizando. Tem um quinto tipo de cooperação que não aparece, que é a cooperação informal. Então eu viajava pela África e de repente, toda a vez eu ia, por exemplo, para a Zâmbia, eu pegava a lista de projetos via Itamaraty, o que estavam fazendo... Chegava lá e o cara olhava para mim e falava : *"puxa, mas eu tenho um projeto com o Paulo, você conhece o Paulo ?". "Qual Paulo ?". "Não, o Paulo lá do Centro do Cerrado"*. Então essa cooperação é a cooperação não mapeada, que é informal, e que acontece bastante. No fundo, no fundo, a gente tem dois mecanismos de cooperação : esse que você pegou no site da ABC e o mecanismo de cooperação que a gente chama de Africa Brazil Agriculture Innovation Market Place. É uma plataforma, quer dizer, o nome é bacaninha, mas é mais uma chamada de projetos para que instituições africanas façam parceria com a Embrapa. E um monte de gente, um monte de instituições põem dinheiro nisso, está por trás do esquemão.

Franciele : Mas é aplicado dinheiro do governo brasileiro neste tipo de chamadas de projetos.

S. : Também, tanto dinheiro do governo brasileiro como tempo de gente da Embrapa, que significa dinheiro, tá ? E dessas plataformas, ou nessa ação da Embrapa, volta e meia nossos projetos parecem pequenos, mas eles não são tão pequenos, porque se ele fosse um projeto inglês, ou francês, eles quantificariam salários e um monte de coisas, e nós não. Na cooperação técnica a gente não quantifica nossas horas técnicas. Mas, os projetos ingleses, franceses, americanos eles quantificam as horas e tudo mais. Mais no MarketPlace nós não quantificamos. O MarketPlace hoje tem uns 60 projetos.

Franciele : O MarketPlace é uma plataforma nova que começou a ser utilizada quando ?

S. : Ah, isso deve fazer agora uns 6 anos. Não é tão nova. Mas é muito bacana, dê uma lida.

Franciele : Você acha então que por exemplo, os países como França, Inglaterra, Alemanha... o fato deles quantificarem essas horas e calcularem de maneira diferente do Brasil, você acredita que

é já um saber-fazer deles que é mais antigo do que o do governo brasileiro ou uma opção do Brasil de não quantificar essas horas.

S. : Acho que é um pouco não querer fazer mesmo, o povo sabe. O que acontece que é diferente da França, da Alemanha e dos Estados Unidos, e tudo mais. Primeiro eles começaram a cooperação muito antes do que a gente. Segundo, eles tem um tamanho na cooperação e uma estrutura que a gente não tem. Então as cooperações deles são muito grandes. Você vai ver, por exemplo, a cooperação da GIS, que é alemã, ela é gigantesca. Ela tem prédios em Acra. A cooperação francesa é muito ligada à cooperação comercial, e a gente tem o Itamaraty, a ABC, tem uma visão de cooperação e comércio. Então essa é uma diferença grande. As ajudas americanas são sempre mega ! Então o tamanho deles é muito diferente do nosso. E os problemas, as formas que eles se organizam, tanto a forma que eles se organizam orçamentariamente e tudo mais, é muito melhor do que a nossa pois volta e meia nós temos problemas orçamentários. E a prática deles é muito mais antiga e muito mais bem estabelecida, não gera problemas. Digamos que eles são mais eficientes administrativamente do que nós. E quando eu falo nós, eu falo da estrutura global. A Embrapa até que é um pouquinho mais eficiente, mas nosssos projetos são relativamente pequenos perto dos projetos que vêm via ABC.

Franciele : E o escritório hoje esta desativado. Isso desde o ano passado ?

S. : Desde abril 2015.

Franciele : Desde o governo teve bastante... a relação entre Brasil e a África aumentou, mas de um tempo para cá diminuiu : as importações estão maiores do que as exportações, também tem relações comerciais aí no meio. Então não sei se a cooperação diminuiu, se a própria desativação do escritório regional é uma consequência dessa diminuição dessa cooperação...

S. : Eu não sei. Do ponto de vista da Embrapa como um todo a cooperação continua do ponto de vista científico que tange a Embrapa. A cooperação continua via MarketPlace. No MarketPlace não teve muita mudança. O que que mudou do governo Lula para agora : grana ! E isso não foi só na cooperação com a África, foi na ação dentro do país. Nós estamos com problemas orçamentários que a gente não tinha. Mas o Lula tinha, na política dele, ele tinha muito claro a importância de aumentar a cooperação com a África, com a América Latina, e isso fez com que houvesse um certo empurrão de ações. Você via isso porque o Lula ia à África, ele mandava seus ministros à África.

Já no governo da Dilma isso deixou de ser uma prioridade. Ela parou de ir à África, ou foi uma duas vezes. Mas mesmo assim, eu acho que o que influenciou a saída ou a parada de gente do escritório (e eu não sou a pessoa boa para falar sobre isso, você deveria falar com o Mario Seixas do Brasil) o que parou foi o dinheiro e a questão de repensar como o escritório estava funcionando. Porque quando ele foi montado, ele tinha a função de estabelecer cooperação técnica, e estabelecer cooperação científica. Mas chegou uma hora que a ABC chegou e disse : *"não, estabelecer cooperação técnica é comigo, não é com vocês"*. Então a ABC assumiu este papel de fazer e assumir a articulação e determinar o que se faz em cooperação técnica. A Embrapa passa a ser assessoria. Quer dizer, nós não atravessamos mais o caminho de uma instituição que tem um objetivo claro, definido. Daí nos ficamos mais com uma ação de apoio. O que nós fazíamos é dar apoio aos embaixadores, estar presente quando tinha uma demanda africana. Na verdade nós somos... éramos um encaminhador de demandas, não mais um buscador de demandas. E nós éramos uma instituição de apoio a tudo que estava acontecendo. Então, digamos assim, a turma do FIAT no Quênia quer discutir um projeto de pecuária com o governo canadense e o Brasil. Ao invés de pegar alguém do Brasil e jogar lá dentro, se tem uma pessoa específica que pega seu chapeuzinho e vai conversar. E daí entra na Embrapa com a demanda, ou discute as possiblidades dentro da Embrapa de cooperação científica. Então o escritório teve uma parada para se pensar se realmente vale a pena ter alguém lá, porque é caro, para fazer isso, ou se dá para fazer tudo via Brasil. Pessoalmente eu acho que ter uma ou duas pessoas é muito legal ! É muito bom para estabelecimento de relações. Por menos que se produza, a integração, a presença é muito importante.

Franciele : Quer dizer que os governantes iam direto para o escritório em Gana ?

S. : Não, eles também iam para o escritório em Gana. O que acontecia : você tem alguns canais que são bem definidos. Por exemplo, se você quer cooperação técnica, quer dizer, eu quero ajuda do Brasil para melhorar a produtividade do plantio de milho em Angola, o canal é o embaixador. Então você está em Angola, você solicita ao embaixador. O embaixador remete esta demanda para Brasília, e Brasília diz : *"olha, vai ter uma decisão política, nós vamos pôr dinheiro em Angola, e eu vou então contratar um executor"*. Este executor será contratado, e ele pode ser a Embrapa, outro caso o Senai, em outro caso a Emater de algum estado porque é extensão rural, ou uma universidade, isso depende do Itamaraty. Quando é a Embrapa, e a Embrapa volta e meia é ela que vai fazer estas coisas, quando ela vai nós somos os agentes de cooperação. E o escritório presta o

suporte. Mas a Embrapa acaba indo porque nós somos grandes. A diferença de tamanho entre a Embrapa e uma universidade é brutal. Quando é agricultura, acaba indo a Embrapa.

Franciele : Há empresas privadas brasileiras em solo africano, e gostaria de saber se há uma relação entre público e privado para estabelecer, por exemplo, projetos, ou mesmo se uma empresa privada pode fazer um trabalho de prospecção de mercado. Há uma relação entre esses dois setores ?

S. : Primeiro você tem que ver como funciona a Embrapa tanto no Brasil quanto fora. Nós damos apoio à qualquer brasileiro, como um orgão público, à qualquer brasileiro no mundo. Só que a gente não faz pesquisa... se eu tivesse em Minas Gerais... [O entrevistado faz uma pergunta pessoal : *De onde você é, de Brasília ? De curitiba. Ah, porque isso que você devia pois o Eros Grabowski era presidente do Tribunal de Justiça em Curitiba*]. De qualquer forma a gente dá apoio. Se você estivesse em Curitiba ou no Paraná, e se a Batavo viesse pedir apoio para a Embrapa, nós estamos abertos para conversar. Mas nós não vamos trabalhar para a Batavo, porque se eu trabalhar para a Batavo, terei que trabalhar para a Coamo, eu não posso trabalhar para um e não trabalhar para todos. O que nós podemos fazer no Brasil é trabalhar para setores. Então por exemplo, todas as empresas de trigo têm um problema de como adubar. Então eu coloco minha mão de obra e meu conhecimento em fazer pesquisa em como adubar. Mas o resultado dessa pesquisa não é para a Batavo, não é para a Coamo, não é para o teu pai na chácara dele. Ele é um resultado público que vai ser acessado por todo mundo. A mesma coisa acontece quando você está na África. Em Angola tem a Odebrecht, e ela diz : *"eu quero plantar cana-de-açúcar"*. Eu vou chegar para ela e vou dizer : *"puxa, tem uma pilha de informações sobre cana-de-açúcar, está tudo aqui"*. E ela diz *"não, mas você vai na minha fazenda e faz a pesquisa pra mim ?"*. Eu digo : *"sinto muito, não"*. Isso é problema de consultor, engenheiro contratado, tudo mais. Agora, se o governo do Brasil vier e pedir para analisar de forma clara quais são as características de solo do corredor Nacala em Moçambique para depois empresas brasileiras virem e terem uma base para fazerem investimento aqui. Então nós fizemos toda uma análise junto com o governo de Moçambique das condições DAF climáticas de solo e clima de um corredor grande, uma área de 2 milhões de hectares e dissemos : *"aqui é bom, aqui não é mais ou menos, ali não sei o quê, esse solo é desse tipo, esse solo é de outro tipo"*. Mas a gente não trabalhou especificamente para empresas. Por outro lado pode acontecer que a Embrapa trabalhe especificamente para uma empresa. Mas daí eu digo o seguinte : nós podemos trabalhar para a Odebrecht, para a Batavo, mas a minha hora técnica custa uma enormidade. Então essa pesquisa que eu vou fazer, ela vai ser muito mais cara do que ela seria feita se eu fosse uma empresa de consultoria comum. E ela só é feita porque a Embrapa

tem um conjunto de conhecimento que extrapola o conhecimento de uma empresa. Eu consigo colocar especialistas de diversas áreas, mas isso é muito raro.

[Transcrição não realizada entre 25min23s até 26min10]
Franciele : Especificamente em Angola, você lembra de alguma citação como essa em que o público e o privado teve uma relação mais estreita ?

S. : Eu acho que não, mas você teria que ver... Você está pensando em alguma empresa ?

Franciele : Tem a Camargo e Correa lá, e pelo que eu li, eles têm uma fazenda de plantação de arroz.

S. : Ah, pode ser ! Mas eu acho que não, que não tem muito relacionamento. Quem tem uma ação muito grande lá é a Odebrecht, eles tem uma plantação de cana-de-açúcar, tem uma fábrica de etanol, eles têm uma ação muito grande. Agora, se você perguntar para mim se deveria ter ação conjunta, eu acho que deveria, e que poderia ter participação e uma ligação forte entre a cooperação técnica do Brasil, quer dizer, um interesse nacional, e sempre que tivesse uma empresa lá, não custaria a gente fazer uma parceria público e privado e atender os objetivos nacionais. As empresas nossas podiam ser facilitadoras da execução. Por exemplo, a Odebrecht tem toda uma ação num pólo, que se não me engano se chama pólo de Capanda. E lá eles construíram uma hidrelétrica grande. E quando eles foram embora, eles usaram toda a vila que tinha sido montada por seus funcionários para criar uma estrutura de desenvolvimento local com treinamento em agricultura, treinamento empresarial, e tudo mais. Então haveria a possibilidade de num projeto de cooperação com o governo de Angola de usar a estrutura de Capanda porque está ali, está posta, eu tenho interlocutores bem capacitados, bem estruturados, por que eu não usaria isso ? Agora, não tem porque eu ir lá plantar mudinha ou dar cursinho para turma de Capanda, a não ser que seja ligado com um interesse mútuo né.

Franciele : Você ficou trabalhando em Acra durante quanto tempo ?

S. : Fiquei durante 3 anos.

Franciele : Havia um grupo de pesquisadores permanentes em Acra ?

S. : Não ! A ideia desde o começo era de não ter pesquisa lá. Porque, por exemplo eu sou especialista em florestas, e me colocam lá. Bate um cara na minha porta e diz : *"eu tenho um problema de milho"*. Então eu trago um especialista de milho e coloco lá. Daqui a pouco bate na porta e tem um problema de arroz. Eu trago um especialista de arroz. O que acontece é que eu vou ter 800 pessoas na África, e não é este o objetivo, o objetivo do escritório é que o cara chega lá e diga que tem um problema de arroz, e eu digo : *"ah, o João Batista é bom para resolver isso"*. Eu pego o telefone ou escrevo para o João Batista e digo que os caras estão com problema no arroz pois está ficando pequeninho e preto. O João Batista vai dizer ; *"olha, isso normalmente é falta de nutrição de potássio, vocês podiam tentar isso... essa é a literatura"*. Então ele daria a dica. Agora, se quiser transformar isso num projeto, a gente tem os caminhos. Então nós vamos analisar. Diz para o governo deles pedir para a ABC, e se a ABC disser OK, ela vai alocar recursos da Embrapa. Ou se esse problema também for um problema que nós temos no Rio Grande do Sul, nós podemos fazer um projeto conjunto, e a primeira pergunta que vem é :*"quem é que põe dinheiro ?"*. Então temos que buscar dinheiro, e aí tem a possibilidade do governo inglês financiar numa cooperação trilateral, financiar o projeto de pesquisa, e nós vamos atrás disso. Ou então não, vamos montar um projeto para a plataforma de cooperação natural que é a MarketPlace. Vamos escrever um projeto do arroz. Então daí eu venho com um projeto de cooperação científica. Ou, a terceira vez, o governo pagante de Angola diz : "*que nada Embrapa, eu tenho essa dinheirama que você quer, e eu te pago para ir lá. Então venha"*. Então o que o escritório fez, ele não fez pesquisa, ele articulou com o escritório brasileiro uma possível solução.

Franciele : Nessa caso, por exemplo, o Brasil se baseia bastante em experiências internas também para montar o projeto. Tem o projeto dos cerrados em Moçambique, e eu gostaria de saber se vocês se baseiam em experiências internas brasileiras para exportá-las para a África ou se os contextos são muito diferentes para "importar" essas experiências. Como acontece essa troca entre experiência brasileira e o contexto africano.

S. : Eu não sei de que projeto você está falando, não sei se a Embrapa está envolvida.

Franciele : Do corredor de Nacala.

S. : Ah, em Moçambique.

Franciele : Sim, em Moçambique.

S. : Esse em Moçambique é o seguinte : o projeto de Moçambique é um projeto grande, e ele tem várias linhas. Uma delas é o ProSavana, que é a introdução de técnicas, de boas práticas agrícolas naquela região. Então ele tem várias vertentes, tem a vertente da organização de ciência, tecnologia e extensão num lugar, tem o TES que é de técnicas agrícolas. A partir do nosso conhecimento no Brasil em situações de solo e clima semelhantes, nós vamos testar diversas soluções naquela situação. Vamos testar e usar como base de comparação as práticas locais. E a partir daí, e em parceria com instituições locais, o governo deles vai fazer transferência de tecnologias para agricultores. Quer dizer, a gente usa nossa experiência local brasileira para ir para um país diferentes e junto com esse país fazer transferência. Lá em Moçambique, o que a gente tem ali é uma cooperação multilateral. Tem o Brasil, Moçambique, o Japão, Estados Unidos, o Banco Mundial que é um organismo de cooperação multilateral pondo recursos para que esta cooperação aconteça.

Franciele : E sobre esta questão de outros países também envolvidos, ou mesmo instituições internacionais. Eu gostaria de saber do papel do Brasil, por exemplo em fóruns internacionais, se você sente que tem uma maior legitimidade depois que o país começou a estreitar os laços com os países do Sul, e desenvolver estes mecanismos de cooperação e relações. Por exemplo, na FAO, o Brasil tem maior representatividade ? Ou o Brasil tem ainda um papel muito pequeno ?

S. : Bom, o presidente da FAO é brasileiro né, o Graziano. Então a gente acaba tendo uma participação grande na FAO. Mas eu não sei os mecanismos... eu não entendo nada de cooperação internacional, e também acho que há muita onda disso. O que eu acho é que a gente tem que estar presente. Então a nossa participação é legítima porque a gente tem que estar presente, e precisamos defender nossos interesses. Ela é tão legítima quanto a dos Estados Unidos. Qual é a legitimidade que os Estados Unidos tem para dar palpite na relação Brasil e Uruguai ? Nenhuma, mas eles dão. Então a gente pode dar palpite, nós somos tão legítimos quanto eles para dar palpite na relação Canadá e Estados Unidos, porque alguma coisa afeta nosso interesse. E com relação a Ásia e a África, se a gente tem interesse em ir mais para lá, temos que dar palpite : *"olha, tal política não é bem assim, as coisas estão se centralizando em Londres, Paris ou Washington."*. Não é assim, as coisas podem, se eu fizer diferente, eu posso gerar uma linha de cooperação aqui Pernambuco-Lagos, porque é tão pertinho. Por que eu tenho que gerar um mecanismo onde tudo vai para Londres e depois volta para Pernambuco ? Então eu tenho legitimidade para participar. Outra coisa é a Organização Mundial do Comércio, e essa discussão sobre comida, por exemplo, e a exportação de artigos agrícolas. Por muitos anos os países mais ricos, países mais desenvolvidos, por muitos

anos eles subsidiavam produções locais, tinham excedentes e exportavam, competindo comigo que exportava sem subsídios. Eles simplesmente gastavam dinheiro inteiro para resolver problemas internos e massacravam sistemas de diversos países, vendiam produtos mais baratos. O Brasil tem tamanho e escala para competir com isso. Sofre, mas tem escala. Os países africanos não têm tamanho, não têm escala e não têm uma estrutura técnica para participar de discussões em fóruns internacionais. Nada mais legítimo do que o Brasil, que sofre com isso, se juntar a países africanos, latino-americanos, asiáticos e discutir isso numa mesa da OMC e trabalhar para que se faça um acordo, como foi feito agora, e que país nenhum pode exportar seus produtos subsidiados.

[40min28s até 43min : falando sobre a IBAS fórum governamental ou fórum não-governamental ? Fórum Brasil-África, Instituto BRICS, são pessoas que se organizam em vários países e tentam gerar negocinho, para interesses próprios, esquemões privados que buscam estabelecer relações entre os países e fazer negócios. Muitas vezes eles possuem recursos públicos, porque o país acha que é bom isso. Uma forma de parceria público-privada. O país não precisa colocar muito dinheiro para incitar relacões para com outros países].

Franciele : Na sua opinião qual é avaliação do trabalho da Embrapa-África quanto às politicas de cooperação na África. Na verdade agora está ocorrendo uma reflexão a respeito disso. Mas você avalia que teve potencialidade o escritório regional em Gana.

S. : Vamos falar de duas coisas diferentes : o escritório regional e a cooperação da Embrapa. O escritório regional é um dos mecanismos que a Embrapa usa para a cooperação. Acho que nos ultimos 10/15 anos a Embrapa cresceu muito em cooperação. Nós viramos uma instituição respeitada mundialmente. Nós estruturamos no Brasil uma área, nós chamamos de secretaria de cooperação internacional, 50/60 pessoas trabalham em cooperação internacional e dão apoio à ABC, dão apoio à instituições brasileiras que vão para a África e a toda estrutura da Embrapa. O escritório faz parte disso daí. Então o escritório era um canal e vai voltar a ser um canal importante de contato porque ele tem uma pessoa capacitada capaz... dedicando seu tempo à ser interlocutor. Porque se você não tem dedicação à uma coisa, ela não acontece. Se eu jogo na mão de um cara que está em Brasília ou em Curitiba, e jogo mais dez coisas nas mãos dele, ele não vai ser um canal fácil. Está distante, não dá para bater na porta, não dá para telefonar. Agora, se eu coloco alguém especificamente, as coisas acontecem. Talvez seja mais fácil estar na África, porque os africanos viajam, quando eles viajam dão uma passada. É mais fácil eu sair de Gana e ir para o Benin do que sair de Curitiba e ir para o Benin. Então isso tem uma função de mobilidade. Do ponto de vista de

cooperação da Embrapa, há coisas bacanas. Nós temos todo o projeto que é grande de algodão que está acontecendo em varios países. Vários projetos de introdução de variedades que estão acontecendo via ABC que funcionaram muito bem, e esta plataforma do MarketPlace que são projetos geniais. Um exemplo é o projeto de inoculante para calpi, que é o feijão de corda *[Resumo da transcrição entre 46min11s até 50min46s : uma leguminosa que estabelece simbiose com bactérias que fixam melhor nitrogênio e crescem melhor. Levaram isso para a África, em Gana, Instituto SARI. Produtividade de 800 a 1000 hectares, de 1000 à 1300 hectares, ganho de produtividade. O Instituto AGRA, que é uma ONG mas que tem dinheiro, financiou o projeto em 1 milhão de dólares para fazer isso crescer. O entrevistado salienta a importância de pequenos projetos em cooperação científica que alavancam projetos maiores futuros que ajudam no próprio desenvolvimento local africano. Ele poderia citar vários projetos nesse sentido]*.

Franciele : Tem algum projeto nesse sentido em Angola, ou já teve ?

S. : Não ! O que tem, tinha em Angola, em estruturação ele tinha sido assinado, é o projeto para nos apoiarmos a criação do setor de Ciência e Tecnologia. Agora você tem que olhar, nós não temos projetos científicos em Angola agora. Você teria que olhar os projetos técnicos no site da ABC. Em vários deles a Embrapa participou, deve ter de mandioca, de arroz.

Franciele : Você consegue avaliar os projetos a partir das diferenças entre os países africanos ? Por exemplo, países que falam a língua portuguesa são mais fáceis nos andamentos nos projetos, em oposição aos países francófonos onde a estrutura da língua é um empecilho que dificulta.

S. : Não, eu acho... o que acontece é que com os países de lingua portuguesa você tem muito mais mecanismos de cooperação. Você tem, por exemplo, chamadas de cooperação do CNPQ e isso faz com que, por exemplo, as universidades tenham uma presença maior nos países de língua portuguesa. E a Embrapa, através do MarketPlace, ela tem uma penetração pequena nos países de língua portuguesa, por estranho que pareça. Porque a plataforma é em inglês. Então nesse caso do MarketPlace, a cooperação dos países de língua portuguesa acaba sendo até limitante porque você pega um preguiçoso do lado de cá que não fala inglês e um preguiçoso do lado de lá que não fala inglês e o projeto acaba não saindo em inglês. Agora, quando ele é feito com Gana, Gana fala inglês, e fica mais fácil. Já a cooperação com os países franceses não é tão fácil, se não falamos inglês, os franceses também não falam, então você tem dois preguiçosos e que ainda não conversam entre si. Se você olhar o MarketPlace e onde os projetos estão indo (tem que ver os

maps), você vai ver que eles tem pontos de concentração : Gana, e eu diria que Gana tem um desvio porque eles falam inglês e nós estavamos lá e isso gera uma concentração; vão estar no Quênia, em Uganda, e vão estar na Etiópia. Mas daí tem o outro lado também, que são países que se estruturaram melhor para pesquisa. Eles têm uma estrutura de pesquisa melhor. Então eles têm uma estrutura melhor do que em Angola e Moçambique, o que levou a gente a ter mais cooperação com eles. Angola não é um país facil de cooperar, porque eles têm frescura para visto. Eu vou para Gana, que não é um país irmão, e eu não preciso de visto. Aliás, eu preciso de visto em Gana, mas é um visto fácil, o de Angola é sempre complicado, as coisas são muito caras em Angola, é um país caríssimo. O que restringe a cooperação são também condições locais. E eu acho que Angola tem uma prática muito grande de buscar recursos dentro de todos esses mecanismos para os países de língua portuguesa, e ele não acaba acessando tanto a Embrapa.

Franciele : Entendi, a um outro mecanismo específico do PALOP. Você acha que o fato de ser brasileiro facilitou alguma coisa ?

S. : Não !!! Isso tudo é onda. O que acontece é o seguinte, nós não somos coloniais, colonialistas. Há um pouco de simpatia porque o Brasil nunca se envolveu em nenhum esquema onde nos fôssemos o agente da colonização. Mas não ajuda nada. Pessoalmente, se eu estivesse no oeste da África eu queria ser inglês para cooperar. Eles têm uma fascinação pela Inglaterra enorme. Se eu estivesse na área francesa, eu queria ser francês. Eles têm anos e anos de ir à Paris e buscar as coisas. Por eu ser brasileiro, não faz muita diferente do que se eu fosse indiano, chinês ou se eu fosse sueco ou norueguês. São países que não foram colonialistas. Mas a gente tem um monte de negros aqui que são a cara dos negros de Angola, a gente tem umbanda, a gente tem carnaval. A gente tem um monte de coisas que são simpáticas, mas não acho que mudem em termos de cooperação. E tem futebol né !

Entretien réalisé par téléphone le 18 février 2016 avec un fonctionnaire de l'Embrapa qui a travaillé pendant 3 ans dans le bureau Embrapa-Afrique, au Ghana. Actuellement le fonctionnaire travaille dans le siège de l'institution à Brasília.

Franciele : O Sr. trabalhou no escritório regional da Embrapa certo ?

P. G. : Sim, trabalhei. Se chama escritório Embrapa-África. Na verdade o escritório foi criado com um acordo de sede, escolhido Gana, após um processo de escolha com outros 4 ou 5 países, e foi escolhido Gana com as condições que eles deram para a Embrapa e para o MRE.

Franciele : E entre esses outros países, havia um país de língua portuguesa ?

P. G. : Não, é que já havia uma conversa – eu fui escolhido por concurso né, e os antecedentes não me lembro, sobre os processos de contatos com os outros países, por exemplo com Moçambique que estava também querendo a Embrapa-África – mas a ideia era de não fazer num país de língua portuguesa para não ter a conotação de que era um escritório para Moçambique e para Angola, que são países de língua portuguesa. A ideia era exatamente evitar os países de língua portuguesa, embora a Embrapa tenha projetos importantíssimos com Moçambique e Angola.

Franciele : O Sr. ficou quanto tempo no escritório ?

P. G. : Três anos exatos. O escritório foi criado, a Embrapa fez um concurso interno e colocou dois pesquisadores para abrir os trabalhos na Embrapa-África. Esse escritório era ligado, estava junto com *(Não entendi)* que é a Embrapa deles. Então era uma ligação direta sob a coordenação... na verdade não sob a coordenação, mas sob os cuidados em termos logísticos que o escritório, os móveis iniciais, com a Embrapa deles. E nós compramos tudo, desde o início, desde um grampeador, até os computadores, e mesmo um carro.

Franciele : E quais eram suas atividades durante esses três anos ?

P. G. : A Embrapa-África tinha como função fazer contato e parcerias com países da África que tinham interesse em desenvolver o seu setor agropecuário, transferência de tecnologia para países que estivessem interessados em desenvolver o seu setor agropecuário. E esses contatos com esses países era feitos por meio dos embaixadores do Brasil nestes países. Eles comandavam, faziam

toda a logística para que a gente visitasse esses países, apresentasse propostas de projetos que esse país pudesse ou não ter interesse de fazer com o Brasil. Não só a Embrapa, mas qualquer outra universidade, mas principalmente a Embrapa. Essa era a função do escritório. Com 2 pessoas e com 54 países você não consegue fazer pesquisa no campo, mas a gente negocia projetos com esses países principalmente projetos de treinamento dos africanos no Brasil.

Franciele : Nesse sentido, o Sr. poderia citar uma iniciativa realizada com Angola ?

P. G. : E por que com a Angola ?

Franciele : Pois estou estudando especificamente a cooperação técnica entre Brasil e Angola, especificamente o projeto de reestruturação dos Institutos de Pesquisa Agrícola e Veterinária.

P. G. : Mas isso não é com a Embrapa-África, é com a Embrapa Brasil. Você precisa falar com alguém que trabalhou nesse projeto no Brasil, pois é um contrato do governo do Brasil com o governo angolano.

Franciele : Está certo. Durante suas atividades no escritório houve algum conflito entre a ABC e o escritório Embrapa-África, justamente pelo fato de que a ABC não pode – juridicamente – constituir um escritório no exterior ? Ou não, as funções eram bem delimitadas ?

P. G. : Conflito ? Pelo contrário ! A Embrapa atua como parceira da ABC nestes projetos de desenvolvimento de treinamento. Muito pelo contrário, são parceiros nesses projetos na África. Não tem nenhum tipo de conflito. Zero ! Mesmo porque a Embrapa-África existe com programa com o MRE onde a ABC está localizada. Me lembrei agora que nós fazíamos trabalho juntamente com a ABC, pois a ABC tem um programa independente da Embrapa que fazem reuniões que são chamados comistas em países que querem parceria com o Brasil. Essas reuniões da ABC, eles não são só na área agrícola, mas diversas áreas : saúde, esporte, agricultura, e eles fazem – não sei se continuam – essas reuniões com os países que tivessem interesse em manter esse relacionamento com o Brasil, em termos do que nos pudéssemos auxiliá-los como combate à AIDS, apoio de vinda de técnicos de futebol, técnicos de outros esportes para estes países junto com programas com a ABC. E a Embrapa-África era convidada – como haviam reuniões, nós participamos de umas 10 – era convidada para tratar da parte agrícola nessas reuniões comistas.

Franciele : A Embrapa-África era convidada para reuniões de organizações internacionais, com a FAO-África por exemplo ?

P. G. : Foi ! Por exemplo nós fizemos junto com a FAO visitas, uma especificamente um trabalho junto com a FAO em Burkina Faso, que eles estavam desenvolvendo um problema de transferência de tecnologia em Burkina Faso junto com o CIRAD... não, com o CIRAD era um outro projeto paralelo, mas junto com a FAO nós participamos de um programa com eles. Esse trabalho de transferência que eles chamam de *Farmer Field School*, FFS, é o programa que a FAO desenvolve para transferência de tecnologia e eles nos convidaram para participar dessas missões com eles.

Franciele : Então o Brasil tem uma relação com a FAO...

P. G. : O Brasil tem a tecnologia da agricultura tropical, que é utilizada na África. Todos esses países, mesmo a FAO que está na Europa, eles não tem tecnologia para a agricultura tropical, então eles recorrem ao Brasil, principalmente nessa área de agricultura de conservação, de sementes. Eles recorrem, em geral, ao Brasil pois é no Brasil que tem a semelhança climática com as savanas africanas. Há muita semelhança entre as savanas tropicanas e o cerrado brasileiro. No geral, as tecnologias desenvolvidas no Brasil podem ser adaptadas – não transferidas diretamente – mas podem ser testadas e adaptadas às condições africanas. Por isso que esse pessoal busca muito a Embrapa para parcerias na África.

[Fim da entrevista pois o entrevistado tinha um compromisso].

Entretien réalisé par skype le 18 février 2016 avec un fonctionnaire de l'Embrapa, responsable pour un ancien projet de riziculture au Sénégal.

Franciele : O Sr. está trabalhando em qual Embrapa atualmente ?

B. M. : Estou no Rio Grande do Sul. Na Embrapa pecuária Sul, em Bagé, no Rio Grande do Sul. E atualmente eu trabalho com integração, lavoura, pecuária.

Franciele : O seu vínculo profissional na Embrapa é pesquisador ?

B. M. : Sim, eu entrei na Embrapa em 2004 e trabalhei na Embrapa de Passo Fundo, na Embrapa Trigo, antes de ser transferido para Bagé em 2006, tive em Bagé desde 2006 até 2010, quando eu fui, pela Embrapa, como responsável pelo projeto do Senegal, e retornei em 2013. Passei 2 anos e meio vinculado ao projeto e à unidade que nós chamamos na Embrapa de Secretaria de Relações Internacionais.

Franciele : O projeto começou em 2011?

B. M. : Em 2010.

Franciele : Este foi o único projeto dentro de cooperação internacional com um país africano que o Sr. participou ?

B. M. : Foi o único, e atualmente a Embrapa tem un convênio com a Fundação Bill e Melinda Gates, fundações que financiam projetos agrícolas desenvolvidos na África concebidos pelos africanos. Pode ser também planejados por nós brasileiros, mas a maioria funciona... eles fazem o projeto, entram numa plataforma que existe e se chama MarketPlace e eles fazem uma proposta e encaminham quando abre-se o edital dos projetos. E tem um correspondente que acompanha o projeto do Brasil, um pesquisador da Embrapa, e esta proposta é avaliada e se aprovada, é desenvolvido o projeto. Em vários países da África já tem projetos da Embrapa, que a Embrapa participa, desta plataforma do MarketPlace. Atualemente nós temos 4 propostas... pré-propostas que foram encaminhadas para desenvolver projetos em países africanos, do qual eu sou o líder pela Embrapa. Colegas nossos também participaram em outras Embrapas inclusive em Goiás na Embrapa Arroz e Feijão, como todos os projetos são na área de arroz. Tem projetos na área de

integração também, integração lavoura e pecuária. Então tem a possibilidade desses 4 projetos e de eu atuar em projetos internacionais. Não diretamente como foi o caso desse aí onde eu fui morar no Senegal, a disposição do projeto, mas dando apoio para os projetos que eles executam lá, apoio reconhecimentos, formações, sugestões e eventualmente alguma viagem daqui para lá ou de lá para cá, intercâmbio.

Franciele : E quais são os países que participam desses pré-projetos ?

B. M. : Desse 4 projetos tem um em Gana, um na Etiópia, e dois em Uganda, se não me engano. Mas esses são apenas pré-propostas que serão ainda avaliadas, ainda terá que ser feito propostas e depois encaminhado pela Embrapa para a Fundação Bill Gates e para as empresas que financiam os projetos. São todos na área de arroz, visando aumento da eficiência produtiva, de produtividade, voltado... porque na África predomina – praticamente – mais de 90% é agricultura familiar. Então tudo direcionado para agricultores familiares.

Franciele : A MarketPlace é uma plataforma de cooperação científica da Embrapa. A ABC, nestes projetos, não está envolvida ?

B. M. : Não, não está envolvida. A ABC participou desse projeto, e ela é o braço do Itamaraty, criado para os projetos de cooperação internacional, mas o que aconteceu que nos últimos anos, desde 2012, por aí... 2013 já, 2014, 2015, a ABC esta com uma redução muito grande de recursos. Ela não está conseguindo repassar as verbas para os projetos. Então a participação da ABC em projetos está muito limitada, e os projetos via ABC estão trancadaos pela falta de recursos. O único projeto que a Embrapa está tocando é o do Cotton-4, que é o do algodão no Mali e em 3 países vizinhos... Togo, Burkina Faso, Bénin....

Franciele : Sim, eu conheço este projeto...

B. M. : É um colega meu de Goiânia que esta como líder, como eu fui para o Senegal ele foi um pouco antes para o Mali, que é o Di Stefano... eu não sei se tu já falou com ele. Este projeto continuou funcionando em função da disponibilidade de recursos que o Brasil ganhou na Organização Mundial do Comércio, uma demanda contra os Estados Unidos, por subsídios na cultura do algodão. E um percentual dessa multa que os Estados Unidos paga anualmente para o Brasil é direcionada para os projetos de cooperação. É por isso que este projeto continuou e está

em execução até hoje, o Cotton-4 né. Inclusive foi incorporado um 4° país que eu não lembro o nome. Era o Mali, Burkina Faso, Benin... Togo foi incorporado depois.

Franciele : Tem o ProSavana em Moçambique que continua também né...

B. M. : O ProSavana eu não sei, não sei qual é a situação dele agora, mas ele estava com... a mesma limitação de recursos que estão os outros projetos na África. Eu não sei em que situação que está pois ele tem a participação de outros países também, do Japão, do Jica – instituto japonês – e eu não sei se eles estão conseguindo... não sei se a parte do Brasil está conseguindo dar continuidade, ultimamente eu não tenho recebido notícias.

Franciele : E quais eram as tarefas do Sr. como coordenador do projeto de arroz no Senegal ? Por exemplo, organizar os cursos, os técnicos...

B. M. : A gente tinha três eixos básicos de atuação : nós levamos sementes, variedades de arroz, a Embrapa Arroz e Feijão de Goiânia para testar no Senegal, nas estações experimentais e até mesmo na área de produtores, visando selecionar materiais que se adaptassem melhor às condições do Senegal. Nós conseguimos duas variedades que estão para serem homologadas no Senegal para plantio, mas até agora o processo lá é muito lento, apesar do bom resultado, ainda não foram homologadas essas duas variedades irrigadas. Como eu mantenho o contato com o pessoal lá, eu sei que eles continuam testando as cultivares nossas por conta própria deles, ou até com recursos de outros projetos... na África tem muitos países que fornecem ajuda financeira para projetos, principalmente na área agricola, na área de saúde também. Mas os africanos, este Instituto Senegalês de Pesquisa, o ISRA, que era nossa base lá no Senegal, o Institut Sénegalais de Recherche Agricole, então eu acompanhei os projetos dos pesquisadores de lá, e muito dinheiro vinha de fora, de outros países, principalmente europeus ou dos Estados Unidos, através da USAID. Eles já estão acostumados com isso.

Franciele : Tinha outros países envolvidos no projeto ?

B. M. : No nosso projeto de apoio de desenvolvimento da rizicultura no Senegal, não tinha outros projetos envolvidos, era só o Brasil e o Senegal. O Brasil através da atuação da Embrapa, eu era o único lá, eu era coordenador pela parte brasileira, tinha um correspondente senegalês do ISRA, e o recurso vinha praticamente... até tinha uma contrapartida mas que na realidade era muito pouco,

eles tinham uma limitação de recursos. O recurso que o projeto disponibilizou foi pela ABC que enviava via PNUD (Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento) que tem um escritório lá em Dakar. O projeto era exclusivamente bilateral, não tinha a participação de outros países.

Franciele : Lendo um pouco do projeto vi que tem uma outra organização envolvida, a *Africa Center*, se não me engano.

B. M. : A *Africa Rice*. Bom, ela é uma organização diferente, de pesquisadores de apoio à agricultura que funciona independentemente de países, não é uma cooperação entre países, é um instituto para o desenvolvimento do arroz, de pesquisa, estudos e lançamento de variedades. Só da África, ali onde produzem arroz. Tinha a *Africa Rice* no Senegal, mas tem em vários outros países, vários centros da *Africa Rice* que fazem estudos e pesquisa e transferência na África para apoiar na parte da alimentação, relativamente é o arroz um dos pratos principais né.

Franciele : Na verdade ela é um centro de pesquisa agrícola ?

B. M. : Sim, uma organização de pesquisa que tem vários centros em vários países. Não sei qual o fundo dos recursos deles, mas acho que isso tu encontra na internet. Eles devem ter centro de pesquisa em 20 países africanos com programa de pesquisa.

Franciele : Antes do estabelecimento do projeto, houve uma missão técnica ao Senegal entre fevereiro e maio de 2010, de acordo com o site da ABC. Gostaria de saber se algum representante da Embrapa ou mesmo o Sr. acompanhou esta missão, ou se só foi a ABC que acompanhou esta missão.

B. M. : Foram 2 missões que aconteceram antes do início do projeto que deram subsídios para a própria Embrapa conceber o projeto, escrever o projeto : uma em 2009 e outra em 2010. Eu não participei, eu quando entrei no projeto fiz o concurso, tinha vaga para ser coordenador do projeto, e este projeto já estava escrito. O projeto já estava escrito, e estas 2 missões tiveram participantes da ABC – não sei se tu tem contato na ABC ?

Franciele : Conversei com o Sr. Paulo Lima, e estou esperando para conversar com a Sra. Cecilia Malaguti do Prado, mas com ela ainda não consegui conversar, somente com ele.

B. M. : Na época que eu fui, ele estava na ABC, depois saiu e agora retornou. O Nelci Caixeta, ele participou destas missões, acho que das 2. Participou uns colegas meus da Embrapa Arroz e Feijão, entrevistaram e viajaram pelo Senegal lá... porque tem vários institutos que trabalham com o arroz no Senegal além do ISRA. Tem o Ankar, me parece, SAED *[O entrevistado ele esquece os nomes]* que trabalham mais com a transferência de tecnologia, difusão né. Eles visitaram vários institutos lá, localidades, nessas 2 missões, para terem uma noção da situação no Senegal antes de planejarem as ações do projeto, em que parte atuar. Se tu quiseres eu fiz uma publicação pela Embrapa que é *"Missões de prospecção ao projeto de desenvolvimento da rizicultura e apoio à rizicultura no Senegal"*. Tem uma publicação que eu me basiei nos dois relatórios que eles escreveram né.

[Entre 23min13s até 28min : discussão pessoal sobre meu trabalho, o entrevistado cita outros pesquisadores que fizerma trabalhos na África na mesma área que a minha].

B. M. : Então, para te dar uma ideia melhor da parte brasileira, que atua o Brasil. O Brasil – na ABC tu vai obter muito informação – o Brasil direcionou os projetos de cooperação, principalmente para a África, como uma política de governo que fez parte... não sei se desde o primeiro ou segundo governo do Lula, em aumentar o numero de embaixadas. Vários países que não tinham embaixadas passaram a ter. Houve uma campanha muito forte na política, uma prioridade na política externa brasileira de mostrar serviço na África, e contribuir principalmente na agricultura pois o Brasil tem muito *know how*, a nossa produção de grãos aumentou muito nos últimos anos, nossa produção e produtividade, o Brasil hoje é destaque na agricultura mundial. Levar este conhecimento, este *know how* para os países africanos e, digamos assim, mostrar o Brasil lá fora, a parte boa do Brasil, fazer uma política externa voltada à uma imagem favorável do Brasil, que na época foi muito cultivada e obteve bons resultados antes dessa crise atual. Houve estes projetos, eles foram concebidos, existe inúmeros projetos, se tu entra no site da ABC pois existe inúmeros projetos. E daí, em 2013 praticamente acabou a verba. Então quando acabou a verba o Brasil recolheu os pesquisadores, o pessoal que estava no exterior, e parou com projetos inacabados, como foi o caso do projeto do Senegal. Estou falando com o pessoal da ABC, hoje quem está responsável pela África francófona é o Nelci Caixeta, que eu mencionei, que trabalha na ABC em Brasília, e ele vai te dizer o que estou falando : o projeto do Senegal esta em aberto à espera de recursos que não foram disponibilizados e provavelmente não serão com esta crise que o Brasil está enfrentando. Daqui para frente a ação do Brasil nesses projetos internacionais vai ser muito limitada. O que vai acontecer basicamente, principalmente na empresa que eu trabalho, a Embrapa, é que o Brasil continue atuando mas com recursos, outros recursos de outros países, de

outras fundações como esta fundação Bill e Melinda Gates, através de outras plataformas tipo MarketPlace pois a ação do Brasil, a ação do país no exterior em relação à África está super limitada porque os recursos foram reduzidos drasticamente através... que era disponibilizados pelo ministério de Relações Exteriores via Agência Brasileira de Cooperação. Então os projetos ficaram comprometidos, infelizmente não foram concluídos, como o projeto do Senegal.

Franciele : O projeto só tinha o governo brasileiro e o governo do próprio Senegal envolvidos. Seria uma vantagem, por exemplo, uma relação trilateral pois se falta recursos financeiros de um país um outro país pode subsidiar. Aconteceu isso num projeto entre Brasil e Japão em Angola na área da saúde, onde o Japão doou mais dinheiro para suprir a falta de dinheiro do governo brasileiro.

B. M. : Eu acho que depende de cada projeto, como é bolado cada projeto. Eu te citei o ProSavana, o qual tem a participação do Japão através do JICA, o instituto japonês de cooperação agrícola. Na falta de recursos brasileiros, num primeiro momento, o que aconteceu com o ProSavana : quando eu estava no Senegal eu tive a informação. Os japoneses não gostaram do Brasil não aportar o dinheiro que havia sido previsto, acordado. O fato de um país botar mais recursos, como no caso do Japão como tu citou, eu não sei no ProSavana se está acontecendo isso, vai depender muito da negociação de casa projeto com cada país, pois no final ninguém gosta de dar mais dinheiro do que está previsto. Quer dizer, o Brasil entrar somente com o nome. Isso tem muita política, fazer política com dinheiro dos outros... até pode mas vai depender muito de cada projeto, fazer ações políticas, ações de projetos que demandem recursos e que o país chegue e diga : *"o que eu posso mandar é um técnico, mas um técnico também vai custar, vai ter despesas, enfim"*. Eu acho meio complicado sabe Franciele, acho que não é fácil esta negociação, pois é a nível diplomático, quer dizer, cada faz um o quê e cada um bota quanto. O projeto que já foi escrito, deveria teoricamente, ser cumprido, independente do Brasil estar passando por uma fase... o Brasil deveria ter disponibilizado aquele recurso no momento que assinou, via Embaixada, via embaixadores, via governo. É um compromisso que assume e não cumpre. E as outras agências que atuam junto com o Brasil, num projeto trilateral ou com mais de 3 países, vai depender muito do nível da negociação, da cultura, no caso agrícola né, que cultura será focada, até que ponto o outro país acha interessante ou imprescindível de ter o Brasil como parceiro né. Eu acho muito particular esta possibilidade né.

Franciele : O Sr. poderia me citar algum projeto da Embrapa no setor agrícola em Angola, pois Angola é um país que, dentro dos discursos do próprio governo brasileiro, é um país irmão, um

país do PALOP, mas não há muito projetos do setor agrícola em Angola, pelo menos que eu tenha visto.

B. M. : De Angola com a Embrapa, eu acho Franciele, os projetos hoje que a Embrapa está atuando na África, pois tem dentro da Embrapa esta plataforma MarketPlace. Acho que 99,9% está através desta plataforma. O que a Fundação Bill Gates, e tem outras fundações também como Rockfeller, tem outras que não me lembro o nome... mas a principal é a Bill Gates. Estas fundações pegaram, elas contrataram a Embrapa, e a Embrapa assumiu junto com elas o papel de dar respaldo científico para os projetos que os africanos pretendem desenvolver. Eles estão liberando dinheiro para os projetos de desenvolvimento na área agrícola, mas eles não querem simplesmente que seja qualquer projeto, eles querem que tenha um fundamento muito bem estruturado. Uma coisa do ponto de vista científico, prático, aplicável, e até mesmo de resultados, que o dinheiro deles não seja para fundo perdido. Eu acho que os projetos em Angola têm, deve ter via MarketPlace, deve ter uns 2 ou 3 em execução. Mas dai através desta plataforma. Eu te sugiro, para ti ter uma noção, em que nível está esta cooperação no resto da África, na área agrícola, ações do Brasil seria acessar esta plataforma que tu pode te logar, fazer um login, ou qualquer dificuldade tu podes buscar o apoio da Embrapa comigo ou eu posso te encaminhar para outra pessoa que possa, porque daí tu vai poder mapear, além desses projetos que estão em banho maria, que estão parados, tipo o do Senegal, tu vai poder mapear a cooperação. Seria o caso de avaliar se tu podes utilizar estes projetos que a Embrapa participa na África com recursos de fundações ou não. Se o foco do teu trabalho é governo brasileiro atuando em cooperação internacional, tu ficaria mais restrita à ABC.

[Entre 43min06s até 45min43s o entrevistado se reporta especificamente sobre o MarketPlace].

Franciele : A demanda de projetos na plataforma MarketPlace aumentaram depois dessa crise brasileira visto que o Brasil deixou parado alguns projetos ?

B. M. : Eu acho que aumentou, a Embrapa, não sei se tu... tivestes mais algum contato com a Embrapa Franciele ?

Franciele : Com o Paulo Bragantini...

B. M. : Ah, o Paulo foi um dos que escreveram o projeto do Senegal, ele também pode ter dar muitos subsídios. A Embrapa tem a Secretaria de Assuntos Internacionais em Brasília, tem todo

um quadro da Embrapa dedicado à projetos internacionais. Só que todos os projetos, tirando o MarketPlace, os demais projetos que eu saiba tinham o braço da ABC. O caminho passava pela ABC, implementação do projeto e liberação de recursos. Tinha que ver com a Secretaria sobre estes projetos, mas eu sei que o MarketPlace está funcionando. Estão executando os projetos na África com a participação de pesquisadores brasileiros que não estão na África, mas em contato com pesquisadores africanos que estão desenvolvendo, implementando. O Bragantini é um bom contato, não sei em qual Embrapa ele esta agora...

Franciele : Ele está na Embrapa Monitoramento por Satélite.

B. M. : Ah, em Campinas. Mas ele participou muito, até no projeto no Senegal, ele participou nas missões de prospecção e ele deve ter te passado informações importantes da ação da Embrapa, na fase que os projetos eram escritos e realizados via ABC.

Franciele : Nesse caso, o projeto de Senegal quanto ao arroz...

B. M. : Voltando para o projeto : um dos eixos era a introdução de cultivares, que a gente teve muito bom resultado. O outro, o Brasil ia fazer uma aquisição de máquinas para os senegaleses para a estação experimental. Aconteceu que essa parte de mecanização, como o Brasil não adquiriu as máquinas e nem doou, não adquiriu e logicamente não doou, não aconteceu. Bom, e o terceiro eixo que a gente obteve sucesso foi a parte de cursos. A gente realizou 3 cursos no Senegal, que foram instrutores da Embrapa para darem os cursos lá, e se enviou 4 ou 5 grupos de senegaleses... 3 cursos de manejo de arroz irrigado em Goiânia e 1 curso sobre pequenas máquinas agrícolas, mecanização e confecção de pequenas máquinas agrícolas. Foi mais 1 curso. Foram 4 no Brasil e no Senegal teve 1 curso de manejo de arroz e teve um curso de... na realidade foram 3 : teste, varietal e valor de cultivo e uso. Aí se formou tipo 104 senegaleses, a gente distribuiu um material para construção de pequenas máquinas de pós-colheita, para limpar grão e... trilhar, fazer a separação do grão da palha de arroz e a outra para limpar o grão. Se confeccionou lá no Senegal, se treinou uns 10 técnicos senegaleses, inclusive artesãos, pessoal que trabalha com oficinas, com máquinas. A gente começou o trabalho e ficou... infelizmente por esta falta de recursos ele ficou em *stand by*, sem evolução.

Franciele : Teria que ter uma segunda fase do projeto então ?

B. M. : A primeira fase mesmo não foi concluída como estava previsto. Não foi feito a introdução das máquinas ; estava previsto uma reforma na estação experimental onde eu trabalhei, e não foi feita... então o projeto está em aberto, esses dias eu falei com o Nelci... Eu escrevi um livro, que eu publiquei por minha conta, *"Características do Senegal"*, e enviei para o Nelci, tinha ficado de mandar para ele... eu publiquei ano passado. Conversei com ele há 1 ano, e ele disse que justamente naquele momento ele estava com um projeto do Senegal na frente dele. Ele disse : *"olha, talvez a gente tenha recurso para retomar o projeto, mas é meio dificil".* O Brasil deu uma segurada não somente em cooperação internacional mas o próprio Itamaraty que teve que segurar com as embaixadas.

Entretien réalisé avec un fonctionnaire de l'Embrapa par téléphone le 18 février 2016. Il a été le responsable de l'ouverture du bureau Embrapa-Afrique au Ghana et y a travaillé pendant les premières années après l'ouverture. Actuellement ce fonctionnaire travaille au Brésil dans le centre d'observation par satellite de l'Embrapa.

Franciele : O Sr. trabalhou no escritório regional da Embrapa em Gana né ?

B. : Na verdade eu abri o escritório que a Embrapa porque, pela minha experiência que eu já tinha de África quando a Embrapa decidiu, o governo brasileiro decidiu que deveria ser feito este investimento na África, eu já tinha nos anos 80 trabalhado na Costa do Marfim, nos anos 90 eu trabalhei no Senegal. Eu já era da Embrapa mas naquela época a gente podia pedir afastamentos bem longos da empresa, e eu trabalhei como consultor de empresas americanas nestes projetos. Então eu já tinha uma experiência de África e quando a Embrapa decidiu que ia abrir eu participei já da concepção do escritório. Na verdade, naquela época era uma representação da Embrapa no continente africano todo, que abrimos em Gana. Eu participei da seleção do país, nos cogitamos África do Sul, visitamos Senegal mesmo, e também mais um país... acho que foi Quênia. E optamos por Gana. Então eu participei desde o início e depois, quando abriu as vagas na Embrapa para serem ocupadas no escritório, eu me candidatei e recebi a responsabilidade de abrir o escritório como coordenador. Nós fomos em dois inicialmente.

Franciele : Qual era o objetivo do escritório quando ele foi fundado ? Um objetivo de estabelecer um contato entre os países africanos e a ABC, ou... a Embrapa, ela em si possui também uma outra plataforma, de cooperação científica, que é um pouco independente da ABC, não ?

B. : Tem, com outras fontes de recursos. Na verdade a Embrapa decidiu abrir o escritório, foi na verdade adiado um processo. Já existia ao longo de mais de décadas uma relação pesquisadores. Não era formal com a instituição mas informal, com pesquisadores daqui que trocavam informações com pesquisadores da África ou europeus, ou americanos que trabalhavam na África. Então, nessa parte científica já existia uma relação informal com eles. E a Embrapa, naquele momento, queria fazer mais do que isso : ela queria autonomizar essa relação com as instituições africanas sendo uma representação da Embrapa para o continente africano. Lá, nós tinhamos que receber as demandas por tecnologias que os países africanos apresentassem, e nos indicaríamos quais as vantagens comparativas para ajudá-los e daí passávamos à atividade de pesquisa aqui do Brasil, as pessoas experientes aqui junto para se integrarem no projeto. Era mais ou menos um

ponto de ligação. Naquele momento era só uma representatividade que não deveria, nem dela própria implementar nada, mas ser o elo de ligação entre as pesquisas e as tecnologias que a Embrapa já tinha desenvolvido e que pudesse ser de interesse da África. E funcionava dessa forma. Mas não dependia exclusivamente da ABC. A ABC entrou forte porque ela também recebeu um apoio governamental grande para isso. Tanto a própria Embrapa como a ABC foram fortalecidas em termo de recursos principalmente para que esta ideia fosse consolidada. Então, mas a gente sabia já de antemão, antes do início, que a ABC não era a única fonte de recursos interessada em trabalhar com a Embrapa para transferir tecnologias para a África. Havia, e existe ainda, fortes interesses de outras instituições internacionais, a própria FAO onde eu já trabalhei nela, fiquei 2 anos com ela, a Fundação Bill Gates, e algumas instituições europeias também tiveram interesse de ter projetos com a Embrapa para transferir tecnologia para a África. Mas a ABC, como era uma instituição brasileira e que tinha muito contato... os nossos pontos de ligação na África, no continente africano, eram através das embaixadas. Os embaixadores de diversos países, que antes procuravam a ABC, que a ABC tinha que procurar a Embrapa, a Embrapa tinha que procurar de novo a ABC para ver como atender aquelas demandas, facilitou muito com nossa presença lá. As Embaixadas contactavam diretamente esta representação, que era lá em Gana. Nós tínhamos recursos para nos deslocarmos e estarmos com os dirigentes daqueles países africanos, e quais eram as necessidades maiores deles, e ver também o que nós poderíamos também oferecer como tecnologias nas áreas que eles precisavam. Então, ajeitou bastante todo este processo, além dos recursos disponíveis para as finalidades.

Franciele : E nesse sentido o Sr. participou de algumas missões técnicas ali no continente africano, por exemplo, projeto de rizicultura no Senegal em 2010... na verdade em 2009 e 2010 houve duas missões técnicas para produção e assinatura do projeto. O Sr. produziu o projeto e participou de missões ?

B. : Houve diversos projetos. O projeto do Senegal tiveram pouco crescimento no meu período lá, porque eles cresceram logo depois da minha saída. Mas eu participei diversas vezes na confecção de projetos lá no Senegal, e também no Cotton-4 no qual eu trabalhei intensamente com a ABC no desenho dele, na própria confecção dele, nós fizemos tudo isso em Burkina Faso e também no Mali. Foram onde nós paramos pouco né, inclusive com embaixadores, com diplomatas da ABC que foram conosco para escrever o projeto do Cotton-4. E daí no Senegal, foi depois do Cotton-4. Havia um interesse de fazer algo similar ao Cotton-4 para Senegal... eu acho que entrava Senegal, Guiné-Bissau e mais um país que não estou me lembrando agora, mas era um país onde havia

projetos de arroz nessa caso... Eu participei ativamente deste início. O projeto, na minha época, não prosperou rapidamente, então depois da minha saída foi colocado uma pessoa lá tocando o projeto. Mas foi isso no Senegal, para arroz, similar ao Cotton-4.

Franciele : E você ficou no escritório trabalhando até quando ?

B. : Até quando eu fiquei ? Parece que até *[Silêncio]*. Eu fiquei no escritório até março de 2010.

Franciele : E depois o Sr. participou de alguns projetos de cooperação no continente africano mesmo tendo retornado ao Brasil ?

B. : Foi, fiz algumas consultorias mas trabalhando para a FAO. A FAO me convida com frequência na minha área de conhecimento que é tecnologia de sementes. Eles me convidam algumas vezes. Fui à Moçambique para um projeto para eles lá. Depois também fui para a América Latina, no Uruguai. Basicamente foi isso que fiz depois do meu retorno.

Franciele : O Sr. poderia citar uma ou algumas iniciativas realizadas em Angola no setor agrícola, durante suas atividades no escritório ? Ou não teve nenhuma ?

B. : Não, teve diversas. Angola naquele período – foi um período próspero para a indústria do petróleo – e Angola tinha disponibilidade de recursos ela própria também, para investimentos. Eles haviam feito uma parceria com a FAO para desenvolver um projeto, uma proposta né para organização da pesquisa agrícola de Angola. E a FAO nos convidou para que a Embrapa participasse da elaboração dessa proposta. Isso foi em 2007. Junto com o projeto de concepção, essa foi uma das ações que o nosso escritório participou em Angola particularmente. Ainda lá, havia um interesse muito grande de Angola de desenvolver uma região que se chama Capanda, não sei se você conhece Angola...

Franciele : Não, não conheço...

B. : Essa região de Capanda é uma região muito castigada na época da guerra, que tem uma baixíssima densidade populacional agora. Mas eles queriam... como tem uma topografia, um relevo, tem clima similar o nosso Cerrado, eles gostariam que a gente apresentasse para eles uma proposta de desenvolvimento que eles financiariam, o próprio governo financiaria para o

desenvolvimento dessa região. Então era um projeto piloto para desenvolver o que nós chamamos de... naquela época nos chamávamos de pólo agro-industrial de Capanda. Então a ideia era a parte de infraestrutura, o que tinha que ser feito, de recursos humanos, de treinamento forte para eles na área agrícola, a parte ambiental e produtiva, de cadeias produtivas de diversos produtos agrícolas. E tinha também uma parte de desenvolvimento integrado, da produção para a indústria, e por isso nos chamávamos de pólo agro-industrial de Capanda. O projeto foi desenvolvido, eles tinham uma instituição, deve haver ainda uma instituição de Angola, que se chama GESTERRA, uma empresa de gestão de terras de Angola, do governo. Então eles que pediram e trabalharam conosco na elaboração deste projeto. Na verdade, depois teve um segundo trabalho aonde também havia interesse de empresas brasileiras de fazerem a parte de infraestrutura agrícola em Angola. No caso era uma empresa brasileira grande que tinha interesse de desenvolver uma fazenda grande que existe lá que se chama Pungo Andongo. Este foi um outro trabalho que nós fizemos lá.

Franciele : Essa empresa brasileira seria a Odebrecht ?

B. : Sim, Odebrecht.

Franciele : Eles não tem uma fazenda de arroz justamente em Angola ?

B. : Eu acho que eles tem e pode ser até essa do Pungo Andongo que eles estão gerindo lá né. Porque as terras na África não são compradas, elas são disponibilizadas por um período grande de tempo para que as pessoas... instituições ou pessoas, quando o governo aceita ele dá um direito de uso da terra por um período grande para investimento e tudo. Eu não sei se a Odebrecht está lá nesse formato, mas a fazenda Pungo Andongo tinha este objetivo de produzir milho, arroz, soja, hortaliças, era um pólo grande porque a própria Odebrecht – ela própria – para outros projetos de infraestrutura, ela precisava de produtos agrícolas para abastecer todo aquele, aquele contingente de pessoas que trabalhavam com eles lá. E eles cediam na fazenda uma forma, uma parte da produção ja tinha até destino.

Franciele : Mas esses 3 projetos que o Sr. me citou, na verdade, não tem a ABC envolvida nisso. Só a Odebrecht foi particular...

B. : O primeiro era um projeto, uma proposta que o governo de Angola fez com a FAO e nós participamos que era ajudar na organização da pesquisa agrícola né. O segundo da região de

Capanda, nós fizemos o projeto, mas a implementação seria responsabilidade do próprio governo de Angola, e o terceiro tinha interesses da Odebrecht, não sei se era recursos deles para investimento, ou se o governo colocava com eles e se eles faziam investimentos. A parte do mecanismo financeiro, eu não tenho detalhes para te passar. E depois teve um outro que nós fizemos, já também ... e apresentamos, era para a Bill e Melinda Gates Foundation. Se chamou de "Nova Capanda". Eles tinham muito interesse nessa região, e isso foi feito em 2009.

Franciele : Mas esse foi pela plataforma MarketPlace.

B. : Não, naquela época ainda não. O MarketPlace ela financia pequenos projetos de pesquisa, com pesquisadores de lá ligados aos nossos. É muito interessante mas não é de transferência de tecnologia, a transferência ocorre na metodologia de fazer pesquisa, nessas coisas. Mas não num produto, numa tecnologia para ser usado, entendeu ? Mas esse não, esse não foi... o MarketPlace na verdade começou quando eu estava saindo de lá.

Franciele : Em 2010 mais ou menos. O Sr., na época do escritório, participou de algumas reuniões... porque na África há a FAO-África ou mesmo o PNUD. O Sr. participou de reuniões, conferências para apresentar projetos brasileiros, ou esse cenário de cooperação a partir do governo brasileiro como representante da Embrapa ?

B. : Não havia essa relação direta com a FAO, e a FAO até reclamava disso. Como nós tinhamos esse *modus operandis* de atender via embaixadores, os governos africanos, nós íamos diretamente verificar e trabalhar de uma forma mais ou menos independente, tanto no financiamento das pesquisas, nós íamos no que o país estava solicitando. Então, com a FAO não havia uma relação de trabalho e de parceria nessa atividade, tanto que eles pediam muito isso, tanto que depois do meu retorno a FAO fez muito pedidos para a diretoria da Embrapa, na época, para que se colocasse um técnico dela dentro da sede da FAO em Roma para lidar com isso. O interesse maior da FAO era lidar com os países africanos e a Embrapa junto com as tecnologias dela. Não sei se foi feito, mas a Embrapa aproveitou para fazer 2 atividades com essa pessoa : cuidar das oportunidades de parceria na área de pesquisa, que era justamente as ações ligadas com o LABEX – eu não sei se você conhece esse outro meio que a Embrapa tem. A Embrapa tem um meio de coperação internacional para pesquisa, e trabalha, tem diversas relações de LABEX, que são laboratórios virtuais fora do Brasil, mas com parceiras, com instituições de pesquisa para fazer pesquisa de ponta. E esses são os LABEXs e a cooperação dita de pesquisa. E tem a cooperação técnica que é

mais transferência de tecnologia que é isso que acontece na África, na América Latina, e diversos outros locais. São dois tipos de parceria, de cooperação. Com este escritório, com esta pessoa da Embrapa na FAO em Roma teria duas funções : a de atender essas oportunidades de parceria na área de pesquisa, científica ; e ao mesmo tempo atender aquele interesse maior da FAO que era a África né. Eu não sei se deu certo, se ele conseguiu fazer essas duas atividades, mas de qualquer forma, foi em resposta ao interesse da FAO de ter essa proximidade com o escritório. Eu já tinha proximidade com a FAO, como pessoa, porque eu já tinha trabalhado na FAO. Fiquei 2 anos lá e conhecia as pessoas lá dentro, elas me conheciam e me procuravam. Esse primeiro projeto de Angola, que eu falei para ti que era sobre a organização da pesquisa de Angola, que foi feito com recursos de Angola colocados dentro da FAO, eu fui consultado mas não tanto como escritório, pois eu já estava lá, mas por eles me conhecerem e saberem que um dos componentes forte do projeto era a produção de semente que é minha área de conhecimento. Mas como eu já estava lá, foi considerado um trabalho do escritório né.

Franciele : A Embrapa já trabalhou via governo brasileiro com a cooperação técnica, e o Sr. mencionou projetos Embrapa e FAO. Qual a diferença que o Sr. denota entre trabalhar para o governo brasileiro e trabalhar para esta organização, a FAO ? Quais são as principais diferenças, ou não tem diferença ?

B. : Vamos comparar três coisas então : trabalhar com o governo brasileiro, que foi esta minha última experiência em Gana ; trabalhar como consultor, ou pesquisador, ou como funcionário da FAO , e a terceira que é trabalhar para empresas consultoras em outros projetos, eu trabalhei tanto na América Latina como na África. O trabalho de consultoria que eu fiz através de empresas consultoras americanas, ele é muito objetivo, é bem... na parte de execução né, um trabalho de execução de projetos que já foram todo elaborados por alguém, e daí a gente vai implementar o projeto. E é muito gostoso, eu gosto muito disso, foi uma época muito feliz, pois é muito gostoso você fazer um projeto que está na concepção, no papel, e transformar em realidade. A parte do trabalho para o governo brasileiro, para a Embrapa, também foi muito interessante porque foi um trabalho de... um pouco de diplomacia, a gente precisava conversar com os dirigentes dos países e encontrar uma forma de, as vezes, dizer não porque a gente não tinha aquilo disponível para oferecer e foi muito interessante, aprendi muito nessa parte também, mas não tinha nada de execução. Participava da execução dos projetos e alguém ia executar depois. Na FAO foi muito mais direcionado desse forma porque na FAO nós tínhamos que avaliar, na verdade, programas que a FAO tinha feito na área de sementes – que é minha área de conhecimento – para ver o que

tinha dado certo ou não. Se tinha havido uma distribuição de sementes em algum lugar, em algum país. A gente tinha que ver se aquele sistema deu certo, se tivesse havido, por exemplo, um país, como a Guiné naquela época pediu nossa ajuda, para a FAO – estava na FAO naquela época – eu tive que ir diversas vezes para desenhar projetos de produção de sementes para pequenos agricultores de lá. Então, mas também não é implementação, a gente faz projeto, entrega para o país. É sempre um pouco frustrante para quem gosta de campo como eu. De qualquer forma foi interessante minha instrução. Eu não sei se esta comparação respondeu sua questão.

Franciele : Não, está bom. E com o MDA, que desenvolve na África o programa "Mais Alimentos Internacional", que não é somente na África... Esse programa é em parceria com a FAO, mas a Embrapa não tem vínculo com este projeto ?

B. : Não, não tem vínculo. Na verdade o nosso vínculo maior são os projetos vinculados ao ministério da Agricultura porque a Embrapa é vinculado ao ministério da Agricultura. Então, essa com o MDA nós não temos... e eu sei muito pouco deles.

Franciele : Eu acredito que as questões são essas...

B. : É importante mencionar também Franciele que, talvez, a parte institucional do escritório na África. Ele, na época que foi concebido, ele foi negociado como uma representação da Embrapa na África. Nós tivemos que assinar um acordo, um *Repcord Agreements*, com o Brasil e com o governo de Gana para abrir o escritório. Os funcionários da Embrapa que lá estão... estavam pois agora não tem ninguém, eles têm imunidade diplomática, é como um funcionário da FAO que fica sediado em um outro país africano, é no mesmo nível. E realmente, foi estabelecido, foi assinado documentos para este tipo de relacionamento. É um escritório regional, não é so para Gana, foi difícil explicar até isso para eles no início pois eles viram a presença da Embrapa lá e acharam que a gente ia desenvolver muitas coisas para Gana. Até fizemos algumas, mas a maioria era para todo o continente, nós estavamos só sediados lá. Isso, não sei se a Embrapa vai mudando de diretoria, vai mudando de ideias, mas isso eu não sei num determinado momento havia, sei lá, a concepção que aquilo era um projeto e que aquilo tinha uma data para terminar. Não sei se está dessa forma ainda o pensamento, mas ainda que a Embrapa queira hoje ver isso, terminar a atuação da Embrapa em Gana, ela precisa desfazer aqueles tratados todos que foram feitos com o governo. A gente não pode sair assim e deixar um acordo de quadro que chama entre dois países sem explicação como se fosse um projeto que acabou, não é verdade ?

Franciele : O Sr. denotou mudanças – pois é inovador sair do Brasil para a África e estabelecer ali uma sede na África ? Nesse sentido haviam direcionamentos e objetivos, mas as experiências adquiridas fazem com que os percursos sejam alterados, as vezes...

B. : Sim ! Nós notamos... eu notei Franciele, porque é claro que naquela época, para você ter uma ideia, no nosso escritório, assim que o Kofi Annan deixou as Nações Unidas – ele é ganense de origem – ele foi... ele ficou responsável no nível mais alto dentro da Bill e Melinda Gates Foundation na tomada de decisões onde investir os recursos da fundação. E ele esteve no meu escritório lá para pedir diretamente o auxílio da Embrapa para projetos que a gente achava relevante junto com os países africanos para implementar, transferir as tecnologias que a gente tinha disponível. Bom, é claro que isso era num nível tão alto que não seria eu que iria fazê-lo pelo escritório. Mas eu passei para a diretoria da Embrapa. Acontece que naquela época o recurso da ABC era mais fácil, estava mais disponível e a gente negligenciou outras fontes. Se a gente tivesse diversificado fontes de recursos para a manutenção das atividades da Embrapa na África hoje nós não estaríamos com toda essa dificuldade. E hoje não tem nenhuma pessoa, não tem nenhum técnico da Embrapa nesse escritório. Existe esse escritório que eu abri, a secretária bilingue que eu contratei, pois a gente trata muito com os países de língua francesa, o veículo que eu comprei, e não tem uma pessoa lá representando a Embrapa. Isso é por falta de recursos, tenho certeza que é por falta disso. Não é por falta de interesse da Embrapa. Se nós tivéssemos aumentado o nosso portfólio de projetos, nós poderíamos sim ter recursos de outras fontes para manutenção ativa daquela representação. Infelizmente as coisas a gente vai aprendendo com os erros né.

Franciele : No caso de Angola, ou no caso de Moçambique, o Sr. denota uma diferença burocrática entre os países que dificulta a cooperação bilateral ; ou mesmo a língua que talvez seja um empecilho ; ou mesmo a questão de Angola, como um país que tinha mais recursos vindos do petróleo, o que altera a relação da cooperação, a relação com o governo angolano ?

B. : O brasileiro tem que saber que não é porque eles falam português em Angola ou em Moçambique que eles mudam a atitude. Eles são extremamente formais, não sei se foi um aprendizado com os países europeus que os colonizaram ou se é realmente parte da cultura deles de serem formais, e nós temos que aprender este tipo de relacionamento para depois entender. Muitas das dificuldades burocráticas somos nós que impusemos – nós também somos muito burocráticos né – ou não conseguimos entender a burocracia deles, achando que a gente poderia tratar de uma forma mais parecida com o jeitinho brasileiro. Isso a gente tem que tomar muito

cuidado. Mas também a conscientização daqueles que trabalham com cooperação, eu digo dos técnicos, dos pesquisadores que lá vão para ajudar, eles também tem muito conhecimento em muitas áreas que a gente pode aproveitar, que pode ser uma via de duas mãos. Nesse ponto eu acredito que a gente não tenha tido muito problema, não foi difícil fazer com que os pesquisadores tivessem isso em conta. Mas a burocracia, tem a nossa e tem a deles... eu não vi problema nisso. Porque qualquer projeto Franciele, se você começa hoje, você tem que imaginar que ele vai precisar de uns três anos para começar a ser implementado. Tem um processo de concepção, tem um processo de infraestrutura, tem coisas antes dos frutos começarem a ser colhidos. Faz parte do cronograma, não tem como saltar algumas etapas, e as vezes os países ficam ansiosos porque querem a... a iniciativa privada é muito ansiosa. A própria Odebrecht nesse caso, eles queriam que no dia seguinte tivesse produzindo um monte de hortaliças para eles levarem para os campos de... para o chão de construção que eles tinham lá. E não é assim, a gente não poderia pegar uma variedade de soja nossa aqui e dizer que iria dar certo lá... tem que testar, tem que ser testado, avaliados porque são materiais biológicos, não matemáticos.

Entretien avec un fonctionnaire de l'Embrapa réalisé par skype le 19 février. Le fonctionnaire travaille à Brasília, au secrétariat de Relations Internationales de l'Embrapa.

[Perdemos os cinco primeiros minutos da entrevista devido um problema do software de gravação do áudio].

C. C. : A gente, os objetivos da própria Embrapa. Agora na cooperação técnica não. A Embrapa não tem uma política autônoma, própria, de cooperação técnica. Na cooperação técnica a Embrapa atua, na verdade, sob demanda do governo brasileiro, então como uma instituição pública, como parte do Estado, para atender uma demanda internacional de um outro parceiro. Então nós temos estas três áreas de cooperação na Embrapa, dentro da cooperação técnica nós estamos divididos de forma geográfica. Então eu já trabalhei com América Central e Caribe. Hoje estou acumulando junto com outro colega esta região porque a gente está tendo um processo de reorganização, falta de pessoal um pouquinho. Mas com cooperação na África desde 2011.

Franciele : O Sr. poderia explicar quais atividades que o Sr., como coordenador, executa ?

C. C. : Essa é uma... nós temos um coordenador de cooperação técnica, que é quem é o chefe da cooperação técnica. Dentro da Secretaria nós temos a secretária, o secretário que é ligado ao presidente, temos o coordenador de cooperação técnica, depois a divisão geográfica na verdade a palavra que a gente utiliza internamente é articulador. É só para ser preciso em relação aos termos. Então o papel dos articuladores internacionais aqui na secretaria é fazer a gestão administrativa e a interface política dos projetos de cooperação porque um projeto de cooperação técnica visa... claro que ele tem uma justificativa técnica, ele tem uma meta técnica. Então, basicamente, o nosso trabalho aqui é fazer as interfaces internas e externas da Embrapa nesses projetos. Então a gente atua desde o recebimento da demanda, geralmente ela chega via Agência Brasileira de Cooperação, ministério de Relações Exteriores. Então nós recebemos a demanda, nós articulamos internamente, porque a Embrapa é dividida em diferentes unidades, nós temos 47 unidades espalhadas por todo o Brasil, unidades com perfis diversos, unidades que trabalham com culturas específicas como a Embrapa milho e sorgo, Embrapa arroz e feijão, unidades de serviço que trabalham com serviços como gerenciamento, monitoramento por satélite, e unidades eco-regionais, Embrapa Pantanal, Embrapa Amazônia Oriental, Embrapa. Então dependendo da demanda, do objeto, a gente faz esta articulação interna com as unidades da Embrapa, as vezes há uma superposição de expertise, que tem um potencial de expertise necessária para atender esta demanda recebida, então a gente faz

esta articulação interna. Faz a articulação com a ABC, ministério de Relações Exteriores, com outros ministérios setoriais, dependendo da questão específica. Faz a articulação externa, também para os parceiros internacionais, um país ou agências internacionais... a gente trabalha com FAO, com PNUD, MAA, etc... Então com os parceiros tradicionais e com os países contrapartes né, seja as instituições técnicas, seja as instituições políticas. Nosso papel é fazer esta articulação desde o recebimento da demanda, passando pela negociação dessa demanda, pela organização das missões... pela mobilização das capacidades internas da Embrapa para fazer uma missão de prospecção, nós coordenamos a missão de prospecção, nosso papel é de fazer esta interface né. Depois você tem a missão de prospecção, negociação do projeto, então a gente faz a gerência do projeto, ao longo de todo o ciclo até o final, até a avaliação. E aí com missões periódicas de monitoramento e fazendo essa articulação entre, digamos, o público interno e o público externo na Embrapa.

Franciele : O escritório regional da Embrapa que funcionava em Gana, havia o caso de governantes africanos que chegavam em Gana que tentavam conversar a respeito de cooperação ? Os pesquisadores que lá estavam se remetiam à embaixada brasileira, para a ABC, ou passavam esta demanda para a Embrapa no Brasil ?

C. C. : Especificamente sobre o escritório da Embrapa em Gana, ele foi aberto ali em torno de 2006, e quando ele foi aberto a ideia inicial é que ele funcionasse como um escritório regional da Embrapa na África. Então ele deveria articular... ser o coordenador das ações da Embrapa na África em todos os países. Foi aberto em Gana, em Acra, porque em Acra que tem a instituição regional da FAO, do Banco Mundial, de outros países, uma espécie de sinergia da comunidade internacional ali. Só que com o passar do tempo, o perfil dos projetos de cooperação do governo brasileiro direcionados à Embrapa, demandados à Embrapa, começaram a ser alterados. Nós tínhamos projetos de cooperação técnica em torno de 2, 3 anos, com capacitações e algumas outras tecnologias e teve uma seleção aí ao longo do governo Lula para projetos focados mais em desenvolvimento, o que a gente chama de projetos estruturantes, que vão além simplesmente da capacitação e transferência de tecnologias, que seria a reorganização dos sistemas produtivos, reorganização institucional, planejamento estratégico, instauração de bases físicas, reconstrução de laboratórios, projetos de... ligação da pesquisa com a extensão, levar a tecnologia até a ponta. Então você teve uma gradação ao longo desse tempo de projetos de cooperação técnica para projetos de um cunho mais... aliás nem se usa mais cooperação técnica, a gente usa cooperação Sul-Sul para o desenvolvimento, aí você teve a maturação destes conceitos, e de alguma forma

isso foi sendo carregado para a prática política em cooperação, e isso inviabilizou o desenvolvimento original do escritório em Gana, porque com os projetos estruturantes, dada a complexidade destes projetos, você não podia mais fazer a coordenação dos projetos de forma regional, um ponto na África. Você passou a ter a necessidade de fazer a coordenação local destes projetos no Mali, no Senegal, em Moçambique, onde houvesse você tinha que fazer a coordenação local né. Então nós passamos a expatriar pessoas, para atuarem como coordenadores locais em cada um desses países. Então a Embrapa-África deixou de ser um escritório de coordenação regional aí entre 2009 e 2010 para ser um ponto de representação da Embrapa. Teve essa mudança de perfil. Mas independentemente como coordenador efetivo dos projetos ou como ponto de representação, funcionando como uma antena digamos assim, a Embrapa – como eu coloquei – ela não desenvolve de forma autônoma uma política de cooperação. Nós funcionamos conforme as diretrizes do governo federal. Então, é claro que nós nunca negamos receber um embaixador, uma missão, nós sempre orientamos à abrir estes canais, faz parte do nosso papel, abrir estes canais, ligar os pontos, o governo tem muitas portas. Mas nosso papel é exatamente ligar esta demanda ao canal correto, sendo uma demanda de cooperação técnica você pode tanto ligar esta demanda à Embaixada brasileira no país demandante, vai depender do país, da própria institucionalidade do país, a capacidade né ; ou ligar – a partir da Embaixada no Brasil se houver em Brasília, diretamente à ABC para que o pedido seja feito formalmente. Então isso varia um pouco. Mas basicamente, ligar esta demanda a um canal diplomático apropriado porque as contrapartes, as vezes, possuem uma concepção um pouco equivocada de como as coisas funcionam, de como você pode fazer as coisas diretamente, mas o Brasil não trabalha assim, então parte do nosso papel é ligar estes pontos.

Franciele : Quanto ao conceito, sempre que eu falo cooperação Sul-Sul é cooperação técnica ?

C. C. : Na Embrapa... se você pegar o conceito de cooperação Sul-Sul para o desenvolvimento, como vem sido tratada inclusive nos ultimos relatórios do IPEA né, que abrange um pouco mais do que só a cooperação técnica né... pega ações humanitárias, pega um acionário internacional muito mais amplo. Mas dentro da Embrapa isso se materializa como cooperação técnica. Eu diria dentro do consenso da cooperação Sul-Sul para o desenvolvimento e do que ele pode abrigar, o que a Embrapa faz dentro disso é cooperação técnica, especificamente.

Franciele : E como esta cooperação técnica começou a funcionar dentro da Embrapa ; foi a partir do governo Lula que isso começou a se articular ? Ou já existia um tipo de cooperação técnica que existia nos períodos anteriores ?

C. C. : Eu diria que na verdade a Embrapa, quando ela foi fundada, ela já nasce engajada em cooperação. A Embrapa já nasce internacional. Então quando a Embrapa foi fundada, lá na década de 70, você já imediatamente colocou as pessoas para fazerem seus P.H.Ds na Europa, nos Estados Unidos. E você sempre teve programas de cooperação, de intercâmbio, de cooperação científica que naquele momento se traduziam como cooperação técnica, como cooperação técnica recebida. A Embrapa recebeu muita cooperação técnica, e o Brasil recebeu muita cooperação técnica até aí a década de 80. Talvez no campo agrícola, o programa de cooperação técnica mais relevante tenha sido o PRODECER com financiamento do governo japonês, que possibilitou a Embrapa desenvolver tecnologias que desde a década de 90 tornaram o cerrado brasileiro, do Mato Grosso até Bahia, a região agrícola mais produtiva em todas as zonas tropicais do mundo. Então a cooperação sempre foi parte natural do trabalho da Embrapa, primeiro como uma cooperação mais recebida, e conforme a Embrapa foi se capacitando e criando expertises no campo de tecnologias, você passou a ter uma cooperação mais científica, horizontal e desenvolvendo tecnologias. Para a cooperação prestada pela Embrapa eu diria que foi um fenômeno que se inicia na década de 90. Mas inicialmente com projetos pequenos, com uma capacitação ali, com transferências de tecnologias específicas né. Mas ele vai ganhar coro, por de fato, no governo Lula. E inclusive passando por esta transformação, por essa inflexão de foco em projetos, em projetos em cooperação técnica para projetos estruturantes. Hoje a gente vive, na verdade, a baixa desse ciclo, voltando para projetos menores, projetos de cooperação técnica menores, mais pontuais, desde o segundo mandato... final do primeiro mandato da Dilma né, a gente tem uma, eu diria uma nova inflexão da direção de voltar a um perfil de projetos menores, perfil de projetos de cooperação mais restrita.

Franciele : Mas isso em decorrência da falta de recursos financeiros, ou por um outro motivo ?

C. C. : Eu diria que são 2 fenômenos : um deles, claro, é a falta de recursos financeiros, isso é evidente. Mas eu diria também que é um processo de concepção da PEB. Cooperação técnica é uma parte indissociável da política externa, e como toda política pública ela é desenhada para atingir algumas metas, alguns objetivos. No governo Lula você tinha algumas metas e alguns objetivos – poderiam não estar muito bem delineados de forma prática – mas você tinha : fortalecer

a posição brasileira na África, dar maior visibilidade ao país, eleger por exemplo o José Graziano diretor geral da FAO, eleger o Roberto Azevedo como diretor geral da OMC, aumentar o prestígio internacional do país... então você tinha objetivos políticos a serem alcançados. Então, parte do processo de inflexão da cooperação técnica vem no bojo da inflexão da própria PEB brasileira, da Política Externa Brasileira. Com a Dilma você tem uma nova concepção de Política Externa. Então é nesse processo que você passa a ter, a carrear também a cooperação... não sei se numa outra direção, mas com uma ênfase diferente.

Franciele : O Sr. poderia citar 1 ou mais iniciativas realizadas em Angola no setor agrícola ?

C. C. : Eu posso fazer um relato breve do nosso relacionamento com Angola. Como você deve saber Angola estava em guerra civil até 2002. Então o período pós-guerra em Angola é bastante recente, tem aí 14 anos. Então, logo no pós-guerra, você ja teve uma... durante a guerra inclusive você tinha uma cooperação bastante relevante do governo brasileiro, existiam servidores federais lotados em Luanda para apoiar o governo provisório né, você tem uma história bastante interessante para quem vai por esta via historiografica né sobre cooperação brasileira em Angola até durante a guerra. Mas, no pós-guerra, ali ao redor de 2002 é quando a Embrapa começou a atuar em cooperação com... ao redor de 2004 foi quando a Embrapa começou a atuar em cooperação com Angola né. Em 2004 foi firmado um Memorando de Entedimento entre a Embrapa e na época o MINADERP, que é o ministério da Agricultura, Desenvolvimento Rural e Pesca. E esse MINADERP, esse Memorado de Entendimento deu origem... porque o Memorando de Entendimento é um documento vinculante de intenções, um documento mais político. O que dá a base da cooperação na verdade é um acordo base de cooperação, um acordo geral, depende aí do país específico entre o país e o Brasil. E todo o projeto de cooperação ele acaba sendo juridicamente um ajuste complementar à esse acordo. Mas houve a assinatura de um Memorando de Entendimento para fazer esta aproximação institucional, esta estrutura política, e isso ensejou um projeto de cooperação para iniciar o processo de reestrutração da pesquisa agropecuária em Angola. Com a guerra - a agricultura se faz no interior e não na cidade – e com a guerra 90% da população angolana acabou se concentrando em Luanda, inclusive o setor público né. Então você tinha no interior do país, em Luanda, porque é uma região que trabalha com produção animal, esses 2 Institutos, o quadro desses 2 Institutos as pesquisas foram perdidas, os acervos perdidos, grande parte dos pesquisadores morreram durante a guerra, os que sobreviveram foram para Luanda. Os Institutos continuaram existindo formalmente em Luanda, mas que pesquisa você faz com 90% da população angolana sitiada, sem quadros ? Então a pesquisa agropecuária em Angola

deixou de existir há 30 anos. Então esse primeiro projeto visou mapear as necessidades de reestruturação do sistema de pesquisa agropecuária em Angola, fazer uma capacitação outra específica. A ideia é que isso resultasse num projeto maior de reorganização da pesquisa agropecuária em Angola. Depois disso houve um *Deal* entre a sinalização desse projeto e a negociação de um novo projeto. Tanto por questões internas angolanas como por questões internas do Brasil né. Angola se dispôs a finaciar um novo projeto de reestrutração do sistema agropecuário, que foi negociado ali ao redor de 2010, mas Angola não tinha como operacionalizar isso. Assim como no Brasil, a ABC quando faz cooperação, ela não tem autorização legal para operacionalizar diretamente a cooperação. Quem, na verdade, faz a operação financeira e logística na cooperação brasileira é o PNUD. A ABC tem um convênio com o PNUD e ela transfere recursos... ela recebe recursos do tesouro nacional, transfere recursos via ministério de Relações Exteriores e transfere recursos para o PNUD que paga, efetivamente, que paga passagens, emite diárias, faz toda a arquitetura financeira e logística da cooperação brasileira no nível bilateral, quando você está falando só de Brasil e o país contraparte. Depois no nível trilateral, você pode ter cooperação triangular, com outras arquiteturas, mas no nível bilateral o Brasil não tem capacidade de fazer isso diretamente, e Angola também não tinha. Então, embora eles desejassem financiar o projeto, eles não tinham essa capacidade, e aí foi assinado o projeto, e eles não conseguiram implementar, encontraram N dificuldades internas né, havia a expectativa de que esse cenário interno deles mudasse e não mudou. Foi assinado em 2010, depois teve um aditivo para a Embaixada angolana executar esse recurso do Brasil, esse projeto do Brasil, mas eles também não... acabou não se materializando né. Algum tempo depois, com a eleição do Graziano na FAO, houve uma gestão do governo brasileiro e do governo angolano junto a FAO, para que a FAO fosse intermediária desse processo. Então, a FAO... passou a atuar como parte desse processo. E o projeto foi negociado como um projeto trilateral, projeto triangular, Brasil-Angola-FAO. Na verdade como 2 projetos, para ser tecnicamente preciso. Um projeto Angola-FAO, que faz o aporte dos recursos financeiros do governo angolano para a FAO, para a FAO fazer o desembolso financeiro e pagar as despesas do projeto, a arquitetura financeira que é um projeto TF, um *Lateral Trepsor,* então um Fundo Funciário Unilateral, e um outro projeto de cooperação técnica Sul-Sul, que seria um TCP, Technical Cooperation Project, entre Angola, o Brasil e a FAO. Então um projeto tem o dinheiro, só que a execução deste projeto está amarrada à um outro projeto que não tem o recurso né. Esta é a arquitetura que nós criamos na época, os dois projetos foram escritos ao mesmo tempo para fazer este link, para serem negociados juntos para viabilizar este novo projeto. Este novo projeto, ele começou a execução no ano retrasado né, e basicamente o objetivo era fazer um diagnóstico do ambiente interno e do ambiente externo dos Institutos de Pesquisa depois que os Institutos já

tinham voltado para Luambo. Então com o primeiro projeto os Institutos voltaram para Luambo já tem um quadro mínimo, uma estrutura mínima, olhar o ambiente interno dos Institutos no ambiente externo (??) *[Entre 26min04s até 26min06s não foi possível compreender]* para a agricultura angolana. Com base nesses cenários ver todo o potencial estratégico dos Institutos, a criação de planos diretores, a organização do sistema de pesquisa e desenvolvimento. Com base nisso, agora a gente vai trabalhar a organização interna dos Institutos para atender... para se posicionar estrategicamente diante do cenário, das necessidades de... do momento de pesquisa agropecuária em Angola. Então a reorganização do sistema de gestão da pesquisa e dos métodos, a parte de gestão estratégica de recursos humanos, e uma parte que diz respeito mais à reorganização das bases físicas nos Institutos que depende exatamente da gestão da pesquisa e da estratégia de pesquisa. Então o que precisa, qual o seu cliente, para quem você vai produzir esta tecnologia, onde esta tecnologia tem que estar disponível. Você tinha uma estrutura de estações instrumentais em Angola, que é uma estrutura colonial, e toda a estação fazia de tudo : pecuária leiteira, caprino, pecuária de corte, para fazer tudo que na verdade ela faz um serviço de extensão para os produtores locais e de pesquisa. Depois também você não tem praticamente nada, mas tem estes pontos lá ainda. Reduzir o número destes pontos, criar centros eco-regionais que respondam aos desafios da agropecuária nos diferentes biomas angolanos. Então fazer todo esse replanejamento. É essa fase que a gente está iniciando hoje em relação à esse projeto.

Franciele : Geralmente a Embrapa atua com institutos de pesquisa dos países...

C. C. : Não só com institutos de pesquisa agrícola, mas uma instituição contraparte no país. Essa, eu acho, que é uma das premissas da cooperação brasileira, pois ela não esta lá para susbstituir a institucionalidade pública local. A cooperação Sul-Sul brasileira visa o fortalecimento de capacidades. Não é chegar lá e desenvolver a tecnologia e dizer : *"toma, isso é seu".* Tem que criar espaço para que eles façam isso, esse é o nosso papel, não é atuar diretamente, mas sim dotar a nossa contraparte para que eles sejam protagonistas deste processo. Aí seja Instituições de pesquisa, seja o ministério com alguma regulação ou política, seja uma outra instituição pública, não precisa necessariamente ser uma Instituição de Pesquisa Agrícola. Depende do tema, do objeto específico.

Franciele : Você percebe alguma diferença entre trabalhar com projetos bilaterais ou com projetos trilaterais ?

C. C. : Sim, há uma diferença natural porque quando você trabalha no nível bilateral – governo brasileiro e outro governo – nós temos uma arquitetura muito mais direta, estamos diretamente com a contraparte, e então você tem menos interesses envolvidos. Geralmente as cooperações trilaterais são cooperaçãoes triangulares : Norte-Sul, tem um país do Norte que geralmente entra com os recursos financeiros e às vezes com alguma expertise também, e é claro que se você adiciona mais interesses nesse jogo você tem mais dificuldades de coordenação. Eu não diria que é pior e nem melhor. Eu diria que tem suas vantagens e suas desvantagens. É mais difícil, mas dependendo do caso, isso possibilita que a cooperação seja mais efetiva. Nesse momento que o governo passa por dificuldades orçamentárias, o que tem sustentado a nossa cooperação – em grande medida – são os projetos triangulares. E os projetos que são sustentados pelo contecioso do algodão, não sei se você esta familiarizada. O Brasil venceu na OMC há alguns anos atrás contra os Estados Unidos contra os subsídios ilegais que os americanos estavam aplicando e estão aplicando à produção de algodão. O Brasil com o apoio de países africanos, é um processo muito longo. O Brasil vence essa disputa e depois os Estados Unidos não implementaram as políticas externas que foram determinadas pela OMC. O Brasil teve o direito de retaliar, e depois essa retaliação foi convertida em reparação e deveria ser paga pelos Estados Unidos ao Brasil. Dessa reparação paga ao Instituto Brasileiro de Algodão, houve um acordo para que 10% do montante dessa paga anualmente, 10% dessa reaparação fosse à ABC para financiar projetos de cooperação técnica na América Latina e na África na área de algodão. Depois houve alguns desdobramentos, e esse valor não é mais pago anualmente, houve um acordo final, os Estados Unidos acho que pagou 300 milhões de dólares para encerrar o contencioso. Em resumo, há um recurso específico do governo americano, na verdade foi pago ao Instituto Brasileiro de Algodão, direcionado à ABC para financiar projetos de algodão na África e na América Latina. Esse é um dinheiro que o Brasil tem em caixa, não é um dinheiro do orçamento do Tesouro Nacional. Os outros valores que o Brasil coloca na cooperação são do Tesouro Nacional. Obviamente esses recursos se reduziram muito. O que tem mantido nossa cooperação mais atuante são do contencioso do algodão. Nós temos projetos estruturantes em 7 países na África com esses recursos, atualmente em 3 países na América do Sul. Isso na cooperação bilateral. E o restante da cooperação bilateral está mais vagarosa, com menos recursos, missões. Mas na cooperação triangular nós temos conseguido manter um bom nível de execução dos projetos porque nós temos financiamente externo. O Brasil sempre financia uma parte, geralmente passagens e diárias dos técnicos brasileiros, e geralmente a contraparte, o país do Norte, financia a logística local, obras, contratações, etc. E nós na questão orçamentária nós conseguimos inclusive negociar, por exemplo, com o Kuaite para que eles pagassem passagens e diárias de pesquisadores brasileiros específicos, o que não é usual o Kuaite

fazer com país nenhum do mundo ! Eles não pagam por diretrizes, por princípio, despesas de trabalho público de governo. Então, isso foi possível e isso tem mantido em excelente nível de discussão. Nós temos agora 5 projetos em Honduras, um grande em Moçambique, esses programas vão ter provavelmente uma segunda fase com recursos do governo americano. Estamos negociando um projeto grande no Haiti também. Eu te diria que isso permitiu uma colaboração da Embrapa com a Universidade da Flórida... Então eu diria que tem vantagens, tem um lado bom, mas o lado ruim tudo é mais devagar, tudo é mais lento, você tem que fazer muito mais gestões, o processo é mais complicado, as acomodações são mais complicadas, mas você tem as vantagens.

Franciele : Você trabalha com países de língua portuguesa, com países anglófonos...

C. C. : E tenho acumulado com um outro colega também América Central e Caribe. Então colonização hispânica, francesa, holandesa, bom...

Franciele : Você denota uma diferença em decorrência da língua, ou uma questão burocrática entre os países...

C. C. : Acho que cada país tem suas particularidades né. Nós temos as nossas particularidades, o Brasil tem uma cultura extremamente burocrática né, que vem um pouco da nossa colonização, esse cartorialismo, essa burocracia excessiva. Nem em Portugal é mais assim, mas nós somos mais tradicionais que os portugueses. Mas, dependendo da região geográfica, eu diria da formação dos Estados nacionais dos países, é claro, os processos políticos e sociais posteriores, você tem diferenças enormes. Tem diferença inter-regionais ou mesmo intrarregionais, dentro das regiões. É muito diferente, por exemplo, você pegar... África Ocidental, por exemplo Uganda, Quênia, Tanzânia, Burundi e Ruanda. Ali ao redor do Lago Vitória, a África Ocidental. Uganda é completamente diferente do Quênia, que é absolutamente diferente de Ruanda. Então tem diferenças intrarregionais. É claro que talvez não tenha sido os melhores dos exemplos porque Uganda, Tanzânia e Quênia você teve colonização inglesa, Ruanda e Burundi junto com o Congo, com o Reino do Congo, Congo Brazaville; você tinha o Congo belga. Mas vamos falar de Uganda, Tanzânia e Quênia por exemplo, que foi colonização inglesa. A Tanzânia é diferente do Quênia, e eles têm uma colonização parecida, inglesa. Eles têm, em grande parte, uma maioridade étnica e linguística que é o Kisuarili dos Masai, e mesmo assim tem diferenças significativas de organização política interna, de organização política do Estado. Isso se reflete em todas as demais esferas. Você, é claro, tem matrizes culturais... só para dizer que mesmo dentro de matrizes

culturais similares você pode ter perfis distintos. Tem a ver a com a organização do Estado. Quando você lida com burocracias, dependendo da burocracia a cultura conta, é um elemento.

Franciele : Agora que o Brasil esta passando por esse problema financeiro... o MarketPlace lida com cooperação científica...

C. C. : O MarketPlace é muito interessante : ele é um híbrido. Ele está aqui na área de cooperação técnica por um motivo muito particular : por uma mentalidade de que cooperação científica é com países desenvolvidos. A gente tem inclusive laboratórios no exterior, de cooperação científica, nos Estados Unidos, os labex's nos Estados Unidos, os labex's no Reino Unido, na França, na Holanda, na China, na Coréia do Sul, vai abrir um no Japão. Cooperação científica são países desenvolvidos e cooperação técnica são países em desenvolvimento. Mas isso não é uma verdade. Você pode ter cooperação científica com desenvolvimento conjunto de produtos e serviços, para atacar a área de interesse mútuo, de interesse comum, com países em desenvolvimento. É isso o que ocorre no MarketPlace. Ele talvez seja muito interessante pois ele tem uma arquitetura base de cooperação técnica, a arquitetura dele, dos projetos e da gestão é uma arquitetura de cooperação técnica, mas o objetivo é cooperação científica pois é o desenvolvimento conjunto de uma... em alguma área específica. São projetinhos pequenos, projetos pontuais, mas isso é incremental, de ruptura... que não acontece todo dia. Então, para você entender : o MarketPlace é baseado na lei de inovação. Essa lei permite a formação de consórcios, de plataformas para inovação. Você tem uma Fundação que se chama Eliseu Alves, que faz um contrato específico com cada doador – aqui se fala mesmo de doador pois na cooperação Sul-Sul o Brasil não se classifica como um doador. Tem Bill e Melinda Gates Foundation *[O entrevistado cita outras fundações e parceiros]*, você tem a ABC - claro - como coordenadora da cooperação brasileira e também nesse processo. Então você tem os doadores que fazem um contrato específico para formação deste convênio com a Fundação Eliseu Alves, e a Embrapa como parte, ela que acaba sendo a gestora deste convênio. E a partir daí você faz a captação de recursos e periodicamente você lança editais abertos. Então são projetos competitivos, você lança editais e pesquisadores estrangeiros, de países estrangeiros, fazem a submissão de propostas. Tem que fazer propostas conjuntamente com pesquisadores brasileiros de unidades da Embrapa para determinado tema. Então você tem um processo competitivo e o projeto que... tem a proposta, se a proposta for aprovada você tem um comitê técnico para avaliar esta proposta. As propostas que forem aprovadas dentro daquele rol específico, daquele edital específico vão virar TCP, projeto de cooperação técnica, que é um contrato que vai tratar a forma como você vai executar aquele recurso, os resultados, as atividades, formatados dentro de um

documento que é um TCP. Então você tem um instrumento, TCP, de cooperação técnica, mas ele está operacionalizando ao que é cooperação técnica porque em primeira medida é claro que em 99% dos casos há uma disparidade de capacidade, de expertise, entre a Embrapa e as contrapartes. Então você tem uma transferência de tecnologia da Emprapa, uma capacitação, mas na cooperação técnica você pararia aí. O objetivo da cooperação técnica é fazer isso, é fortalecer as capacidades. Não é esperar algo em troca. Talvez no nível político, como impacto do projeto, sim. Mas no âmbito do projeto, como objetivo do projeto, não ! Nesses projetos já não. Vocês fazem isso com o objetivo de que vocês possam atacar um problema científico comum. Então você tem um passo a mais, um híbrido, eu chamaria.

Franciele : E sobre a questão do princípio da horizontalidade...

C. C. : O governo brasileiro procura desenvolver esta horizontalizade, de acordo com certos princípios, e os dois principais deles é justamente a horizontalidade, para que todos os países sejam tratados como iguais, e que os países sentem na mesa de negociação e sejam tratados como iguais. Não há imposição, e talvez seja democrática neste sentido, porque, quem vai dizer o que é melhor não é o governo brasileiro, não é a Embrapa, mas o próprio país. Então isso é um outro princípio, que é a demanda, o *"demand driven".* Então não é o governo brasileiro que oferta a cooperação, mas o país que vai dizer aquilo que ele quer. E dizendo aquilo que ele quer, nem sempre a melhor tecnologia, a mais atual, seja a melhor para se aplicar no caso. Isso depende das negociações específicas e do entendimento da contraparte, do governo local sobre as próprias condições. As condições econômicas, sociais e políticas do país, a própria tecnologia tem que absorver isso. A gente não chega... um projeto do Banco Mundial ou um projeto da USAID né... *"ah, seu problema é A, eu digo que o seu problema é A, eu faço um projeto para corrigir A"*, vou lá e contrato consultores norte-americanos, eles vão lá para corrigir A e dizem *"toma, isso é seu !".* Não é isso. Não é um cooperação *TOP DOWN*, mas *BOTTOM UP*, de baixo para cima, pois você constrói junto o entendimento do problema e a partir do entendimento do problema a solução para aquele problema. Então ela é horizontal nesse sentido, e ela é orientada por demandas específicas, por princípios. Talvez o terceiro princípio, fundamental, seja a não condicionalidade, pois não esta condicionada à interesses comerciais. É claro que a cooperação, como parte de PEB, é política. Você procura um impacto político com a cooperação. Mas o projeto não esta... nenhum projeto, pontualmente, esta condicionado à metas ou objetivos políticos ou comerciais. A amarração é muito mais fluida.

Franciele : De acordo com o seu ponto de vista... o Brasil tem uma política diferente com estes três princípios, mas ainda quais são as dificuldades do Brasil ? Você citou um problema logístico... dificuldades em comparação com os países do Norte; e as diferenças entre essa cooperação Sul-Sul e a cooperação Norte-Sul ? Sera que essa cooperação Norte-Sul, talvez pela própria experiência, será que eles já possuem um *savoir-faire* mais consolidado que o nosso ?

C. C. : O *savoir-faire* demonstra a Sorbonne ! Eu diria que sim ! Seria muita pretensão e ingenuidade que o Brasil ainda não tem muito o que aprender com os países do Norte, com a cooperação "tradicional". Acho que o discurso *"nós somos diferentes, nós somos bons"* não é por aí. Quando a gente está num arquitetura trilateral a gente vê que o Brasil ainda tem muito que trilhar, e eu diria para começar com a definição do que nós queremos com cooperação. Porque cooperação é uma atividade política, e na política não há vácuo. Alguém sempre ocupa o espaço. A gente não pode ter um projetinho aqui pequeno, depois um projeto grande, e depois nada durantes anos. Você precisa ser consistente. Então nenhum país do mundo – nem os países do Norte, cooperantes tradicionais se você pensa na OCDE, DAC da OCDE – vai atuar da forma como o Brasil atua : com demandas recebidas de qualquer país, e vai atendendo e vai... você não tem estratégia. Então você tem algo muito solto. O que o Brasil quer com isso ? Lá no governo Lula tinha alguns objetivos macro, mais macro, de aumentar a visibilidade brasileira, a eleição do Graziano Azevedo, mas o que você quer com isso ? Você ocupou a cadeira, mas o que você quer ? Quando você ocupa uma cadeira dessa, a OMC, por exemplo, o quê o Brasil está disposto a fazer para ser um protagonista na OMC ? A liderança tem um custo. O Brasil está disposto à pagar o custo para avançar um interesse específico ? Não me parece que o país esteja. Me parece que havia uma própria concepção muito primária destes objetivos, eles são na verdade objetivos instrumentais, você não chegou à nada ainda. Eles precisam ser um instrumento para avançar alguma coisa efetivamente. E hoje se perdeu até esses objetivos mais macro. É dificil dizer hoje o que o Brasil quer com a sua cooperação. É por isso que o Brasil não tem países prioritários... diz que tem formalmente... qualquer país pobre. O que o Brasil quer com esta cooperação ? Isso é uma definição política. Isso os países desenvolvidos não têm receio em dizer. Os países prioritários. O objetivo são as ex-colônias britânicas. Eles têm uma responsabilidade que eles procuram atender com a cooperação. Você pega por exemplo a Suécia, a cooperação da Suécia é toda via agência multilaterais para fortalecer o sistema internacional. O Brasil não tem um objetivo com cooperação, a gente acaba atuando, e tendo resultado, e chamando aquilo que você conseguiu como objetivo. Mas aquilo não foi planejado de forma antecipada. É atirar e chamar aquilo que você tenha eventuamente acertado como resultado.

Descendo num nível mais operacional, eu diria que o próprio fato de ter uma agência que não tem a capacidade de atuar no exterior é uma excrescência. Como nós podemos ser um protagonista da cooperação técnica, Sul-Sul, se nós não temos instrumentos para isso ? Enquanto a ABC não for uma agência independente, e essa é uma outra questão : o *timing* da chancelaria tem uma razão de ser. A questão da precedência, a questão do processo, ele tem uma razão de ser, uma existência no mundo. Mas esse não é o *timing* da cooperação hoje. Hoje não tem nenhum grande país, um país desenvolvido, cuja cooperação esteja dentro da chancelaria ! Então são atividades, claro que como toda atividade de Estado tem que estar ligada ao Estado, mas a cooperação precisa ser muito mais dinâmica, mais flexível. A própria arquitetura institucional da ABC inibe isso. Ela tem uma arquitetura diplomática, canais de chancelaria, e isso é uma outra coisa que a gente precisa atacar. Além dela estar engessada na chancelaria, ela não tem os instrumentos necessários para atuar. Há uma falta de capacidade de atuar no exterior, então as agência dos governos nacionais têm representações nos países, tem capacidade de apoiar logisticamente os projetos. A ABC não tem representação em lugar nenhum. Tinha uma pessoa sediada em Moçambique por uma razão específica, justamente do ProSavana, que era a Thais que estava lá, e hoje não tem ninguém. Não que a ABC tenha que colocar gente em todas as embaixadas, mas se você vai ter projetos estruturantes, você tem que ter essa capacidade. Se você não tem essa capacidade, então é melhor você ter um outro desenho. Talvez haja uma desconexão entre as pretensões e a capacidade.

Entretien réalisé par téléphone avec une analiste de projets du département de coopération Sud-Sud Trilatétale avec Organismes Internationales au sein de l'ABC, le 4 mars 2016. Cette analiste n'est pas une fonctionnaire de l'ABC, mais possède un contrat spécifique qui s'est établi entre l'ABC et le PNUD.

Franciele : Há quanto tempo a Sra. trabalha na ABC ? A Sra. Passou por outros departamentos e funções antes ?

L. : Eu estou aqui há 7 anos já.

Franciele : Sempre trabalhando nesse departamento, com cooperação trilateral ?

L. : Não, na verdade eu já passei em outros departamentos, eu já trabalhei no setor de administração também, e depois com o núcleo de tradução, com o departamento de África, com o departamento de América Latina. Neste setor que estou, estou desde novembro do ano passado.

Franciele : Você trabalha como analista de projetos. Você poderia explicar as atividades, funções desse cargo ?

L. Na verdade, não sei se você esta familiarizada com a ABC...

Franciele : Um pouco, eu conversei com o responsável pela cooperação bilateral...

L. : Com o Paulo Lima ?

Franciele : Sim, com ele...

L. : Ah, ele é o responsável pela CPLP.

Franciele : Isso ! Ele me explicou algumas coisas sobre a estrutura da cooperação, me indicou o COBRADI também, algumas coisas nesse sentido. Mas acho que se você quiser falar sobre a estruturação da ABC...

L. : A ABC foi criada acho que... em 1988, e ela era um departamento... é um departamento do Itamaraty. E aí, com o tempo, e como a gente tem que atender uma demanda da política externa do país; e como os países de língua portuguesa são prioritários o Paulo Lima coordena um departamento específico para isso. Então você tem uma divisão de departamento que ela tenta atender à uma coisa regional, e aí uma outra divisão que é, digamos, por modalidade de cooperação

bilateral porque ela vai ser meio regionalizada. Então a gente tem um departamento de América Latina, de Caribe, tem um departamento para África francófona e África anglófona. Nesse mesmo departamento tem pessoas que cuidam de Ásia e Pacífico. Fora isso a gente tem, como são várias modalidades de cooperação, a gente tem um departamento que é CGRB, que eles também fazem cooperação trilateral com países desenvolvidos. Por exemplo, a agência de cooperação americana, a USAID, e o governo do Brasil através da ABC para beneficiar Moçambique ; ou com a JICA ; ou com a GID. Tem o nosso departamento que é de cooperação trilateral Sul-Sul com os organismos internacionais. Esse nosso departamento foi o último a ser criado. Nós estávamos atrelados à um que se chama CGRM que é a coordenação geral de cooperação multilateral. E aí surgiu esta necessidade de talvez ter uma relação mais próxima com os organismos internacionais. Então veio esse nosso departamento. Eu, especificamente, fico mais a vontade para falar sobre os meus projetos, mas a gente tem programas com UNICEF, Unesco, PNUD, PMA, com a FAO, com o Banco Mundial nós estamos tentando retomar... que mais... Eu estou cuidando dos projetos com o PMA, que é o Programa Mundial de Alimentos, e também de uma iniciativa com a OIT. A gente tenta acomodar as demandas que o governo do Brasil recebe, e como a gente tem esse contato com os organismos internacionais, dependendo da demanda, eu vejo assim : « *Ah, isso seria interessante, talvez, trabalhar com o PNUD, ou talvez interessante esse pedido com o PMA* ». Então assim, com o PMA e com a OIT, as nossas grandes linhas atuais com o PMA é a alimentação escolar, e com a OIT é a questão de trabalho decente. Essas iniciativas realmente estão no marco da cooperação Sul-Sul, então realmente é uma coisa só de países em desenvolvimento. Então o Brasil está transferindo conhecimento técnico e expertise para esses países, nessas áreas que eu te falei, alimentação escolar e trabalho decente.

Franciele : Você tinha comentado que a ABC não possui projetos com Angola...

L. : Na verdade é assim. Na verdade até tem, mas na cooperação bilateral. Assim, com os meus projetos, eu não tenho. Com o PMA, nós temos 23 países que a gente considera prioritários, o que não quer dizer que a gente não atenda demandas pontuais de outras países, porque um dos diferenciais da nossa cooperação trilateral com os organismos internacionais é o que a gente vê que é uma vantagem comparativa para o Brasil, porque muitos vezes o que acontece, por exemplo na área de alimentação escolar : a gente tem o conhecimento técnico que é do pessoal do SBNDE do ministério da Educação, só que a gente não tem uma questão de logística e um apoio operacional nos países que a gente pretende atuar. E já o Programa Mundial de Alimentos está presente naqueles lugares. Então isso nos permite, primeiro, facilita nosso contato inicial com instituições dos países, porque eles já conhecem, já sabem tudo ; nos dão um apoio logístico que é muitas vezes

– apesar de na gestão do Lula ele ter aumentado muito o número de embaixadas e representações diplomáticas nos países da África - não são todos os países que têm. E já esses organismos internacionais, eles tem uma estrutura no país como também estruturas regionais lá. Então a gente pode... e eles têm também uma equipe técnica que já trabalha nos temas que a gente trabalha. Então a gente vê que realmente é uma forma de agilizar os processos de somar esforços : nós transferindo o conhecimento técnico e eles com a prestação de apoio tanto em termos de infraestrutura, logístico, operacional, e conhecimento também da realidade local, pois a gente não tem.

Franciele : E como funciona os acordos entre o governo brasileiro, através da ABC para com os organimos internacionais ?

L. : Com os organismos internacionais, a gente tem que ter um quadro jurídico. Então, por exemplo, com o PMA, a gente assinou um Memorando de Entendimento entre o governo do Brasil e o Programa Mundial de Alimentos, e depois a gente assinou um programa de execução entre o PMA e o Brasil. Esse programa de execução permite que depois você crie alguns projetos específicos ou regionais, ou por país, de cooperação técnica.

Franciele : Gostaria que você me explicasse mais esse problema logístico, essa insuficiência da ABC...

L. : Não é uma insuficiência, porque assim, nós somos uma institutição do governo brasileiro. Nós estamos no Brasil, fisicamente, só que nós estamos implementado projetos de cooperação técnica em outros países. E muitas vezes, esses outros países não tem opções de recursos ou de infraestrutura, por que muitas vezes no âmbito bilateral fica até meio contraparte do país contemplado, do país que recebe a cooperação, prestar esse apoio digamos num caso com o projeto com Angola. Digamos, vai uma delegação lá, e aí eles têm que visitar uma fazenda não sei aonde em Angola. Pode ser que no orçamanto do projeto você tenha previsto uma linha orçamentária para esse tipo de gasto, mas pode ser também que tenha sido acordado com o governo do país que eles deviam disponibilizar carro ou transporte da delegação até o local, entendeu ? Não é uma insuficiência logística nossa, a questão do organismo internacional, por exemplo, a iniciativa com o PMA. Nós tivemos uma missão em Moçambique, e lá tem escritório do PMA. O projeto que a gente estava fazendo era na área de educação, então a gente trabalhava com o ministério da Educação. Tanto nós da ABC como o pessoal do CMA de lá. Mas quem está no Moçambique é o PMA. Então, é óbvio que eles têm uma maior facilidade para fazer um monitoramento e um acompanhamento desse projeto, pois eles estão lá. Eles são interlocutores privilegiados para a

gente, porque se acontece, digamos que a gente tem o projeto piloto numa escola, e aí eles verificam que tinha sido previsto a entrega de alimentos naquela escola, e que naquele dia não foi. Eu no Brasil ficarei sabendo 2 ou 3 semanas depois, e olhe lá. Eles não, eles provavelmente serão informados antes da gente, pelo fato deles estarem lá. Até porque, nós do governo brasileiro, a gente não pode... a gente tem uma estrutura física aqui.

Franciele : Também tem um outro lado. No próprio governo, o ex-ministro de Relações Exteriores, o Celso Amorim, afirmava a necessidade de um cenário multilateral, a necessidade do Brasil alargar as relações até para os próprios interesses de consolidar este « Sul ». O fato de ter relações com organismos multilaterais possibilita que o Brasil se insira de forma mais eficaz em alguns debates que ele trava, como por exemplo a Rodada de Doha sobre os subsídios ficais ?

L. : Acho que com certeza você não pode desconsiderar este contexto mais amplo. Agora o que eu acho Franciele, que acontece o seguinte : nós, enquanto governo... eu sou analista de projetos, e eu não sou servidora do Itamaraty. Eu, e todos os analistas de projetos de cooperação técnica, nós somos contratados por meio do PNUD. Isso indica que no Brasil nós não temos, os nossos recursos financeiros são limitados, e os nossos recursos humanos também. Você tem esse primeiro fator. Com relação à esses recursos, tanto financeiros como recursos humanos limitados, a gente tem que tentar sempre optimizar. Estamos num contexto de promoção das nossas melhores práticas, como você bem sublinhou, das nossas políticas sociais, que são a maior parte das demandas que a gente recebe, então nossa forma de otimizar e angariar são por meio dessas negociações multilaterais, de otimizar mesmo. Pois você tem até uma capacidade de fazer algumas coisas, mas sei lá, o MDE, eles não tem como atender todas as demandas que eles recebem dos países. Mesmo que eles quisessem, não tem, por mais que eles queiram promover o Bolsa Família, o Brasil Sem Miséria, ou qualquer outra política. Não existe funcionário suficiente no ministério. Então é uma forma de você disseminar, divulgar, de promover essas políticas. Então, quando você entra no... você sabe que uma dos mandatos da FAO é a segurança alimentar e nutricional, que é condinzente com as políticas brasileiras, então por que não juntar, se unir e tentar otimizar recursos. Acho que com certeza tem isso também.

Franciele : Tenho uma pergunta bem pontual, pois estava lendo que esse início diplomático possui 4 tipos de acordos : o Protocolo de Intenções, Memorando de Entendimento, Ajustes Complementares e os Acordos Gerais. Desde o início do Protocolo de Intenções até os Acordos Gerais, não se iniciou a cooperação técnica ?

L. : Na verdade todos estes acordos são firmados, são acordos políticos, que fazem parte do protocolo do ministério. Você não pode fazer uma iniciativa, chegar num país... você tem que ter um marco, um Memorando de Entendimento. Agora, tudo isso, seria indicado falar com o ministério das Relações Exteriores, pois quem assina é o ministério. Seria interessante perguntar para alguém do MRE mesmo.

Franciele : Sobre a natureza da cooperação Sul-Sul, não a cooperação técnica, mas a cooperação Sul-Sul entendida como uma cooperação entre países em desenvolvimento...

L. : Não só ! Como eu te expliquei, a cooperação Sul-Sul é mais ampla e também designa uma cooperação com países desenvolvidos, e junta a ABC, e agências de países desenvolvidos, como a dos Estados Unidos, do Japão, da Alemanha, para beneficiar um país em desenvolvimento. A importância é que sempre o país contemplado seja um país em desenvolvimento.

Franciele : Essa cooperação Sul tem 3 princípios : a horizontalidade, a não condicionalidade, e a reciprocidade. Mas lendo alguns relatórios como da UNCTAD, por exemplo, eles também partem desses princípios, assim como países do Sul – China. De onde surge esses 3 princípios ? Essa questão da cooperação Sul-Sul é antiga já.

L. : Na verdade eu acho mais interessante te indicar alguma bibliografia. Tem publicações de um funcionário daqui, o Marcio Lopes Corrêa. Eu acho mais interessante do que eu ficar aqui falando para você *[risos]*. Eu acho que é Prática Comentada da Cooperação.

Franciele : Na sua opinião, desde o governo Lula você já trabalha na ABC. Você notou alguma mudança entre os dois governos, mudanças de direcionamentos, por exemplo ? O quê mudou ?

L. : Houve sim mudanças, mas elas foram muito mais quanto à questão de restrições orçamentárias. E isso foi uma coisa que fortaleceu muito a questão de parcerias com organismos internacionais, pois a gente viu que era uma forma de complementar não só os nossos recursos, mas de promover mais. Então acho que isso foi bem... agora, em termos de mudanças... realmente quando o Lula saiu e a Dilma assumiu teve uma desacelerada total. Eu não falaria numa reorientação, mas acho que definitivamente – com exceção dos países da CPLP – os demais países realmente ficaram um pouco... se questionou mais assim sobre não somente a viabilidade como também a necessidade de se fazer alguma iniciativa nesses lugares.

Franciele : Você nota alguma diferença na avaliação dos projetos, há uma diferença entre os países africanos, quais os aspectos que facilitam uma cooperação ou o que dificulta ?

L. : É muito diferente, por exemplo, na cooperação com América Latina, como são países que estão num nível de desenvolvimento muito semelhante ao Brasil e como as instituições desses países já são mais « consolidadas », é mais fácil. É muito mais fácil você tocar um projeto de cooperação com a América Latina do que na África. Na África, acredito que até pela facilidade linguística, com certeza, com os países da CPLP, por você ter também esse quadro da CPLP, com as discussões e com os fóruns, é muito mais fácil do que fazer um projeto no Mali, ou com o Burkina Faso. Eu não tenho dúvidas. Agora são muitos os fatores que influem, pois há a vontade política. No caso do meu projeto com o PMA, a gente contempla 23 países e 18 deles são na África. Tem países que existe uma vontade política de promover a questão da alimentação escolar. Nesses países, pessoas que estão em posição de decisão - o ministro, o presidente da República – se ele tem interesse, as coisas realmente fluem mais rápido. Agora tem países que foram contemplados e que às vezes passa tempo e você não consegue desenvolver uma única atividade. Você tenta, tenta mobilizar as pessoas, e as vezes também a situação política... aqui na ABC por exemplo tem um projeto na área do algodão, e aí contempla Quênia e Tanzânia, e um dos países que entraria também seria o Burundi. Mas no meio tempo teve um golpe de Estado no Burundi, e por isso optou-se... achou-se mais prudente firmar este acordo apenas com o Quênia e o Tanzânia, mas este é um projeto bilateral.

Entretien réalisé par téléphone le 29 avril 2016 avec un fonctionnaire de l'ABC.

Franciele : O que se espera efetivamente com a criação do marco regulatório ? Quais são os problemas que este marco vai regular, e quais são os objetivos ?

L. C. : Quando nós falamos de cooperação internacional, como no Brasil é uma estrutura onde cada modalidade tem seu ponto focal, pois cooperação internacional tem várias vertentes – digamos assim – tem a cooperação técnica, humanitária, científica, educacional, tecnológica, financeira e outros mais... cultural. Então *[Silêncio]* em cada modalidade dessa cooperações elas começaram no passado com regulamentações que tratavam das ações internacionais para o Brasil, e progressivamente, em níveis diferentes de avanço, começaram a tratar de cooperação para fora do país. Isso num cenário que entra na tutela do ministério de Relações Exteriores, o MRE tem responsabilidade direta de coordenação sob algumas modalidades, e atua – digamos assim - subsidiariamente com outros ministérios em relação à outras modalidades. Quando nós falamos na cooperação Sul-Sul, a cooperação horizontal, são sinônimos, são conjunto de iniciativas que já existem há três décadas, mas que nunca contaram com um marco jurídico adequado, abrangente. Então, eu diria que o diagnóstico – que era necessário – do marco jurídico para a cooperação do Brasil para fora, é um diagnóstico de mais de 10 anos, eu diria de 20 anos. De certa forma, já veio que quase junto com a criação da ABC. Só que nunca houve condições para se viabilizar, e no caso mais recentemente, começou-se a haver um consenso sobre a necessidade de se fazer esse marco regulatório porque no caso particular da cooperação técnica, a cooperação realizada pelo Brasil estava já sendo represada em algumas coisas, prejudicada, limitada pela falta de um marco regulatório. A realidade mostrou, em termos práticos, foi uma alavanca, para se desenvolver dessa visão em vários níveis da necessidade de uma legislação. Inclusive, não só para regular, mais uma legislação que instrumentalize, que dê os instrumentos para o governo federal brasileiro atuar melhor na cooperação técnica Sul-Sul, mas também que dê possibilidade de você explorar sinergias entre modalidades, que hoje acontece muito pouco. Aí, você tem um conjunto de ações que estão sendo propostas : algumas no nível do próprio MRE têm sido feitas, como portarias, que melhoraram e criaram condições internas do ministério para dar uma gestão mais moderna, avançada, da cooperação Sul-Sul *lato sensu.* Outras medidas dependem de projetos de lei. Então, está sendo dicutido internamente o documento principal desse pacote que seria um projeto de lei para regulamentar a cooperação internacional Sul-Sul do Brasil para o exterior mas tambéem do exterior para o Brasil – tem uma parte que trata especificamente dessa parte, dessa outra modalidade – digamos assim – da cooperação recebida. A maior parte, eu diria 80% do projeto de

lei é a cooperação do Brasil para o exterior, mas no âmbito das ações específicas do Itamaraty. Ou seja, esse projeto de lei não vai tratar como o ministério da Educação regula bolsa de estudos para a Capes, ou não vai tratar como o ministério da Fazenda trata as contribuições aos organismos internacionais, que seria a cooperação financeira. Não vai abranger outros ministérios, vai tratar particularmente de modalidades de cooperação que estão sob responsabilidade direta do Itamaraty. Em termos de conteúdo, esse projeto de lei tem uma parte inicial que define os objetivos de diretrizes, propostas, uma política de cooperação internacional brasileiro. Depois ele cria alguns instrumentos, com a instância ministerial consultiva, cria a ideia de um forum de consultas, consultividade, cria alguns instrumentos de gestão de uma política de cooperação. E depois o projeto de lei entra numa parte mais normativa de criação, de autorização do governo federal do Brasil – o que chamaria a parte dos instrumentos – que autoriza o governo federal a fazer uma série de medidas que hoje não podem ser feitas. Por exemplo, você faz um projeto em agricultura, você não pode comprar implementos agrícolas ; ou um projeto de administração pública você não pode doar um sistema de informação para outros países. Quer dizer, hoje a legislação não permite que você doe coisas para o exterior, a legislação brasileira hoje não permite, por exemplo, que os servidores públicos, que são a grande maioria dos cooperantes brasileiros, possam ficar longos períodos no exterior. A legislação brasileira também não permite uma série de despesas que são inerentemente associadas à execução dos projetos de cooperação técnica, de cooperação humanitária. O que fazemos hoje é de uma maneira limitada, o que gostaríamos de fazer não podemos, outras para fazer temos que fazer parcerias. Então é muito... é uma forma de atuar um tanto fragmentada em termos de diversidade de mecanismos que tem sido usado e que um marco jurídico amplo e completo em termos de instrumentos de cooperação Sul-Sul permitiria uma maior eficiência sistêmica na prestação de cooperação do Brasil para outros países. Também o projeto de lei propõe – mas isso terá que ser discutido intensamente com o ministério da Economia do governo – que é a criação de mecanismos para captação de recursos, de apoio à mobilização de recursos a título de complementação de recursos orçamentários que o governo federal tem limitações para fazer aportes de recursos que financiem projetos, independente da modalidade. Então são diversas vertentes que o projeto de lei busca captar, e junto com o projeto de lei estão sendo também elaborados alguns decretos que vão tratar de assuntos que não precisaria o congresso nacional, como a nível do próprio executivo federal na área de procedimentos, de gestão interna da própria ABC, o decreto sobre a sistematização, regulamentação da elaboração daqueles relatórios do COBRADI, do IPEA sobre a cooperação brasileira para o exterior, que são publicados com o apoio do Itamaraty, da ABC. É o que eu posso dizer para você sobre o histórico do processo de criação do marco regulatório até o momento atual.

Franciele : Esse marco não foi discutido antes por um problema político ? Pois na verdade a cooperação Sul-Sul e esse marco fez falta. Seria uma vontade política, ou uma falta dela, ou uma falta de objetivos, de definição melhor das diretrizes ?

L. C. : Há 20 anos, 30 anos o número de cooperação brasileira era muito pequeno. Então, os assuntos – é uma opinião pessoal – você consegue... alguns assuntos evoluíram a partir da escala do assunto, do tamanho do assunto. A cooperação começou a ganhar fôlego no final dos anos 90 e na virada do século ganhou impulso, como todos sabem. Essa maior atividade gera maior conhecimento, maior informação disseminada e a própria ampliação da cooperação mostrou que os mecanismos que existiam há 20, 30 anos, que eram adaptados para um volume pequeno de ações, hoje – dada a amplitude e densidade maior dos fluxos de cooperação, ficou patente que o que servia antes não serve hoje. Mais recentemente é que foi possível haver esse reconhecimento da necessidade que precisamos ter uma nova referência normativa para apoiar, para que a cooperação internacional do Brasil várias modalidades – vertentes ou modalidades – possa explorar seu potencial pleno.

Franciele : Sobre a questão do PNUD, foi só durante uma entrevista com a funcionária da ABC que eu fiquei sabendo sobre isso. O Sr. poderia explicar este acordo ou projeto, e qual o objetivo dele ? E se ele tenta resolver um problema orçamentário do Brasil...

L. C. : A ABC, parte do pessoal dela, com foco mais na area técnica e não na área administrativa, a gente conta com consultores, e aí contratados por projetos. São dois projetos, na verdade, que nós temos consultores, e alguns projetos mais assim... com alguns outros organismos na área trilateral – Cooperação Trilateral Sul-Sul – também às vezes tem uma pessoa ou duas que nos apoia também, mas sempre nessa área mais técnica. Isso porque os demais servidores da ABC são funcionários do ministério de Relações Exteriores que na maior parte não são especialistas de cooperação internacional. Principalmente na parte quando você fala de cooperação, nós estamos falando de uma formação muito ligada à planejamanto, à gestão. O pessoal de cooperação tem que conhecer de planejamento, de gestão de relações internacionais, de direito internacional, de línguas, etc. Mas como a ABC não tem um quadro próprio, e as carreiras de serviço público brasileiro são muito específicas nas suas atribuições na área de diplomacia brasileira, o aumento – como eu estava falando - o crescimento das atividades da ABC desde sua criação foi um crescimento progressivo e mostrou que a ABC precisava reforçar a equipe principalmente na parte técnica. Então com esses projetos foi possível – alguns já acabaram, e fizemos outros mudando o enfoque

das pessoas pois não é o mesmo projeto ao longo dos anos – são projetos distintos que tem características próprias, mas na intenção de fornecer consultores, pessoas especializadas em cooperação internacional, que permitem que a ABC consiga preparar bem missões internacionais, montar projetos de cooperação técnica Sul-Sul. São consultores que atuam especificamente na cooperação técnica Sul-Sul.

Franciele : Na medida que um acordo acaba a ABC faz outros projetos para dar conta dessa demanda.

L. C. : Em termos genéricos sim. Agora... nesse projeto de lei que eu estava falando agora, um dos ítens do projeto de lei, um dos instrumentos que eu mencionei que o projeto pretende enfrentar é a questão dos recursos humanos da ABC mesmo. De se equacionar de maneira definitiva. Nessa iniciativa, digamos assim, do marco regulativo vai ser discutido a questão dos recursos humanos da ABC. Claro que no futuro a gente pode continuar, propondo algumas parcerias na parte de especialistas, isso não é 8 ou 80, você conseguir uma forma de ter um quadro de especialistas da própria estrutura aqui do ministério não quer dizer que automaticamente você vai desperdiçar oportunidades de buscar alguns especialistas específicos em algumas áreas, desenvolvendo... não só o PNUD, mas qualquer outro organismo internacional ou uma agência bilateral estrangeira.

(Agradecimento ao entrevistado pela resposta às perguntas e citação do projeto que estou analisando sobre a reestruturação dos institutos de Pesquisa Agronômica e Veterinária em Angola)

L. C. : Se eu não me engano Angola ia pagar o trabalho de consultores brasileiros. Só que hoje não há como o governo de Angola transferir recursos para o governo brasileiro. Não tem como, o governo brasileiro não pode receber recursos de um outro governo, não há previsão legal para isso. Esse é um exemplo. Se o Brasil tivesse um Fundo de Cooperação, os recursos de Angola poderiam vir para o Fundo, e com isso pagar as missões dos especialistas brasileiros. Só para mostrar como a ausência de mecanismos impacta no potencial de fazer parcerias internacionais.

Entretien réalisé par mail le 8 et le 17 mai 2016 avec un fonctionnaire Angolais de l'IIA.

Franciele : O Sr. poderia explicar suas atuais atividades no Instituto de Investigação Agronómica de Angola, se o Sr. ainda faz parte do quadro de funcionários ?

M. : Sou chefe de departamento de estudos socioeconomicos do IIA e chefe de programa nacional de investigação em economia agricola e sociologia rural. Sim, ainda faço parte do quadro de funcionàrios do IIA.

Franciele : A partir de qual momento o Sr. ficou sabendo sobre o projeto de reestruturação dos Institutos de Investigação de Agronómica e Veterinária?

M. : Oficialmente, fiquei sabendo sobre o projecto de reestruturação dos Institutos de Investigação Agronomica e Veterinària a 15 de Maio de 2014, data do lançamento do projecto.

Franciele : Quais foram as suas atribuições durante os 2 anos do projeto entre 2014 e 2016 ? O Sr. participu de reuniões, de comitês de gestão, de cursos proferidos por técnicos da Embrapa, etc. ?

M. : Sou membro do Grupo Gestor de Estratégia pelo IIA. Participei em vàrios seminàrios ministrados pela Assistência Técnica da Embrapa em 2014 durante a implementação do componente 1 do projecto: "Elaboração de Estratégias de Inovação e Planos Directores do IIA e IIV". A 11 e 12 de Maio de 2016, participei do seminàrio sobre o componente 4 do projecto: "Avaliação do Estudo de Modelagem do Sistema de Extensão, Identificação de Actores e Fluxos". Não faço parte do Comité Gestor do projecto e consequentemente não participei a nenhuma reunião.

Franciele : O Sr. poderia explicar os objetivos desse projeto de cooperação?

M. : Geral: fortalecer as capacidades de pesquisa e inovação dos Institutos de Investigação Agronomica (IIA) e Veterinària (IIV) angolanos, e desta forma, contribuir para a segurança alimentar e o desenvolvimento da agricultura nacional.

Especificos: a) Formular a estratégia nacional de inovação agropecuària e os planos directores do IIA e IIV; b) Desenvolver um sistema de gestão de pesquisa e desenvolvimento (P&D) orientado para planeamento participativo, a implementação, o monitoramento e a avaliação de figuras programàticas; c) Estabelecer um sistema de gestão de recursos humanos do IIA e do IIV e realizar actividades de capacitação em àreas prioritàrias; d) Definir enfoques e mecanismos de articulação

entre a pesquisa e as actividades de difusão e transferência de tecnologias; e) Elaborar um plano de necessidades das infraestruturas de pesquisa do IIA e do IIV.

Franciele : O Sr. foi para o Brasil ? Algum outro funcionário do IIA foi para o Brasil ?

M. : Sim fui ao Brasil com 3 colegas do IIA.

Franciele : O Sr. já conhecia a Embrapa antes desse projeto?

M. : Nunca estive na Embrapa antes deste projecto, portanto foi a minha primeira visita à Embrapa.

Franciele : Qual a sua avaliação dos resultados desse projeto ? Quais os pontos positivos e os pontos negativos?

M. : O projecto atrasou a sua implementação prevista inicialmente para Dezembro de 2013. Dos 5 componentes técnicos que compoem o projecto, até a data realizou-se somente o componente 1:“ Elaboração de Estratégias de Inovação e Planos Directores do IIV e do IIV.
O seminàrio de avaliação do componente 4: „Definição de enfoques e mecanismos de articulação entre a pesquisa e a difusão e transferência de tecnologia teve lugar a 11 e 12 de Maio de 2016“.
O componente2: „Desenvolvimento do sistema de gestão de P&D do IIA e do IIV e o componente3: „Definição de sistemas de gestão estratégica de recursos humanos e capacitação de profissionais em areas prioritàrias“ serão realizados de 29 de Maio a 5 de Junho do ano em curso.
Perante este quadro, pensamos cedo fazer uma avaliação dos resultados deste projecto.
Pontos positivos:
-O projecto coincidiu com o processo de diversificação da economia promulgado pelo Governo angolano;
-Os resultados poderão servir de advocacia para incentivar os decisores politicos a apostar no desenvolvimento agricola com base na inovação tecnologica como eixo prioritàrio;
-A total implicação do Grupo Gestor de Estratégia na elaboração dos produtos do componente1 do projecto.
Pontos negativos:
Este projecto é uma inicativa isolada que deveria arrancar junto com os demais sectores como os creditos agricolas; as infraestruturas rodoviarias, ferroviarias; assim como as de logisticas.

Franciele : Durante o projeto houve algum conflito entre as partes envolvidas, entre o governo brasileiro, o governo angolano e a FAO?

M. : Houve adiamento de missões dos peritos da Embrapa por motivos administrativos tal como a concessão de vistos de entrada e saida para Angola junto das instâncias de direito. Quanto a parte técnica e financeira do projecto não posso adiantar nenhuma informação por não integrar o Comité Gestor do projecto.

Franciele : O Sr. ja trabalhava no IIA de Angola durante o período da guerra civil ?

M. : Não trabalhei no IIA durante o periodo de guerra civil em Angola.

Franciele : O Sr. já participou de outros projetos de cooperação entre o governo brasileiro e o governo angolano ? Quais foram estes projetos ?

M. : Não, este é o primeiro projecto entre o governo brasileiro e o angolano em que participo.

Franciele : O IIA de Angola possui outros projetos de cooperação com outros países ou com outras instituições / organizações ? Há um projeto de cooperação entre Angola e Itália que foi assinado este ano para apoio ao Instituto de Investigação Agronómica ?

M. : Sim o IIA tem outros projectos com:
Organizações internacionais: UE; Banco Mundial; FIDA; FAO; JICA AECID; e AIEA.
Instituições internacionais congeneres: CIMMYT; Embrapa; ISCRIT; CIAT; SARRNET; IITA; e CIP.
Universidades internacionais: ISA; UNIV. DE PORTO RICO; UNIV HAMBURGO; UNIV. VALENCIA; IPAD; UC; e UFV.
Sim, a Direcção Geral rubricou o ano passado um projecto de cooperação entre a Republica de Angola e a de Italia no sector agricola.

Franciele : Qual a sua avaliação quanto aos projetos de cooperação que outros países acordam com Angola? O Sr. acredita que há uma troca de transferência de conhecimento e tecnologia que beneficia os pesquisadores agrícolas e os agricultores angolanos, precisamente no setor agrícola?

M. : Do meu ponto de vista, os projectos de cooperação com os demais paises são uma mais valia para Angola jà que a transferência de conhecimento e tecnologia é um facto, cito: o reforço das capacidades institucionais do IIA; a introdução e disseminação de variedades melhoradas genéticamente; a capacitação e formação de quadros do IIA.

Franciele : Há algumas empresas privadas brasileiras que também possuem projetos agrícolas em Angola, como na região de Capanda a empresa Odebrecht que criou uma fazenda. O Sr. conhece este, ou outro projeto de empresas privadas no setor agrícola no território angolano ?

M. : Jà ouvi falar desta empresa privada brasileira Odebrecht que investiu no componente de sistemas produtivos de varias cadeias produtivas agricolas tais como milho e cana-de-açúcar; na provincia de Malange. Hà outras empresas privadas brasileiras que investiram no componente de fornecimento de insumos, equipamentos e maquinas agricolas: BrasAfrica; etc.

Franciele : Em geral, os contatos estabelecidos com os diversos representantes brasileiros, com os representates da FAO, e com os diversos representantes angolanos se deu de forma "fácil" ?

M. : Não faço parte do Comité Gestor portanto é me dificil emitir qualquer opinião.

Franciele : Ou o Sr. acredita que houve dificuldades em manter o diálogo para definir objetivos e diretrizes do projeto?

M. : Dificil de dar o meu ponto de vista.

Nous avons renvoyé un mail à ce fonctionnaire pour approfondir quelques réponses. Il nous a envoyé les réponses le 17 mai 2016.

Franciele : *O Sr. poderia me indicar as datas de ida ao Brasil e explicar os motivos de ter ido ao pais ? Foi para ter cursos na Embrapa, por exemplo ?*

M. : A visita realizou se de 15 a 28 de Março de 2015 com os seguintes objectivos: (1) conhecer a organização institucional e de gestão das unidades de pesquisa da Embrapa cerrados, milho &

sorgo, e soja; (2) conhecer a programação de pesquisa desenvolvida pelas Unidades da Embrapa; e (3) conhecer a infraestrutura laboratorial e de campos experimentais.
Franciele : O Sr. poderia me indicar onde foi realizado o seminario do componente 4, nos dias 11 e 12 de maio e o que foi definido com este seminario ? Teve participação de brasileiros ? Quem ministrou o seminario ?

M. : O seminàrio foi realizado em Luanda/Angola. Entre as recomendações destaca se a implementação de um sistema angolano de Extensão Rural pluralista, por demanda e orientado para o mercado. O seminàrio teve a particpação brasileira (um representante da Embrapa e um da ABC). O seminàrio foi ministrado pelo consultor moçambicano contratado pela FAO Angola para o efeito. O consultor foi assistido pelo Chefe de Departamento para Investigação e Extensão da FAO Roma.

Franciele : O Sr. mencionou que entre os dias 29 de maio e 5 de junho haverá um outro encontro para definição do componente 3, *Definição de sistemas de gestão estratégica de recursos humanos e capacitação de profissionais em areas prioritàrias.* Onde será realizado este seminário, em Angola ou no Brasil ? Quem foi convidado à direcionar este seminario ? Seria a FAO, a Embrapa, funcionários do IIA ou IIV ?

M. : O seminàrio de 29 de Maio a 5 de Junho realizar-se-à no Huambo/Angola e serà ministrado pelos consultores da Embrapa.

Franciele : No final da vossa resposta o Sr. disse que o projeto é uma uma iniciativa muito isolada, e deveria ter uma relação com créditos agrícolas e a construção de infraestruturas. Essa crítica foi exposta ao governo brasileiro ? Outro país ou institutição possui um acordo com o IIA no sentido de concede crédito agricola e construção de infraestruturas como a JICA ou mesmo a China ?

M. : O ponto fraco exposto no inquérito e referente a iniciativa isolada do projecto é minha opinião e não engaja o Governo Angolano através do Ministério de Agricultura, nem tão pouco a Instituição que represento. Esta critica consta nos cenàrios 2025 para a inovação agricola e o agronegocio em Angola, elaborados pelo GGE do IIA e IIV com a assistência técnica da Embrapa. O IIA não é uma instituição vocacionada para conceder créditos agricolas, para tal não tem nenhum acordo com demais paises neste sentido.

Franciele : O Sr. mencionou que *"O projecto coincidiu com o processo de diversificação da economia promulgado pelo Governo angolano; e que os resultados poderão servir de advocacia para incentivar os decisores politicos a apostar no desenvolvimento agricola com base na inovação tecnologica como eixo prioritàrio".* Poderia explicar como o governo angolano vai diversificar a economia e quais os possíveis conflitos para que os decisores políticos para não aplicar no desenvolvimento agrícola com base na inovação ?

M. : A economia angolana é assente na exploração do crude que representa 2/3 das exportações do pais, isto é, uma economia extrativista. O objectivo seria apostar nos demais sectores de economia como a agropecuaria; a construção; e os serviços.

Entretien réalisé avec un consultant de l'Embrapa embauché spécifiquement pour le projet avec les deux Instituts angolais. Ce consultant est un ex-fonctionnaire de l'Embrapa ainsi comme d'autres consultants qui ont participé du projet. Tous ces ex-fonctionnaires ont crée une entreprise privée de consulting. L'entretien était réalisé par skype le 16 mai 2016.

Franciele : Gostaria que o Sr. descrevesse o projeto e o trabalho dos consultores para a sua criação.

A. P. : Primeiro eu gostaria de fazer algumas perguntas para você... como você chegou até esse projeto ? Como você se meteu numa encrenca dessa ? Como você foi se meter nessa história ?

Franciele : Na verdade eu gostaria de trabalhar com... eu faço uma dissertação de mestrado na Sorbonne Paris 1, e eu gostaria de trabalhar com cooperação Sul-Sul. Como esse assunto é muito amplo, eu foquei primeiro África e Brasil, e depois tive que focar num país e num setor. Como eu tenho uma amiga que trabalha com Angola no seu doutorado, pensei em fazer sobre Angola, pois eu gosto de estabelecer contato com pesquisadores, estabelecer essa relação. Como eu gostaria de trabalhar com agricultura, cheguei até esse projeto pela Embrapa na verdade, pois no site da ABC este projeto não existe.

A. P. : O que acontece é o seguinte : para começar a ABC é muito desorganizada. A ABC faz parte do comitê gestor do projeto, e nós estivemos lá muitas vezes com pessoas da ABC trabalhando conosco nas diversas missões que nós fomos. Um dos fatos de não existir a informação, e você pode escrever na sua tese, é que existe uma grande dificuldade de organização de dados na ABC, o que era de se esperar pois é uma agência com muito pouco recurso e com pessoal que entra e sai, pessoal que muda todo dia. Então, obviamente, é possível encontrar essas situações. Agora mesmo eu estou com uma ata da ABC que trata de uma reunião na qual um funcionário da ABC estava em Angola para dar tratamento à continuidade do projeto, participando do comitê gestor do projeto. A ABC sempre esteve presente em todos os momentos desse projeto. Agora, obviamente, ela não é protagônica e nem poderia ser porque ela faz o meio de campo, mas ela não tem, assim, corpo técnico para enfrentar as atividades de um projeto dessa natureza. Então, ela participa das burocracias, dos trâmites de cooperação, coisas dessa natureza, e as vezes até atrapalha um pouco *[Risos, e alguém no escritório diz que ela atrapalha na maior parte do tempo]*. Não escreva isso na sua tese, isso é para o seu conhecimento. Agora, como a gente chegou nisso. Nós fomos da Embrapa, e esse trabalho não foi feito pela INOVA não, esse trabalho foi feito como ex-pesquisadores da Embrapa, como é o meu caso, o caso da Suzana, e de outros colegas que

trabalharam com esse tema de gestão, de estratégia de institutos, e que fizeram isso por muitos anos na Embrapa. Nós temos a capacidade técnica nessa área. Esse tipo de capacidade técnica na área de ciência e tecnologia é uma capacidade técnica rara, porque normalmente os pesquisadores se... especializam nas áreas fins, e a gestão da pesquisa, a gestão da ciência e tecnologia, é uma coisa meio. Obviamente, existem poucos profissionais com essa especialização, é nós somos alguns desses profissionais que fizeram por muitos anos isso na Embrapa. Por conta disso, nós temos, mesmo aposentado, quando aparece atividades de cooperação como essa, a Embrapa convoca a gente, ou nos indica, pelo fato dela não ter esse tipo de profissional especializado. Então, a gente é chamado para complementar determinadas carências de pessoal especilizado nessa área. Essa é a razão para que a gente, mesmo aposentado pela Embrapa, ter sido chamado para ir para Moçambique, Angola, e para outros eventos dessa natureza.

Sobre os Institutos. A situação dos Instituos de Angola é deplorável. Deplorável pois é um país que passou aí uns 10 anos em guerra, destruindo o que tinha sido construído. Entre outras coisas que eles conseguiram destruir, eles destruíram as estruturas de ciência e tecnologia que tinham sido montadas lá pelos portugueses. Eles botaram os portugueses para fora, e depois começaram a brigar pelo comando do país. E nessa briga, os Institutos de pesquisa, as estruturas que existiam, e até mesmo o pessoal, foi destroçado. Então, houve uma situação, digamos, de terra arrasada, por uma guerra que durou muito tempo e que custou muito caro para o país. Então, quando nós fomos para lá, e eu fui o primeiro a ir, nós constatamos que ficou... não tenho nem a palavra para descrever. Mas era uma situação de absoluta incapacidade de produzir coisas que pudesse contribuir para o país. Ficou lá um... vamos dizer uma meia dúzia de profissionais capacitados, uma dúzia de profissionais com meia capacitação, alguns administrativos, equipamentos e instalações quase nada. E Angola é um país que importava tudo. Apesar dela ter um enorme potencial para ela fazer agricultura, o país confiando no comércio de petróleo, no comércio de diamantes, no comércio de... *commodities* minerais, eles acharam que esse negócio de agricultura era de segunda ordem. A prioridade que foi dada pelo governo, e que persiste até hoje, é muito pequena. Embora o país tenha tudo o que precisa para fazer agricultura. Ele tem terras, terras boas, terras planas. Ele tem clima, tem sol, tem água, e tem mão de obra. Obviamente uma mão de obra muito pouco qualificada, mas isso nós também não tínhamos aqui no Brasil, e hoje em dia o Brasil é um dos maiores produtores de produtos agrícolas do mundo. Nessa história é que surgiu a ideia dos dois Institutos de se juntarem e procurar a Embrapa no sentido de conseguir consultoria para que eles conseguissem ser reconstruídos, pois na verdade é um processo de reconstrução. E houve algumas tentativas, antes da gente chegar e obter algum sucesso. Eles primeiro convocaram um grupo de

pesquisadores da Embrapa que foram lá e propuseram alguma coisa muito sofisticada e cara para o país. Eles propuseram uma montagem de uma estrutura que iria implicar em versões iniciais de 70 milhões de dólares. E obviamente, o governo recusou, porque na segunda tentativa, que foi essa que a gente participou, o governo entrou com milhões de dólares. E a ideia que inicialmente era juntar os dois institutos e fazer uma única empresa nos moldes como existe no Brasil como a Embrapa, por questões políticas internas, foi abandonada, e eles decidiram reconstruir os dois intitutos. O que aparentemente não tem muito sentido. A não ser estas questões internas de distribuição de poder setorial. A FAO entrou nesse processo como uma facilitadora de transações de uso de dinheiro, porque o governo de Angola queria por o dinheiro mas ele não tinha como pagar consultores e fazer aquisições. O Brasil também não podia porque não tem um mecanismo institucional para fazer. Então a operacionalização, administrativa e gerencial desses acordos, com os mecanismos que o Brasil e Angola tinham, era muito complicada. Aí apareceu o Graziano lá numa visita, o pessoal procurou ele e colocou o problema, e ele colocou a FAO a disposição para ser o órgão gestor, facilitando a contratação de consultores e obviamente, facilitando as transações financeiras. Isso viabilizou o processo e é bom para a FAO porque ela cobra *[Não foi possível compreender]*. Ela vive de intermediação financeira também. A FAO pegou parte desse recurso como taxa de administração.

Franciele : A FAO não disponibilizou técnicos, nem nada disso ? Ela só trabalhou com intermediação financeira ?

A. P. : Não, essa parte somos nós. A produção do projeto, o treinamento, a formalização, tudo isso fomos nós que fizemos. A FAO tinha um agente que acompanhava de longe as missões que nós levávamos e participava do comitê gestor. Mas sob o ponto de vista técnico, a participação da FAO é, eu diria que é marginal. Ela tem alguns profissionais que atuam muito mais em pesquisa agrícola, mas em pesquisa agrícola não é definitivamente o negócio deles não. E além do mais, eles têm o mundo inteiro para cuidar. Eles jamais teriam condições de fazer uma atuação como a que nós fizemos, nós fomos lá em Angola umas 6 vezes, em um período de um ano, fazendo missões de uma semana, duas semanas, trabalhando. Quer dizer, não é trabalho que os funcionários da FAO possam desempenhar não.

Franciele : O projeto se realizou entre 2014 e 2016, pelo menos uma primeira fase dele né.

A. P. : É, começou mesmo em 2015, a primeira etapa foi um ano. Acho que a primeira missão foi em agosto, e nós entregamos os Planos Diretores e os Cenários do Agronegócio de Angola em julho de 2015, ano passado. Nesse período trouxemos uma missão de 10 pesquisadores, o diretor do projeto e do Instituto e mais 9 pesquisadores ao Brasil para eles conhecerem a Embrapa, para eles conhecerem a estrutura e os centros. Ou seja, fizemos uma das etapas do projeto aqui no Brasil, e as outras nos íamos lá, trabalhávamos geralmente com regimes de seminários, e demos treinamento para a equipe, e íamos... estabelecemos a metodologia, o esquema de trabalho. Íamos treinando e deixando tarefas para eles. E depois, na próxima missão, nós voltávamos, recebíamos a tarefa e os aportes, geralmente a gente tinha que refazer porque eles têm pouco traquejo com essa área de gestão, mesmo se eles tem bons profissionais, inclusive profissionais com doutorado aqui no Brasil, mas eles não conhecem muito essa área de gestão de pesquisa. Então nós dávamos treinamento, deixávamos tarefas, mas normalmente nós tínhamos que completar as tarefas. Por isso, a consultoria, parte dos trabalhos foram desenvolvidos por nós aqui no Brasil. Com base, nos aportes que eles faziam. E foram todos desenvolvidos assim. Depois, quando o Plano Estratégico e os documentos estavam prontos, nós fizemos primeiro uma validação interna. Traçamos a estratégia e fizemos com que eles fizessem reuniões internas nos dois institutos com todo o pessoal técnico para que as proposições que estavam sendo feitas fossem criticadas e aprovadas internamente. Depois disso, nós organizamos uma validação externa que foi feita em Luanda, e da qual participaram umas 70 pessoas convidadas e orgãos internacionais e orgãos nacionais, representantes de produtores, com uma metodologia própria, onde os planos foram apresentados para eles. Eles receberam uma lista de documentos de pontos que eles deveriam observar, e eles fizeram uma avaliação, e formalizaram esta avaliação. Com base nessa avaliação, nós fizemos os últimos ajustes e entregamos o produto. Essa foi, vamos dizer, a rotina de trabalho. Deveríamos ter começado em seguida a implementação, que previa o desenvolvimento de um sistema de gestão de pesquisa, desenvolvimento de um sistema de gestão de recursos humanos, uma proposição de reestruturação das bases físicas, mas... parou. Parou por falta de dinheiro.

Franciele : Mas o dinheiro vem da contribuição de Angola, que é quem aplica, mas as horas técnicas e viagens é pago pelo governo brasileiro ?

A. P. : Não, não. A contribuição da Embrapa não é uma contribuição financeira em termos de dinheiro, mas pelo dos profissionais que ela alocou para o projeto. E obviamente, os pagamentos de diárias das viagens. Eles calculam um coeficiente hora dos profissionais que participaram... teve o cooperador administrativo do projeto que é da área de cooperação internacional da Embrapa

que acompanhou todas as missões, e então este tempo dele foi compatibilizado e eles colocaram mais algumas coisas aqui, um apoio que eles puderam ajudar, e isso entra como contrapartida da Embrapa. Mas ela não põe dinheiro dela nesse negócio não. E todos os nossos honorários, pagamento de viagem, pagamento de passagens aéreas é feita lá pela FAO, mas com dinheiro que Angola colocou para financiar o projeto. Foram gastos 660 mil dólares para a primeira etapa do projeto. Então, teoricamente haveria ainda uma sobra de 1.500.000,00 / 1.600.000,00 dólares, mas acontece que o governo não alocou isso, por causa da crise econômica que o país atravessa em função do petróleo. Por conta disso, o governo não colocou o dinheiro, e agora – recentemente – nós fomos procurados porque eles resolveram continuar, mas em situação muito precária porque eles dispunham somente de 100.000,00 dólares, embora ainda houvesse uma alocação de 1.200.000,00 dólares para o projeto. Isso leva a desconfiar que eles não dão muita prioridade para isso não.

Franciele : Quando vocês receberam essa demanda do projeto, tinha algumas prerrogativas do governo angolano, alguns direcionamentos, linhas diretrizes ?

A. P. : *[O entrevistado faz sinal negativo com a cabeça]*. Reestruturar os Institutos para que eles ficassem parecidos com a Embrapa. Isso, obviamente, implícito, não explícito.

Franciele : E os Institutos possuem projetos de cooperação com outras organizações internacionais ?

A. P. : Pontuais, pontuais. A cooperação internacional, ela é extremamente pontual. Eu estive em Guiné-Bissauu agora, trabalhando. A Comunidade Europeia, por exemplo, vai lá e acha uma atividade de pobre interessante, e eles vão lá e colocam um pouquinho de dinheiro ali. Põe 100 mil dólares aqui, 200 mil dólares ali, mas isso cai como uma gota d'água no oceano, porque a necessidade é muito grande. Ajuda pouco. Eu fiz meu doutorado na Inglaterra, e alguns colegas do departamento de economia andaram estudando as cooperações, e o que eles falaram é o seguinte : que a Inglaterra, para cada libra que eles colocavam em cooperação, eles traziam três de volta. *[Risos]*.

Franciele : Mas o Sr. acha que o Brasil também traz um pouco de... Angola e o Brasil possuem uma relação comercial grande, há muitas empresas brasileiras em Angola...

A. P. : Vai diminuir.

Franciele : A própria Odebrecht...

A. P. : Isso tudo estava lastreado pelo BNDES, tão obviamente... você está onde agora ?

Franciele : Estou na França.

A. P. : Então você não está acompanhando o que está acontecendo aqui no Brasil.

Franciele : Estou acompanhando sim.

A. P. : Então, o presidente da Odebrecht está preso. E ele não está preso porque ele é feio não ! Mas porque ele fez coisas feias ! *[Risos]*. Então, tem muito dessa presença de negócios, não só em Angola como em outros países, mas tem muito o dedo do financiamento brasileiro feito pelo BNDES para as empresas, sobretudo as construtoras. E é provável que com essa mudança de governo, comece a aparecer mais notícias disso por aqui. E era essa realmente a grande presença que existia por lá. A Odebrecht estava por lá na exploração de diamantes, fazendo estradas e competindo com os chineses. E obviamente a competição com os chineses é muito forte porque tem muitos chineses e eles cobram mais barato e fazem mais rápido. E fazem porcaria ! *[Risos]*. Os angolanos não tem uma boa imagem da qualidade dos produtos dos chineses não. Eles acham que a qualidade do produto brasileiro é melhor.

Franciele : Falando dos chineses, pois a China possui uma relação forte com Angola, sobretudo com relação ao petróleo...

A. P. : Toda a África ! Lá em Moçambique é a mesma coisa...

Franciele : Eles não possuem uma cooperação agrícola com Angola, mas uma cooperação na construção de infraestruturas...

A. P. : O que eu tenho observado nos países africanos que eu trabalhei é que os chineses tem uma predileção especial para a parte de engenharia. Trabalhei também na Venezuela, e os chineses estava lá fazendo o quê ? Construção civil, construção de barragens, construção de estradas, de cidades. A mesma coisa em Moçambique, e em Angola. Eu tenho a impressão que eles entram com

essa história de agricultura como uma isca para atrair negócios. Mas o que eu tenho visto – não é minha área de estudo, meu interesse é marginal – mas pelas observações pessoais, sujeitas a chuvas e trovoadas, você deve ter banco de dados para investigar isso, é que eles estão interessados nessa área de engenharia, construção, e menos com agricultura. Eles estão interessados com agricultura aqui com o Brasil. Há interesse deles aqui em comprar áreas para produção de grãos, coisas dessa nobreza, pois o país tem muito mais tamanho e tem tecnologia, coisas que não tem na África. As dificuldades que têm na África é que você nem tem tecnologia, nem mão de obra capacitada. Você tem um potencial, mas não tem... tem o hardware, mas não tem o software.

Franciele : Vocês já participaram de outros projetos em Angola ?

A. P. : Não, só esse. Eu me inscrevi pessoalmente num projeto com uma empresa chamada Campo para participar de um projeto de desenvolvimento de uma região, Cabinda. E a Campo perdeu porque cobrou muito caro. Então alguém cobrou mais barato e ganhou. Foi a única tentativa. Mas a gente também... essa é uma empresa de velhinhos, não somos tão agressivos não. Nós trabalhamos com alguns projetos que nos mantêm em atividade, mas que não demande esforço excessivo.

Franciele : Li um pouco do projeto...

A. P. : Mas que projeto você leu ? Você pode ter lido o projeto da área financeira, e aquilo praticamente não é um projeto, mas um diagrama de ações. Então precisa saber exatamente qual projeto você tem em mãos.

Franciele : O Plano Diretor dos Institutos, com a projecção dos cenários do futuro.

A. P. : Então você pegou o produto do Planejamento Estratégico.

Franciele : Há a projecção dos cenários do futuro...

A. P. : Sim, pois a situação é a seguinte : se o país não tomar providências no sentido de priorizar a agricultura e a inovação tecnológica, vai chegar numa situação que sem dinheiro para importar comida haverá uma crise alimentar, como está acontecendo hoje na Venezuela. A situação é simples, pois quando você tem dinheiro para importar o que a população precisa para comer, as

coisas funcionam. No dia que o dinheiro acaba, você vai viver de esmola internacional. Essa esmola, geralmente, é muito generosa em momento de crise, em momentos que há terremoto, ou inundação. Mas depois, ao longo do tempo, ela escasseia. Então acho que um dos bens mais caros para qualquer país do mundo é a segurança alimentar. Aquele cenário que a gente coloca que é para nunca acontecer, porque cenário não é previsão de futuro. Você deve saber disso porque na França o Michel Godet... a gente faz cenários para que os gerentes possam avaliar as consequências das coisas, ou de não fazer as coisas. Então o cenário da mesa que a gente colocou, aquele cenário horroroso, é um cenário de crise completa do país, e era para dizer para os dirigentes : « *olha, se mexam porque senão, vocês podem chegar à isso ».* Agora, a gente estava trabalhando pelo cenário da mesa farta. E isso implicaria em quê, implicaria em você estruturar um sistema de inovação, investir em crédito rural, investir em assistência técnica, e em capacitação. Porque não é só a pesquisa que vai resolver o problema da agricultura angolana não.

Franciele : Angola é conhecido como um país com grande corrupção, desvio de dinheiro. Durante o seminário vocês chamaram alguns representantes de produtores, representantes internacionais, e algumas empresas...

A. P. : Eles chamaram ! Nós indicamos quem eles deveriam chamar, e eles fizeram as escolhas e os convites. Os convites saíram pelo ministro e pelo presidente do Instituto, do IIA, que era o coordenador do projeto. Nós atuávamos como consultores, não como decisores.

Franciele : Há uma desigualdade muito grande em Angola...

A. P. : Como no nosso país também.

Franciele : Sim ! Nesse sentido, como conseguir conciliar produtores familiares e grandes produtores, investidores, em Angola.

A. P. : Da mesma forma que se concilia aqui no Brasil ! A questão da pequena produção é questão de inteligência. Você não pode pegar pequeno produtor que tem pouca terra, pouca capacidade, para ele produzir o que pobre compra. Pequeno produtor tem que produzir para o que o rico compra, e o grande produtor tem que produzir o que pobre compra. Parece um paradoxo, mas não é. Porque na verdade, para você produzir grãos, para você produzir soja, feijão, arroz, milho, coisas que você coloca no mercado por eficiência produtiva, você tem que ter escala. Produzir biodiesel, energia,

cana-de-açúcar, você tem que ter escala porque um ganho por área é muito pequeno. Você não consegue sustentar uma família plantando 5 hectares de soja, 5 hectares de arroz ou 5 hectares de milho, porque o que sobra para alimentar a família é uma miséria. A questão passa a ser de escolha inteligente do que o pequeno produz. Ele deve produzir frutas, produtos orgânicos, produto de alto valor agregado para que ele possa ter uma produtividade maior. E aqui no Brasil a gente já fez muitas pesquisas sobre a reforma agrária... você é paranaense ?

Franciele : Sim, paranaense.

A. P. : Eu encontrei produtor de soja ali no interior do seu estado que está ganhando, sei lá, 15 hectares de reforma agrária, e que está ganhando 1.000 reais por ano, e produtor de uva que esta ganhando 50 (50000 reais por ano). Numa mesma área. A questão passa a ser de escolha ! Em qualquer país cabe... a não ser que seja um país que tenha realmente limitação de terra, e não é o caso da África e nem o caso do Brasil. Talvez seja o caso da França, país onde a quantidadede terra é pequena. Mas no Brasil, você... a reforma agrária acabou com o latifúndio, pois o camarada que tem uma terra improdutiva paga um imposto tão alto que passa a ser inviável. Precisa vender a terra para pagar o imposto, então isso acabou com o latifúndio no Brasil. E o indivíduo que tem terra produtiva, ele consegue produzir essas coisas que tem uma lucratividade pequena, mas ganha escala. Qual é a dificuldade que existe em Angola : você não tem tecnologia. O pequeno produtor, para ganhar dinheiro com pouca terra e pouca mão de obra precisa de máquina, precisa de tecnologia e precisa de escolha e inteligência do que produzir, e acesso ao mercado. Isso implica em quê : existência de políticas públicas e existência de organização.

Franciele : Vocês tem previsão de voltar à Angola ?

A. P. : Estamos em dúvida... eles estão convidando a gente para voltar e começar a segunda fase, mas estamos achando que no momento a proposta está muito desvirtuada. E nós já estamos numa situação, numa idade de não aceitar qualquer coisa, nós não estamos precisando de ganhar dinheiro para sustentar o leite das crianças. Hoje em dia a gente seleciona coisas que a gente acredita que tenha chances de produzir algum efeito, algum impacto. E, da forma como as coisas estão sendo colocadas, a gente não acredita que possa haver grandes avanços com a atual engenharia de execução. Nós estamos bastante reticentes de entrar nesse momento, a não ser que as condições que estão postas sejam modificadas. Principalmente que a gente sinta que haja por parte do governo angolano uma prioridade maior. Porque é completamente vazio você ir lá e fazer um

sistema de recursos humanos ou outra coisa e depois esses documentos ficarem na gaveta de algum burocrata. Não vai ajudar em nada. Nós iríamos ganhar mais uns tostões, as condições de trabalho são muito duras porque você precisa enfrentar as viagens de travessia do oceano, que são longas. Lá, as acomodações certamente não são francesas, e aí o que resta ? A satisfação de estar fazendo alguma coisa que você acha que vai ajudar. Ajudando alguém, um país, uma comunidade. Se isso não existe, é o caso de se pensar. No momento, é um ponto de interrogação. Pode ser que daqui um mês, a situação seja diferente. Mas o que foi posto para a gente nesse momento não é muito encorajador.

Franciele : O Sr. acha que com o novo governo esse projeto pode ganhar outras diretrizes ?

A. P. : Esse projeto é muito pequeno para que isso ocorra. Pode haver assim, se houver uma mudança na gerência da Embrapa, pode chegar algum diretor com ideias novas. E ele vai mudar o pessoal da área de cooperação internacional, e chega pessoas com novas ideias e projetos e podem dizer : « *Não, isso aqui não. Eu quero cooperação com a China ».* Mas você pensar em mudança de presidente e de ministro... está muito longe, e ele é muito pequeno para que ele possa ser afetado.

Entretien réalisé par téléphone le 20 mai 2016, avec une analiste de projets de l'ABC, responsable du projet avec l'IIA et lIIV.

Franciele : Gostaria de começar perguntando sobre a reunião que a Sra. teve em Angola, que refere-se à uma avaliação do projeto.

F. G. : Essa última reunião aconteceu para validação do resultado 4 do projeto que ele é voltado para... porque assim, para validações foi feito um estudo e contratado os consultores para analisar o sistema de gestão, e o fluxo de informações, mais voltado para a extensão rural. Então várias instituições de Angola, aí envolve o Instituto de Investigação Agronômica, Instituto de Investigação Veterinária, o Intituto de Desenvolvimento Agronômico, enfim, várias institutições e também lideranças das províncias que seria equivalente aos municípios, que estariam relacionadas à essa integração da diversidade para melhor atender com um nível de tecnologia, essas áreas. Então, esse estudo foi feito, por parte de um consultor, e um workshop foi feito com as instituições para discutir sobre esse estudo, essa ánalise institucional de Angola, e um debate sobre o que seria o plano diretor na área de extensão rural. E além disso, foi feito o contragestor do projeto praticamente para avaliar o desempenho que foi realizado no último ano, e todas as questões sobre a coordenação do projeto.

Franciele : O projeto tem uma segunda fase prevista, pois teoricamente ele acabou em janeiro de 2016... no começo do ano.

F. G. : Olha, ele teria acabado em janeiro, mas foi prorrogado até dezembro de 2016. O projeto, em teoria, se daria continuidade, mas de fato não foi realizado nem a metade do projeto. O que acontece é que só praticamente a parte do resultado 1 que foi realizado, a parte de diagnóstico, do plano estratégico do IAP, o cenário até 2025, enfim, e esse estudo e análise institucional. E já tem problema de recursos financeiros o que tem inviabilizado a finalização deste como previsto, então se estão com dificuldades de até cumprir o que já foi acordado, a gente não está nem considerando uma fase 2.

Franciele : Gostaria que a Sra. explicasse o papel da FAO neste projeto, pois a ABC tem uma dificuldade jurídica, e pelo que soube a FAO entrou nesse projeto para cuidar do fluxo financeiro, pois entre o governo angolano e o governo brasileiro não havia a possibilidade de dar continuidade desse projeto. Mas também me parece que houve uma conferência onde o palestrante era da FAO.
F. G. : O que acontece : existe projetos pela FAO que são GCP – *Global Cooperation Project* – e existe projetos que são TF, *Trust Fund*. Os GCP's normalmente são regionais, os do TF... unilaterais. Então o financiamento destes é por um único país. No caso deste projeto, é Angola a financiadora. A Embrapa enquanto instituição executora, assim como a ABC, que são instituições brasileiras, não podem receber este recurso. O que acontece : os organismos internacionais nos propiciam, através de um repasse de recursos ou da recepção de recursos, de viabilizar a cooperação. O governo brasileiro, através da Embrapa, concede honorários técnicos. E Angola tendo interesse, necessidade nesse *know-how* paga isso, e utilização para operacionalizar a cooperação. A ABC é a instituição coordenadora e a FAO atua dentro desse arranjo entre uma articuladora das instituições. Essa foi uma maneira de viabilizar uma demanda de Angola, e fornecer o conhecimento da Embrapa para capacitar o fortalecimento das instituições de Angola.

Franciele : A Sra. participou das primeiras reuniões com o governo angolano ? Teve algumas missões em Angola, com a participação do Sr. Pedro Arcuri da Embrapa. Bom, Angola é bastante voltada para a exportação do petróleo hoje, e a agropecuária foi delegada pelo governo angolano. Por que uma vontade de estruturar o sistema agropecuário nesse momento, ou não sei se esse projeto é mais antigo e somente agora conseguiu ser implementado. Pois a guerra civil acabou há bastante tempo.

F. G. : É, eu diria recentemente. Angola começou a se estruturar a partir de 2002, antes desse período foi devastado, principalmente a agricultura. E todo o planejamento de políticas agronômicas e tal tiveram que começar do zero. O que acontece, a economia era, e ainda hoje é muito voltada para a exportação do petróleo. E isso justamente por causa da queda do petróleo, pois antes era 100 dólares o barril e hoje é 18. Então a economia foi extremamente impactada, então há uma consciência de diversificar a economia. Do contrário eles continuariam vulneráveis ao mercado de petróleo, que já se sabe que não é sustentável. Então o interesse de Angola em colocar a agricul... o agronegócio como um dos fatores de movimento estratégico é viabilizar para a economia que eles tenham produção, diminuir a importação – eles importam muito, desde carne à cereais e tudo. Então fazer disso um dos fatores de desenvolvimento do país. Só que até hoje,

como eles precisam de apoio externo de cooperação para viabilizar isso, pois não conseguem viabilizar esta estratégia sem suporte internacional.

Franciele : Eu conversei com um dos consultores da Embrapa que preparou o projeto, e ele me explicou que havia uma vontade de unificar esses dois institutos, como o modelo da Embrapa hoje.
F. G. : Ah, certo.

Franciele : Mas ele me falou que o governo angolano recusou a proposta e os dois instituos continuam separados ainda... *[A entrevistada corta minha fala...]*

F. G. : Na verdade existe uma compreensão de que seria funcional, seria razoável unir estas duas instituições, mas politicamente o Instituto de Investigação Agronômico e o Instituto de Investigação Veterinária, eles têm potenciais políticos diferentes. Então não existe interesse interno de unir, embora eles entendam que seria procedente criar uma política mais ampla que concerne os dois âmbitos. Mas, não é muito provável que isso se realize, sobretudo a partir da última reunião, acho muito pouco provável.

Franciele : E o governo angolano chegou até o governo brasileiro com alguma demanda, pois a cooperação técnica parte do pressuposto que o governo parceiro faz a demanda para o governo brasileiro. Então, eu gostaria de saber como o governo angolano chegou até o Brasil, pois ele já destacou alguns elementos primordiais do projeto, ou esse projeto foi sendo construído pouco a pouco ?

F. G. : Em geral, aqui dentro da ABC para a demanda de cooperação, existe todo um processo desde uma manifestação de interesse, existe uma ánalise de prospecção, um diagnóstico para se justificar a cooperação. Então assim, em todo esse aspecto existe um passo a passo que o governo brasileiro precisa passar para atender uma demanda. Em geral, o governo interessado se manifesta em geral pela embaixada contextualizando a importância e assim, quanto a importância estratégica de cooperação naquele âmbito e o porque dessa demanda. E o Brasil vê se tem condições de viabilizar essa proposta, e vai se manifestar, se é capaz de atender. Por exemplo, a Embrapa tem que se mostrar disponível e se tem condições... concomitante às suas atribuições nacionais, se ela pode atender essa demanda, e a questão financeira... pois assim, várias demandas de cooperação a gente não pode atender se não tiver algum financiamento. O governo de Angola se manifesta e assume através da FAO, nesse caso a FAO em Angola possui uma peculiaridade interessante, pois

ela está dentro do ministério da Agricultura deles. Então é um organismo internacional mas ele não está tão a parte. Muito pelo contrário, ela está muito dentro. Enfim, a FAO é um braço do ministério da Agricultura em Angola, e favorece as demandas de cooperação internacional a favor de Angola.

Franciele : O projeto começou em 2014, mas as missões em Angola, o envio de alguns técnicos, só começou em 2015. Gostaria de saber se houve um atraso do projeto ou se ele estava tramitando entre acordos de âmbito mais político.

F. G. : Houve de fato um atraso, mas o maior atraso vai no do estabelecido, principalmente no caso de Angola. Eles vão, fazem as missões, as análises técnicas, realizam, no caso, o plano estratégico, e assim... só se inicia uma segunda fase após honrar a anterior. E no caso, tendo em vista a morosidade, até a parte financeira acabou atrasando o projeto.

Franciele : Sua visão sobre a cooperação técnica na África, a Sra. acredita que há algumas limitações orçamentárias ou mesmo jurídicas que dificultam o trabalho dos funcionários, que na verdade restringem o próprio trabalho dos funcionários na África, não sei se a Sra. participou de outros projetos na África.

F. G. : Especificamente falando da ABC, pois ele é vinculada ao Itamaraty. Por ser uma demanda em geral política, e claro, a ABC trata de cooperação técnica, o nosso papel, o papel dos analistas, é ver a viabilidade técnica do projeto e também na gestão do próprio, na execução. O que a ABC antes tinha : existiam recursos, antes de se entrar numa crise, numa restrição orçamentária. Então a gente tinha alguma independência, digamos, muito entre aspas, mas em relação à cooperação. A cooperação recebida, por exemplo, em geral, o que existia de recursos do governo brasileiro a gente executava e tal. Hoje, no caso os projetos com organismos internacionais, é uma gestão compartilhada até porque não existem instrumentos jurídicos que nos permitam ter esse orçamento, e a gente precisa de fundos ou meios que financiem a cooperação. O que é mais complicado é justamente... claro que da parte brasileira a articulação para fornecer é cooperação técnica, mas em contrapartida, embora tenha o apoio de um organismo internacional para operacionalizar isso, dentro de uma gestão partilhada é claro que tudo é mais moroso, uma concordância mútua é sempre muito mais difícil se fosse uma relação bilateral entre os países. Então, em certos aspectos acredito que por um lado é bom porque o Brasil, por exemplo, com toda a atuação que teve na África durante a gestão do Lula, teve muitas embaixadas que foram questionadas, pois até que ponto isso é viável. Isso, dentro de uma política externa foi muito viável e nos permitiu atuar com maior

protagonismo na política externa. E foi justamente, por exemplo através do Cotton-4, não sei se você conhece, foi através de atuações como esta, de projetos estruturantes que... *"não dar o peixe mas ensinar a pescar, mas vamos construir uma solução juntos"*, eu tenho esse potencial, essa tecnologia, esse conhecimento, e acompanhar o que é necessário por parte daquele país. Então essa construção foi muito válida inclusive para ganhar credibilidade por parte dos países beneficiados pela cooperação, inclusive nesse período que mais se promoveu cooperação com a África. Reflexo disso a gente pode citar a direção da Organização Mundial do Comércio com o embaixador Rodrigo Azevedo e com o Graziano na FAO, pois se não fosse pelos votos que a gente conquistou pela credibilidade do trabalho com a cooperação técnica com a África, dificilmente a gente teria esse protagonismo conquistado. Enfim, passou-se um tempo e muito coisa não se cumpriu. Não foi possível durante os 6 últimos anos, e o Itamaraty teve uma restrição muito pesada. A esperança é que se resgate todo o trabalho realizado, que a gente consiga inclusive ter novas propostas de projetos com a África.

Franciele : A Sra. pensa que seria somente uma restição orçamentária, ou direcionamento da política externa brasileira com o governo Dilma Roussef, das linhas diretrizes da PEB.

F. G. : Em ambos ! Durante o governo Lula o que aconteceu : houve realmente um *boom*, claro que se estabeleceu uma estratégia a cooperação Sul-Sul e a proposta de cooperação com outros países, porque realmente tinha fundamento, principalmente agronômico porque tem países que tem condições climáticas ao Brasil e aí querem potencializar, no caso, a cadeia de algodão. E aí, a gente tinha potencial técnico para fornecer. Mas era também uma estratégia do Lula de abertura de mercados, conquista de mercados, que não existia antes. Não só com os países do Cotton-4 mas com outros países por exemplo, diálogos e inciativas de abertura de mercado que não existiam passou-se a existir. Já durante o governo Dilma realmente não só a restrição, que foi de fato bem abrupta, mas nã existia uma política bem orientada, ainda que existia uma prioridade, principalemente com os países do Mercosul e CPLP, mas ainda muito aquém, dentro das perspectivas que foram dadas. Então, muita coisa ficou parada porque não tinha condições internamente de dar continuidade. Enfim, agora com o Serra, parece que existe essa vontade de resgatar essa proposta que foi dada na abertura de novos mercados, e a cooperação é um meio de viabilizar isso.

Franciele : A Sra. diz agora com o novo governo do Michel Temer ?

F. G. : Com o José Serra como novo ministro né.

Franciele : Um dos princípios da cooperação técnica é não possuir interesses comerciais. Mas o objetivo da cooperação internacional do Brasil é o desenvolvimento nacional. E mesmo com Angola o Brasil abriu várias portas comerciais, em importações e exportações de produtos. Então, qual o motivo para se manter uma cooperação técnica entre países ? O antigo ministro Celso Amorim dizia que havia uma solidariedade por parte do governo brasileiro, mas também interesses. A Sra. pode responder a partir do seu ponto de vista ou do ponto de vista da ABC.

F. G. : Embora existe um tratamento sem condicionalidade, é claro que existe uma forma menos pragmática do que de fato seria o interesse da cooperação. Esses Estados para o Brasil, principalmente os da África, eles são potenciais porquê : no momento que a gente deixou de ter a política orientada, durante a gestão do Lula por exemplo, a China praticamente hoje intensificou as relações com a África. E esse espaço infelizmente a gente perdeu nesse *gap,* nesse lapso de tempo entre as discussões e os interesses comerciais que poderiam ter sido mantidos. Várias empresas brasileiras como a Odebrecht – essa tem Lava-Jato -, mantidas aí, como empreiteras, de exportação de carnes... muito do mercado, ja que eles não tem produção, é muito importante para o Brasil. O Programa Mais Alimentos, que tem esquipamentos, por exemplo, é interessante para o Brasil fornecer os equipamentos que são produzidos aqui. Então, nessa perspectiva, é claro que é uma abertura de mercado. Existem muitas perspectivas de se manter essas relações de cooperação.

Franciele : Por exemplo, a cooperação técnica não prevê créditos, como créditos agrícolas, créditos de exportação, mas o Programa Mais Alimentos África tem como um dos objetivs beneficiar a partir de créditos agrícolas alguns produtores. Nessa caso, a ABC não tem essa via de cooperação, e então seria pelo BNDES ?

F. G. : O financiamento de um produtor ?

Franciele : Isso.

F. G. : Não, não. O que é possível é viabilizar um programa de financiamento, como se fosse assim, *"dar o caminho das pedras"* para implementar um programa de financiamento utilizando, por exemplo, os bancos ou a criação de um banco rural, coisas do tipo. Como se fosse intrumentalizar a capacidade de fomento ao agronego... agro... , mas não financiar diretamente, isso não tem.

Franciele : E o relatório final do projeto ?

F. G. : Provavelmente no final do projeto haverá, só que a previsão é de que se finalize conforme... a previsão é improvável. A gente ainda está em menos da metade no projeto, e é muito provável que exista uma extensão, ou se finalizar nem metade será executado. Não metade, mas no máximo 60% do projeto estaria executado. Então, o relatório final certamente, quando se acordar o término do projeto, a execução máxima dentro das disponibilidades financeiras possíveis será feito o relatório.

[Depois de terminar a entrevista F. G. me aconselha conversar com um funcionário da Embrapa ainda sobre o projeto em Angola]

F. G. : Este projeto é bem peculiar, existe outros projetos exitosos na ABC pelo fato de não depender do financiamento de um país africano. Acho válido a pesquisa, mas em relação a esse projeto não somente pela questão econômica de Angola mas também do Brasil, muito do que tinha sido acordado na perspectiva de cooperação técnica não foi cumprido pelas adversidades econômicas que tem enfrentado Angola.

Annexe 3

Projet de coopération technique signé entre le Brésil, l'Angola et la FAO.

Embrapa Cód.
10200.14/0072-0

/cj

PROGRAMA BRASIL-FAO DE COOPERAÇÃO SUL-SUL TRIANGULAR

Título e Nome do Projeto: UTF/ANG/048/ANG- Fortalecimento da Capacidade de Pesquisa e Inovação dos Institutos de Investigação Agronómica e Veterinária de Angola.
País(es) Cooperante(s): República Federativa do Brasil e República de Angola.

Data de início esperada (EOD): Fevereiro de 2014
Data de término esperada (NTE): Janeiro de 2016

Duração: 24 meses

Instituições cooperantes:

Angola	Brasil
Ministério da Agricultura (MINÁGRI)	Agência Brasileira de Cooperação (ABC)
Instituto de Investigação Agronómica (IIA)	Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária
Instituto de Investigação Veterinária (IIV)	(Embrapa)

Unidade da FAO cooperante/responsável: FAO/Roma e Escritório de Representação da FAO em Angola Aportes financeiros e não financeiros:

A. Aporte financeiro do Governo (N/A): USD 0.00 do Brasil:

B. Aporte financeiro do Governo (UTF -): USD 2, 195,940.00 de Angola:

C. Orçamento total (B+D) (aportes financeiros e não financeiro,s): USD 3,071,140,00

D. Aportes não financeiros do Governo de Brasil (*):
Horas técnicas de especialistas da Embrapa: Valor aproximado USD 875,200.0()

E. Aportes não financeiros do governo de Angola..

Horas-técnicas dos técnicos do IIA e do IIV; instalações fisicas; equipamentos e materiais; serviços de transporte e logística.

F. Aportes não financeiros da FAO(*):

(Indicar os aportes não financeiros, e.g. horas-técnicas, instalações fisicas; equipamentos e ynateriais; sistemas de informação ou bancos de dados; serviços de transporte e logística; voluntários; etc) d*) A indicação do valor monetário dos aportes não financeiros é opcional.

1

Assinatura Nome/Carg0

Assinatura
Data

V.EX. ANTONINO MARQUES

PORTO E SANTOS

20/01/2014

Governo da República Federativa do Brasil
Agência Brasileira de Cooperação — ABC

Embaixador,
Representante Permanente da
República Federativa do Brasil junto da
FAO
SR. PEDRO BRAGA ARCURI

Governo da República Federativa do Brasil
Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária -

Articulador da Embrapa junto a
Entidades Multilaterais, Regionais e
Nacionais na Europa
V. EX. FLORÊNCIO DE
ALMEIDA

Embaixador,
Representante Permanente da
República de Angola junto da FAO

2--0 01014

SR. LAURENT THOMAS
Diretor-Geral Adjunto,

Embrapa

Departamento de Cooperação 20/01/201
rgamzaçào das Nações Unidas p ra
Técnica
Alimentação e Agricultura - FAO

Governo da República de Angola

Organização das Nações Unidas para

BREVE DESCRIÇÃO DO PROJETO

Este projeto será implementado no âmbito do Programa de Cooperação Triangular Brasil-FAO, o qual respalda-se no Acordo Básico de Assistência Técnica entre a República Federativa do Brasil e as Nações Unidas, seus organismos especializados e o Organismo Internacional de Energia Atómica, firmado em 29 de dezembro de 1964, e no "Programa Executivo entre a Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura e a República Federativa do Brasil baseado no Acordo Básico de Assistência Técnica com as Nações Unidas para implementar iniciativas de cooperação técnica triangular nos campos da segurança alimentar e nutricional e de redução da pobreza, em beneficio de países em desenvolvimento", assinado em 28 de março de 2012.

O objetivo geral do Projeto é fortalecer capacidades de pesquisa e inovação dos Institutos de Investigação Agronómica (IIA) e Veterinária (IIV) angolanos, e dessa forma, contribuir para a segurança alimentar e o desenvolvimento da agricultura em Angola. O projeto possui os seguintes objetivos específicos:

- Formular a estratégia nacional de inovação agropecuária e os planos diretores do IIA e II V; • Desenvolver um sistema de gestão de pesquisa e desenvolvimento (P&D) orientado para o planejamento participativo, a implementação, o monitoramento e a avaliação de figuras programáticas;
- Estabelecer um sistema de gestão estratégica de recursos humanos do IIA e do IIV e realizar atividades de capacitação em áreas prioritárias;
- Definir enfoque e mecanismos de articulação entre a pesquisa e as atividades de difusão e transferência de tecnologias; e
- Elaborar um plano de necessidades das infraestruturas de pesquisa do IIA e IIV.

2

Embrapa C6d.

10200.14/0072-0

AEC
AGÉNCA ERASiLäRA DE t--COFFRACÂO

BRAZIL - FAO TRILATERAL SOUTH-SOUTH COOPERATION PROGRAMME

Title and Name of the Project: UTF/ANG/048/ANG - Strengthening and Innovation in the Agricultural and Veterinary Research Institutes of Angola.

Cooperating Countries: Federative Republic of Brazil and Republic of Angola

Estimated EOD: February 2014 Estimated NTE: Januarv 2016

Duration: 24 months

Cooperating Institutions:

Angola	Brazil
Ministry of Agriculture (MINAGRI)	Brazilian Cooperation Agency (ABC)
Agricultural Research Institute (ARI)	Brazilian Agricultural Research Corporation
Veterinary Research Institute (VRI)	(Embrapa)

Responsible FAO Unit: FAO/Rome and FAO Representation in Angola

Financial Contributions and In-Kind Contribution:

A. Financial Contribution from the Brazilian Government: (N/A): USD 0.00

B. Financial Contribution from the Angolan Government: (UTE): USD 2,195,94

C. Total Contribution (B+D) (Financial + In-Kind): USD3,071,l40.00

D. In-Kind contribution from the Brazilian Government (*):

Technical Hours dedicated by Embrapa Specialists. Estimated amount: USD 875,200.00

E. In-kind contribution from the Angolan Government:

Technical hours dedicated by Angolan specialists of IIA and of IlV; physical facilities; equipments and materials; transportation services and logistics.

F. In-kind contribution from FAO (*):

(Indicate the in-kind contribution, e.g. technical hours, physicalfacilities; equipments and materials; information systems or clata banks; transportation services and logistics; volunteers; etc)

(*) The indication of the monetary value ofthe in-kind contribution is optional.

1

Approved	Name/Title	Date
Government of the Federative Republic of Brazil Brazilian Agency for Cooperation (ABC)	H.E. ANTONINO MARQUES PORTO E SANTOS Representative of the Federative Republic of Brazil to FAO	20/01/2014 Ambassador, Permanent

MR PEDRO BRACJA ARCURI

Embrapa Liaison Officer for

Government of the Republic of Angola

Government of the Federative Republic of Brazil
Brazilian Agricultural Research Corporation
(Fnbrapa)

Multilateral, Regional & National
Entities in Europe

H.E. FLORÉNCIO DE ALMEIDA

Ambassador, Permanent
Representative of the Republic of
Angola to FAO

-2--0 01 / 014

20 / 01 / 2014

MR LAURENT THOMAS

Assistant Director-General,
Food and Agriculture Organization of the United
Technical Cooperation Department
Nations (FAO)

BRIEF PROJECT DESCRIPTION

The present initiative will be implemented under the framework of the Triangular Cooperation Programme Brazil-FAO, derived from the Basic Technical Agreement between the Federative Republic of Brazil and the United Nations Organization, its Specialized Agencies and the International Atomic Energy Agency, signed in 29 December 1964, and the "Programa Ejecutivo Entre la Organizaciön de las Naciones Unidas para la Alimentaciön y la Agricultura y la Repüblica Federativa del Brasil ", to implement initiatives of triangular technical cooperation in the fields of nutrional and food security and reduction of poverty, in benefit of developing countries, signed on 28 March 2012.

The general objective of the project is to strengthen the research and innovation capacities of the Agricultural and Veterinary research institutes of Angola, and thus contribute to food security and the development of national agriculture. More specifically, it intends to support:

- formulation of a national strategy for agricultural innovation and the master plans of the ARI and VRI; • development of a dedicated management system for Agro Veterinary

research and development (R & D), oriented towards participatory planning, implementation, monitoring and evaluation of programmes;

- establishment of a strategic management system of human resources, and conduct training activities in priority areas;
- setting focus and specific mechanisms to better articulate research, dissemination activities and technology transfer;
- development of a plan showing the main needs/gaps of the ARI and the VRI of Angola.